

Les Servitudes Légales en matière de Distribution et de Transport d'Energie Electrique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le Samedi 13 Juin 1942, à 14 heures

PAR

Anik ANTOINE

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

MEMBRES DU JURY :

Président: M. MESTRE

Suffragants	{	MM. ROLLAND LAMPUÉ	}	Professeurs
-------------	---	-----------------------	---	-------------

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^o, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v^e)

—
1942

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Les Servitudes Légales en matière de Distribution et de Transport d'Energie Electrique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le Samedi 13 Juin 1942, à 14 heures

PAR

Anik ANTOINE

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MESTRE

Suffragants	{	MM. ROLLAND LAMPUÉ	}	Professeurs
-------------	---	-----------------------	---	-------------

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

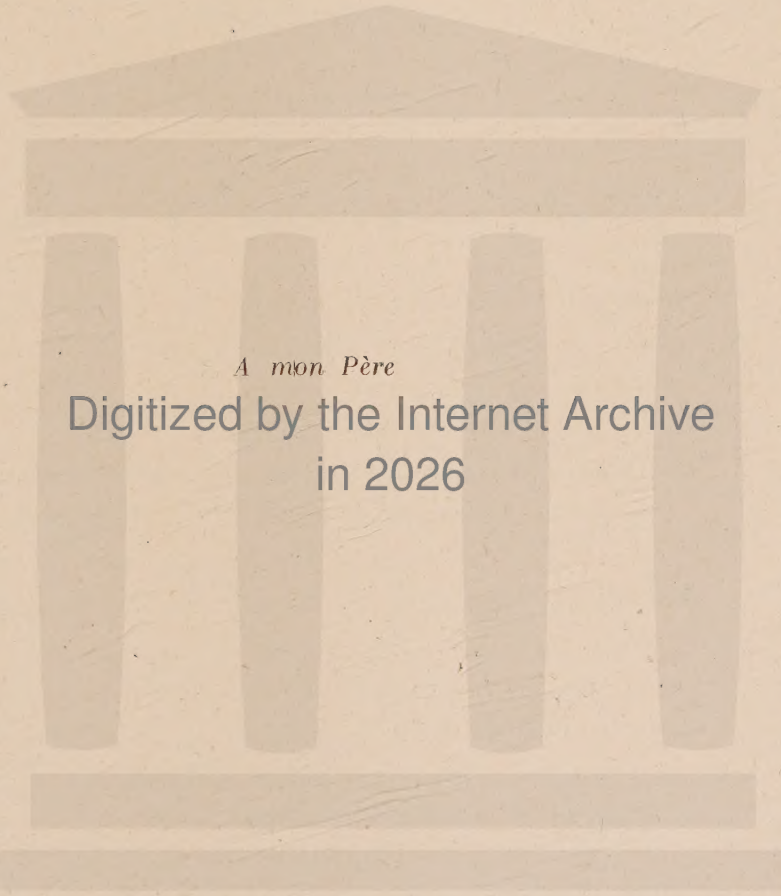
ROUSSEAU & C^o, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1942

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.





A mon Père

Digitized by the Internet Archive
in 2026

ABRÉVIATIONS

Annales des P. et C.	<i>Annales des Ponts et Chaussées.</i>
Bull.	<i>Bulletin de doctrine et de jurisprudence</i> publié par le Syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique.
Bull. Chbre Synd. F. Hydr.	<i>Bulletin de la Chambre Syndicale des Forces Hydrauliques.</i>
C. de c.	Cour de cassation.
C. de p.	Conseil de préfecture interdépartemental.
C. E.	Conseil d'Etat.
Civ.	Chambre civile de la Cour de cassation.
Crim.	Chambre criminelle de la Cour de Cassation.
D. P.	<i>Recueil périodique et critique</i> Dalloz.
D. H.	<i>Recueil hebdomadaire de jurisprudence</i> Dalloz.
G. P.	<i>Gazette du Palais.</i>
G. T.	<i>Gazette des Tribunaux.</i>
J. de p.	Juge de paix.

R. C.	<i>Revue des Concessions départementales et communales.</i>
R. D. P.	<i>Revue de Droit Public.</i>
Rec.	<i>Recueil des arrêts du Conseil d'Etat.</i>
Req.	Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation.
Rev. Ass. Terr.	<i>Revue des Assurances Terrestres.</i>
R. E.	<i>Revue de l'Enregistrement.</i>
R. G. E.	<i>Revue Générale de l'Electricité.</i>
S.	<i>Recueil Général des Lois et Arrêts</i> Sirey.
T. des C.	Tribunal des Conflits.
Trib. civ.	Tribunal civil.

INTRODUCTION

De toutes les sources d'énergie, l'électricité est la plus importante. Non seulement elle possède un champ d'application qui lui est propre et qui s'étend d'ailleurs sans cesse, par suite du développement de la technique, mais encore elle tend à suppléer, en de nombreux cas, aux autres sources d'énergie, principalement à la houille et au pétrole, présentant sur eux des avantages incontestables. Ses utilisations industrielles sont infinies. Sa contribution à l'augmentation du bien-être et à l'amélioration de la vie sociale est immense. L'électricité est, malgré le danger qu'elle peut présenter lorsque toutes les précautions nécessaires ne sont pas prises, d'un emploi commode. Elle ne nécessite aucune manipulation malsaine. Sa production s'effectue à un prix de revient faible, elle est une source d'énergie économique. Elle présente enfin deux autres avantages qui, en cette période d'atonie des rapports économiques internationaux et de pénurie des matières premières, sont particulièrement importants : elle est une richesse exclusivement nationale en ce sens que les ressources du territoire français sont suffisantes pour satisfaire tous les besoins du pays en énergie électrique ; il est même possible d'envisager une augmentation sensible de la production ; et dans la mesure

■

où elle provient de l'exploitation des forces hydrauliques, elle est aussi une richesse dont la consommation n'entraîne pas la disparition. Elle se renouvelle automatiquement par les modifications des conditions atmosphériques, par le rythme des saisons. Alors que la houille et le pétrole sont extraits de gisements qui s'épuisent, l'électricité, d'origine hydraulique tout au moins, ne répond pas à une destruction de matière.

On peut en effet produire de l'énergie électrique en utilisant soit du charbon et on obtient alors de l'énergie dite thermique, soit la force dégagée par le mouvement de l'eau (1) et on obtient alors de l'énergie dite hydraulique. En 1923 (2) la production totale d'énergie électrique est de 7.489 millions de kwh. dont 45 pour cent, soit 3.405 millions sont d'origine hydraulique. Depuis cette date la production s'est considérablement accrue et la proportion en faveur de l'énergie hydraulique a également augmenté. C'est ainsi qu'en 1929 la production totale était déjà de 14.352 millions de kwh. En 1935 elle était de 15.915 millions de kwh. dont 7.835 millions de kwh., soit 49 pour cent d'origine hydraulique. En 1938 enfin, dernière année où des statistiques furent publiées, la production s'élevait à 19.100 millions de kwh. dont 10.400 millions, soit 55 pour cent, d'origine hydraulique. Mais ce chiffre de 19.100 millions ne représente pas exactement la quantité

(1) Si cette force provient souvent de chutes d'eau dont certaines sont très hautes, telles que celle de Bissorte en Maurienne (1.148 m.) et celle du Portillon (1.390 m.) dans les Pyrénées (citées par M. de Monzie dans *Extension de l'équipement électrique de la France*), elle peut aussi être créée par le simple débit des cours d'eau (usine de Kembs, sur le Rhin).

(2) Première année où apparaissent des statistiques officielles.

d'énergie électrique mise à la disposition des particuliers, il faut y ajouter 300 millions formant l'excédent des importations, en provenance principalement de Suisse, sur les exportations, et en retrancher 2.368 millions constituant les pertes d'énergie dues au transport (1). Ainsi de 1923 à 1938 la production d'énergie électrique a, en France, plus que doublé. Cette augmentation n'a d'ailleurs pas eu les mêmes effets sur toutes les branches de la consommation. Ainsi, en 1938, en ce qui concerne l'énergie à haute tension, l'énergie utilisée pour les besoins de la traction était de 1.114 millions de kwh. contre 657 en 1926, celle consommée par l'électro-chimie et l'électro-métallurgie de 3.547 millions de kwh. contre 2.102 en 1926, enfin celle répondant aux autres besoins industriels de 8.611 millions de kwh. contre 5.382 en 1926 ; en ce qui concerne l'énergie à basse tension, l'énergie absorbée par la lumière et les usages domestiques était de 2.379 millions de kwh. contre 954 seulement en 1926, et celle utilisée pour la force de 801 millions de kwh. contre 880 en 1926.

Si la production d'énergie hydraulique est déjà considérable, les nécessités actuelles commandent de la développer encore. Le prix de revient de l'énergie hydraulique est, en effet, inférieur à celui de l'énergie thermique. Un tel développement atténuerait également la très grave crise du charbon que la France traverse actuellement, en diminuant les quantités de minerai utilisées par l'industrie électrique. Il aurait aussi pour effet, de faciliter la mise en œuvre agricole du pays, les usines génératrices hydrauliques pouvant, si elles sont judicieusement placées, servir de régulateurs aux rivières et permettre ainsi d'améliorer

(1) En 1929, ces deux chiffres étaient respectivement de 483 et de 1.990, et en 1935 de 460 et 2.650.

l'irrigation et d'éviter les inondations (1). Ce développement est d'ailleurs prévu. La production d'énergie hydraulique sera de 14 milliards de kwh. en 1944 et de 18 milliards en 1948 si le second projet, actuellement à l'étude, est réalisé (2).

Au problème de la production de l'énergie électrique sont intimement liés deux autres problèmes. celui de la distribution de cette énergie et celui de son transport. Distribution, en ce sens que tous les usagers doivent avoir constamment à leur disposition un courant adapté à leurs besoins. Les usagers ont d'ailleurs tendance à s'identifier avec l'ensemble de la population ; ainsi de 1919 à 1939 le nombre des communes rurales électrifiées est passé de 4.000 à 30.000, soit de 12 à 97 %, et les populations rurales desservies de 5 millions à 19 millions 700, soit de 25 à 99 % (3) Transport, en ce sens que les centres de consommation doivent être reliés aux centres de production, que les régions excédentaires telles que l'Est, le Centre, les Alpes et le Sud-Ouest doivent être unies aux régions déficitaires telles que le Nord, la Région parisienne, la Normandie et l'Ouest, et le Jura (4). Mais distribution, transport de l'énergie électrique nécessitent l'existence d'un réseau électrique, composé de lignes de différents voltages, et aussi dense que possible.

Ce réseau ne s'est édifié que lentement et aujourd'hui encore il est insuffisant. C'est seulement en 1883 que

(1) BESNARD, *Le développement de la production et de la distribution d'énergie électrique en France de 1933 à 1938*. R.G.E., janvier 1942.

(2) *Journal de la Bourse*, 12 juillet 1941.

(3) *L'Illustration*, « L'Agriculture », numéro spécial, 26 juillet 1941.

(4) Sur les nécessités de l'interconnexion, voir titre I, chap. I, sect. I, sous-sect. II.

Marcel Desprez fit les premières expériences de transport d'énergie, répondant vraiment aux besoins de l'industrie. Il transmet de Paris à Creil, de Grenoble à Vizille, de l'électricité avec un rendement de 45 %. Peu après Fontaine réussit à obtenir un rendement de 52 % et Lucien Gaulard envoya à quarante kilomètres du courant alternatif à haute tension. En 1899 le transport de l'énergie électrique sur cinquante kilomètres n'est plus exceptionnel en France ; en Amérique l'électricité est déjà transportée à des distances supérieures à cent kilomètres. En 1900, une ligne de 40.000 volts relie Limoges au Saillant, en 1909 sont construites des lignes de 60.000 volts d'une capacité de 18.000 kwh. ; en 1914 sont exploitées quelques lignes de 65.000 volts ; en 1917, dans l'Est de la France, est édifiée une ligne de 100.000 volts. Mais jusqu'en 1922 il n'existe guère que des transports d'énergie régionaux, aux tensions les plus diverses (1). En 1932 sont mises en service les premières lignes à 220.000 v. (2). En 1936 est enfin obtenue l'interconnexion généralisée sur l'ensemble du territoire.

Le réseau de transport français (3) est aujourd'hui le plus dense du monde. La France possède en effet 26 kilomètres de lignes de transport par 1.000 km² de superficie, alors que les Etats-Unis n'atteignent pas 10 km. de lignes pour la même superficie. En 1941 il existait 3.340 km. de lignes à 90 kv., 1.460 km. à 110 et 120 kv., 6.800 km. à 150 kv. et 2.690 km. à 220 kv., alors qu'en 1923 ces chiffres étaient respectivement, 160, 300, 630 et 0. Au surplus, la longueur des lignes en projet ou en cours de construction s'élève

(1) Marcel CLÉMENT, *Le réseau français de transport d'énergie*.

(2) En Allemagne, certaines lignes sont même aujourd'hui de 380.000 volts.

(3) Lignes de tension égale ou supérieure à 90.000 v.

environ à 1.900 km., dont 1.500 km. en 220 kv. et 400 km. en 150 kv. La valeur actuelle du réseau de transport français est d'environ cinq milliards de francs (1).

Toutes ces lignes électriques ont une longueur d'environ 600.000 kilomètres. Elles n'ont certes pas toutes le même aspect ; pour certaines il s'agit de fils supportés par de maigres troncs d'arbres, pour d'autres il s'agit de câbles soutenus par d'imposantes charpentes en fer reposant sur de solides bases de béton, pour d'autres enfin il s'agit de véritables canalisations souterraines. Mais toutes ne peuvent emprunter exclusivement les voies publiques, voies dont le tracé est souvent loin d'être la ligne droite. Il leur faut traverser des propriétés privées, passer au-dessus ou au-dessous de terrains appartenant à des particuliers, s'accrocher à des immeubles privés et créer des trouées dans des forêts privées. La distribution et le transport d'énergie électrique répondent en effet à un besoin d'intérêt général dont la satisfaction commande cette solution. En décider autrement serait allonger très notablement la longueur des lignes électriques d'où des frais de premier établissement exagérés et un prix de revient du courant électrique excessif. L'initiative privée se serait alors détournée de l'établissement de réseaux électriques et les usagers de l'électricité n'auraient pu être aussi nombreux qu'ils le sont actuellement. L'intérêt personnel des propriétaires ne pouvait s'opposer à l'exécution d'une tâche aussi indispensable pour la collectivité que l'équitable répartition du courant électrique. Mais encore fallait-il que le législateur le décidât et fit prédominer l'intérêt de la nation

(1) 3,3 milliards pour les lignes, 1,7 pour les postes de transformation. A titre d'indication : il existe 20 postes de transformation à 200 kv. et 84 à 150-200-110 kv.

sur celui de certains individus, en autorisant les industriels à utiliser, moyennant certaines garanties naturellement, la propriété privée pour la construction de leurs installations. C'est la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 27 février 1925, du 13 juillet 1925 (art. 298) et par le décret-loi du 12 novembre 1938 qui délimite les droits respectifs des particuliers et de ceux voulant distribuer ou transporter de l'énergie électrique.

Cette loi prévoit cinq régimes différents pour l'installation des lignes électriques.

1° Liberté complète, ni autorisation, ni déclaration, lorsque la distribution d'énergie électrique n'emprunte en aucun point de son parcours des voies publiques et que les conducteurs sont partout établis à plus de dix mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante. C'est là un cas tout à fait exceptionnel.

2° Autorisation, lorsque la distribution n'emprunte en aucun point de son parcours des voies publiques et qu'en plus, les conducteurs sont établis, en un point quelconque, à moins de dix mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante.

3° Permission de voirie, d'une nature un peu spéciale, puisqu'elle est de durée déterminée, lorsque la distribution emprunte sur tout ou partie de son parcours les voies publiques et lorsqu'elle n'aura pas pour objet de fournir, directement ou indirectement, au public, une puissance totale supérieure à 100 kilowatts.

4° Concession simple.

5° Concession déclarée d'utilité publique.

Mais tous les titulaires de ces différents régimes ne disposent pas de droits spéciaux à l'encontre des propriétaires.

Certains, en effet, ne peuvent guère se distinguer de simples particuliers, les distributions qu'ils exploitent ne présentant pas un caractère évident d'utilité publique. A ceux-là, il aurait alors été injustifié d'accorder des pouvoirs exorbitants du droit commun. Par contre concessionnaires et titulaires d'une concession déclarée d'utilité publique gèrent véritablement un service public. Pour le bon accomplissement de leur mission, il est légitime d'imposer à la propriété privée certains sacrifices. Le droit d'occupation temporaire est ainsi donné au concessionnaire simple, la possibilité d'utiliser l'expropriation pour cause d'utilité publique au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique, et enfin la faculté d'imposer certaines charges légales à la propriété au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique et à quelques autres industriels.

L'occupation temporaire est régie par la loi du 29 décembre 1892 ; elle permet à tous les concessionnaires de travaux publics d'occuper pendant cinq ans une propriété voisine de l'ouvrage public. Elle est principalement utilisée pour la construction d'usines hydrauliques, mais présente un intérêt très restreint pour l'établissement des lignes électriques (1). Avant le décret-loi du 12 novembre 1938 autorisant l'abatage des arbres gênant ou risquant de gêner l'établissement ou l'entretien des lignes électriques on s'était toutefois demandé si l'occupation temporaire n'aurait pu légitimer l'abatage d'arbres d'une forêt privée, sur une longueur de trente à quarante mètres, pour permettre le passage d'une ligne dans cette forêt. Mais il semble bien que l'occupation temporaire ne puisse être utilisée que

(1) C.E. 28 octobre 1927, R.C. 1928, p. 88 ; C.E. 13 mars 1937 ; *La Loi*, 19 juin 1937.

pour la création d'une tranchée large de deux à trois mètres nécessaire au tirage des câbles.

L'expropriation pour cause d'utilité publique est régie par les décrets-lois du 8 août et du 30 octobre 1935 ; elle servira à l'industriel à se procurer la pleine propriété d'un terrain utile à l'érection de ses ouvrages ; il devra acheter tout le terrain, sol et sous-sol, et ne pourrait dans l'état actuel de la législation, se contenter d'acquérir le droit de superficie. L'expropriation est, malgré la substitution au jury d'expropriation d'une commission arbitrale d'évaluation composée d'un magistrat président, de deux fonctionnaires, d'un notaire et d'un contribuable, une procédure onéreuse à laquelle l'industriel ne recourra que dans des cas extrêmement limités. D'autant plus que la loi de 1906 a prévu certaines restrictions au droit de propriété, dites « servitudes légales », qui doivent permettre au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique d'établir son réseau de distribution ou de transport sans avoir besoin de l'expropriation. Cette dernière procédure ne doit être utilisée que dans le cas où les servitudes légales seraient insuffisantes (1).

Quant à ces servitudes légales elles forment l'objet de cette étude.

Dans un chapitre préliminaire il sera fait l'historique de la législation, de la réglementation et de la jurisprudence relatives à l'établissement sur des terrains privés non seulement des lignes électriques, mais aussi des lignes télégraphiques et téléphoniques, des problèmes identiques étant soulevés par ces trois cas.

Dans un premier titre consacré à la description interne

(1) Civ., 28 janvier 1924, *Bull.* 1924, p. 31, S. 1924-1-293, note de M. MESTRE.

des servitudes, il sera précisé quels sont les industriels pouvant en profiter, leur nature juridique sera indiquée et enfin leur étendue sera délimitée.

Dans un titre second, l'exercice régulier des droits des parties puis leur exercice irrégulier seront successivement examinés.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

HISTORIQUE DE LA LEGISLATION, DE LA REGLEMENTATION ET DE LA JURISPRUDENCE RELATIVES A L'ETABLISSEMENT ET A L'ENTRETIEN DES LIGNES TELEGRAPHIQUES, TELEPHONIQUES ET ELECTRIQUES SUR DES TERRAINS PRIVES

Dès le milieu du XIX^e siècle, l'électricité fut utilisée comme agent de transmission immédiate de la pensée. Il devint alors nécessaire de relier entre eux les grands centres urbains par des lignes télégraphiques. Cette tâche ne pouvait incomber qu'à la puissance publique, car non seulement un très gros effort financier était nécessaire, mais encore parce que l'ordre public se trouvait directement intéressé

Par le télégraphe, le gouvernement est immédiatement avisé de toutes les circonstances de la vie du pays l'intéressant, par lui il transmet sur le champ ses directives et ses ordres à ses agents et à la population toute entière ; par lui enfin il est étroitement tenu au courant de l'exécution de ses décisions. L'action gouvernementale, principalement en période troublée, acquiert une pleine efficacité seulement lorsqu'elle s'exerce avec une extrême rapidité,

avec une quasi-instantanéité (1). Le télégraphe, le premier en date et le plus important des procédés permettant d'obtenir cet élément de rapidité dans l'action gouvernementale, doit ainsi être à la disposition permanente des pouvoirs publics. Il forme de toute évidence un Service Public, exploité en régie (2). Les transmissions télégraphiques sont alors à l'abri de la mauvaise volonté ou de l'incurie des particuliers. Elles ne permettent plus ainsi d'aider à une action anti-gouvernementale par la propagation d'informations et de mots d'ordre hostiles. Le contrôle dont l'Etat dispose normalement sur un concessionnaire serait ici insuffisant, car il ne l'autoriserait pas à connaître la teneur de tous les messages et à surveiller la marche de toute communication télégraphique. Il ne peut en effet y avoir immixtion permanente dans la gestion d'un service public concédé. Aussi le décret-loi du 27 décembre 1851 (3) sur les lignes télégraphiques, premier texte en la matière, réserve-t-il au gouvernement le monopole de l'établissement de ces lignes ou de leur emploi à la transmission des correspondances.

Il ne s'agit pas seulement de savoir qui construira ces lignes, encore faut-il décider où elles le seront. D'une

(1) Ainsi l'art. 3 de la loi 10 nov. 1940 prévoit-il que la mise en demeure d'un maire d'avoir à faire des actes qui lui sont prescrits par la loi ou de prendre une mesure d'intérêt national ou communal peut être faite par le préfet à l'aide d'une lettre, d'un télégramme ou d'un message téléphoné. Voir aussi la loi du 15 mai 1941 portant création d'un service radioélectrique de sécurité du territoire chargé d'établir et d'exploiter les liaisons radioélectriques nécessaires à l'action gouvernementale.

(2) CHRISTOPHE, *Traité théorique et pratique des Travaux publics*, 2^e éd. Paris, 1889, t. I, p. 5.

(3) D.P. 1852-4-24 et S. 1852, p. 184.

manière générale deux genres de tracés se présentent à l'esprit. L'un coïncidera exactement avec celui des voies publiques, de telle façon que tous les travaux nécessités par l'établissement et l'entretien du réseau télégraphique soient effectués sur le Domaine Public, tant national que local. Cette solution a l'avantage de ne pas mettre en cause le droit de propriété des particuliers et de limiter les conflits entre l'Administration et les particuliers, nés de l'établissement et de l'entretien des lignes télégraphiques, à ceux provenant des dommages subis par ces derniers. Par contre elle présente un inconvénient pratique grave. La construction d'un réseau télégraphique est une opération très onéreuse. Et il importe de réduire le coût de construction au strict minimum pour ne pas demander une contribution trop forte, soit aux usagers, soit aux contribuables, suivant que l'utilisation du Service public télégraphique aboutira au paiement de redevances assurant intégralement ou non la couverture de toutes les dépenses occasionnées par l'existence de ce Service. Faire longer les routes et les chemins, dont le tracé est souvent exagérément sinueux, par les lignes télégraphiques serait imposer à ces dernières de nombreux détours et un allongement de parcours d'où un accroissement inutile des frais de premier établissement (1). Aussi doit-on envisager un second genre de tracé qui se traduit par des lignes aussi rectilignes que les conditions topographiques le permettent. L'avantage est une économie certaine, mais l'inconvénient est d'opposer trop fréquemment les besoins de l'Administration aux droits des particuliers. En effet, il devient alors indispen-

(1) Casimir FOURNIER, dans un rapport au Sénat (annexe 207, p. 219-1885), semble, au contraire, estimer que le trajet des lignes télégraphiques peut facilement être celui des voies publiques.

sable de planter des pylônes sur des terrains privés, d'apposer des supports sur des toits ou façades d'immeubles privés et de faire survoler des propriétés privées par des fils conducteurs de courant électrique. Le droit de propriété, tel qu'il est défini par l'article 544 du Code civil, ne permet pas à l'Administration d'édifier ces pylônes ou ces supports, d'établir ces fils sans l'autorisation préalable des particuliers, à moins qu'elle ne recoure à la procédure de l'expropriation ou que la loi ne lui confère des pouvoirs spéciaux.

Or en 1851, le décret-loi du 27 décembre se borne à protéger les conducteurs aériens par des pénalités sévères contre ceux qui les détérioreraient. Il ne règle pas l'établissement même des lignes et ne précise pas les droits de l'Administration à l'encontre des particuliers. Toutefois lorsque la transmission par une ligne de télégraphie aérienne déjà établie se trouve empêchée ou gênée soit par des arbres, soit par l'interposition d'un objet placé à demeure, mais susceptible d'être déplacé, l'article 9 stipule qu'un arrêté préfectoral peut prescrire les mesures nécessaires pour faire disparaître cet obstacle (1). Une indemnité préalable à tous travaux, fixée par le juge de paix, doit simplement être payée. Cette disposition annonce les servitudes d'élargissement et d'abatage établies au profit des lignes de distribution d'énergie électrique, la première en 1906, la seconde

(1) Un projet de règlement présenté en 1832 au Conseil d'Etat prévoyait l'établissement de nouvelles servitudes sur la propriété privée afin que le service des lignes télégraphiques aériennes ne puisse être contrarié ou intercepté par des constructions ou plantations appartenant à des particuliers. Mais ce projet fut abandonné devant la crainte des réactions des propriétaires et devant les inconvénients qu'aurait entraîné la divulgation de la direction des rayons visuels télégraphiques (TARBÉ DE VAUXCLAIRS, *Dictionnaire des Travaux publics, civils, militaires et maritimes*. Paris. 1835, p. 487, article : Voirie aérienne).

en 1938. Depuis 1851, il ne semble d'ailleurs pas qu'aucune ligne de télégraphie aérienne ait été construite, aussi la mesure précédente s'est-elle appliquée à toutes les lignes utilisant le système Chappe.

Devant cette carence législative l'Administration ne pouvait rester passive. Elle rechercha les procédés juridiques lui permettant d'établir et d'entretenir ses lignes là où les conditions techniques et financières d'une meilleure exploitation le commandaient, en surmontant victorieusement l'intransigeance des particuliers.

L'article 3, titre XI, de la loi des 16-24 août 1791 sur les pouvoirs de police donnés aux « corps municipaux » reconnaissait au maire, d'après l'interprétation jurisprudentielle, le pouvoir de prendre toutes mesures nécessaires pour assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues (1). L'Administration des Postes et Télégraphes a, tout d'abord, songé à profiter de cet article en demandant aux maires d'obliger les propriétaires d'immeubles situés en bordure des voies publiques à subir, sur la façade de ces immeubles donnant sur la rue, la pose de potelets ou de points d'appui destinés à soutenir les fils télégraphiques ou téléphoniques. Mais les pouvoirs des maires à l'égard de la propriété privée étaient alors traditionnellement très limités et en ce qui concerne la grande voirie, ils ne s'étendaient qu'au maintien du bon ordre et à la liberté de la circulation. Aussi l'Administration préféra-t-elle s'adresser aux préfets pour que ces derniers l'autorisent par arrêtés à utiliser les façades d'immeubles bordant les voies publiques. Le Conseil d'Etat admit la légalité de pareils arrêtés préfectoraux et reconnut un droit à indemnité aux pro-

(1) Cour de Bruxelles, 9 août 1882, D.P. 1885-2-144.

priétaires lésés (1). Il a refusé d'estimer que le préfet avait excédé ses pouvoirs en instituant une charge sur certains biens d'une gravité telle que certains considéraient que seule la loi aurait pu l'imposer. De plus « même en supposant que la pose d'un support sur une maison ait pu créer une servitude, elle n'entraînerait aucune dépossession de la propriété ». L'Etat en accomplissant certains travaux d'établissement d'une ligne électrique n'acquiert pas la propriété des immeubles sur lesquels ces travaux sont effectués. Il n'y a pas transfert de propriété. En effet les travaux sont d'une nature telle qu'ils ne privent pas les propriétaires de la jouissance de leurs biens. Il y a simplement une gêne, une entrave, le plus souvent minime, apportée à l'exercice du droit de propriété. Ainsi, en 1861, il s'agissait d'une barre de fer enfoncée dans une pierre du mur, en 1862 comme en 1865, de deux points d'appui établis sur une maison. L'autorisation préfectorale n'a donc pu avoir ni pour but, ni pour effet d'opérer une dépossession même partielle. Il n'y a pas lieu à expropriation pour cause d'utilité publique. Le dommage provenant de la dégradation apportée aux immeubles et du bruit dû à la proximité des conducteurs aériens est un dommage de Travaux publics dont il appartient au Conseil de préfecture, par application de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, de connaître. La construction d'une ligne télégraphique répond en effet à la définition du Travail Public : Travail immobilier fait par ou pour le compte d'une personne administrative dans un but d'intérêt général. Puisqu'il y a Travail Public la destruction des installations ne peut être ordonnée et le propriétaire a simplement droit à indemni-

(1) C.E. 31 août 1861, D.P. 1861-3-81, *Rec.* p. 785 ; C.E. 24 déc. 1862, *Rec.* p. 865 ; C.E. 24 mars 1865, D.P. 1865-3-89, *Req.* p. 325.

sation. Cette solution : existence d'un dommage de Travaux publics, a également été adoptée par certains tribunaux civils (1).

Mais pouvait-on étendre cette notion de Travaux publics à tous les cas où les droits et les intérêts d'un particulier se heurtent à ceux de l'Administration lors de la construction et de l'entretien d'une ligne télégraphique ou téléphonique et admettre que, quelque soit la situation de l'immeuble sur lequel un support est apposé ou la nature du terrain qu'un conducteur électrique surplombe, le propriétaire de cet immeuble ou de ce terrain ne subisse toujours qu'un simple dommage, jamais une dépossession ? Admettre, c'était reconnaître cette extension que l'Administration n'avait pas à recourir à la procédure, singulièrement protectrice des intérêts privés, de l'expropriation pour cause d'utilité publique et que les particuliers devaient obligatoirement supporter ces dommages, sauf recours en indemnité contre l'Etat par la voie du contentieux administratif. Cette interprétation fut celle du Conseil d'Etat (2) ; il s'agissait certes de consoles d'appui sur le mur de face, donc d'une espèce semblable à celle des arrêts de 1861, 1862 et 1865, mais l'arrêt de 1885 a une portée plus large que les précédents. Le Conseil d'Etat a, en effet, repoussé les prétentions du demandeur qui s'appuyait, pour réclamer la compétence judiciaire, sur un arrêt du Tribunal des Conflits de 1884 (3) lequel déniait le caractère de Travaux

(1) Trib. civ. d'Angers, 25 juill. 1855, cité par ESNAULT, Ch. des Dép. 1885, annexe n° 3619 ; Cour de Douai, 31 déc. 1856 et 11 fév. 1857, *Jur. gén.*, v° Télégraphe, n° 56.

(2) C.E. 23 janvier 1885, D.P. 1885-3-33, note DUCROQ.

(3) Trib. des Conflits, 3 déc. 1884, D.P. 1885-3-33, note DUCROQ, S. 1886-3-42. Cet arrêt aurait toutefois pu ne pas être rédigé en termes aussi

publics aux travaux d'établissement des lignes électriques et refusait en conséquence de reconnaître les tribunaux administratifs compétents pour connaître des conflits entre particuliers et l'Administration.

Quant à la Cour de Cassation elle n'a pas suivi le Conseil d'Etat (i). Ainsi d'après le Tribunal des Conflits et la Cour de Cassation le propriétaire pouvait s'opposer à tous travaux d'installation et d'entretien d'un réseau télégraphique ou téléphonique, lorsque ces travaux nécessitaient la pénétration des agents de l'Administration à l'intérieur de propriétés privées. L'accord du propriétaire était indispensable pour la pose de poteaux sur la toiture des maisons ou à l'intérieur de terrains clos. Sans cet accord l'Administration devait recourir à la procédure de l'expropriation. Pour justifier cette solution la Cour de Cassation s'appuyait sur le principe de l'inviolabilité du domicile garanti par l'article 76 de la Constitution de l'an VIII et l'article 184 du Code pénal (5). Tout manquement à la

généraux qu'il l'a été, car il s'agissait de l'établissement dans une ville de 100.000 habitants d'un réseau télégraphique desservant 200 abonnés. Le caractère d'utilité publique n'apparaissait donc pas avec évidence.

(1) Crim., 17 avril 1885, D.P. 1885-1-265.

(2) Art. 184 du Code pénal (loi du 28 avril 1832). Tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier de justice ou de police, tout commandant ou agent de la force publique, qui, agissant en sa dite qualité, se sera introduit dans le domicile d'un citoyen contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus par la loi et sans les formalités qu'elle a prescrites, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 1 an et d'une amende de 16 francs à 500 francs, sans préjudice de l'application du second paragraphe de l'article 114 (exemption de peine en cas d'agissement sur ordre d'un supérieur hiérarchique).

Tout individu qui se sera introduit à l'aide de menaces ou de violences dans le domicile d'un citoyen sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 20 francs.

règle de l'inviolabilité entraîne une véritable dépossession partielle. Ce principe ne peut s'effacer qu'en cas de nécessité. Ainsi le préfet après avertissement au propriétaire, impose, régulièrement, des études et des travaux préparatoires à des travaux publics, portant sur des terrains clos ou non, malgré le refus du propriétaire (1). Cette solution se justifie par ailleurs d'elle-même, car une déclaration d'utilité publique, décision préalable à toute expropriation, nécessite diverses enquêtes sur place qui doivent s'effectuer quelque soit l'attitude des particuliers. Pour le Tribunal des Conflits l'installation de poteaux sur la toiture des maisons ou à l'intérieur de propriétés closes ne peut découler que d'une véritable servitude d'utilité publique, laquelle aux termes des articles 649 et 650 du Code civil (2) est obligatoirement établie par une loi. En l'absence de toute disposition législative un arrêté préfectoral créant une servitude de ce genre est illégal. Le préfet a commis une usurpation de pouvoirs qui enlève tout caractère administratif aux opérations accomplies sur ses indications. Il n'y a donc pas dommage de Travaux publics. Cette jurisprudence atteignait de nombreux arrêtés préfectoraux, tous conformes à un modèle rédigé par le ministre des P.T.T. et transmis à tous les préfets. Ces arrêtés avaient cru pouvoir autoriser les agents de l'Administration à entrer dans des

(1) Crim., 4 mars 1825, *Rép. D.*, édit. 1870, v° Dommage, Destruction, n° 179 ; C.E. 23 juillet 1857 (D.P. 1858-3-26).

(2) A. 649. Les servitudes établies par la loi ont pour objet l'utilité publique ou communale ou l'utilité des particuliers. — A. 650 : Celles établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le chemin le long des rivières navigables ou flottables, la construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux. Tout ce qui concerne cette espèce de servitude est déterminé par des lois ou des règlements.

dépendances closes de propriétés privées à toute heure et à tout stade de la préparation, de l'exécution des travaux ou du fonctionnement du service. Ces arrêtés permettaient aussi la pose de supports ou de poteaux partout où l'Administration l'estimait nécessaire, sans égard au fait que cette pose serait effectuée sur des immeubles publics ou privés, sur des terrains non clos et non bâtis, clos et bâtis, sur des dépendances de locaux d'habitation ou sur ces locaux eux-mêmes.

Le législateur finit par se préoccuper de cette divergence entre les jurisprudences administrative et civile, car elle créait des entraves sérieuses à l'établissement d'un réseau télégraphique et téléphonique cohérent et complet. Les intérêts privés des propriétaires pouvaient, si l'on devait en croire la Cour de Cassation et le Tribunal des Conflits, primer l'intérêt général, puisque les particuliers se voyaient autoriser à ne pas accepter sur leurs propriétés des travaux et des constructions pourtant indispensables à la vie même du pays. L'intervention du Parlement était d'autant plus souhaitable qu'il apparaissait nettement que les progrès de la technique, en améliorant les conditions d'utilisation du télégraphe et du téléphone et en suscitant de nouveaux emplois de l'électricité, pousseraient à la création et à l'extension de réseaux de conducteurs électriques.

Cette intervention se manifesta par la loi du 28 juillet 1895 (1). Elle régissait l'établissement, l'entretien et le

(1) D.P. 1885-4-73 et S. 1888, p. 86. L'exposé des motifs du 9 février 1885 (Ch. des Dép. 1885. annexe n° 3522, p. 148 s'explique nettement sur cette divergence jurisprudentielle : « Une hésitation s'est un instant produite et l'on a voulu contester, en discutant la compétence des tribunaux administratifs en ces matières le caractère d'utilité publique de certaines opérations accessoires de l'Administration des Télégraphes. Il

fonctionnement des lignes téléphoniques et télégraphiques et s'inspirait à la fois de la jurisprudence du Conseil d'Etat et de celle de la Cour de Cassation. L'exposé des motifs précise en effet qu'« à défaut d'un texte formel ou de la jurisprudence qui y supplée, la nature des choses imposerait, on peut le dire, cette charge : utilisation des propriétés privées sous certaines conditions par l'Administration, aux particuliers, car elle est la condition même d'un grand service public et l'application de la règle posée par les lois du 24 pluviôse an VIII, et du 16 septembre 1807 en matière de travaux d'utilité générale », ce qui est conforme à la solution dégagée par la juridiction administrative. Par contre, reprenant presque littéralement les termes employés par le conseiller Vételay devant la Chambre criminelle de la Cour de Cassation (1), le rapporteur devant le Sénat (2) précise que l'établissement de conduits ou supports doit pouvoir être effectué sans pénétrer dans l'intérieur des immeubles « autrement obliger le propriétaire à livrer, à toute réquisition, passage à travers une propriété bâtie, pour la pose des appareils et leur entretien serait grever l'immeuble d'une véritable servitude et par conséquent déposséder dans une certaine mesure ». L'article 2 de la loi du 28 juillet 1885 donne le droit à l'Etat d'effectuer des travaux et des installations à demeure sur le domaine public. L'article 3 (3) reconnaît à l'Administration certains

n'existe d'ailleurs aucune décision judiciaire qui ait définitivement jugé contre l'Etat une question de fond. » Ceci ayant été écrit avant l'arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1885.

(1) Cass. Crim., 17 avril 1885 déjà cité.

(2) *J. O.*, octobre 1885, annexe 207.

(3) « L'Etat a pareillement le droit d'établir des supports, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit même

des pouvoirs qu'elle réclamait depuis si longtemps et dont elle ne pouvait se passer. La disposition permettant de faire élaguer les arbres gênants ou empêchant la transmission des signaux pour les lignes aériennes antérieurement existantes, bien que non expressément maintenue, n'a pas été considérée comme abrogée, d'après la déclaration faite au Sénat le 30 juin 1885 par le rapporteur Casimir Fournier. La Chambre avait voté un projet s'appliquant à toutes les lignes électriques puisqu'il envisageait dans son article premier les opérations relatives « à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques, téléphoniques ou autres ». Mais le Sénat restreignit le champ d'application de cette loi aux seules lignes télégraphiques et téléphoniques, Casimir Fournier ayant indiqué que « le soin des garanties dues à la propriété » empêchait de conserver au projet une extension qui par l'insertion du mot « ou autres, dans l'intitulé de la loi elle-même et dans l'article premier, après la mention des lignes télégraphiques et téléphoniques, rendrait d'avance la loi nouvelle applicable aux communications destinées à la transmission de la force ou de la lumière ». Ce rapport envisageait, d'ailleurs, comme possible et non seulement comme souhaitable, une telle extension du domaine de l'électricité, mais il estimait que dans ce cas le législateur n'aurait qu'à prendre des mesures calquées sur celles de la loi de 1885. L'expérience a montré le danger d'une telle foi en la rapidité et la valeur du travail législatif puisqu'il fallut attendre 1906 pour voir voter un texte analogue à celui de 1885, mais applicable aux lignes

sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur. Il a enfin également le droit d'établir des conduits et supports sur le sol ou le sous-sol des propriétés non bâties qui ne sont pas fermées de murs ou autre clôture équivalente ».

transportant un courant répondant aux nouveaux besoins industriels et domestiques, alors que ces nouveaux besoins se faisaient déjà fortement sentir depuis bon nombre d'années

Avant 1906, les distributeurs et transporteurs d'énergie électrique ne disposaient donc d'aucun moyen de pression sur les propriétaires se refusant à autoriser l'utilisation de leurs propriétés pour des travaux d'aménagement du Service public de la distribution ou du transport d'énergie électrique. Devant un individu récalcitrant, il n'existait pour l'industriel d'autre alternative que de demander une déclaration d'utilité publique et de faire procéder à une expropriation ou de modifier son tracé, le nouveau tracé dût-il être beaucoup moins rationnel que le précédent.

Entre autres obstacles, l'article 552 du Code civil décidant que la propriété du sol entraîne celle du dessous et du dessus permettait, d'après l'interprétation des tribunaux (1), aux propriétaires d'interdire le passage au-dessus de leurs propriétés de fils électriques et également de construire des édifices, de planter des arbres pouvant entraîner le dépla-

(1) Trib. civ. Tours, 19 janvier 1887, R.C. 1907, p. 145 ; Trib. paix Lille, 15 nov. 1899, D.P. 1900-2-361 ; Trib. civ. d'Amiens, 5 mars 1903 (*Rec. d'Amiens*, 1903, p. 225) ; Trib. de Compiègne, 19 décembre 1888, D.P. 1902-2-361. Ce tribunal, cependant, décidait qu'il ne fallait pas pousser les conséquences du principe énoncé dans l'article 552 jusqu'à l'exagération et qu'il y avait lieu de les ramener à ce qui est tout à la fois raisonnable et pratique, ce qui ne l'a pas empêché d'autoriser une construction qui ne semble pas avoir été indispensable au propriétaire, jusqu'à la hauteur des fils électriques. — Cpr. Trib. de Cherbourg, 27 nov. 1908, D.P. 1908-2-17 : une entreprise non déclarée d'utilité publique n'a pas le droit de faire passer des câbles électriques sur une propriété privée, même s'il n'y a aucun risque couru, ou aucun dommage causé, du moment que le propriétaire s'y oppose. — Trib. civ. Seine, 19 mai 1908 R.C. 1909, p. 90 ; Trib. civ. de Nice, 28 janvier 1931, D.P. 1931-2-31.

cement de lignes déjà régulièrement établies. Tout propriétaire pouvait ainsi utiliser à son profit exclusif la partie aérienne de sa propriété comme il l'entendait, limité seulement dans sa liberté d'agir par la théorie de l'abus du droit. Ce qui pouvait avoir de désastreuses répercussions financières, si la ligne électrique devait être déplacée.

Un distributeur ou un transporteur d'énergie électrique était par conséquent obligé avant d'entreprendre ses travaux de s'assurer du consentement des propriétaires dont il envisageait d'utiliser les terrains ou les maisons. Mais rien ne le garantissait contre les demandes d'indemnité excessive ou contre la mauvaise volonté des particuliers. Ainsi malgré l'autorisation donnée à une compagnie d'électricité, par le propriétaire d'un mur mitoyen de procéder à la pose de supports sur ce mur, le second propriétaire, en n'y acquiesçant pas, pouvait forcer la compagnie à enlever ses installations (1). Alors que les demandes en électricité augmentaient, réclamant un développement continu du réseau électrique, les conséquences néfastes de l'insuffisance de la législation se faisaient plus nettement sentir. La construction de lignes électriques était rendue longue, difficile et onéreuse par les contestations soulevées par les particuliers et l'économie du pays risquait d'être ralentie dans son développement par la trop faible quantité d'énergie mise à sa disposition.

Il est étonnant dans ces conditions que la loi du 25 juin 1895 (2), la première concernant les distributions d'électricité, à l'étude depuis la nomination d'une commission en 1894, n'envisagea pas l'installation des lignes sur la propriété privée. Création de la pratique, le régime

(1) Req., 2 février 1897, D.P. 1897-1-71.

(2) S., Lois annotées, 189», p. 1133.

alors en vigueur, d'accords amiables entre les industriels et les particuliers se trouvait maintenu. Aussi dès le 26 juin 1899 un projet de loi était-il déposé sur le bureau de la Chambre par Berthelot (1) qui réglait dans son ensemble le régime juridique des distributions d'énergie électrique. En ce qui concerne l'établissement des lignes électriques il reprenait les solutions de la loi du 28 juillet 1885 sur les lignes téléphoniques et télégraphiques en accordant aux titulaires d'une concession déclarée d'utilité publique le bénéfice de servitudes de passage, d'établissement et d'ancrage. Quant à la servitude d'élagage, indispensable elle aussi, elle sera introduite au cours des longues discussions sur ce projet de loi qui précéderont le vote de la loi du 15 juin 1906 (2). La servitude d'abatage, rendue nécessaire par l'accroissement des dimensions des pylônes, date seulement d'un décret-loi du 12 novembre 1938.

La situation difficile à laquelle venait mettre fin la loi du 15 juin 1906 est clairement décrite tant dans l'exposé des motifs que dans le rapport de Janet à la Chambre des Députés (3) d'où sont extraits les deux passages significatifs suivants :

« Dans l'état actuel de la législation le transport de l'énergie électrique ne peut s'opérer qu'en suivant les voies publiques, pour l'occupation desquelles des permissions de voirie toujours précaires et révocables peuvent être accordées, ou en s'entendant à l'amiable avec les propriétaires des terrains au-dessus desquels des conducteurs sont établis. On comprend facilement toutes les difficultés que présente dans des conditions pareilles la création d'industries néces-

(1) *J. O.*, Doc. parl., nov. 1899, p. 2326.

(2) *S.*, Lois annotées, 1906-10, p. 427.

(3) *J. O.*, Doct. parl., 1906, p. 398.

sitant d'importants capitaux de premier établissement. Il devient urgent de remédier à cette situation et de donner notamment, moyennant certaines charges, le bénéfice de l'utilité publique aux transports d'énergie présentant un véritable caractère d'intérêt général ».

Sous le régime actuel « il n'est possible de donner aux ouvrages des entrepreneurs de transport et de distribution d'énergie électrique le caractère de travaux publics et le bénéfice de la déclaration d'utilité publique si ce n'est par des lois d'espèces ». Certaines lois de ce genre avaient d'ailleurs été votées, comme celle du 9 juillet 1892 pour l'exploitation d'une chute d'eau dérivée du Rhône d'une force de 12.000 chevaux.

Articles 11 et 12 de la loi du 15 juin 1906

TITRE V

Régime des concessions déclarées d'utilité publique

ART. 11. — Sont applicables aux concessions déclarées d'utilité publique : l'article 6, les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 7 et les articles 8, 9 et 10 de la présente loi.

La déclaration d'utilité publique est prononcée, après enquête, par un décret délibéré en Conseil d'Etat, sur le rapport des ministres des Travaux Publics et de l'Intérieur, après avis du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, du ministre de l'Agriculture et du ministre de l'Air (1).

L'acte de concession ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par ce décret.

ART. 12. — La déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire, pour l'exécution des travaux dépendant de la concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'Administration en matière de travaux publics. Le concessionnaire demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'Administration, de ces lois et règlements.

S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformé-

(1) Art. 12 de la loi du 4 juillet 1935.

ment au décret-loi du 8 août 1935, au nom de l'autorité concédante et aux frais du concessionnaire.

La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'électricité confère, en outre, au concessionnaire le droit :

1° D'établir des supports et ancrages pour conducteurs aériens électriques, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses de bâtiments, à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur, étant spécifié que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants, par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18, les dits règlements devant limiter l'exercice de ce droit au cas de courants électriques tels que la présence des dits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soit pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments.

2° De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiées à l'alinéa 1° ci-dessus ;

3° D'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens d'électricité sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;

4° De couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des conducteurs aériens d'électricité gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (1).

(1) Décret-loi du 22 novembre 1938.

Le bénéfice des servitudes prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° est accordé sous les conditions fixées ci-après aux distributions d'énergie électrique placées sous le régime de la concession ou de la régie et non déclarées d'utilité publique, lorsqu'elles seront réalisées avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou des syndicats de communes. Toutefois la servitude d'appui prévue par l'alinéa 3° ne pourra être exercée qu'après la déclaration d'utilité publique, lorsque l'emprise des supports dépassera 1 mètre carré. Un règlement déterminera les conditions d'application du présent paragraphe (1).

L'exécution des travaux prévus aux alinéas 1° à 4° ci-dessus doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le préfet. Elle n'entraîne aucune dépossession, la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle aux droits du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de se bâtir. Le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou bâtiment, prévenir le concessionnaire par lettre recommandée adressée au domicile élu de ce concessionnaire.

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage, ou d'ébranchage, prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° ci-dessus sont réglées en premier ressort par le juge de paix ; s'il y a expertise le juge ne peut nommer qu'un expert.

(1) Art. 298 de la loi du 13 juillet 1928.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux installations de câbles électromagnétiques de guidage devant être utilisées par les navigateurs aériens (1).

Les actions en indemnité ainsi prévues sont prescrites dans un laps de temps de deux ans à compter du jour de la délivrance de l'autorisation de circulation de courant, lorsque le paiement de ces indemnités incombe à une collectivité publique (2).

(1) Art. 12 de la loi du 4 juillet 1935.

(2) Art. 17 du décret-loi du 17 juin 1938.

TITRE I

Des Servitudes

Ce titre est consacré à l'étude « statique » des servitudes légales. Avant d'exercer un droit, tout individu doit d'abord en connaître le contenu, en mesurer les limites, pour prévoir toutes les conséquences de son action. En matière de servitude légale, il importe également qu'industriels et particuliers, avant d'agir, l'un avec l'autre en cas d'exercice régulier des servitudes, l'un contre l'autre en cas d'exercice irrégulier, connaissent exactement les droits et les obligations réciproques que crée à l'égard l'un de l'autre l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

Lorsqu'un industriel sait ce dont il peut disposer, lorsqu'un particulier sait ce qu'il doit céder, il est à présumer que les conflits entre ces deux personnes seront aussi peu nombreux et peu violents que le permettra l'imperfection humaine. L'intérêt général, directement intéressé par la rapide et économique construction d'un réseau électrique, sera ainsi mieux satisfait. La description des parties et des droits en présence, fera justement l'objet de ce titre.

Quatre chapitres le partageront ; le premier traitera des industriels pouvant profiter des servitudes légales, le second

approfondira la nature juridique de ces restrictions au droit de propriété, le troisième en délimitera le domaine d'après le texte même de l'article 12, le dernier enfin verra quelle extension la jurisprudence et la doctrine ont apporté à ce domaine.

CHAPITRE 1

DES AYANTS DROIT

La loi du 15 juin 1906 en prévoyait deux : le concessionnaire dont les ouvrages pour l'établissement et l'entretien desquels il lui fallait employer les servitudes, étaient déclarés d'utilité publique (article 12) et l'Administration ou son concessionnaire, pour la construction ou le fonctionnement des conducteurs d'énergie servant à l'exploitation d'ouvrages bénéficiant déjà d'une déclaration d'utilité publique et construits par l'Administration ou son concessionnaire (article 21). La première disposition constitue le droit commun. Toutes les distributions d'énergie électrique importantes et tous les transports d'énergie électrique se font sous le régime de la concession. Mais toutes ne peuvent profiter des servitudes : il leur faut une déclaration d'utilité publique. Quant à la seconde, elle ne devait s'appliquer, dans l'esprit du législateur, qu'aux seules lignes de tramways. Si son domaine a été, depuis 1906, étendu par la jurisprudence, il n'en reste pas moins encore très restreint.

Deux lois ultérieures ont créé deux nouvelles catégories d'ayants droit. Le concessionnaire d'énergie hydraulique en ce qui concerne seulement la restitution en énergie au

profit des riverains évincés de l'exercice de leurs droits à l'eau (art. 6 de la loi du 16 octobre 1919). Certaines distributions d'énergie électrique en ce qui concerne l'électrification des campagnes (art. 298 de la loi du 13 juillet 1925).

A l'étude de chacun de ces ayants droit sera consacrée une section spéciale. La première, réservée au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique, sera la plus importante car un problème qui a soulevé de très nombreuses discussions, mais dont l'intérêt pratique est actuellement restreint, y sera évoqué : Le concessionnaire de transport d'énergie électrique peut-il bénéficier des servitudes de l'article 12 ?

SECTION I. — Le titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique :

alinéa 3 de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906

Le texte de la loi est formel. La déclaration d'utilité publique confère au concessionnaire de distribution ou de transport d'énergie électrique, les droits aux servitudes de support, de passage, d'implantation, d'élagage et d'abatage (1).

(1) Trib. civ. de Bordeaux, 24 oct. 1910, R.C. 1911, p. 223, D.P. 1910-2-17, note BERTHÉLÉMY : Une société concessionnaire non déclarée d'utilité publique ne peut s'engager à faire disparaître des fils électriques dès que le propriétaire du terrain sur lequel ils passent désirera rehausser sa maison.

Sous-Section I. — *Concession et déclaration
d'utilité publique*

Il ne s'agit pas ici d'étudier la nature, l'objet et les formes d'une concession (1), mais plus simplement de dégager les formalités qui permettent à un industriel d'obtenir pour les ouvrages qu'il projette et qu'il destine au transport de l'énergie électrique, à l'exclusion de ceux réservés à la production, une concession assortie d'une déclaration d'utilité publique.

L'article 11 de la loi du 15 juin 1906 indique qu'une telle déclaration est prononcée après enquête, par un décret délibéré en Conseil d'Etat, sur le rapport des Ministres des Travaux Publics et de l'Intérieur, après avis du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes et du Ministre de l'Agriculture. L'article 12 de la loi du 4 juillet 1935 ajoute à cette liste l'avis du Ministre de l'Air. Les précisions sur le contenu de l'enquête sont inscrites dans le décret du 29 juillet 1927 modifié par le décret du 28 mars 1935 (2) qui distingue d'ailleurs les concessions accordées par une commune, par un syndicat de communes ou par l'Etat, des distributions aux Services Publics et des transports d'énergie concédés par l'Etat. L'article 488 de la loi du 16 avril 1930 a également prévu que le département pouvait concéder une distribution d'énergie électrique.

Les demandes de concession avec déclaration d'utilité publique étant présentées, instruites et soumises à l'enquête et l'acte de concession étant passé comme dans le cas des

(1) Voir TESTE, *Les services publics de distribution d'eau, de gaz et d'énergie électrique*, p. 39 et suiv.

(2) BLAVOET, *Textes*, p. 852 et suiv.

concessions simples, il importe d'examiner tout d'abord les formes auxquelles sont soumises cette enquête et cette passation d'acte.

Lorsqu'il s'agit d'une concession accordée par une commune ou un syndicat de communes, la demande est adressée au maire ou au président du syndicat. Certaines pièces y sont jointes notamment une carte, un mémoire descriptif indiquant la destination et l'importance de l'entreprise, les conditions générales et les dispositions principales de la distribution, et les clauses essentielles du cahier des charges intéressant le public, notamment un projet de tarif maximum pour la vente de l'énergie électrique. L'ingénieur en chef du contrôle donne son avis sommaire puis le dossier est soumis au conseil municipal ou aux conseils municipaux intéressés. Lorsque ces organismes estiment qu'il y a lieu de donner suite au projet, le préfet de chaque département où s'étend la distribution, prend un arrêté qui fixe la date de l'ouverture de l'enquête, indique les localités où elle est ouverte et désigne la commune où le commissaire enquêteur recevra les observations. Publicité est donnée à cet arrêté. Le projet de la concession reste ensuite déposé pendant huit jours à chacune des mairies des communes intéressées. Des registres sont placés à la disposition de ceux qui auraient à formuler des observations. A l'expiration de ce délai de huit jours, le commissaire enquêteur examine les formalités accomplies, consulte qui il veut et donne son avis motivé, le tout dans les trois jours. Puis le préfet transmet à l'ingénieur en chef chargé du contrôle le procès-verbal qu'il a reçu du commissaire enquêteur. L'ingénieur en chef du contrôle envoie le dossier avec ses observations ou propositions au maire ou au président du syndicat. L'acte de concession est alors

passé par le maire ou par le président du comité du syndicat et approuvé par le préfet, si une entente est intervenue entre les collectivités publiques intéressées et le demandeur et si les conditions de l'entente sont conformes à l'avis des services intéressés. Lorsqu'il y a un syndicat de communes le préfet est celui du département de la commune siège de ce syndicat. Dans le cas où ces conditions ne seraient pas remplies, l'affaire est soumise au Ministre (1) qui prend l'avis du Ministre de l'Intérieur. Jusqu'en 1940 il devait aussi consulter le conseil supérieur de l'électricité. Le maire ou le président du syndicat passe alors l'acte de concession suivant les instructions du Ministre.

S'il s'agit d'une concession accordée par l'Etat, d'une distribution aux Services publics, ou de transport d'énergie concédé par l'Etat, les formalités à accomplir sont semblables. Les conseils municipaux ne prennent cependant pas de décision, mais ils sont néanmoins appelés à donner leur avis et dans le cas où la demande de concession s'étend à plusieurs départements, un ingénieur en chef est chargé de centraliser l'instruction administrative.

Les mesures qui viennent d'être indiquées s'appliquent à l'enquête accompagnant toutes les demandes de concessions, fussent-elles assorties d'une demande de déclaration d'utilité publique, et à la passation de tous les actes de concession. Des formalités supplémentaires sont prévues en ce qui concerne l'obtention de la déclaration d'utilité publique elle-même.

Article 47 du décret du 29 juillet 1927 modifié par le décret du 28 mars 1935 :

(1) Il s'agit actuellement du Secrétaire d'Etat à la production industrielle (art. 15 de la loi du 30 avril 1941).

« Lorsque le cahier des charges d'une demande de concession par une commune ou un syndicat de communes est conforme au cahier des charges-type, qu'aucune déclaration contraire au projet n'a été produite à l'enquête et que l'avis du commissaire enquêteur est favorable, la déclaration d'utilité publique est prononcée et la concession est approuvée par un arrêté motivé du préfet, en vertu de l'article 58 du décret du 5 novembre 1926. Pour les syndicats comprenant des communes situées dans des départements différents, la déclaration d'utilité publique est prononcée et la concession est approuvée par le préfet du département auquel appartient la commune lieu du siège du syndicat.

« Lorsque les conditions ci-dessus ne sont pas toutes remplies, le dossier est adressé au Ministre des Travaux publics avec l'acte de concession passé par l'autorité locale compétente ; la concession est approuvée et déclarée d'utilité publique par un décret délibéré en Conseil d'Etat sur le rapport des Ministres des Travaux Publics et de l'Intérieur, après avis du Ministre de l'Agriculture et de l'Administration des Postes et Télégraphes ».

Article 48 du décret du 29 juillet 1927 modifié par le décret du 28 mars 1935 :

« Le dossier d'une demande de concession par l'Etat avec déclaration d'utilité publique est adressé au Ministre des Travaux Publics avec l'acte de concession passé par le préfet ou avec le projet d'acte à passer par le Ministre.

« La concession est approuvée et déclarée d'utilité publique par un décret délibéré en Conseil d'Etat sur le rapport des Ministres des Travaux Publics et de l'Intérieur, après avis du Ministre de l'Agriculture et de l'Administration des Postes et Télégraphes. »

Aux avis de ces différents Secrétaires d'Etat, il faut ajouter celui du Secrétaire d'Etat à l'Aviation, bien que la loi du 4 juillet 1935, article 12, ne modifie expressément que l'article 12 de la loi du 15 juin 1906. L'article 1 du décret du 24 août 1935 prévoyait également que la demande d'une concession déclarée d'utilité publique devait être obligatoirement examinée par le conseil supérieur de l'électricité institué par l'article 37 du Décret-Loi du 16 juillet 1935 mais qui a été supprimé par la loi du 9 novembre 1940 (*J. O.* du 11 novembre).

La section du Conseil d'Etat compétente pour étudier les projets de décret portant déclaration d'utilité publique est la section de l'Agriculture et du Ravitaillement, de la Production Industrielle et du Travail, et des Communications (Art. 11 du décret du 7 janvier 1941).

Toutes ces formalités sont fort longues à accomplir ; le début de l'exécution des travaux de construction d'une ligne d'énergie électrique peut s'en trouver exagérément retardé. Aussi s'est-on préoccupé de les simplifier lorsque l'intérêt public se trouvait tout particulièrement menacé. Cette tendance s'est manifestée tout d'abord dans le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à l'utilisation des forces motrices nationales. Les travaux d'aménagement hydraulique ou de construction de lignes de transport ou de distribution d'énergie électrique présentant au point de vue de la défense nationale un caractère d'urgence, sont assimilés aux travaux militaires entrepris par les Ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Air, visés à l'article 59 du décret du 8 août 1935, complété par le décret du 30 octobre 1935 relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'utilité publique et l'urgence de ces travaux sont déclarées

par un décret, contresigné par le président du conseil (1). Quant à la concession de ces mêmes travaux, elle est accordée, à la suite d'une procédure simplifiée qui comporte principalement la suppression de certains avis et consultations, par décret délibéré en Conseil d'Etat et contresigné par le président du Conseil, nonobstant toute autre disposition législative contraire (article 19 du décret-loi du 17 juin 1938). Ces dispositions sont d'ailleurs actuellement les seules en vigueur car le décret-loi du 19 octobre 1939 (2) sur le régime de l'électricité pendant la durée des hostilités a étendu les dispositions des articles 18 et 19 du décret-loi du 17 juin 1938 à tous les travaux d'aménagement hydraulique ou de construction de lignes de transport ou de distribution d'énergie électrique et à tous les ouvrages à concéder par l'Etat (3).

Ces mesures de simplification administrative sont applicables jusqu'à des dates qui seront fixées par décret signé du Secrétaire d'Etat aux Communications. Ce décret-loi précise également dans son article 2 que, nonobstant toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles contraires, sont valables toutes décisions prises par l'autorité compétente sans l'avis du Conseil supérieur de l'Electricité, du Comité Consultatif des Forces Hydrauliques ou du Comité Technique de l'Electricité.

Depuis août 1941, dans le but d'adapter l'équipement électrique du pays aux possibilités d'approvisionnement en matières premières et en main d'œuvre, les dossiers de demande de déclaration d'utilité publique doivent com-

(1) Un décret du 17 septembre 1938 a déclaré l'utilité publique et l'urgence de toutes les lignes à intérêt militaire.

(2) *J. O.*, 22 oct. 1939, p. 1251.

(3) Voir aussi titre II, chap. I, sect. I.

prendre, outre les renseignements précédemment indiqués :

1° La liste des principaux travaux, leur détermination quantitative et le schéma d'avancement prévu..

2° L'indication des matières premières et matériaux nécessaires : quantité en tonnes, échelonnement des commandes et des livraisons.

3° Le chiffre du tonnage des transports à effectuer et l'échelonnement de ces transports.

Sous-Section II. — *Le concessionnaire de transport
d'énergie électrique
peut-il bénéficier des servitudes de l'article 12 ?*

Avec la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique, un développement considérable de la production d'énergie électrique a pu être envisagé puisqu'une utilisation rationnelle de la force motrice devenait possible. En effet, les riverains des cours d'eau qui par leur débit ou par leur situation géographique sont susceptibles de fournir une quantité appréciable de houille blanche ont vu restreindre leurs droits et n'ont plus pu imposer des conditions exorbitantes aux industriels désireux de transformer la force de l'eau en courant électrique. Ces derniers ont en particulier la possibilité d'établir des barrages, de bénéficier d'un droit de submersion, de dévier certains cours d'eau et des les amener par des conduites forcées à l'usine productrice d'électricité. L'intérêt national a toujours exigé un rendement maximum des ressources hydrauliques de la France (1). Le sous-sol minier français est insuffisant pour satisfaire à tous les besoins de l'écon-

(1) BESNARD, *Le développement de la production et de la distribution d'énergie électrique*, R.G.E., janvier 1942.

mie Le prix de revient du courant électrique d'origine hydraulique est, malgré les sommes considérables que représentent les investissements immobiliers nécessaires à l'utilisation de la force motrice, inférieur à celui d'origine thermique. Depuis l'armistice, l'arrêt des importations de charbon, l'existence de nouveaux rapports économiques européens imposent à la France d'accroître encore sa production d'énergie hydraulique pour suppléer aux insuffisances de la production d'énergie thermique, insuffisance reflétée par les mesures prises en 1941 et 1942 et tendant à la restriction de la consommation d'électricité. Mais le problème de la houille blanche est intimement lié à celui du transport de l'énergie électrique.

En effet les régions bien pourvues en cours d'eau à fort débit que sont les régions montagneuses se prêtent généralement mal à un équipement industriel intensif et se trouvent toujours éloignées des grands centres de consommation d'énergie. L'électricité produite dans les Alpes, les Pyrénées ou le Massif Central doit être envoyée à des bassins industriels tels que ceux du Nord ou de la Région parisienne.

Il importe aussi de relier entre elles les centrales hydrauliques, car leur fonctionnement est intimement lié aux conditions atmosphériques et topographiques. Il est difficile de pouvoir adapter d'une façon complète et continue l'offre du courant à la demande. Ainsi existe-t-il un intérêt certain à unir toutes les usines situées à proximité les unes des autres, mais dans des vallées différentes, et non soumises au même régime des pluies. D'autre part certaines usines ont une production soit d'été, soit d'hiver, suivant qu'elles font appel à des chutes situées au fil de l'eau ou s'alimentant dans les lacs de montagnes et il est d'une bonne et

sage économie de joindre chacune de ces usines au même centre de consommation pour lui fournir sans à-coups toute l'année la quantité d'électricité dont il a besoin.

Le transport de l'énergie électrique permet aussi de remédier aux pannes de courant dues à des avaries survenant au réseau d'une région déterminée. L'interconnexion entre centrales thermiques présente également de grands avantages tels que celui de permettre la suppression d'usines fournissant du courant à un prix de revient trop élevé, ou celui d'obtenir un aménagement plus rationnel de la production.

Sur le plan national la nécessité d'une interconnexion entre les centrales thermiques et les centrales hydrauliques se manifeste avec une particulière acuité, pour adapter exactement la production à la consommation et pour réaliser une stricte économie de toutes les ressources naturelles nationales.

Pour toutes ces raisons la France est sillonnée de fils électriques transportant du courant à haute et à très haute tension, de 90.000, 150.000 et même 220.000 volts, supportés par des pylônes géants dont l'embase représente une superficie de 25 m² ou enfermés dans des conduites imposantes. La construction et l'exploitation d'un tel réseau sont effectuées par des sociétés dont l'objet social est uniquement le transport de l'énergie électrique à l'exclusion de la production ou de la distribution, car de pareils travaux présentent des difficultés techniques immenses ne pouvant être résolues que par des organismes spécialisés ; ils nécessitent de plus l'emploi de capitaux importants (1). A

(1) Voir la loi du 14 sept. 1941 sur les installations de transport d'énergie électrique à très haute tension, qui a constitué un groupe de

la distribution d'énergie électrique correspondant à la vente de l'énergie moyennant un certain tarif, s'oppose ainsi le transport d'énergie pour le compte des tiers moyennant un certain péage. L'article 36 du Règlement d'Administration Publique du 29 juillet 1927 définit ainsi le transport : « Les concessions de transport ont pour objet l'établissement et l'exploitation d'une ligne ou d'un réseau de lignes reliant des usines productrices entre elles ou avec des postes de transformation ou de sectionnement ou encore reliant des postes entre eux. Elles peuvent comprendre, éventuellement, la transformation de l'énergie, mais ne comportent pas la vente de cette énergie ».

Dès que la nécessité de transporter de l'énergie électrique s'est fait sentir, la question de savoir à quel régime juridique serait soumise cette nouvelle branche de l'industrie électrique s'est posée. Fallait-il lui appliquer la loi du 15 juin 1906, lui donnant ainsi entre autres avantages le bénéfice des servitudes de l'article 12 ?

Il était permis d'hésiter (1), car la loi du 15 juin 1906 est, d'après son intitulé, une loi « sur la distribution de l'énergie électrique » seulement. On aurait pu soutenir que le titulaire d'une concession de transport d'énergie électrique déclarée d'utilité publique n'avait à sa disposition que la seule prérogative accompagnant d'ailleurs toujours une déclaration d'utilité publique : la faculté d'exproprier. Une telle attitude, si elle avait été consacrée par la jurisprudence et le législateur, aurait eu pour effet de rendre la construction de lignes de transport extrême-

trois sociétés seulement pour l'exploitation des installations de lignes et des postes d'interconnexion de 220.000 volts.

(1) Antoine BORREL, *Des réseaux de transport d'énergie électrique et les droits des particuliers*, Rev. pol. et parl., 1925, t. 122, p. 74.

ment difficile et de compromettre ainsi gravement l'équipement industriel du pays. L'expropriation est, malgré les assouplissements apportés en 1935 (1), une procédure longue et coûteuse qu'il aurait été presque impossible d'employer dans les innombrables cas où des supports ou des canalisations de lignes de transport doivent être construits sur des propriétés privées. L'impossibilité d'exproprier l'air situé au-dessus d'un terrain aurait eu pour désastreux effet de ne pas garantir à un transporteur d'énergie électrique une réelle stabilité du tracé de ses lignes, puisque les propriétaires privés auraient été absolument libres de s'opposer au survol de leurs immeubles ou d'élever des constructions incompatibles avec le maintien des conducteurs aériens.

En plus de l'objection de texte qui vient d'être rappelée certaines personnalités (2) refusaient aux sociétés concessionnaires de transport le bénéfice des servitudes de l'article 12 en se basant sur le fait qu'avec l'importance des travaux à effectuer il ne pouvait plus légalement s'agir de servitude, mais d'une expropriation véritable. La valeur de cet argument sera longuement étudiée plus loin.

Actuellement les concessions de transport d'énergie électrique sont soumises comme celles de distribution à la loi du 15 juin 1906. Les unes comme les autres profitent

(1) Le décret-loi du 19 octobre 1939 sur le régime de l'électricité pendant la durée des hostilités a, toutefois, assimilé pour cette période, tous les travaux d'aménagement hydraulique ou de construction de lignes de transport ou de distribution d'énergie électrique aux travaux militaires visés à l'article 59 du décret du 8 août 1935 et auxquels s'applique la procédure extrêmement simplifiée du décret du 30 octobre 1935.

(2) Interpellation MOLLARD, 23 déc. 1924, Sénat, *J. O.*, Débats parl., p. 1590. Voir l'intervention du Min. des T. P.

donc des avantages que cette loi leur reconnaît vis-à-vis des particuliers (1). D'ailleurs déjà la loi de 1906, dans son article 13, visait expressément les lignes de transport mais uniquement en tant qu'éléments des distributions d'énergie électrique et les plaçaient, à ce titre, sous le régime soit de la permission de voirie (titre III), soit de la concession simple (titre IV), soit enfin de la concession déclarée d'utilité publique (titre V). Mais la loi du 19 juillet 1922 sur les transports d'énergie, ayant été incorporée à celle de 1906 (art. 3 bis, art. 18, al. 1 et 4 bis), a mis fin à toute controverse. Les seules différences existant entre le régime des concessions de distribution et celui des concessions de transport se trouvent dans les règlements pris pour l'application de la loi de 1922. Ainsi ces dernières ne sont accordées que par l'Etat (art. 36, al. 2 du décret du 29 juillet 1927). Les permissions de voirie ont également été supprimées pour les lignes de transport (décret du 24 avril 1923). En ce qui concerne les servitudes légales de l'article 12 aucune modification n'a été apportée au régime de 1906.

Cependant certains auteurs se sont demandés (2) si les servitudes de l'article 12 pouvaient s'appliquer, purement et simplement, aux lignes à très haute tension qui offrent pour le voisinage des dangers réels et graves que le législateur de 1906 et même celui de 1922 ne pouvaient soupçonner. M. Antoine Borrel ayant posé au Ministre des Travaux Publics la question de savoir si les lignes à haute tension pouvaient profiter des servitudes, il lui fut répondu affirmativement, sans d'ailleurs qu'aucun motif vint étayer

(1) Req., 1^{er} juin 1932, D.P. 1932-1-102.

(2) MESTRE (A.), *Propriétaires et compagnies de distribution d'énergie électrique*.

cette affirmation (1). Pendant longtemps une discussion s'était élevée sur le point de savoir si une loi était nécessaire pour réserver l'attribution des servitudes à des lignes d'un voltage moyen, n'offrant pas pour la propriété privée des inconvénients exceptionnels ou si une telle limitation rentrait dans les pouvoirs généraux de réglementation attribués au Président de la République par l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875. Aujourd'hui la distinction entre le domaine législatif et le domaine réglementaire est délicate (2) et cette discussion semble avoir perdu de son intérêt pratique. Ne pas accorder les servitudes à des lignes dangereuses ne serait-ce pourtant pas répondre à l'esprit de la loi de 1906 tel qu'il ressort de l'article 12 et des travaux préparatoires. En effet le droit d'établir des supports et ancrages « ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants, par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18, les dits règlements devant limiter l'exercice de ce droit au cas des courants électriques tels que la présence des dits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soit pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes et les bâtiments » (article 12) (3). Janet, dans

(1) *J. O.*, 4 mai 1924 Déb. parl., p. 2205.

(2) Acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940, article 1^{er}, alinéa 2.
--- LAFERRIÈRE, *Préface du Nouveau Droit Public de la France*.

(3) En 1922 des amendements furent proposés au Sénat tendant à ce que les lignes aériennes d'un voltage supérieur à 30.000 volts évitent les agglomérations et soient établies à plus de 20 mètres des maisons d'habitation. Ces amendements furent retirés sur la promesse du ministre des P. T. T. d'amener une intervention du pouvoir exécutif (rappelé par

son rapport présenté à la Chambre, en 1904 (1), disait dans le même sens : « Ce droit (les servitudes) ne saurait être conféré aux courants à très forte tension dont on fait usage aujourd'hui quand il s'agit de transporter l'énergie électrique à des distances considérables ».

Actuellement le caractère dangereux du courant reste une question de fait et non de droit, ce qui permet à l'ingénieur en chef du contrôle de refuser d'approuver le projet définitif d'exécution, s'il lui apparaît que la ligne et son tracé ne remplissent pas, eu égard à la haute tension utilisée, toutes les conditions de sécurité voulues. D'ailleurs, il est juste de remarquer le petit nombre d'accidents causés par des lignes de très fort voltage, résultat dû aux précautions prises par les sociétés concessionnaires de transport et aux rigoureuses études techniques auxquelles elles se livrent avant tous travaux, et qui sont rendues nécessaires tant par les difficultés pratiques à surmonter que par le coût élevé des installations.

SECTION II. — Les bénéficiaires de l'article 21 de la loi du 15 juin 1906

Malgré la clarté des termes de l'article 21 son interprétation n'a pas manqué de soulever des difficultés, qui seront examinées après que le contenu de cet article aura été précisé.

a) *Contenu de l'article 21 :*

L'Administration ou son concessionnaire bénéficie de

MOLLARD, séance du 23 déc. 1924, *J. O.*, Sénat Débats parl., p. 1590 et suiv.).

(1) *J. O.*, Ch. des Dép., Doc. annexes, n° 2111, ses. extr., 1904.

plein droit des servitudes pour l'établissement ou le fonctionnement des conducteurs d'énergie servant à l'exploitation d'ouvrages bénéficiant déjà d'une déclaration d'utilité publique et construits par l'Administration ou son concessionnaire (1). Et ceci même dans le cas où l'énergie serait fournie à ces conducteurs par une usine privée ou par une entreprise de distribution publique d'énergie non déclarée d'utilité publique et aussi dans celui où les lignes électriques transporteraient en outre de l'énergie destinée à des usages autres que ceux d'un service public ou d'une association syndicale. Par Administration il faut entendre l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics. De tous les établissements publics, les principaux intéressés par l'article 21 sont les associations syndicales, autorisées et forcées, régies par la loi du 26 juin 1865 modifiée par celle du 22 décembre 1888 et qui depuis 1899 (2) sont considérés comme des établissements publics et non plus comme des établissements d'utilité publique c'est-à-dire « ne faisant pas partie intégrante de l'Administration et ne s'y rattachant pas d'une façon intime. » (3)

b) *Difficultés soulevées par cet article :*

Les travaux préparatoires indiquent nettement que le législateur songeait uniquement aux lignes de tramways ;

(1) Civ., 25 avril 1933, G.P. 1923-2-225, D.P. 1926-1-64, S. 1929-1-289, note MESTRE.

(2) Trib. des Conflits, 9 déc. 1899, S. 1900-3-49, note de HAURIOL (Jurispr. adm., I-413).

(3) Civ., 1^{er} déc. 1886, D.P. 1887-1-183. — Il est intéressant de noter que le régime des associations syndicales est en train d'évoluer vers un régime où l'Administration assurera elle-même les travaux et où les intéressés ne feront que participer aux frais (voir loi du 16 février 1941 relative à l'exécution de travaux agricoles urgents ou d'intérêt général par les départements et les communes).

il n'envisageait que la servitude d'appui, bien que le texte de l'article 21 mentionnât également la servitude de passage. En effet les compagnies de tramways, du fait qu'elles construisaient le plus souvent leurs voies sur le domaine public, ne rencontraient que peu de difficultés pour le passage de leurs conducteurs aériens au-dessus de ce domaine. Par contre il leur fallait pour soutenir ces fils établir le long des murs ou façades donnant sur les voies qu'elles empruntaient des supports et potelets. Trop fréquemment elles se heurtaient à la mauvaise volonté des propriétaires de ces murs de façades. L'article 21 a été introduit pour permettre à ces compagnies de ne pas voir leurs travaux indéfiniment retardés par l'intransigeance de quelques particuliers plus soucieux de leur intérêt personnel que de l'intérêt général. Lorsqu'elles ont obtenu une déclaration d'utilité publique pour la pose de leurs rails, l'établissement des fils conducteurs desservant leur réseau s'effectue avec le bénéfice des servitudes de l'article 12, sans qu'elles soient tenues d'obtenir une nouvelle déclaration d'utilité publique.

Certaines compagnies de chemins de fer en remplaçant leur matériel de traction à vapeur par un matériel de traction électrique songèrent à se servir de l'article 21 pour établir les lignes électriques longeant la voie ferrée, dites lignes de travail ou lignes de contact, et même pour les lignes d'alimentation approvisionnant les premières en énergie et n'empruntant plus le tracé du réseau de chemin de fer. L'intérêt était pour elles d'avoir à éviter de demander une déclaration d'utilité publique avant d'entreprendre la construction de ces lignes de travail, de contact ou d'alimentation. Mais n'était-ce pas là, en ce qui concerne tout au moins les lignes d'alimentation, priver les parti-

culiers des garanties sérieuses que leur apportent les enquêtes précédant toute déclaration d'utilité publique et qui comprennent un avant-projet faisant connaître le tracé général des travaux et les dispositions principales des ouvrages les plus importants. L'exercice des servitudes doit certes être précédé d'une enquête, mais cette dernière présente un aspect plus fragmentaire, n'envisageant les travaux que dans le cadre de chaque propriété particulière. (1)

Le Conseil d'Etat (2) a cependant admis la légalité d'une telle interprétation. Il a reconnu que le concessionnaire pouvait se prévaloir de l'article 21 pour la construction de toutes les lignes électriques rendues nécessaires par l'électrification des chemins de fer, qu'elles adoptent ou non le tracé de la voie ferrée et alors même que certaines d'entre elles sont éventuellement utilisées à d'autres fins que la seule exploitation de la voie ferrée.

C'est ainsi qu'une déclaration d'utilité publique accordée le 14 décembre 1865 a pu soixante ans plus tard permettre à la compagnie des chemins de fer du Midi d'obtenir la faculté de planter des pylônes, d'apposer des supports sur des propriétés privées, d'ébrancher des arbres appartenant à des particuliers pour faciliter l'électrification de la voie ferrée et aussi l'établissement d'une ligne d'énergie électrique empruntant depuis l'usine de production jusqu'à un certain point de raccordement, un parcours différent de celui du chemin de fer.

Il paraît difficile en face de la volonté du législateur nettement exprimée dans les travaux préparatoires, de jus-

(1) Depuis le décret-loi du 16 octobre 1939, cette enquête n'est même plus nécessaire.

(2) C.E. 14 janvier 1928, D.P. 1930-3-31, note BLAVOET ; C.E. 17 juin 1938, D.P. 1940-1-5, conclusions LAGRANGE.

tifier cette jurisprudence, d'autant plus qu'elle porte atteinte à des droits individuels respectables. La construction par un concessionnaire de toute ligne électrique dont le but n'est pas d'être affecté exclusivement au fonctionnement du Service Public qu'il est chargé d'assurer, ou qui suit un tracé différent de celui de ses ouvrages pour lesquels il a obtenu une déclaration d'utilité publique, devrait ne pouvoir être commencée qu'après une nouvelle déclaration d'utilité publique.

Il n'est cependant plus possible de critiquer la jurisprudence du Conseil d'Etat telle qu'elle se dégage de l'arrêt du 14 janvier 1928 précité (1) en se basant sur le fait qu'un concessionnaire, devant limiter son activité à l'objet de sa concession, ne peut bénéficier de l'article 21 que pour des travaux répondant exactement à cet objet. En effet, depuis 1934, la Cour de Cassation (2) et le Conseil d'Etat (3) sont d'accord pour reconnaître que les concessionnaires de service public ne sont frappés d'aucune incapacité générale et de principe de gérer des exploitations commerciales distinctes de l'objet propre de leur concession (4).

Toutefois pour l'exploitation de ses services annexes le concessionnaire ne doit pas se servir des subventions ou des avantages de toute nature qui lui ont été accordés, *intuitu personae* et dans un but nettement défini, par l'autorité concédante. Aussi il y a, semble-t-il, véritablement concurrence déloyale lorsqu'un concessionnaire, sans

(1) Note BLAVOET sous D.P. 1931-3-31.

(2) Civ., 30 juin 1934. D.P. 1935-1-49, note WALINE.

(3) C.E., 26 juin 1931, D.H. 1931, p. 480.

(4) Pour la jurisprudence antérieure, voir : Civ., 5 juillet 1865, D.P. 1865-1-347 ; Req., 19 déc. 1882, D.P. 1883-1-57 ; Civ., 18 avril 1910, S. 1911-1-33.

l'octroi d'une nouvelle déclaration d'utilité publique, bénéficie des servitudes de l'article 12 pour l'établissement et le fonctionnement de lignes conductrices d'énergie électrique utilisées partiellement pour le transport d'électricité, moyennant le paiement d'un certain péage au profit de ce concessionnaire, alors qu'un concessionnaire de transport d'énergie électrique pour des lignes analogues aurait à attendre une déclaration d'utilité publique avant de pouvoir entreprendre ses travaux. Celui qui se sert d'une déclaration d'utilité publique accordée à certains ouvrages pour créer d'autres ouvrages ne se rattachant que faiblement aux premiers, commet un véritable détournement de pouvoir.

Il faut d'ailleurs reconnaître que la pratique de ces dernières années est de ne pas invoquer l'article 21 lorsque la ligne de courant électrique ne forme pas l'accessoire, au sens strict du mot, de l'ouvrage public, c'est-à-dire lorsqu'il y a ligne d'alimentation et non seulement ligne de contact ou lorsqu'il y a but partiellement distinct. Une nouvelle déclaration d'utilité publique est alors demandée.

SECTION III. — Les bénéficiaires de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925

Certaines distributions d'énergie électrique bien que non déclarées d'utilité publique, bénéficient des avantages conférés par l'article 12. Ce sont celles qui, placées soit sous le régime de la concession, soit, ce qui est beaucoup plus rare, sous celui de la régie, profitent du concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou des syndicats des communes (1). Ces dispositions ont été prises en vue

(1) Trib. civ. de Riom, 9 juillet 1930, D.P. 1931-2-31 ; Trib. corr.

de faciliter l'électrification des campagnes ; aussi certaines restrictions ont-elles été apportées à l'exercice des servitudes par ces nouveaux bénéficiaires.

Toutes les entreprises de transport d'énergie électrique, parce que leur activité dépasse et n'intéresse pas directement le cadre communal, ne peuvent profiter des avantages conférés par l'article 298 aux seules distributions. Cet article ne permet aussi l'emploi des servitudes légales que pour l'érection de pylônes occupant une parcelle de terrain dont la superficie ne dépasse pas un mètre carré (1). Les poteaux des lignes électriques desservant les campagnes ont d'ailleurs rarement une base supérieure à un mètre carré (2). Leur diamètre est généralement de 30 à 50 centimètres et le plus souvent ils sont simplement fichés en terre. Le décret du 27 décembre 1925 donne la définition de la base d'un support : c'est la plus grande surface de celle de la projection horizontale de ce support jusqu'à deux mètres au-dessus du sol ou de celle des fondations. L'article 3 du même décret prescrit que ces supports devront, autant que faire se peut, être situés aux limites des propriétés ou des cultures, pour apporter la moindre gêne à l'usage que les particuliers font de leurs propriétés. Mais cette disposition n'est pas impérative ; des motifs sérieux ou d'intérêt général

de Grenoble, 19 nov. 1928, R.C. 1929, p. 114 ; Trib. civ. de Cherbourg, 22 mars 1932, Bull. 1933, p. 42, G.P. 1932-2-99 ; C.E., 15 juillet 1931, R.C. 1931, p. 130, Rec. 766 ; C.E., 18 octobre 1933, Bull. 1934 p. 139 ; C.E., 8 nov. 1933, D.P. 1934-3-41, R.C. p. 104 ; C.E., 8 déc. 1933, G.P.¹ 1934-1-412 ; C.E., 25 avril 1934. *La Loi*, 29 juin 1934 ; C.E., 16 oct. 1935, Rec. p. 930, R.C. 1935, G.P. 1935-2-674.

(1) C.E., 18 oct. 1933, Bull. 1934, p. 139 ; C.E., 22 juill. 1936 Rec. p. 824.

(2) Les pylônes des lignes à haute tension ont couramment une base de vingt-cinq mètres carrés.

permettent d'y déroger et la violation de cet article ne pourrait être seule invoquée à l'appui d'un recours par excès de pouvoir, puisqu'il ne crée aucun droit au profit des propriétaires (1).

L'aide financière apportée par la puissance publique aux distributions d'énergie électrique et qui est la condition juridique de l'octroi à ces dernières des servitudes légales doit consister en une véritable subvention. Dans le cas où une personne morale de droit public en accordant son concours financier ne ferait qu'éteindre une dette, se libérer d'un engagement antérieur, les conditions de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925 ne seraient pas remplies.

Une simple promesse d'aide ne suffirait également pas, il faut qu'il y ait une décision et approbation de cette décision par les organismes compétents. Mais dès que les formalités préalables à l'encaissement ont été accomplies, les servitudes légales peuvent être utilisées par le distributeur d'énergie électrique. Il n'est pas besoin d'attendre que la subvention ait été effectivement payée.

Le décret du 27 décembre 1925 précise ce qu'il faut entendre par distribution d'énergie réalisée avec le concours financier de l'Etat : ce sont celles bénéficiant de subventions sur les fonds du budget du Ministère de l'Agriculture, ou de prêts accordés par l'Office National de Crédit Agricole. Pour qu'il y ait au sens de la loi, concours financier des départements, communes et syndicats de communes, le total des subventions accordées par ces collectivités doit atteindre au moins dix pour cent de la

(1) C.E., 17 mai 1934, R.C. 1934, p. 244 ; C.E., 22 juillet 1936, R.C. 1936, p. 99, Rec. p. 824 ; C.E., 4 mai 1937, R.C. 1937, p. 267, Rec. p. 471, G.P. 1937-2-332 ; C.E. 15 juillet 1931, Rec., p. 766 ; C.E. 24 juillet 1934, G.P. 27 nov. 1934.

dépense prévue au devis. Ainsi non seulement la subvention vient en atténuation de certaines dépenses à effectuer, mais elle permet de couvrir n'importe laquelle de ces dépenses. Elle ne peut être spécialisée et ne pourrait être accordée moyennant la condition d'être affectée à la réalisation d'une partie du devis nettement précisée si on désire qu'elle ait pour effet de permettre à des distributions d'énergie électrique non déclarées d'utilité publique de bénéficier des servitudes légales créées par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

La loi ne précise pas l'époque à laquelle ce concours financier doit être donné. Aussi serait-il possible d'utiliser les servitudes légales lors de la reconstruction d'une ligne, édifiée grâce à l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925, cette reconstruction dût-elle être entièrement à la charge des distributeurs et la nouvelle ligne dût-elle avoir un tracé différent de celui de la première. Dans ce dernier cas il importerait toutefois de renouveler les enquêtes administratives.

SECTION IV. — Les bénéficiaires de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919 (1)

Dès que des industriels ont cherché à utiliser la force produite par le mouvement de l'eau pour fabriquer de

(1) L'HUILLIER, *Législation des forces hydrauliques* ; BLAEVOET, *Droits des concessionnaires de force hydraulique pour la restitution de l'eau ou de l'énergie aux titulaires du droit d'usage*, *Génie civil*, 7 mai 1927, p. 560 ; DE LA RUELE, *L'établissement des lignes en vue de la restitution de l'énergie sous la forme électrique en cas d'éviction des droits particuliers à l'usage de l'eau*, R.G.E. 21 mai 1927, p. 428 ; L'HUILLIER, *Le régime administratif des lignes auxiliaires dépendant des usines hydrauliques concédées*, R.G.E. 23 juin 1928, p. 1093.

l'électricité, ils se sont heurtés à l'existence de diverses dispositions légales, notamment à celles accordant aux riverains des cours d'eau la propriété du lit et un droit à l'usage de l'eau. Aussi leur fallait-il acheter, à défaut du consentement des riverains, les terrains bordant les cours d'eau qu'ils avaient l'intention d'aménager. A des prix souvent excessifs d'ailleurs, des spéculateurs, les barreurs de chute, ayant acquis ces terrains dès que la force motrice paraissait vouloir être exploitée.

La loi du 16 octobre 1919 fait de l'énergie des marées, des lacs et des cours d'eau une richesse nationale dont on ne peut disposer sans une concession ou une autorisation de l'Etat. Et elle s'est efforcée de régler les conflits qui devaient naître de l'octroi à certaines sociétés d'un droit exclusif d'aménager et d'exploiter les chutes d'eau concédées et de l'existence des droits à l'usage de l'eau (article 644 du Code civil). Une indemnité est ainsi accordée aux riverains soit en nature, soit en argent. Mais l'attribution de cette indemnité est subordonnée à certaines conditions et revêt obligatoirement certaines formes.

D'après l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919, seuls les « droits préexistants » à la date de l'affichage de la demande de concession sont pris en considération pour évaluer cette indemnité. Ces « droits préexistants » correspondent à ceux acquis par les propriétaires avant toute demande de concession. Cette mesure a été introduite pour essayer de juguler la spéculation sur les parcelles bordant les cours d'eau. D'ailleurs le mode de paiement des indemnités et leur montant ne favorisent guère un retour à « l'industrie des barreurs de chutes », et dans ces conditions il aurait peut-être été préférable de ne pas prendre une disposition qui rend en pratique les terrains, suscep-

tibles d'être utilisés par un industriel, indisponibles pendant toute la durée, souvent fort longue, de l'examen de la demande de concession.

De ces « droits préexistants » certains sont exercés, d'autres ne le sont pas. La nature de l'indemnité est différente dans chacun de ces deux cas.

Les droits exercés sont ceux que possède le riverain lorsqu'il utilise l'eau soit pour ses besoins agricoles, soit sous forme de force motrice d'une façon sinon continue du moins périodique. Dans ce cas l'institution de la concession ne doit pas lui porter préjudice et le concessionnaire est obligé de lui restituer ce qu'il lui prend. Cette restitution se fait en nature lorsque le propriétaire disposait de l'eau, elle se fait en énergie électrique lorsqu'il disposait de la force motrice. Ce dernier cas seul rentre dans le cadre de cette étude. Une indemnité pécuniaire pourrait cependant être préférée par les parties ou imposée par les tribunaux. L'énergie électrique que le concessionnaire doit rendre est proportionnelle à l'énergie employée par les riverains avant la concession, c'est-à-dire à la quantité d'eau effectivement amenée par les ouvrages des riverains. Ces derniers ne pourraient, par exemple, prétexter de la vétusté de leur outillage pour réclamer une quantité d'énergie supérieure à celle qu'ils consommaient (1). Cette restitution n'est pas forcément gratuite, car souvent le particulier produisait sa propre électricité, ce qui l'entraînait à des dépenses de personnel et de matériel; il y aurait alors enrichissement sans cause si le concessionnaire lui fournissait autant de courant électrique qu'il en obtenait, sans une contrepartie financière. La pose des lignes de transport,

(1) Req., 10 janvier 1933, S. 1933-1-185, D. 1933-1-13, R.C. p. 183.

la fourniture des moteurs et de leurs accessoires, les modifications aux installations du particulier rendues nécessaires par la nouvelle utilisation de la force motrice, dans le cas où l'énergie hydraulique était employée sans être transformée en électricité, sont à la charge du concessionnaire. Il n'est toutefois tenu à aucune amélioration des ouvrages des riverains.

Pour la restitution en eau le concessionnaire dispose des servitudes d'appui et d'aqueduc (1) dont seuls les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations sont exempts. Pour la restitution en énergie électrique, il peut profiter des servitudes légales instituées par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, sans avoir besoin d'une déclaration d'utilité publique. Ainsi en décide l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919.

(1) Lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847.

CHAPITRE II

NATURE JURIDIQUE DES SERVITUDES

Les droits que le titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique possède pour l'établissement et l'entretien de ses lignes de transport ou de distribution d'énergie électrique, et qui le mettent en conflit avec les propriétaires des terrains qu'il se voit obligé d'utiliser ou que ses lignes électriques survolent, sont qualifiés par la loi de « servitudes ». Faut-il alors les assimiler aux servitudes telles qu'elles sont définies et régies au titre IV du deuxième livre du Code civil ? Certains auteurs (1) n'ont pas hésité à répondre par l'affirmative ; d'autres (2) en font des servitudes administratives ; d'autres enfin (3) prétendent que ce sont des charges légales de la propriété, créées dans l'intérêt du fonctionnement d'un Service Public.

Cette discussion sur la nature juridique des « servitu-

(1) M. MESTRE, note sous S. 1930-1-337 ; PLANIOL, RIPERT et PICARD, *Traité pratique de Droit civil français*, n° 903, tome III, Les Biens.

(2) BERTHÉLEMY, *Traité de Droit administratif*, 5^e édit., p. 593.

(3) BLAEVOET, *Les atteintes à la propriété à raison des Travaux publics* ; COLOMBET, *Des droits du distributeur d'énergie électrique vis-à-vis des propriétaires*, p. 172 ; MARANGE, *Les transports d'énergie électrique et la propriété privée*.

des » (1) n'offre pas seulement un intérêt doctrinal incontestable. Elle ne constitue pas uniquement une « querelle de mots ». Mais de l'adoption de certaines des solutions en présence découleront certaines conclusions pratiques qui délimiteront différemment les droits respectifs des industriels et des particuliers.

Suivant que les servitudes de l'article 12 sont ou non des servitudes au sens du Code civil :

L'extension des servitudes à l'entretien des lignes électriques n'aura pas la même base juridique (2). Dans un cas elle sera une application de l'article 696 du Code civil, dans l'autre elle découlera de la nécessité d'assurer le bon fonctionnement du Service public de Distribution ou de Transport d'énergie électrique ;

la compétence territoriale en cas d'indemnités dues à raison des servitudes ne sera pas la même. Dans un cas le juge de paix compétent sera celui de la situation de l'immeuble, l'action de celui qui veut se faire indemniser des conséquences d'une servitude personnelle ou réelle étant une action réelle (3). Dans l'autre, le juge de paix compétent sera celui du domicile du défendeur, l'action pouvant être considérée comme personnelle et mobilière. Toutefois cette dernière solution présente des inconvénients pratiques tels que la jurisprudence l'abandonne quelque soit l'attitude des tribunaux sur la nature juridique des servitudes de l'article 12 (4) ;

la nature juridique des conventions privées passées entre

(1) Nous emploierons, pour des raisons de commodité, le terme de servitudes pour parler des droits reconnus aux industriels par l'article 12.

(2) Note M. MESTRE sous S. 1927-2-17 ; Voir t. I, ch. IV.

(3) Trib. civ. Seine, 8 déc. 1931, R.C. 1932, p. 128, D.H. 1932, p. 127.

(4) Voir titre II chap. I, sect. II, sous-sect. I,

les industriels et les propriétaires et relatives à l'utilisation par les premiers des biens appartenant aux seconds ne sera pas la même (1). Si elles pouvaient être assimilées à des conventions créant des servitudes au sens du Code civil, elles seraient soumises à des droits d'enregistrement élevés ;

enfin la loi du 16 novembre 1940 sur les opérations immobilières sera ou non appliquée (2).

Pour permettre de décider quelle est la nature des « servitudes » aux termes de la loi du 15 juin 1906, il faut tout d'abord analyser les caractères des servitudes du Code civil, et montrer ensuite si les charges légales de l'article 12 présentent ces mêmes caractères.

a) *Caractères des servitudes du Code civil :*

L'article 637 du Code civil définit les servitudes : des charges imposées sur des héritages pour l'usage et l'utilité, d'héritages appartenant à d'autres propriétaires. Elles peuvent dériver ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou des conventions entre les propriétaires (article 639). Leurs caractères spécifiques sont au nombre de quatre (3).

1° Elle suppose la présence de deux fonds ou héritages, l'un appelé fonds servant au détriment duquel s'exerce la servitude, l'autre fonds dominant qui en profite. On peut assimiler la servitude à une créance, le premier des héritages est alors le débiteur et le second sera le créancier. Héritage désigne un immeuble et certains auteurs (4) considèrent que ce ne peut être qu'un immeuble par nature, à

(1) Sur cette question, voir plus loin, à la fin de ce chapitre.

(2) Voir également à la fin de ce chapitre.

(3) Req., 1^{er} juin 1932, D.P. 1932-1-102, avec les intéressantes conclusions du Conseiller PILON.

(4) ROUAST, *Cours de licence*, 1^{re} année, 1932-33.

l'exclusion des immeubles par destination ou des immeubles par objet. La servitude est un droit réel en ce sens qu'elle porte sur une chose et non pas sur une personne. Les rédacteurs du Code civil avaient encore présent à l'esprit les abus de l'Ancien régime où nombre de servitudes n'étaient en réalité que les conséquences du régime féodal. Aussi édictèrent-ils un certain nombre de règles chargées de préserver aux servitudes leur caractéristique de droit réel :

1^o) Elle ne consacre aucune prééminence d'un héritage sur un autre (article 638).

2^o) Elle ne peut être imposée à la personne, mais au fonds (article 686).

3^o) Elle doit profiter au fonds et non à la personne (article 686) ; le propriétaire d'un fonds dominant en retire certes un avantage, mais cet avantage ne peut être utilisé par lui qu'en raison de sa qualité de propriétaire. S'il l'utilisait à un autre titre, il n'y aurait plus servitude mais convention créant un droit personnel.

La servitude va donc suivre le sort de la propriété, sera vendue avec elle et formant un accessoire du fonds dominant ne peut être vendue isolément ou hypothéquée. Par ce dernier trait se trouve indiqué son second caractère, celui de perpétuité.

2^o La servitude est une charge perpétuelle (article 703) qui dure aussi longtemps que la situation entre les deux héritages est maintenue. Elle ne cesse que lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne puisse plus en user, à raison de changements survenus soit dans le fonds dominant, soit dans le fonds servant (1). Toutefois, à la diffé-

(1) Req., 1^{er} avril 1889, D.P. 1890-1-270.

rence du droit de propriété, la servitude peut se perdre par le non usage. Le propriétaire du fonds servant peut également si l'assignation primitive est devenue plus onéreuse pour lui ou si elle l'empêche d'y faire des réparations avantageuses, offrir au propriétaire du fonds dominant un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits et ce dernier ne peut le refuser.

3° L'établissement d'une servitude entraîne un démembrement du droit de propriété. La servitude est un droit accessoire au fonds dominant, il lui est attaché et ne peut être ni cédé, ni saisi, ni hypothéqué sans que le terrain auquel elle profite ne le soit. Il n'est pas en le pouvoir du propriétaire du fonds servant d'atténuer ou de supprimer la charge qui pèse sur son bien. Ce dernier ne peut donc disposer pleinement de son droit de propriété.

4° Une servitude ne peut être aggravée, ni par le propriétaire du fonds débiteur qui ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou le rende plus incommode (article 701), ni par celui qui a un droit de servitude (article 702). L'acte dont l'effet est de substituer une servitude continue à une servitude discontinue est considéré comme constituant une aggravation. Le juge du fait a un pouvoir souverain d'appréciation pour décider si des actes constituent ou non, une aggravation de servitude. La Cour de Cassation ne peut donc connaître de cette question (1).

Si les servitudes de l'article 12 peuvent être assimilées à celles du Code civil, il importe qu'elles possèdent les caractères qui viennent d'être brièvement rappelés. L'étude qui suit montrera qu'il n'en est rien.

b) *Caractère des servitudes de l'article 12 :*

(1) Req., 15 avril 1868, D.P. 1868-1-339 ; Civ., 16 juillet 1878, D.P. 1879-1-128 ; Civ., 20 février 1884, D.P. 1884-1-392.

1° La loi du 15 juin 1906 permet-elle de distinguer véritablement deux héritages l'un sur lequel pèse la charge exceptionnelle instituée par elle, l'autre au profit duquel elle aurait été créée ? L'existence du fonds servant est indéniable, c'est l'immeuble sur lequel est apposé la console ou l'appui, c'est le terrain au-dessus duquel passent les conducteurs aériens de courant, dans lequel sont établies les canalisations électriques ou qui supporte les pylônes. Ce sont les arbres que le distributeur ou le transporteur a le droit d'élaguer ou même d'abattre.

Mais le fonds dominant sans lequel on ne peut dire qu'il y ait réellement servitude (1), quel est-il ? Les auteurs et la jurisprudence ne sont pas tous d'accord. Certains (2) se contentent de supposer son existence puisqu'ils admettent sans démonstration que les charges imposées à la propriété par l'article 12 sont de véritables servitudes. Planiol (3) est plus explicite et estime possible de « considérer un réseau de câbles électriques avec tous ses organes-accessoires comme un immeuble susceptible de représenter le fonds dominant ». M. le professeur Mestre (4) envisage, lui aussi, l'ensemble du réseau et des installations immobilières du concessionnaire comme constituant le fonds dominant. D'après lui l'article 12 édicterait des servitudes rentrant dans la catégorie de celles créées par la loi et dont l'objet est l'utilité publique (article 649 du Code civil).

La jurisprudence est extrêmement divisée sur la question de savoir si les canalisations électriques (en employant ce

(1) PLANIOL, RIPERT et PICARD, *Traité de Droit civil*, t. III, Les biens n° 900.

(2) Maurice PICARD, dans ouvrage ci-dessus, n° 903.

(3) Note sous D.P. 1914-2-97.

(4) Note sous S. 1930-1-337.

terme dans un sens très large, ne le restreignant pas à désigner des installations souterraines) présentent un caractère mobilier ou immobilier.

Lorsqu'il s'agit de distribution d'eau ou de gaz, la question est facilement résolue car les installations permettant la distribution de ces deux produits sont toujours incorporées au sol et présentent ainsi un caractère immobilier certain (1). Au contraire le courant électrique est le plus souvent, transporté par des conducteurs aériens composés de plusieurs éléments tels que pylônes, consoles, fils de distribution dont la nature de chacun est parfois difficile à préciser. De plus un réseau électrique comprend des installations telles que transformateurs, câbles, isolateurs, qui ne sont pas toujours des immeubles par nature et dont on peut discuter le caractère d'immeuble par destination (2). Ainsi règne une incertitude qui ne laisse pas de présenter de sérieux inconvénients, ne serait-ce que pour évaluer le montant des droits d'enregistrement à payer lors des mutations de propriété portant sur des réseaux électriques.

Les poteaux électriques en bois sont souvent classés parmi les meubles lorsqu'ils sont simplement fichés en terre ; ils deviennent des immeubles par nature lorsque, comportant des assises bétonnées, ils sont incorporés au sol (3).

Quant aux transformateurs légers, aux câbles et aux fils, ils sont rangés généralement parmi les meubles lorsqu'ils ne sont pas attachés à un immeuble par un scellement ou une soudure et lorsqu'il est possible de les enlever sans

(1) Civ., 30 déc. 1940, G.P. 1941-1-433.

(2) Civ., 4 janvier 1937, *La Houille Blanche*, 1937, p. 121.

(3) Trib. civ. de Nantes, 9 déc. 1925, R.E. 1925, n° 8388 ; Trib. civ. de Caen, 27 fév. 1929, R.E. 1929, n° 9021 ; Civ., 4 janv. 1937, précité.

rien détériorer, par un travail facile et rapide (1). « Et seuls ont le caractère immobilier ceux qui, incorporés au sol soit par eux-mêmes, soit en connexion avec d'autres, constituent des immeubles par nature et ceux qui, par suite de certaines circonstances de fait et de la réunion des conditions formulées par l'article 524 du Code civil (2) peuvent être considérés comme immeubles par destination. D'une façon générale les transformateurs, câbles, fils et isolateurs ne sont pas des immeubles par destination. On pourrait toutefois admettre qu'ils le soient si ces installations faisaient partie d'un réseau de distribution ou de transport appartenant au propriétaire de l'usine génératrice qui l'alimente car elles sont, dans ce cas, placées pour le service et l'exploitation de la centrale électrique, un immeuble par nature (3).

D'autres juridictions estiment qu'un réseau de distribution ou de transport d'énergie électrique forme un tout qui peut être assimilé à un immeuble. Dans ce cas il existe alors bien un fonds dominant et les tribunaux se rallient aux auteurs pour lesquels les restrictions apportées à l'exercice du droit de propriété par l'article 12 de la loi de 1906 sont des servitudes au sens du Code civil (4).

Mais ces tribunaux sont eux-mêmes divisés sur les motifs

(1) Trib. civ. de Bordeaux, 12 janv. 1925, R.E. 1926, n° 8387 ; Trib. civ. de Nantes, 10 oct. 1928, R.E. 1929, p. 106 ; C.E., 20 nov. 1931, R.C. 1931, p. 27 ; C.E., 21 mai 1933, R.C. 1933, p. 106 ; C.E., 6 mars 1931, S. 1932-3-78 ; Civ., 24 fév. 1936, G.P. 1936-1-560, R.C. 1936, p. 213, D.H. 1936, p. 195 ; Civ., 4 mai 1937, G.P. 1937-2-190.

(2) Art. 524 : « Les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds, sont immeubles par destination... Sont aussi immeubles par destination, tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés au fonds à perpétuelle demeure. »

(3) Civ., 4 janv. 1937, précité.

(4) Cour de Pau, 14 fév. 1912, Bull. 1912, p. 152 ; Trib. civ. de Pau, 3 déc. 1928, R.G.E. 1928-1-787.

qui leur font reconnaître dans un réseau électrique la qualité d'immeuble. Le uns (1) le décomposent en ses divers éléments et pour eux les fils aériens deviennent des immeubles par destination par le seul fait d'être reliés à des pylônes ou à des consoles qui, fixées solidement au sol ou à une maison, sont des immeubles par nature. Une telle interprétation de l'article 524 du Code civil est trop extensive, car dire que les fils et câbles électriques sont placés pour le service et l'exploitation de simples poteaux et consoles, c'est attacher une importance démesurée à ces objets. Ne serait-ce pas plutôt ces derniers qui serviraient à l'exploitation des fils ? Ces deux éléments, lorsqu'on les envisage au point de vue de leur utilité, ne peuvent être séparés du réseau tout entier. Aussi certains tribunaux (2) se sont-ils ralliés à la thèse qui a été quelque temps celle de l'Administration, par laquelle les fils, câbles, pylônes et autres éléments d'un réseau de distribution constituent nécessairement des immeubles par nature parce qu'ils concourent, par leur ensemble, à former un ouvrage indivisible. A cette solution absolue la Cour de Cassation (3) a répondu que « si les réseaux d'électricité constituent bien des ensembles, il ne s'ensuit pas forcément et par cela seul, que les diverses parties en doivent être considérées comme des immeubles ni qu'il y ait dissociation de leurs éléments parce qu'au point de vue juridique telles de ces parties seraient meubles, telles autres immeubles ».

(1) Trib. civ. de Nantes, 9 déc. 1925, précité ; Trib. civ. d'Angers, 30 nov. 1928, R.E. 1929, n° 9022, cassé par Civ., 4 mai 1937, précité, pour insuffisance de motifs.

(2) Trib. civ. d'Alger, 27 mars 1920, R.E. 1921, n° 7165 ; Trib. civ. d'Angers, 9 avril 1930, R.E. 1931, n° 9374, cassé par Civ., 24 fév. 1936, D.H. 1936, p. 195, G.P. 1-560, pour insuffisance de motifs.

(3) Civ., 4 mai 1937, précité.

Ainsi la jurisprudence semble tendre plutôt à ne pas admettre qu'un réseau de distribution ou transport d'énergie électrique soit un immeuble. Quel est alors le fonds dominant auquel rattacher les « servitudes » de l'article 12 ? (1). Une usine lorsqu'on l'envisage en tant que telle peut réaliser un fonds dominant (2), il ne peut en être de même de l'ensemble formé par une usine génératrice et de toutes les installations permettant la réception par les usagers du courant électrique. C'est d'ailleurs l'opinion autorisée de Colombet (3) qu'« on ne saurait à aucun prix considérer une distribution d'électricité comme un fonds dominant ». Les prérogatives apportées par l'article 12 au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique ne constituent pas des atteintes à la propriété privée au profit d'un fonds qui serait le réseau, mais au profit d'une entreprise d'intérêt collectif. Le réseau ne se détache pas de l'entreprise qui l'a conçu, réalisé, organisé et qui l'exploite. Il est certain, comme l'a fait remarquer le Tribunal civil de Pau le 3 décembre 1928, précité, que « le Service public ou l'intérêt général que l'on veut seul considérer comme le bénéficiaire du fonds servant, se confond intimement avec l'intérêt des industriels, qui, très souvent, ne sont guidés que par l'intérêt général ». Mais en conclure que l'ensemble d'un réseau peut être assimilé à un immeuble qui constituerait le fonds dominant, c'est méconnaître qu'une servitude est une charge imposée sur un héritage pour l'usage et l'utilité d'un héritage appartenant à un autre propriétaire et non à une personne ou en faveur d'une personne. L'impos-

(1) Trib. civ. de Marmande, 6 mars 1913, R.C. 1913, p. 182.

(2) Req., 12 fév. 1941, G.P. 4, 5 et 6 mai 1941, R.G.E. sept. 1941.

(3) *Des droits du distributeur d'énergie électrique vis-à-vis des propriétaires*, p. 173.

sibilité de préciser si les charges créées par l'article 12 existent dans l'intérêt des concessionnaires ou dans celui des usagers n'a certes pas pour effet de supprimer le caractère de personnalité qui leur est attaché. Alors que le Code civil ne se préoccupe pas de la qualité des propriétaires en présence, pour régler la nature et la durée des servitudes, la loi de 1906 fait acception de personne. L'Administration est libre d'accorder ou de refuser la concession et la déclaration d'utilité publique qui permettent, seules, de restreindre les droits des particuliers sur leurs immeubles ; sous certaines conditions, elle peut changer de concessionnaire. Considérer le réseau comme un héritage, ce serait oublier que suivant qu'il est construit et exploité par un permissionnaire, un simple concessionnaire ou un titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique, les charges imposées à la propriété privée ne sont pas les mêmes. L'existence d'un fonds dominant est donc extrêmement discutable. Les servitudes créées par la loi de 1906 ne possèdent pas le premier des caractères de celles du Code civil. Elles ne possèdent pas davantage le second.

2° En effet elles ne sont pas perpétuelles. Elles cessent avec la concession qui est à l'origine des travaux ayant nécessité l'emploi des servitudes, c'est-à-dire avec le rachat, la déchéance ou l'arrivée du terme fixé (loi du 15 juin 1906). Elles cessent aussi lorsqu'est supprimée l'aide financière apportée par la puissance publique, si cette aide est la condition juridique de l'exercice des droits du concessionnaire ou de la régie (article 298 de la loi du 13 juillet 1925). Elles cessent enfin lorsque le propriétaire riverain d'un cours d'eau évincé de ses droits à l'eau par un concessionnaire de force hydraulique n'aura plus droit à restitution, c'est-à-dire :

a) le 16 octobre 1994, lorsqu'il exploitait en vertu d'une autorisation antérieure au 16 octobre 1919 une usine d'une puissance brute maximum supérieure à 150 kwh.

b) à la date de l'expiration de son titre, lorsque son autorisation est postérieure à la promulgation de la loi de 1919 et quelle que soit la puissance utilisée par lui (articles 16 et 18 de la loi du 16 octobre 1919).

3° Les servitudes du Code civil constituent un démembrement du droit de propriété. L'article 12 de la loi du 15 juin 1906 spécifie au contraire expressément que l'exécution des charges qu'il crée « n'entraîne aucune dépossession ». Au chapitre préliminaire les origines jurisprudentielles de cette règle ont déjà été indiquées. Dans un chapitre ultérieur les difficultés qu'elles soulèvent seront examinées (1). Rappelons que du moment où il n'y a « aucune dépossession » le droit de propriété subsiste dans son intégralité (2). Par contre l'exercice de certains attributs du droit de propriété se trouve paralysé. L'expropriation seule, et non une servitude de l'article 12, pourrait effectuer un transfert de propriété. Cette solution est d'ailleurs celle adoptée par la loi du 28 juillet 1885 sur l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes téléphoniques et télégraphiques, loi qui a servi de modèle à la loi de 1906. Les rapporteurs de la loi de 1885, tant devant le Sénat que devant la Chambre des Députés, insistent à plusieurs reprises sur l'idée que les travaux effectués conformément à la loi sur les propriétés privées « n'entraînent aucune dépossession ». Et diverses mesures sont prises dans la loi de 1885 pour garantir aux particuliers le respect de

(1) Voir titre II, chap. I, sect. III.

(2) Note M. MESTRE sous S. 1930-1-337.

cette disposition. Tout d'abord les travaux qui s'effectuent sur des immeubles doivent pouvoir être accomplis de l'extérieur ; ensuite un droit de modifier leurs installations privées même si elles supportent des éléments d'un réseau télégraphique ou téléphonique est reconnu aux propriétaires ; enfin l'article 13 stipule que s'il est nécessaire d'occuper une maison en tout ou partie, d'effectuer des travaux « de nature à entraîner une dépossession », l'Administration doit recourir à l'expropriation. La loi du 16 octobre 1919 sur l'utilisation de la force motrice prévoit également l'emploi de certaines servitudes ne conduisant pas à une disparition du droit de propriété privée (art. 4) et le recours à l'expropriation lorsqu'un transfert de propriété apparaît nécessaire.

4° Une servitude ne peut être aggravée ni par le propriétaire du fonds dominant, ni par celui du fonds servant. Or « la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle aux droits du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de se bâtir » (article 12 de la loi du 15 juin 1906) (1). Le propriétaire est seulement tenu d'avertir le concessionnaire par lettre recommandée un mois avant d'entreprendre les travaux. Il ne peut certes abuser de son droit, mais lorsque son motif est légitime, le distributeur se verra obligé de modifier ses installations, de choisir des emplacements moins favorables, de changer le tracé de sa ligne, tout ceci à ses frais (2). La situation faite au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique

(1) Voir t. II, chap. I, sect. III.

est ainsi susceptible d'être aggravée, et pour cette raison encore on ne peut admettre que les charges créées par l'article 12 soient de véritables servitudes.

Il s'agit alors de les définir.

c) *Les servitudes de l'article 12 sont des charges légales :*

Certains (1) ont estimé que l'on pouvait parler en 1906 de servitude pour caractériser le droit à indemnité que possède un propriétaire dont les immeubles sont utilisés pour l'établissement et la construction d'un réseau électrique. Il s'agissait alors le plus souvent, d'implantation de pylônes simplement fichés en terre, retenus par quelques haubans et n'ayant jamais plus de 30 à 40 cm. de diamètre. Mais aujourd'hui une superficie de 25 m² à la base est courante pour les pylônes des lignes à haute et à très haute tension. La hauteur des pylônes de 220 kv. varie entre vingt et quarante-cinq mètres. Les fils sont soutenus par de véritables constructions métalliques incorporées au sol par une solide embase de béton. La situation n'étant plus la même qu'en 1906, il y aurait maintenant une véritable dépossession du propriétaire puisqu'il se voit privé de la jouissance d'une portion appréciable de son terrain. Il ne s'agirait plus de servitude, mais d'expropriation.

Rien dans la loi n'autorise une telle interprétation. Le fait que les concessions de transport d'énergie électrique soient actuellement soumises à la loi du 15 juin 1906 indique, sans discussion possible, que la dimension des ouvrages bénéficiant des servitudes de l'article 12 influe peu sur les conditions de jouissance et d'exercice de ces servitudes. La nature de ces ouvrages importe seule. Ces servitudes ont d'ailleurs été établies pour remédier aux

(1) Interpellation MOLLARD, 23 déc. 1924, Sénat, *J. O.*, Débats parl., p. 1590 ; voir l'intervention du Ministre des Travaux publics.

inconvenients sérieux de l'expropriation pour cause d'utilité publique : abandon total de la propriété d'un bien au profit de l'Administration, indemnité élevée et payée préalablement à l'exécution des travaux. Il ne peut donc s'agir de les supprimer tant que la gêne apportée à la propriété privée n'est pas tellement importante qu'elle légitime, pour pouvoir être imposée, la procédure de l'expropriation, compliquée mais singulièrement protectrice des intérêts privés. L'intérêt général s'oppose à l'extension du recours à l'expropriation.

Ainsi il semble bien qu'assimiler les « servitudes » de l'article 12, à celles du Code civil ou nier qu'elles puissent s'appliquer, comme empiétant irrégulièrement sur le domaine de l'expropriation pour cause d'utilité publique, soient deux tentatives également vaines. La qualification juridique de ces « servitudes » n'est pas à rechercher en analogie avec les règles du droit civil. On se trouve en face d'un problème spécial, fortement teinté de droit public. Et il est toujours aussi dangereux qu'incorrect de vouloir trouver à une question se rattachant au droit administratif un aspect civiliste.

L'article 12 crée des charges légales de la propriété dans l'intérêt du fonctionnement d'un service public sous la double obligation de ne pas déposséder le propriétaire assujetti et de l'indemniser de la gêne et du tort qu'elles lui causent. C'est une « faculté » (1) dont il bénéficie pour ses installations. Elles ont pour seul but de satisfaire l'intérêt public et ne pourraient être utilisées dans l'intérêt privé du concessionnaire ou de celui du propriétaire d'un fonds enclavé (2). L'expression « charge légale » est préfé-

(1) ROLLAND, *Précis de Droit administratif*, 7^e édit., p. 600.

(2) Civ., 22 nov. 1937, D. 1938-1-62, note R. VOISIN, S. 1939-1-84.

nable à celle de servitude administrative que recommande le doyen Berthélemy (1) et qui est d'après lui, une servitude légale imposée à un fonds non pour l'usage et le profit des fonds voisins, mais pour l'intérêt général, formule qui a le tort de faire naître l'idée qu'une servitude administrative est une variété des servitudes du fait de la loi, telles qu'elles sont définies par l'article 649 du Code civil. Le rapporteur devant la Chambre des Députés de la loi de 1885 sur l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques estimait déjà que les restrictions apportées par cette loi au droit de propriété et qui sont semblables à celles instituées par la loi de 1906 ne constituent pas une véritable servitude dans la véritable acception du mot. Il parle du « droit de l'Etat » (2).

Cette solution s'impose aujourd'hui avec d'autant plus de force qu'elle est consacrée par l'Administration. Le Secrétariat d'Etat à l'Intérieur et le Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle ont eu à se prononcer à propos de l'interprétation de la loi du 16 novembre 1940 sur les opérations immobilières (3) ; l'Administration des Domaines, de l'Enregistrement et du Timbre à propos de l'enregistrement des conventions passées entre les compagnies de transport ou de distribution d'énergie électrique et les particuliers dont les terrains sont utilisés pour l'établissement et le fonctionnement des lignes électriques. L'attitude de cette administration sera examinée lors d'un paragraphe spécial consacré à l'étude des conventions ci-dessus indiquées.

(1) Note D.P. 1920-2-17 et *Traité de Droit administratif*, 5^e édit., p. 593.

(2) Ch. des Dép., Annexes, n° 3619, 17 mars 1885.

(3) *J.O.*, 12 déc. 1940, p. 6078.

Une loi du 16 novembre 1940, modifiée le 8 septembre 1941, relative aux opérations immobilières, prescrit une approbation préfectorale pour toutes les mutations entre vifs, de propriétés ou de jouissance, ainsi que tous les démembrements de propriétés, portant sur des immeubles ou des droits immobiliers situés en France. L'alinéa 2 de l'article 1 prévoit expressément que la constitution de servitude personnelle ou réelle rentre dans ces opérations. La question s'est alors immédiatement posée de savoir si les conventions passées entre un concessionnaire et un particulier dont le terrain est grevé des charges créées par l'article 12 et les actes administratifs nécessairement préalables à l'exercice de ces charges, étaient soumis à cette loi ? La réponse offrait pour les compagnies concessionnaires un immense intérêt, car elle risquait, si elle était affirmative, d'apporter de nombreux retards et de nouvelles complications dans la constitution des dossiers précédant obligatoirement toute construction de lignes électriques. Ces complications ne se seraient pas seulement étendues aux conventions futures, mais en vertu de l'arrêté du 22 janvier 1941 (1), aussi à celles passées depuis le 1^{er} juillet 1940 et qui auraient dû être déclarées aux préfets avant le 12 mars 1941 avec la mention des « noms, prénoms, date et lieu de naissance, domicile, profession et nationalité des parties en cause ainsi que leurs liens de parenté ou d'alliance et la qualité en laquelle chacune d'elles intervient dans l'opération ». Cette dernière exigence, si elle avait été maintenue, aurait imposé aux compagnies concessionnaires des recherches parfois impossibles, toujours lentes. Le montant généralement extrêmement faible des indemnités

(1) *J. O.*, 11 fév. 1941, p. 679.

reconnues par ces conventions et le caractère profondément spécial, technique même, de ces conventions ne justifient d'ailleurs aucunement que leur soient étendues les précautions prises par le législateur en vue de sauvegarder le patrimoine national. Aussi l'Administration a-t-elle adopté la solution que la logique juridique et l'intérêt pratique réclamaient. Et une circulaire du Ministère de l'Intérieur en date du 10 juin 1941 définissant ainsi les « servitudes légales » de l'article 12 :

« Ces charges ne sont pas créées pour l'usage ou l'avantage d'un fonds déterminé, elles se traduisent par une restriction des droits des propriétaires fonciers et ne constituent pas de véritables servitudes », conclut :

« La loi du 16 novembre 1940 ne saurait s'appliquer aux actes accordant les autorisations ci-dessus énumérées (article 12) » (1).

Cette circulaire a été confirmée par une circulaire du Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle, en date du 7 juillet 1941.

Quant à l'attitude de l'Administration des Domaines, de l'Enregistrement et du Timbre, elle s'est exprimée à propos des discussions soulevées par les conventions privées passées entre les industriels et les particuliers et relatives à l'utilisation par les premiers des immeubles appartenant aux seconds.

Des conventions privées passées entre industriels et particuliers :

Les bénéficiaires des servitudes légales sont limitative-

(1) Le préfet de la Drôme, le 12 mars 1941, avait déjà indiqué que l'article 1^{er} de la loi du 16 novembre 1940 « vise la constitution volontaire de servitude et non celle dont un immeuble peut être grevé par acte administratif déclaratif de servitudes ».

ment prévus par la loi. Un permissionnaire ou un simple concessionnaire ne peuvent établir leurs installations électriques sur des propriétés privées qu'après accord avec les propriétaires. Cet accord se manifeste par la rédaction d'un écrit où se trouvent stipulés les droits et les obligations à la charge soit du seul propriétaire, soit de ce dernier et de l'industriel. Il y a tantôt acte unilatéral, tantôt convention synallagmatique. Un titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique n'est pas tenu de rechercher l'accord des propriétaires pour édifier un réseau de distribution ou de transport d'énergie électrique. L'existence de documents administratifs suffit à lui permettre l'exercice des charges légales créées par l'article 12. Toutefois, en pratique, il est fréquent qu'un titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique ne se contente pas de cette procédure administrative et s'entende directement avec les personnes dont les propriétés seront utilisées par lui, en particulier avec celles dont les terrains seront survolés par les fils électriques. Soit qu'il préfère, pour qu'il n'y ait ni doute, ni erreur dans l'esprit des particuliers, préciser en un document spécial les restrictions apportées au droit de propriété par l'article 12. Soit qu'il désire aggraver ces restrictions en obtenant des particuliers l'abandon volontaire de certaines de leurs prérogatives. Ainsi, avant 1938, de nombreuses conventions existaient qui prévoyaient le droit pour les distributeurs d'abattre certains arbres et actuellement on pourrait concevoir que les industriels cherchassent à garantir la stabilité de leurs installations en demandant aux particuliers de ne pas user de leur droit de se clore, de bâtir, de réparer ou de surélever (1). Soit enfin, et cette

(1) Voir t. II, ch. I, sect. III.

dernière raison est la plus puissante, qu'il veuille hâter le commencement de ses travaux en les engageant aussitôt que les propriétaires ont donné leur accord et avant que toutes les formalités administratives aient été accomplies.

Toutes ces conventions diffèrent profondément les unes des autres. Tantôt l'imprécision de leur rédaction est extrême, tantôt des stipulations inutiles y sont inscrites. Les obligations qu'elles comportent à la charge des particuliers sont plus ou moins étendues. Non seulement ces conventions varieront avec chaque société distributrice ou transportrice, mais encore elles dépendront de la région traversée par les lignes électriques, de sa nature géographique et du mode d'exploitation des terres comme de l'attitude collective de ses habitants. Elles dépendront aussi de la nature de la ligne électrique, de son coût d'établissement comme des frais qu'entraînerait un déplacement de cette ligne. Devant cette variété dans les formules il est difficile de reconnaître une nature juridique unique à ces conventions. Et pourtant cette détermination de la nature juridique n'est pas sans soulever de très nombreux intérêts pratiques (1).

Question de durée tout d'abord, cette convention est-elle perpétuelle comme établissant un véritable droit réel tel qu'une servitude, ou est-elle limitée dans le temps et susceptible de résiliation ? Question d'efficacité vis-à-vis des tiers, une transcription est-elle nécessaire pour qu'elle puisse être opposable à l'acquéreur éventuel de la propriété sur laquelle elle permet l'installation d'ouvrages électriques ? Question de savoir si elle peut être soumise à hypothèque. Question de mesurer l'étendue de la responsabilité

(1) SIMON, thèse citée, p. 159 et suiv.

du propriétaire. Question de savoir s'il peut y avoir lieu à rescision pour lésion. Question fiscale enfin, celle qui intéresse le plus les industriels, quel est le taux des droits d'enregistrement dont sont passibles ces conventions ?

Diverses solutions ont été proposées quant à la nature juridique des conventions. Aucune n'est pleinement satisfaisante.

1° *Vente* : La jurisprudence admet qu'il y a vente lorsque l'intention des parties de créer un transfert de propriété apparaît sans équivoque (1). Le vendeur pourrait demander la rescision pour lésion. Il ne pourrait d'ailleurs renoncer à ce droit dans la vente elle-même. Le vendeur est tenu à la délivrance, à la garantie d'éviction et à la garantie des vices cachés. L'acheteur est tenu au paiement du prix et à payer les frais de la vente. Cette solution est onéreuse pour les industriels, car les propriétaires n'abandonneront la propriété de leurs biens que contre une forte indemnité et ils auront tendance à demander l'achat de parcelles dont l'emploi se révélera souvent inutile pour l'industriel. Elle oblige de plus à transcription.

2° *Bail* : Lorsqu'il y a bail certains des inconvénients de la vente disparaissent. Le droit du preneur étant un droit personnel, il n'y a pas lieu à publicité, à transcription : sauf en ce qui concerne les baux de plus de dix-huit ans, mais ces baux ne sont pas soumis à la formalité du dépôt préalable au rang des minutes d'un notaire des actes sous-seing privé qui doivent, par la suite, être transcrits au bureau des hypothèques (art. 2 du décret-loi du 30 octobre 1935). Tous les autres baux sont opposables à l'acheteur de la chose, lorsque celle-ci vient à être vendue par le bailleur, à la condition que le bail ait date certaine et sauf

(1) Trib. civ. Marmande, 6 mars 1913, D.P. 1914-2-97, note PLANIOL.

clause contraire (art. 1743 du Code civil). Cette solution est plus économique pour les industriels que la précédente, le prix de location étant inférieur au prix de vente et aucun droit de transcription n'étant à payer. Toutefois il ne faut pas oublier que les droits d'enregistrement sont élevés, plus élevés d'ailleurs lorsqu'il s'agit de baux à durée indéterminée que lorsqu'il s'agit de baux à durée limitée. La jurisprudence ne paraît guère encline à assimiler les conventions privées à des baux (1). En effet, le fait que la chose louée doit être rendue à la fin du bail dans l'état où le preneur l'avait reçue (articles 1730 et 1731 du Code civil) et la possibilité de résiliation semblent difficilement compatibles avec les nécessités du Service Public de distribution ou de transport d'énergie électrique et le principe essentiel de la continuité du Service Public.

3° *Servitude* : Dans cette hypothèse les conventions privées sont considérées comme instituant de véritables servitudes au sens du Code civil. Il en découle un avantage incontestable pour les industriels puisque ces conventions instituent des obligations permanentes dont il n'appartient pas aux parties d'éviter les conséquences. Mais il en résulte aussi un accroissement sensible des frais d'établissement d'une ligne électrique, les droits d'enregistrement en matière de servitudes étant particulièrement élevés et une transcription étant nécessaire. Pendant longtemps la jurisprudence avait effectivement assimilé ces conventions à des servitudes (2). Il semble toutefois, qu'allant à l'encontre

(1) Cour de Pau, 8 fév. 1924 R.C. 1924, p. 196 ; Trib. civ. Pau, 3 déc. 1928, D.H. 1929, p. 126 ; Trib. civ. Bourgoing, 13 mars 1926. R.G.E. 18 mai 1929, p. 188.

(2) En plus des arrêts cités dans la note précédente, Cour de Pau, 14 fév. 1912, D.P. 1914-2-77.

de l'opinion de certains auteurs (1), les tribunaux soient actuellement en train de revenir sur leur interprétation de la nature juridique des conventions privées. Pour le juge de paix de Châtillon-sur-Indre, l'autorisation donnée par un propriétaire au concessionnaire d'une ligne de distribution d'énergie électrique, de faire passer des canalisations au-dessus d'un terrain, n'établit pas au profit du concessionnaire une servitude conventionnelle, au sens du Code civil (2). Cette évolution jurisprudentielle doit être approuvée. Car les servitudes du Code civil présentent certains caractères qu'on ne retrouve pas dans les charges créées par les conventions privées passées entre particuliers et industriels à l'occasion de l'établissement et de l'entretien d'un réseau de distribution ou de transport d'énergie électrique. Si l'on considère, ainsi que nous l'avons fait, les restrictions apportées au droit de propriété par l'article 12 comme des charges légales établies dans le but du fonctionnement d'un Service public, il paraît également difficile de prétendre que ces conventions purement privées ont pu créer des obligations assimilables à ces charges.

4° *Droit d'usage* : Le droit d'usage (art. 625 et suiv. du Code civil) s'établit et se perd de la même manière que l'usufruit. L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre, il doit en jouir en bon père de famille. Certains tribunaux ont estimé que le contrat par lequel un particulier autorise une société d'éclairage électrique à établir sur son terrain des supports pour soutenir des câbles est non une vente immobilière, mais la création d'un droit d'usage

(1) En particulier: TESTE, *Les Services publics de distribution d'eau, de gaz et d'énergie électrique*, p. 277.

(2) 26 mai 1939, Bull. 1941, p. 22.

sur le fond (1). Cette solution, outre qu'elle a le désavantage d'obliger à transcription pour que les droits de l'industriel soient opposables aux tiers, paraît délicate à étendre à tous les cas où un industriel désire utiliser les propriétés privées. L'hypothèse la plus fréquemment envisagée par les conventions concerne le survol par des conducteurs électriques de terrains privés. Et il est en effet pour le moins subtil d'admettre que le droit d'usage ne s'étende qu'à l'usage de l'air.

5° *Simple tolérance* : Cette solution est la plus simple, mais elle offre l'inconvénient d'instaurer entre industriels et particuliers, des rapports dont la précarité constitue une des caractéristiques essentielles. Alors que le bon fonctionnement du Service Public électrique commande la stabilité de ces rapports.

Pour répondre à toutes les critiques que soulèvent les cinq formules précédentes une notion nouvelle a été introduite, celle du droit de superficie.

6° *Droit de superficie* (2) : C'est le droit d'être propriétaire de constructions édifiées sur le terrain d'autrui. Il se traduit par l'existence de diverses propriétés situées les unes au-dessus des autres. Le Code civil n'écarte pas expressément le droit de superficie. Dans deux de ses articles au moins il prévoit un démembrement de propriété : l'article 553 indique qu'un individu peut être propriétaire d'un souterrain situé sous le bâtiment d'autrui, l'article 664 règle la copropriété par étages d'un immeuble. La Cour de Cassation n'est pas non plus opposée à l'existence de ce droit (3).

(1) Trib. civ. Marmande, 6 mars 1913, précité.

(2) BOUGAULT (Paul), R.G.E. 1917, p. 195, et 1929, p. 790.

(3) Req., 27 avril 1891, S. 1891-1-369, note LABBÉ.

Aussi la conclusion de contrats tendant à l'acquisition du Droit de superficie ne se heurte à aucun obstacle de droit. Et les conventions passées par les industriels peuvent revêtir la forme de cession du droit de superficie. Par cette solution, l'industriel n'est plus exposé à se voir obligé de modifier ses installations, les particuliers abandonnent leurs droits de se clore, de réparer, de construire ou de surélever. La somme qu'il sera amené à verser aux particuliers sera également notablement inférieure à celle d'une vente portant sur la totalité de la propriété. Les droits de transcription seront certes à payer, puisqu'il y a transmission de propriété immobilière, mais l'enregistrement se fera gratis, puisqu'il s'agit d'un acte amiable dispensant du recours à l'expropriation publique. Encore faudrait-il, pour que cette dernière solution ne souffrît aucune discussion que l'expropriation de la seule superficie soit licite, ce qui en l'état actuel des textes et de la jurisprudence paraît douteux. Aussi pourrait-on, utilement, compléter, comme semble le désirer les industriels, l'alinéa 2 de l'article 12, par la disposition suivante : « L'expropriation peut, le cas échéant, ne porter que sur le droit de superficie ».

Il faut encore remarquer que cette notion du droit de superficie, particulièrement avantageuse lorsqu'il s'agit du survol des forêts par des conducteurs aériens, a perdu de son intérêt pratique depuis le décret-loi du 12 novembre 1938 instituant la servitude d'abatage (1).

En résumé il faut, pour reconnaître la nature juridique des conventions privées et en apprécier la portée exacte, examiner avec soin l'intention des parties et étudier les clauses qu'elles contiennent. Ces autorisations données par

(1) Voir t. I, chap. III, sect. IV.

des propriétaires à des industriels d'établir certaines installations sur le sol de leurs terrains ou sur les façades ou toits de leurs immeubles, au-dessus du sol ou dessous, constituent le plus souvent des contrats *sui generis*. Les industriels profitent ainsi d'une très grande latitude dans l'établissement de ces conventions. Et il ne conviendrait pas de la réduire en imposant un modèle de convention, car elle leur permet de concilier les différents intérêts en présence et qui ne sont jamais identiques. Toutefois, pour ne pas remettre en cause le tracé de la ligne lors d'une modification apportée aux rapports entre le concessionnaire et l'autorité concédante on pourrait imposer une clause obligatoire réservant expressément à l'autorité concédante la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance ou à l'expiration de la concession. Cette disposition s'inspire de l'article 4 du cahier des charges-type des concessions de force hydraulique, concernant les conventions relatives aux restitutions d'eau ou d'énergie (art. 10, 6°, al. 2 de la loi du 16 octobre 1919) (1). Il serait également, peut-être, souhaitable de décider que ces conventions devront être, dans un délai d'un mois, à compter de leur signature, portées à la connaissance de l'ingénieur en chef du contrôle.

Quant à l'attitude de l'Administration des Domaines, de l'Enregistrement et du Timbre à l'égard de ces conventions, il semble bien qu'elle ne dépende pas toujours des termes dans lesquels elles sont rédigées.

Jusqu'en 1941, l'Administration accordait le visa pour timbre et l'enregistrement gratis par interprétation large de l'article 51 du décret du 8 août 1935 (ancien article 58

(1) L'HUILLIER, *Législation des forces hydrauliques*, p. 44.

de la loi du 3 mai 1841). Cet article prévoit l'enregistrement gratuit des ventes amiables passées au cours d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique. Mais il n'aurait dû en fait être appliqué, car il suppose la poursuite de la procédure de l'expropriation jusqu'à un arrêté préfectoral de cessibilité alors que la conclusion des conventions privées ne dépend d'aucune intervention de l'Administration.

Mais en 1941, les receveurs de l'Enregistrement, sur de nouvelles directives de l'Administration centrale, refusèrent d'accorder les exonérations fiscales dont ils faisaient bénéficier jusqu'alors les conventions privées. Ils décidèrent que les restrictions apportées au droit de propriété par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 sont improprement qualifiées de servitudes et qu'elles sont en réalité des charges légales de la propriété créées dans l'intérêt du fonctionnement d'un Service Public (1). Quant aux conventions privées ils les assimilèrent à de simples conventions d'indemnité. Aussi, par application de l'article 360 du Code de l'enregistrement, elles sont maintenant soumises à un droit proportionnel de 0,85 % avec un minimum de six francs. Elles doivent de plus être faites en triple exemplaire sur papier timbré. Cette solution est fort désavantageuse pour les industriels puisque le coût d'établissement des lignes électriques est sensiblement plus élevé. Si cette

(1) Dès le 26 nov. 1932, une direction départementale de l'enregistrement, celle de Rouen, écrivait : L'octroi des droits de l'article 12 « n'entraîne ni transfert de propriété, ni constitution d'une servitude au sens juridique du mot ». Se fondant sur les travaux préparatoires et sur les limitations insérées dans ce texte, elle considère ces droits de passage comme « l'équivalent d'un droit de jouissance personnel ». Voir en sens contraire : Cour d'appel de Toulouse, 2 fév. 1924, Bull. 1925, p. 36.

solution continue à être adoptée, si une intervention législative ne vient pas, dans l'intérêt de l'équipement électrique du pays, prononcer la gratuité, il est possible que les industriels renoncent à l'établissement de conventions synallagmatiques, ou tout au moins, qu'ils aient recours à des actes unilatéraux, ne comportant d'obligations qu'à la seule charge des propriétaires.

Non seulement ces actes n'auront pas à être enregistrés, mais encore aucune transcription ne sera nécessaire. Il importe d'ailleurs d'observer qu'en pratique la transcription est rarement effectuée les conventions privées étant le plus souvent destinées à n'avoir effet que pendant une période très limitée, pendant la période d'accomplissement de toutes les formalités administratives préalables à l'exercice des servitudes.

CHAPITRE III

ÉTENDUE DES SERVITUDES LÉGALES D'APRÈS LE TEXTE DE L'ARTICLE 12 DE LA LOI DU 15 JUIN 1906

L'article 12 comporte quatre alinéas correspondant à quatre servitudes différentes les unes des autres par leur assiette et par leur mode de réalisation. Les immeubles en étant grevés, la nature des installations établies par le concessionnaire, les conditions d'accès sur la propriété privée ne seront pas identiques suivant que le distributeur ou le transporteur d'énergie électrique, déclaré d'utilité publique, utilise l'une ou l'autre de ces charges légales.

L'alinéa 1 lui confère le droit d'établir, sous certaines conditions, des supports et ancrages pour conducteurs aériens électriques, soit à l'extérieur des murs de façade donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses de bâtiments. C'est la servitude dite d'ancrage ou de support.

L'alinéa 2 lui confère le droit, sous les mêmes conditions que celles précisées à l'alinéa 1, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées. C'est la servitude dite de passage.

L'alinéa 3 lui confère le droit d'établir à demeure des

canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens d'électricité sur certains terrains. C'est la servitude dite d'implantation ou d'établissement.

Enfin l'alinéa 4, modifié par le décret-loi du 12 novembre 1938, lui confère le droit de couper les branches d'arbres ou d'abattre les arbres eux-mêmes qui, situés à proximité des fils électriques, seraient susceptibles par leur mouvement ou leur chute d'occasionner des court-circuits ou des avaries aux ouvrages du concessionnaire. C'est la servitude dite d'élagage et d'abatage. Ces servitudes s'appliquent aussi bien à la construction des lignes principales qu'à celle des branchements extérieurs. En effet, l'article 12 ne fait aucune distinction entre les lignes principales et celles destinées à permettre la distribution de l'énergie électrique aux immeubles de tous les usagers. Par contre l'article 15 du cahier des charges-type, approuvé par décret du 17 mai 1908, modifié le 17 janvier 1928, précise que les branchements jusques et y compris la boîte de coupe-circuit principal ou le poste de transformation font, au même titre que les lignes principales, partie intégrante de la distribution (1). Ils participent dès lors du caractère d'utilité publique attaché à la canalisation générale d'électricité et doivent, par suite, pour leur exécution bénéficier des mêmes facilités (2). Seuls les branchements intérieurs qui répartissent

(1) M^e Georges MARTY, *Du caractère juridique des branchements d'abonnés d'après le cahier des charges-type et la jurisprudence*, Bull. 1941, p. 95.

(2) Crim., 18 nov. 1927, S. 1927-1-393 ; C.E., 17 juin 1931, R.C. 1931, p. 125, Bull. 1931, p. 78 ; Réponse à un député : J. O., 11 mars 1933, Déb. parl., Ch. des Dép., n° 3244 ; C.E., 15 juill. 1931, Bull. 1931, p. 139 ; Civ., 6 mai 1941, Bull. 1941, p. 66, D.H. 1941, p. 337, G.P. 1941-2-21 ; Civ., 21 mai 1941, Bull. 1941, p. 68, D.H. 1941, p. 290.

sont le courant dans les propriétés au gré des abonnés sont considérés comme des ouvrages privés et établis sans que le concessionnaire puisse invoquer l'article 12.

SECTION I. — Servitude d'ancrage

Tous les industriels, capables de jouir des charges légales de l'article 12, peuvent établir à demeure des supports et ancrages pour leurs conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits ou terrasses des bâtiments, à la condition qu'on puisse accéder à ces installations sans avoir à pénétrer à l'intérieur des bâtiments. Cette disposition reproduit celle de l'article 3, alinéa 1 de la loi du 28 juillet 1885 sur l'établissement et le fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques. « A demeure » n'indique pas que la propriété doit supporter cette charge légale à perpétuité. Le propriétaire peut en effet, sous certaines conditions, demander et obtenir des modifications à l'exercice de cette servitude d'ancrage (1). Elle s'éteint également avec la concession l'ayant rendue nécessaire.

Deux restrictions sont prévues par la loi : les travaux du concessionnaire doivent d'abord pouvoir être construits et entretenus sans qu'il soit besoin de traverser les bâtiments leur servant de soutien, ensuite répondre à certaines conditions de sécurité et de commodité que la loi laisse le soin de préciser à des règlements d'administration publique.

La première de ces limites se conçoit aisément. Elle est d'ailleurs établie tant dans l'intérêt du propriétaire que dans celui du concessionnaire.

En 1906, la propriété est encore un droit inviolable et

(1) Voir titre II, chap. I, sect. III.

sacré ne subissant que le minimum absolument indispensable de restrictions, l'inviolabilité du domicile un principe absolu fortement garanti. Aussi le législateur de 1906 a-t-il été porté tout naturellement à refuser que les concessionnaires ou ses agents puissent pénétrer dans des bâtiments, utilisés le plus souvent comme habitation, pour édifier et surveiller les ouvrages destinés à la distribution ou au transport d'énergie électrique. Aujourd'hui, avec l'extension de la notion d'utilité publique, avec la faveur de la théorie insistant sur la fonction sociale que la propriété est censée représenter et avec l'amenuisement de toutes les garanties des libertés individuelles, les principes juridiques ayant motivé la solution de 1906 ont perdu de leur vigueur. Il ne peut cependant, semble-t-il, être question de supprimer une disposition qui a l'avantage de sauvegarder l'intérêt personnel des propriétaires sans porter grandement atteinte à l'intérêt général, puisqu'elle profite également, dans une certaine mesure, aux industriels chargés de l'appliquer et tenus de la respecter.

Il importe, en effet, que la réfection ou même la pose des supports ou ancrages s'effectue aussi rapidement que possible, pour réduire les délais pendant lesquels les particuliers seront privés d'énergie électrique et diminuer les frais occasionnés par ces travaux. Or souvent l'absence d'un propriétaire ou sa mauvaise volonté rend impossible de pénétrer dans sa propriété. Mais si les ouvrages à élever ou à réparer sont tels qu'ils peuvent être atteints sans qu'il y ait à passer à l'intérieur des bâtiments, la situation ou l'attitude du propriétaire est sans influence sur l'accomplissement rapide des travaux ; l'intérêt des usagers est ainsi respecté.

Si cette disposition n'était pas appliquée, le particulier se trouverait véritablement dépossédé. L'étude des travaux préparatoires de la loi de 1906 et de la jurisprudence le prouve nettement. Casimir Fournier, dans son rapport au Sénat (1), est catégorique : Devoir, pour réparer et installer, pénétrer dans l'intérieur d'un immeuble et « obliger le propriétaire à livrer, à toute réquisition, passage à travers une propriété bâtie pour la pose des appareils et leur entretien, serait grever l'immeuble d'une véritable servitude et par conséquent le déposséder dans une certaine mesure ».

Avant la loi de 1885 sur le fonctionnement et l'établissement des lignes télégraphiques et téléphoniques qui a introduit dans la législation la servitude d'ancrage, la Cour de Cassation et le Tribunal des Conflits, à l'inverse du Conseil d'Etat, considéraient que la pose de consoles, même atteignables de l'extérieur, ne constituait pas à l'égard du propriétaire, un simple dommage, mais bien une véritable dépossession (2). Après la promulgation de cette loi, la jurisprudence n'admet plus l'existence d'une dépossession lorsque le concessionnaire est resté dans les conditions d'exercice des servitudes légales. Il a été ainsi jugé par le Tribunal des Conflits en 1893 (3) que : « considérant que les travaux litigieux dont les époux X... demandent la suppression ont leur assiette non sur le toit de la maison, mais dans l'intérieur du grenier et qu'une trappe a été établie pour y accéder, que ces travaux constituent non pas l'exercice de la servitude établie par la loi, mais une emprise

(1) *J. O.*, Doc. parl., 1886, p. 219.

(2) Cass. Crim., 17 avril 1885, D.P. 1885-1-265 ; Trib. des Conf., 23 déc. 1884, Rec. p. 909.

(3) 27 fév. 1893.

sur une partie intérieure de l'immeuble et entraînent, par suite, une véritable dépossession. »

Il est cependant parfois impossible d'accomplir certains travaux nécessaires à la construction et à l'entretien de consoles et d'appuis sans pénétrer à l'intérieur d'immeubles. L'industriel n'a, dans ce cas, d'autre moyen à sa disposition, s'il ne peut s'entendre avec le propriétaire, que de faire procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Hors du champ d'application des servitudes, il doit se contenter de l'expropriation, de même qu'il ne pourrait recourir à l'expropriation lorsqu'il a qualité pour utiliser les servitudes (1). D'ailleurs il suffira, le plus souvent, d'une simple menace d'expropriation pour amener le propriétaire récalcitrant à un accord avec le concessionnaire.

L'article 12 ne précise pas seulement que les supports et ancrages devront pouvoir être atteints par l'extérieur, mais aussi qu'ils devront répondre aux « conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité, qu'au point de vue de la commodité des habitants, par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18, les dits règlements devant limiter l'exercice de ce droit aux cas de courants électriques tels que la présence des dits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soit pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments ». Cette disposition devait avoir pour effet, dans l'esprit de ceux qui l'ont rédigée, de restreindre l'emploi des servitudes aux seules lignes par-

(1) Civ., 6 mai 1924, D.H. 1924, p. 410 ; Civ., 28 janv. 1924, S. 1924-1-293, note MESTRE, Bull. 1924, p. 31.

courues par un courant à basse ou moyenne tension. Mais les règlements d'administration publique envisagés n'ont pas encore été pris et en leur absence, à la suite de l'opinion de M. le Professeur Mestre (1) il faut, semble-t-il, estimer qu'aucune limite n'est à observer ; toutefois le caractère dangereux du courant restant une question de fait, n'étant pas encore question de droit, l'ingénieur en chef du contrôle peut toujours demander au préfet de refuser d'approuver le projet définitif d'exécution lorsqu'il lui apparaîtra ne pas répondre au souci élémentaire de la sécurité et de la commodité des particuliers. Il peut également proposer des modifications aux installations projetées, pour diminuer le danger ou la gêne qu'elles présentent. Le Préfet, par le pouvoir qu'il a de prendre ou non un arrêté d'approbation du tracé qui est l'acte administratif autorisant l'industriel à engager ses travaux en utilisant les servitudes légales, peut sanctionner l'action de l'ingénieur en chef. (2)

En sens contraire, en vertu d'une disposition prise dans le but d'accélérer les travaux d'électrification, mais dont l'effet pourra à l'usage s'avérer regrettable, les concessionnaires, à moins d'une autorisation exceptionnelle de l'ingénieur en chef du contrôle des distributions d'énergie électrique, ne pourront formuler des exigences techniques susceptibles d'aggraver les conditions techniques minima édictées par l'arrêté du 30 avril 1935 du Ministère des Travaux Publics ou par toute autre réglementation pouvant

(1) *Génie civil*, 17 oct. 1925.

(2) Néanmoins, depuis le décret-loi du 19 octobre 1939 sur le régime de l'électricité en temps de guerre, il n'existe plus d'arrêté préfectoral d'approbation. Un décret est l'acte qui résume toute la procédure en matière de servitudes. Cette solution se dégage sinon de la lettre du texte, du moins de son esprit,

remplacer cet arrêté (1). Ne pourrait-on pas d'ailleurs soutenir que ces règlements d'administration publique n'ayant pas encore été élaborés, la loi de 1906 n'a aucun effet, tout au moins en ce qui concerne les servitudes ? Une telle solution, outre qu'elle bouleverserait totalement la pratique suivie jusqu'ici par les industriels, approuvée par les tribunaux, et qu'elle compromettrait gravement l'équipement industriel du pays, serait contraire à une jurisprudence fermement établie pour laquelle l'application d'une loi n'est pas subordonnée à la publication du ou des règlements d'administration publique qu'elle prévoit, à moins qu'elle ne le décide expressément ou que, faute de ce règlement, par l'imprécision de ses termes, elle ne soit pas susceptible d'exécution (2). Ce qui n'est pas le cas de la loi du 15 juin 1906.

SECTION II. — Servitude de passage

L'alinéa 2 de l'article 12 confère au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique le droit de faire passer des conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées « sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiées à l'alinéa 1^o ci-dessus ». Cette limitation n'en est à vrai dire, pas une, car il s'agit des conditions et réserves qui auraient dues être précisées par les règlements d'administration publique dont il vient d'être signalé qu'ils n'ont point encore été pris.

(1) Art. 7 de la loi du 16 février 1941 facilitant l'utilisation de l'électricité pour les besoins de l'agriculture (*J. O.* 14 mars 1941).

(2) ROLLAND, *Précis de droit administratif*, 7^e édit., p. 142 ; C.E., 11 mars 1927, D.H. 1927. p. 243 ; C.E. 4 mai 1928, D.H. 1928, p. 340 ; Cass., 1^{er} déc. 1931, S. 1932-1-66.

Cet alinéa appelle peu d'explications. La gêne qu'il apporte aux particuliers est le plus souvent minime. La servitude de passage ne se traduit pas par des travaux permanents sur le sol privé ; elle consiste simplement en le survol par quelques fils électriques d'un terrain dont le propriétaire n'envisageait généralement pas d'utiliser l'air le surplombant (1). D'ailleurs pareille utilisation, même postérieure à la construction de la ligne, ne lui est pas interdite, ainsi qu'il sera montré lorsque seront examinés les droits que conservent les propriétaires des terrains assujettis aux servitudes (2). Quant au passage des agents du concessionnaire sur ce terrain, il ne se produira guère qu'au moment de la pose des fils et en cas d'avarie. Le fait que les terrains soient ou non clos ou bâtis, n'importe pas, car la portée de la servitude de passage n'est pas limitée aux seuls terrains privés non bâtis ni clos (3). Une société d'électricité qui serait simplement concessionnaire, *a fortiori* permissionnaire de voirie, ne peut faire passer de plein droit, sur des propriétés privées, des câbles aériens n'ayant aucun appui sur des immeubles (4). L'article 552 du Code civil dispose en effet que la propriété du sol emporte la

(1) A titre d'indication, signalons que les portées moyennes sont comprises entre 250 m. et 400 m. pour les lignes 220 et 150 kv. La tendance actuelle est d'ailleurs d'accroître la portée pour les lignes à 220 kv. (450 m. sur certaines lignes nouvelles). En montagne et pour les traversées de cours d'eau, l'on atteint des portées de 1.200 m. La portée la plus longue en France se trouve vraisemblablement sur la ligne de 150 kv. Barcin-Pariset : elle atteint 1.800 m.

(2) Voir titre II, chap. I, sect. III.

(3) C.E., 25 mars 1937, R.C. 1937, p. 254 *La Loi*, 31 juillet 1937 ; Angers, 26 juillet 1938, *Bull.* 1938, p. 184.

(4) R.C., 1907, p. 145, réponse à question ; Trib. civ. Seine, 19 mai 1908, R.C. 1909, p. 90 ; Trib. civ. de Nice, 28 janv. 1931, D.P. 1931-2-31.

propriété du dessus et celle du dessous. En l'absence d'un texte légal, analogue à l'article 12, un particulier peut s'opposer à l'établissement de tout fil aérien sur sa propriété, encore qu'il ne puisse arguer matériellement d'aucun préjudice, son droit de propriété étant absolu et lui permettant d'exclure « les tiers de toute participation à l'usage, à la jouissance, ou à la disposition de sa chose » (1). Le propriétaire d'un fonds au-dessus duquel passe un conducteur d'électricité qui veut demander en justice la suppression de ce conducteur, doit assigner le concessionnaire qui a installé cette ligne et qui en demeure propriétaire et en garde l'entière disposition, à l'exclusion du particulier bénéficiaire de la ligne, cette ligne ayant-elle été établie sur la demande et dans l'intérêt de ce particulier (2).

SECTION III. — Servitude d'implantation ou d'établissement

L'alinéa 3 de l'article 12 autorise le titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique à établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens d'électricité sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés par des murs ou autres clôtures équivalentes. Le bénéfice de ces restrictions apportées au droit de propriété, n'est pas limité à des canalisations ou à des supports d'une certaine dimension et un propriétaire ne pourrait, lorsque toutes les formalités administratives

(1) AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, p. 270. Voir aussi Et. CARPENTIER, *L'éclairage privé et la force motrice dans le droit privé*, p. 281.

(2) Civ., 6 mai 1941, Bull. 1941, p. 66, D.H. 1941, p. 337 ; il s'agissait en l'occasion d'un branchement.

nécessaires à l'exercice des servitudes légales ont été régulièrement accomplies, s'opposer à l'établissement d'une ligne aérienne sous prétexte que les pylônes supportant les fils électriques ont une superficie à la base qui dépasse celle que les législateurs de 1906 avaient envisagée (1).

Seules les propriétés bâties et closes de murs ou de clôtures équivalentes (2) ne supportent pas cette nouvelle charge. Il s'agit donc de préciser ce qu'il faut entendre par « propriétés bâties et closes ». La jurisprudence n'est d'ailleurs pas d'accord sur cette définition (3).

a) *Terrain bâti* :

Un terrain est considéré comme bâti lorsque la construction qu'il supporte n'est pas un « simple simulacre » destiné à empêcher l'exercice des servitudes légales (4) et a une importance nettement en rapport avec la nature et la grandeur du terrain. Il ne suffit pas de l'existence d'un quelconque édifice pour classer une parcelle de terre parmi les fonds bâtis. Il faut que par la présence et par l'utilisation de cet immeuble le terrain puisse être « classé dans une catégorie vraiment différente des terrains de culture ». Si la servitude devait alors l'atteindre, le préjudice subi serait trop considérable. « Par terrain bâti il faut entendre celui qui touche, soit à une habitation, soit à un établis-

(1) Trib. corr. d'Albi, 17 déc. 1927, G.P. 1928-1-352, R.C. 1928, p. 205.

(2) Cpr avec l'article 2 de la loi du 16 avril 1892 sur l'occupation temporaire qui dispense de cette occupation temporaire « les propriétés attenantes aux habitations et closes par des murs ou par des clôtures équivalentes suivant les usages du pays ».

(3) Voir PEPY, *Bulletin de la Chambre syndicale des forces hydrauliques*, 1933, n° 726 et 1934, n° 732 ; L'HUILLIER, R.G.E., 25 nov. 1933 ; Paul BOUGAULT, R.G.E., tome XXX, p. 693-694 ; Edgard MICANEL, *L'Electricien*, n° 1618, 15 août 1935.

(4) Trib. civ. d'Angers, 26 juillet 1938, Bull. 1938, p. 184.

sement industriel ou commercial, soit à tous bâtiments analogues dont le terrain n'est que l'accessoire » (1). La définition d'un terrain clos est plus délicate.

b) *Terrain clos* :

Les tribunaux civils sont assez difficiles pour reconnaître dans un terrain non entouré de murs la qualité de fonds clos. Une clôture équivalente à un mur est pour eux celle qui présente les caractères de solidité, d'élévation et de protection comparables à ceux d'un mur. C'est ainsi que des fils de fer barbelés (2), des arbustes formant haie (3) ne leur suffisent pas pour décider qu'un terrain est clos au sens de la loi du 15 juin 1906.

Le Conseil d'Etat se montre plus large, mais distingue entre les terrains attenant appartenant aux habitations et les autres. Pour les premiers il est peu difficile ; d'ailleurs il est rare que ces sortes de fonds ne soient pas entourés de murs (4). Pour les seconds il est plus strict. Il se contente d'appliquer la jurisprudence qu'il avait élaborée en application des arrêtés de l'ancien Conseil du Roi des 7 septembre 1755 et 20 mars 1870, et de la loi du 16 avril 1892 sur l'occupation temporaire.

L'article 12 de la loi du 15 juin 1906 ne reproduit cependant pas le terme « suivant les usages du pays » que contient

(1) Trib. civ. Pau, 4 avril 1927, D.P. 1934-3-40 ; Trib. corr. d'Albi, précité.

(2) Trib. corr. d'Albi, précité.

(3) Trib. corr. de Grenoble, 19 nov. 1928, G.P. 1929-1-301, Bull. 1929, p. 20.

(4) C.E., 28 mai 1935 ; C.E., 17 mai 1934, Rec. p. 568, R.C. 1934, p. 244 ; C.E., 25 avril 1934. *La Loi*, 29 juin 1934 ; C.E., 10 mai 1933, R.C. 1933, p. 167, D.P. 1934-3-39 ; C.E., 16 oct. 1935, G.P. 1935-2-674, R.C. 1935, p. 331 ; C.E., 8 nov. 1933, D.P. 1934-3-39, R.C. 1934, p. 104, *La Loi*, 9 déc. 1933 ; C.E., 24 juill. 1934, G.P. 27 nov. 1934.

L'article 2 de la loi de 1892. Le Conseil d'Etat estime toute-fois cette omission une simple erreur et dans les motifs de ses arrêts il se réfère néanmoins souvent aux usages locaux. Ainsi des haies vives, de larges fossés différents de ceux servant à l'écoulement des eaux peuvent, dans certaines régions, remplacer les murs. Ces clôtures n'ont même pas besoin d'être de nature identique sur tout le périmètre du fonds (1). Elles peuvent être naturelles et ne pas avoir été construites par l'homme. Des rivières, des étangs (2) « un escarpement de rochers inaccessibles aux animaux et aux voitures » (3) permettent au Conseil d'Etat d'estimer qu'un terrain est clos. En principe le bon entretien de la clôture est indispensable pour qu'elle puisse être considérée comme telle (4). Mais cependant des brèches de minime importance, quand elles ne sont pas conservées intentionnellement, que le propriétaire projette de les réparer et quand elles ne donnent pas aux voitures un accès aisément praticable dans la propriété ne font pas disparaître la qualité de terrain clos (5).

Cette jurisprudence doit être pleinement approuvée, car elle s'appuie sur la volonté manifestée par le propriétaire de défendre l'accès de son terrain, sur son intention de se réserver l'accès exclusif de sa propriété. Cette intention se traduit par l'entretien de la clôture et la conformité de cette dernière par rapport aux usages locaux. Dans certains régions, comme celles de l'Ouest, les murs sont rares

(1) C. E., 5 juin 1856, Rec. p. 338.

(2) C. E., 7 mars 1861, Rec. p. 169.

(3) C. E., 21 juillet 1903, Rec. p. 607, D. P. 1905-3-4, S. 1906-3-21.

(4) C. E., 5 août 1911, Rec. p. 959 ; C. E., 11 janv. 1933, Rec. p. 30.

(5) C. E., 12 fév. 1915, Rec. p. 25 ; C. E., 6 fév. 1931, Rec. p. 139, D. P. 1934-3-39, R. C. 1931, p. 53 ; C. E., 21 déc. 1937, R. C. 1938, p. 117.

et remplacés par des haies vives ou des fils de fer ; dans d'autres, comme les pays de montagne, de simples amas de pierres posées les unes sur les autres sans qu'elles soient scellées les unes aux autres, constituent aux yeux des propriétaires de véritables murs. Et si la conformation du terrain, placé par exemple en contre haut, permet au particulier de se sentir isolé sans qu'il ait à construire une véritable clôture, la jurisprudence du Conseil d'Etat lui permet de profiter de cette situation exceptionnelle, sans toutefois faire perdre à son terrain les avantages attachés par l'article 12 aux terrains clos.

Il n'est pas suffisant de connaître les caractéristiques offertes par un terrain clos et bâti pour savoir s'il échappe aux servitudes légales. En effet la procédure précédant l'emploi de ces servitudes est fort longue et comprend diverses phases, aussi est-il extrêmement important de préciser l'époque à laquelle les juges devront se reporter pour décider si un terrain est clos et bâti.

c) Quand un terrain doit-il être clos et bâti pour échapper à la servitude d'implantation ?

La doctrine et la jurisprudence sont aujourd'hui d'accord pour considérer « qu'il faut tenir compte exclusivement de la situation des terrains au moment où a été pris l'arrêté préfectoral autorisant le tracé de la ligne » et que « les travaux exécutés ultérieurement par le propriétaire ne peuvent avoir pour effet de soustraire à l'exercice de la servitude les parcelles qui, à la date de l'arrêté, n'étaient pas exemptes de cette servitude » (1), réserve faite toutefois

(1) C. E., 12 fév. 1915, Rec. p. 25 ; C. E., 6 fév. 1931, Rec. p. 139, Rec. p. 139, D. P. 1934-3-39, R. C. 1931, p. 53 ; C. E., 21 déc. 1937, R. C. 1938, p. 117.

de son droit de bâtir ou de se clore sous certaines conditions (1).

Cet accord n'a pas toujours existé, car deux solutions pouvaient être envisagées :

Soit choisir la date de la déclaration d'utilité publique avant laquelle le propriétaire d'un terrain ni bâti, ni clos ne peut se voir imposer la construction d'un pylône sur son sol. Une menace pèse sur lui, mais aucune obligation précise ne lui incombe encore ;

Soit choisir celle, et c'est à cette solution que se sont ralliés les auteurs et les tribunaux, de l'arrêté préfectoral approuvant le tracé de la ligne et qui précède généralement la date de la déclaration d'utilité publique (2). L'exercice du droit de propriété pour les particuliers visés par cet arrêté va ainsi se trouver limité avant même que le concessionnaire ne soit légalement investi du droit de construire des pylônes sur la propriété privée. Cette solution favorise, il faut bien le reconnaître, les concessionnaires, mais répond à un intérêt général qui est d'éviter que des propriétaires en bâtissant ou se clôturant après avoir été officiellement avisés qu'une servitude est susceptible de grever leur terrain ni bâti, ni clos, ne fasse obstacle aux travaux projetés par le concessionnaire dans le seul but de lui nuire. Ce dernier a certes le droit, la ligne une fois construite, de se bâtir ou de se clore pour de légitimes motifs d'intérêt personnel et d'amener par là même les industriels à modifier la nature de leurs installations, voire même le tracé de leurs lignes. Mais un contrôle est exercé par les tribunaux

(1) Voir titre II, chap. I, sect. III.

(2) Il ne faut pas oublier que, pour la durée des hostilités, approbation du tracé et déclaration d'utilité publique proviennent du même décret.

sur l'utilité que présente pour le particulier les édifices qu'il élève sur son terrain après établissement d'une ligne électrique. Alors que pour le contrôle de la définition d'un terrain bâti les pouvoirs d'investigation du juge portent sur l'existence et l'importance des bâtiments, non sur leur utilité propre ou l'usage qui en est fait. Ce qui ne permettrait pas, à moins qu'il n'y ait abus de droit manifeste, de déceler la fraude d'un particulier construisant ou se clôturant pour nuire à un industriel. D'ailleurs, même si cette fraude pouvait être sanctionnée, l'obligation d'aller devant les tribunaux entraînerait un retard regrettable dans le commencement des travaux de construction d'une ligne électrique.

Il importe de rappeler que l'article 3 du décret du 27 décembre 1925 précise que les supports édifiés pour le compte des bénéficiaires de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925, doivent être, en principe, situés à l'extrémité des propriétés ou des cultures, mais cette règle n'a pas de caractère impératif et il est possible d'y déroger (1).

SECTION IV. — Servitude d'élagage et d'abatage (2)

Les arbres constituent un obstacle sérieux à l'établissement et à l'entretien des lignes électriques soit que, par leur dimension ou leur emplacement, ils entraînent la pose

(1) Voir p. 62.

(2) PEPY, *Bulletin des forces hydrauliques*, juin 1934, n° 735; MATHIOT, *Les arbres et les lignes électriques*, Bull. sept. 1935; TORTAT, *Elagage en bordure des chemins vicinaux*, R.G.E. 21 mars 1936; REMAURY, *La servitude d'élagage et le délit d'abatage d'arbres*, R.G.E. 1931, p. 317.

de conducteurs aériens à une hauteur anormale, ou même un allongement appréciable du parcours suivi par les lignes, soit que, par leur proximité du réseau, ils puissent causer, en cas de conditions atmosphériques défavorables, des accidents ou des avaries créant parfois des interruptions dans la fourniture de courant. Or si la France n'est pas un pays de grandes forêts, elle compte beaucoup d'arbres. Ces arbres, d'ailleurs, en diverses régions, tiennent lieu de clôtures. Aussi le législateur s'est-il préoccupé de permettre aux entrepreneurs de distribution ou de transport d'énergie électrique d'établir leurs lignes, malgré la présence d'arbres, dans les meilleures conditions de sécurité et d'économie possibles, tout en tenant compte des légitimes revendications des propriétaires d'arbres. En 1906, il a autorisé le titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique à couper les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, pourraient par leur mouvement ou leur chute, leur occasionner des courts-circuits ou des dommages. L'élagage rendu nécessaire par la présence de lignes électriques incombe aux exploitants, dans des conditions spéciales d'exécution, non aux particuliers. Même dans le cas où il s'agit d'arbres plantés en bordure des voies publiques, le préfet ne pourrait mettre à la charge des riverains cette obligation, car si il peut en exécution de l'article 21 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, réglementer l'élagage, il ne le peut que pour les seuls besoins de la voie publique (1).

Cette servitude d'ébranchage, malgré l'absence de précisions dans le texte même de l'article 12, s'applique également pour permettre l'entretien de la ligne et non seule-

(1) C. E., 22 nov. 1935, R. C. 1936, p. 29, G. P. 1936-1-54.

ment son établissement (1). Elle offrait, telle qu'elle avait été définie en 1906, certaines lacunes. Elle ne donnait aucun droit à couper les racines qui viendraient à gêner la pose des canalisations souterraines ; ne s'étendant expressément qu'à l'élagage, elle ne semblait pas pouvoir permettre l'abatage de certains arbres. Lorsque cette dernière mesure, sous l'empire de la loi de 1906, s'avérait nécessaire, ce qui était fréquent, car il est difficile, sinon même impossible, d'éviter toute forêt ou d'élever les fils à une hauteur telle qu'ils puissent sans inconvénients surplomber des arbres (2), le titulaire d'une concession même déclarée d'utilité publique n'avait d'autres ressources que celles de s'entendre à l'amiable avec le propriétaire des arbres qu'il lui fallait abattre ou de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ; d'où de longues et souvent pénibles négociations avec les particuliers ou une procédure administrative lente et coûteuse. Il s'ensuivait des retards dans l'exécution des travaux d'établissement d'une ligne électrique et une majoration du coût de constructions, incompatibles avec le caractère de service public d'une distribution ou d'un réseau de transport d'énergie électrique. Aussi est-ce à juste titre que le décret-loi du 12 novembre 1938 (3) vint compléter l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et permettre au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique, l'abatage des arbres qui gênent

(1) Article 21 de la loi du 15 juin 1906 ; Trib. civil de Lyon, 24 juill. 1926, S. 1927-2-17, note MESTRE ; article 31 de l'arrêté technique du 30 avril 1935 (*J. O.* des 23 mai et 20 juin).

(2) Une circulaire du ministre des finances du 12 décembre 1932 reconnaît que l'abatage sur une certaine largeur est souvent indispensable.

(3) *J. O.* 13 novembre 1938, p. 12929.

l'établissement des lignes électriques, sans qu'aucune formalité d'expropriation ait à être employée.

Cependant avant ce décret-loi, poussés par la nécessité, les industriels procédaient déjà à des abatages sans obtenir l'autorisation des particuliers ou sans se servir de la procédure de l'expropriation. Les tribunaux étaient assez divisés sur la question de savoir s'il y avait vraiment là agissement illégal devant être réprimé. Certains transporteurs ou distributeurs d'énergie électrique avaient même songé à utiliser à de telles fins la servitude d'occupation temporaire qui leur était accordée pour certains de leurs travaux ; mais les tribunaux administratifs se sont toujours opposés à une telle interprétation de la loi du 29 décembre 1892 sur l'occupation temporaire. Cette loi se borne à faciliter à l'Administration l'étude des projets de travaux publics ou leur exécution, mais ne prévoit pas que les propriétés privées puissent être grevées de servitudes destinées à faciliter l'exploitation des ouvrages après leur exécution (1). L'occupation temporaire aurait seulement pu, à la rigueur, permettre de pratiquer dans une forêt une tranchée large de 2 ou 3 mètres pour le tirage des câbles, mais non une zone libre de tout arbre et large de 30 à 40 mètres, telle qu'elle est actuellement nécessaire pour permettre la traversée d'une forêt à une ligne à haute et à très haute tension (2).

Certains tribunaux (3) avaient estimé que, bien que

(1) C. E., 8 déc. 1933, Bull. 1934, p. 26, G. P. 1934-1-412.

(2) M. PEPEY, *Bull. de la Chambre syndicale des forces hydrauliques*, déc. 1934, n° 742.

(3) Trib. civ. de Toulouse, 2 et 30 janvier 1930 sous R. C. 1934, p. 142 ; Cour de Rouen, 8 juill. 1936 (*Rev. Ass. Terr.* 1936-1-129) ; Trib. corr. de La Flèche, 28 fév. 1934, R. C. 1934, p. 142 ; Trib. civ. de Grenoble, 22 nov. 1937.

l'article 12 ne vise pas l'abatage, les raisons de sécurité et d'économie qui justifient l'élagage semblaient dans certains cas dont ils se réservaient le contrôle, pouvoir justifier un abatage ; lorsque, par exemple, seuls quelques arbres se trouvaient être mal placés. Le recours à l'expropriation aurait constitué alors une gêne beaucoup trop considérable. Ils n'admettaient pas qu'un délit d'abatage d'arbres aux termes de l'article 445 du Code pénal fût alors commis ; ils ont toutefois préféré s'appuyer, pour relaxer les individus prévenus du délit d'abatage d'arbres, sur l'absence de toute intention délictuelle et sur le fait que leur mission était seulement de contrôler ou d'assurer l'exécution d'un cahier des charges qui spécifiait que le concessionnaire pouvait recourir à l'abatage en cas de nécessité. Le Conseil d'Etat (1) n'a jamais suivi cette jurisprudence et a toujours décidé que l'abatage d'arbres par un concessionnaire constituait une prise de possession irrégulière de la propriété privée, une « voie de fait » entraînant la compétence judiciaire (2). Les tribunaux civils devaient sanctionner cette voie de fait par une condamnation à des dommages-intérêts. Le Conseil d'Etat a également refusé d'examiner si la servitude d'ébranchage pouvait être en fait insuffisante pour permettre de faire passer une ligne électrique à travers certains fonds, à raison de l'importance des bois les couvrant. En le faisant il aurait apprécié indirectement l'opportunité du tracé ; un

(1) C. E., 8 déc. 1933, G. P. 1934-1-412, Bull. 1934, p. 26 ; C. E., 28 mai 1935, *Annales des P. et C.*, juillet 1937 ; Voir aussi Trib. civ. de Saumur, 25 nov. 1938, G. P. 10 janvier 1939, R. G. E. 2 sept. 1939 ; C. E., 22 nov. 1935, précité.

(2) Trib. civ. du Havre, 18 nov. 1937 ; Trib. des Conf., 10 déc. 1910, Rec. p. 937 ; Cour de Riom, 8 juill. 1930, D. P. 1931-2-31.

tel motif n'est pas « un moyen de droit » susceptible de faire annuler un arrêté préfectoral d'approbation du tracé (1).

Le décret-loi du 12 novembre 1938, incorporé à la loi du 15 juin 1906 (2), a utilement mis fin à ces divergences jurisprudentielles. Elle a néanmoins soulevé les objections de certains défenseurs acharnés de la propriété privée et une proposition de loi tendant à son abrogation a été déposée à la Chambre des Députés qui contient dans son exposé des motifs cette appréciation caractéristique : « Cette disposition — le décret du 12 novembre 1938 — bouleverserait inutilement les règles essentielles du droit, elle enlèverait au propriétaire une garantie que toute la législation française lui accorde par ailleurs et constituerait une régression dans la protection de plus en plus nécessaire de la nature, elle donnerait en outre, aux agents irresponsables d'une compagnie concessionnaire des pouvoirs que la loi n'accordait aux autorités compétentes, dans des conditions déterminées, que pour la sauvegarde du territoire » (3). L'expropriation pour cause d'utilité publique est, d'après cet exposé des motifs, la procédure dont l'emploi s'impose.

L'Administration règle les conditions techniques de l'élagage des arbres (4). Il doit s'effectuer autant que faire

(1) C. E., 30 mai 1933, Rec. p. 496.

(2) Réponse à Joseph DENAIS, *J. O.* 18 avril 1939, Déb. parl. Ch. des Dép., p. 1256.

(3) Annexe au procès-verbal de la séance du 11 mai 1939, n° 5611.

(4) Voir, pour les arbres plantés sur des propriétés privées, les circulaires des 22 août 1934, 29 avril 1936 et 6 mai 1939, *Recueil de textes Blaevoet*, p. 67, 485, 1128, — pour les arbres plantés sur les voies publiques, les circulaires des 1^{er} sept. 1909 et 16 juin 1936, *Recueil de textes Blaevoet*, p. 118-20 et p. 487.

se peut sans pénétration sur les propriétés privées et après préavis aux propriétaires intéressés et aux services de voirie lorsqu'il s'agit d'arbres plantés sur les voies publiques. Ces derniers arbres font partie du domaine public (1) et d'après l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 le titulaire d'une concession simple ou déclarée d'utilité publique peut les élaguer puisqu'il a le droit d'« exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ancrages en se conformant aux conditions du cahier des charges, des règlements de voirie et des règlements d'administration publique pris pour l'application de la loi de 1906 ». L'article 192 du règlement de voirie des chemins vicinaux et l'article 74 de celui des chemins ruraux autorisent l'Administration à couper les branches à l'aplomb des limites d'un chemin et à tronçonner les arbres qui empièteraient sur le sol de la voie. Le concessionnaire dispose donc pour cette catégorie d'arbres, non des servitudes légales, mais de larges pouvoirs dont il doit user en observant les prescriptions administratives (2). Tout élagage ou abatage intempestif ferait l'objet d'une contravention de grande voirie (3). Pour les arbres plantés en bordure des voies publiques, soit sur le sol de ces voies, soit sur les propriétés particulières, l'article 31 de l'arrêté technique du 30 avril 1935 spécifie que l'élagage doit être effectué « aussi souvent que la sécurité l'exige ou que le service du contrôle le prescrit ». L'Administration et le concessionnaire peuvent donc également prendre l'initiative des travaux d'élagage à entreprendre ; les frais occasionnés par ces travaux incombent aux exploitants et

(1) Trib. des Confl., 10 nov. 1900, S. 1901-3-33, note HAURIOU.

(2) C. E., 5 août 1920, Rec. p. 824.

(3) C. E., 19 janvier 1906, Rec. p. 56 ; C. E., 27 mai 1925, Rec. p. 527.

ne pourraient être supportés par les riverains (1). Dans les autres cas l'industriel décide seul s'il y a lieu d'élaguer. Mais la responsabilité qu'il encoure du fait des accidents causés par une ligne électrique le poussera à ne pas faire preuve de négligence (2).

A l'inverse de cette servitude d'ébranchage, il faut signaler une disposition intéressante qui prescrit aux particuliers désireux d'élaguer ou d'abattre leurs propres arbres de prévenir le maire cinq jours avant le commencement des travaux, s'ils doivent avoir lieu à moins de trois mètres d'une ligne électrique ou des supports la soutenant. Elle tire son origine d'une circulaire du 22 août 1934 étendant le domaine d'une circulaire du 5 octobre 1923 prescrivant pareille déclaration par toute personne voulant construire, surélever, modifier ou réparer un bâtiment, mur, clôture ou ouvrage quelconque dans les mêmes conditions. Il est d'ailleurs à craindre que cette disposition ne soit guère appliquée.

(1) C. E., 22 nov. 1935, précité. — Voir aussi C. E., 25 mai 1906. R. C. 1908, p. 173.

(2) Trib. civ. Havre, 18 novembre 1937 : La société concessionnaire « se trouve gardienne responsable non seulement du courant qu'elle transporte, mais encore des arbres voisins de la ligne, susceptibles de présenter un danger pour celle-ci ».

CHAPITRE IV

LES SERVITUDES LÉGALES DE L'ARTICLE 12 S'ÉTENDENT-ELLES A LA SURVEILLANCE ET A L'ENTRETIEN DES LIGNES ELECTRIQUES ?

A la lecture de cet article il est permis d'en douter, car elles ne sont expressément prévues que pour permettre au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique « l'établissement » de son réseau. Or il est constant que les textes portant atteinte au droit de propriété s'interprètent restrictivement. De plus il attribue simplement au juge de paix la détermination des seules indemnités « qui pourraient être dues à raison des servitudes », alors que l'article 10 de la loi du 28 juillet 1885 relative à l'établissement et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques qu'il reproduit pourtant presque dans son intégralité, prévoyait expressément la réparation du préjudice résultant des travaux de construction de la ligne ou de son entretien.

La question s'est donc posée de savoir si un propriétaire ne pourrait pas s'opposer à ce que des agents du concessionnaire pénétrant sur son terrain pour constater l'état des installations entreprises grâce aux servitudes, les entretenir ou les réparer, s'il y a lieu. La jurisprudence, et il faut pleinement l'approuver, lui refuse ce droit (1).

(1) Trib. de simple police de Bagnères-de-Bigorre, 25 août 1922 ; Trib.

L'argument tiré de la confrontation de l'article 12 et de l'article 10 de la loi de 1885 ne résiste pas à un examen sérieux. Le législateur de 1906 lorsqu'il a attribué au juge de paix connaissance des indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes n'a entendu, en effet, opérer, par rapport à la loi de 1885, qu'un simple déplacement de compétence, substituer à la compétence du Conseil de préfecture celle du juge de paix. Mais il n'a pas voulu donner au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique moins de droits que n'en possède l'Administration à l'encontre de la propriété privée, en raison des lignes télégraphiques et téléphoniques, droits qui concernent tant la construction que l'entretien de ces lignes. L'examen des travaux préparatoires de la loi de 1906 ne laisse subsister aucun doute à ce sujet. Berthelot dans son rapport (1) particulièrement explicite, indique que le juge aura à apprécier « quelle indemnité est due au propriétaire pour la gêne que cause à sa jouissance la présence continue » des installations du concessionnaire. « Présence continue » contient une idée de permanence qui sous-entend que ces installations soient régulièrement entretenues. Cette tâche ne peut être convenablement accomplie que si les préposés du concessionnaire pénètrent périodiquement chez celui qui réclame une indemnité, pour accomplir leur mission de surveillance et d'entretien.

D'ailleurs l'article 21 de la loi de 1906 confère à certaines entreprises (2) les droits de passage, d'appui, d'implantation et d'ébranchage spécifiés à l'article 12, « pour l'établissement

civ. de Lyon, 24 juillet 1926, S. 1927-2-17, note MESTRE ; Req., 1^{er} juin 1932, D. P. 1932-1-102.

(1) Ch. des Dép., Doc. parl., annexe 1054, sess. ord., 1899, n° 2332.

(2) Voir p. 56.

ou le fonctionnement des conducteurs ». Il n'y a aucune raison logique de supposer que seuls ces industriels disposent des servitudes légales pour assurer l'exécution normale de leur service. A affirmer l'inverse, on aboutirait à ce résultat surprenant qu'un même réseau établi par une même personne pourrait comprendre des lignes dont l'entretien serait soumis à un régime différent suivant qu'elles sont destinées ou non à l'alimentation d'un travail public. La servitude d'ébranchage ne donne-t-elle pas d'ailleurs aux industriels la possibilité d'éviter tous les dommages susceptibles d'être causés par la trop grande proximité des branches d'arbres ? Elle s'exerce donc d'une façon répétée dans le temps et accorde aux industriels des pouvoirs qui dépassent ceux que le seul établissement d'une ligne électrique commanderait de leur donner. Le législateur n'a pas expressément indiqué que cette solution devait être réservée à cette servitude.

Ne peut-on pas aussi raisonnablement soutenir que le terme « à demeure » inscrit dans la loi du 15 juin 1906 pour caractériser l'établissement de supports, pylônes ou canalisations que le concessionnaire est autorisé à effectuer, par application de l'article 12, implique le maintien et l'entretien de ces ouvrages ? Leur permanence ne peut être assurée qu'à condition que tous les travaux de réfection ou même de simple surveillance puissent être régulièrement et rapidement entrepris quelle que soit l'attitude des propriétaires.

D'impérieuses raisons pratiques viennent aussi justifier la solution jurisprudentielle. En effet, un industriel, apte à bénéficier de l'article 12, dont les installations auraient été détruites par des intempéries ou des circonstances fortuites, peut les reconstruire à l'endroit même où elles

s'élevaient, en se servant une seconde fois des servitudes légales. Un propriétaire ne peut ainsi s'opposer à la réfection des câbles rompus et au rétablissement des pylônes tombés. A plus forte raison faut-il lui interdire d'entraver les travaux d'entretien ou de réparation nécessités par l'état du réseau. Le bon état d'une ligne électrique répond à une nécessité absolue. Pour l'industriel c'est une diminution de ses dépenses, puisqu'il retarde le remplacement toujours coûteux de ses installations, pour le propriétaire c'est une atténuation des risques qu'il subit du fait de la présence de conducteurs et d'appareils électriques. Une concession de distribution ou de transport d'énergie électrique est chargée d'assurer le fonctionnement d'un véritable Service public dont une des caractéristiques essentielles, celle qui intéresse d'ailleurs le plus directement les usagers, est la continuité. Ce principe, essentiel et absolu, risquerait d'être méconnu si les particuliers étaient en droit de s'opposer au passage sur leurs propriétés des agents du concessionnaire chargés de la surveillance et de l'entretien des lignes. Il est d'une politique plus sage de prévenir les interruptions de courant par un maintien du réseau en bon état de fonctionnement que de réparer les dégâts dus à un entretien défectueux.

Aussi faut-il reconnaître le bien fondé de la règle jurisprudentielle par laquelle les industriels, titulaires d'un droit aux servitudes légales de l'article 12, disposent, pour leurs agents, d'un droit de passage et d'accès à travers les propriétés privées pour la surveillance et l'entretien des lignes électriques.

La seule condition imposée à l'exercice de ce droit est la nécessité d'avertir les particuliers du jour et de l'heure où il en sera fait usage et ceci suffisamment à l'avance,

pour que ces derniers puissent prendre leurs dispositions en temps utile et même, s'ils ont de sérieux motifs à invoquer, demander au concessionnaire de modifier ce jour et cette heure. Les agents du concessionnaire sont également tenus d'agir vis-à-vis des propriétaires avec la plus grande correction et de borner leur action à tout ce qui se rattache directement à l'accomplissement de leur tâche.

Il ne semble pas qu'il faille voir en cette extension du domaine des servitudes légales une application de l'article 696 du Code civil (1). Cet article indique que « quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user » (2). Il a été en effet montré que ces servitudes ne sont pas de véritables servitudes au sens du Code civil. Aussi ne doit-on leur appliquer les textes du Code civil. Elles s'apparentent à des notions de Droit administratif. Et c'est à ces dernières, non à celles du Droit civil, qu'il y aurait lieu de faire appel si le raisonnement par analogie devenait nécessaire pour suppléer à l'insuffisance de la législation. D'ailleurs l'article 696 ne concerne que les servitudes du fait de l'homme non celles du fait de la loi. Il est vrai cependant que le professeur Mestre, par une interprétation élégante, retrouve dans cet article l'esprit qui a amené le législateur de 1804 à prescrire que lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, il faut plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut

(1) Voir note M. MESTRE sous S. 1927-2-17.

(2) Voir une application intéressante : Civ., 22 nov. 1937, D. 1938-1-62, R. C. 1938, p. 141, S. 1939-1-84 : Une servitude de passage n'autorise pas seulement le propriétaire du fonds dominant à passer sur le fonds servant, elle l'autorise aussi à établir dans ce dernier fonds des canalisations souterraines, électriques ou autres. Il s'agissait du droit de passage ouvert au propriétaire d'un fonds enclavé par l'article 682 du Code civil.

avoir quelque effet (article 1157 du Code civil), ce qui le conduit à étendre à toutes les servitudes, même d'utilité publique, la solution de l'article 696.

Il est toutefois plus simple et, semble-t-il, plus correct, de considérer comme l'a fait le conseiller Pilon (1), que le « passage des préposés à la surveillance et à l'entretien sont des conséquences certaines, directes, immédiates des charges imposées par la loi aux propriétés privées ».

(1) Conclusions sous D. P. 1932-1-102.

TITRE II

De l'exercice des Servitudes

Si le titre I a été consacré à l'étude « statique » des servitudes légales, celui-ci traitera de leur étude « dynamique », en ce sens que les problèmes soulevés pratiquement seront examinés. Les industriels, connaissant ce à quoi ils ont droit, vont agir. Les propriétaires, devant cette action des industriels, vont s'incliner ou s'insurger. Quels sont les procédés qui permettent à l'industriel d'agir ? Quelle attitude devra être celle des particuliers ? Quelles sortes de conflits pourront naître et comment les régler ? Telles sont les principales questions auxquelles ce titre s'efforcera de donner réponse.

Mais tout exercice d'un droit peut être conçu de deux manières : les individus en présence agiront régulièrement l'un envers l'autre, ou au contraire ils emploieront, l'un ou l'autre, ou l'un et l'autre, des moyens d'action irréguliers. Aussi sera-t-il étudié dans deux chapitres distincts : d'abord l'exercice régulier des droits des parties, ensuite l'exercice irrégulier des droits des parties.

CHAPITRE I

EXERCICE RÉGULIER DES DROITS DES PARTIES

Un industriel rentrant dans une des catégories des ayants droit aux servitudes légales doit, s'il veut exercer les droits que lui donne la loi à l'encontre de la propriété privée, observer certaines formalités prescrites par la loi et les règlements. L'étude de ces formalités formera l'objet d'une première section. Une fois cette procédure employée, le propriétaire des terrains que désire utiliser l'industriel ne peut s'opposer à l'installation et à l'entretien des ouvrages prévus au cours de cette procédure. Mais il a alors droit, sous certaines conditions, à une indemnité. L'étude de cette indemnité formera l'objet d'une seconde section. Une troisième section, enfin, sera consacrée à l'étude des droits que conservent, malgré la présence d'une ligne électrique, les propriétaires des terrains assujettis aux servitudes. Ce sera également l'étude du déplacement des lignes électriques.

SECTION I. — Les formalités préalables à l'exécution des travaux nécessitant l'emploi des servitudes

L'article 12 de la loi du 15 juin 1906 se borne à prévoir que l'exécution des travaux doit être précédée d'une notification directe aux intéressés, d'une enquête spéciale dans

chaque commune et qu'elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le préfet. Les détails de ces formalités sont réglés par les articles 52 et 53 d'un règlement d'administration publique du 28 mars 1935 pris en application de l'article 18 de la loi du 15 juin 1906 et modifiant celui du 19 juillet 1927 qui lui-même modifiait celui du 3 avril 1908. Mais le décret-loi du 17 juin 1938 sur l'équipement électrique de la nation, dans son article 18, institue une procédure spéciale et simplifiée pour les travaux présentant au point de vue de la Défense Nationale un caractère d'urgence, et cette procédure a été étendue à la construction de toutes les lignes de transport ou de distribution d'énergie par un décret-loi du 19 octobre 1939.

Article 52 du décret du 29 juillet 1927 modifié par le décret du 28 mars 1935 (J. O. 16 avril 1935, p. 4327) :

« L'enquête pour l'établissement des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage prévue à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, a lieu sur un plan parcellaire indiquant toutes les propriétés atteintes par les servitudes, avec les renseignements nécessaires pour faire connaître la nature et l'étendue de sujétions en résultant.

Le plan des propriétés frappées de servitudes, mentionnant les noms des propriétaires, tels qu'ils sont inscrits sur les matrices des rôles, reste déposé pendant huit jours à la mairie de la commune où sont situées les propriétés. Avertissement de l'ouverture de l'enquête est donné collectivement aux intéressés par voie d'affichage à la mairie. Notification directe des travaux projetés est, en outre, donnée par le maire aux intéressés. Le maire certifie les notifications et affiches; il mentionne sur un procès-verbal qu'il ouvre à cet effet, les réclamations et déclarations qui

lui ont été faites verbalement et y annexe celles qui lui sont adressées par écrit.

A l'expiration du délai de huitaine, un commissaire enquêteur nommé par le préfet reçoit les observations et appelle, s'il le juge convenable, les propriétaires intéressés. Le commissaire signe le procès-verbal d'enquête, y joint son avis motivé et remet immédiatement le dossier au maire qui le transmet sans délai à l'ingénieur en chef du contrôle du département s'il s'agit d'une concession de distribution publique, et à l'ingénieur en chef centralisateur s'il s'agit d'une concession de distribution aux services publics ou de transport.

Si l'exécution des travaux projetés comporte des expropriations, il est procédé à l'enquête par l'établissement des servitudes en même temps qu'à l'enquête prévue par le titre II de la loi du 3 mai 1841 (1) ».

Article 53 :

« L'ingénieur en chef communique au concessionnaire le dossier de l'enquête. Le concessionnaire peut, s'il le juge utile, modifier le projet, en vue de tenir compte des observations faites à l'enquête.

Si les modifications ainsi apportées au projet frappent de servitudes des propriétés nouvelles ou aggravent des servitudes antérieurement prévues, notification directe en est donnée par le maire aux intéressés qui ont un délai de huit jours pour prendre connaissance à la mairie du plan rectifié et présenter leurs observations.

Le projet modifié ou non par le concessionnaire est adressé par l'ingénieur en chef du contrôle, ou, dans le cas

(1) Devenu le titre II du décret du 8 août 1935 (*J. O.* 9 août 1935, p. 8706).

d'une concession de distribution aux services publics ou de transport par l'ingénieur en chef centralisateur, au préfet de chaque département intéressé qui approuve, s'il y a lieu, les projets de détail de tracé et notifie son approbation au concessionnaire ».

Une circulaire du 22 mai 1937 a insisté sur la nécessité qu'il y avait de réduire au strict minimum les dossiers d'exécution qui comprennent trop souvent un nombre excessif de documents et des renseignements inutiles pour le service qui les examine. C'est ainsi qu'elle engage de ne pas soumettre aux enquêtes des servitudes la totalité des propriétés sur lesquelles passe la ligne ; ces dernières ne devraient porter que sur les communes où un accord amiable unanime des propriétaires et de l'industriel n'a pu être obtenu et dans ces communes seulement sur les propriétés au sujet desquelles aucun accord n'a pu être conclu. Cependant il semble que les principaux intéressés par cette réduction du nombre des formalités, c'est-à-dire les industriels, ne soient pas tous favorables à une telle limitation du domaine des enquêtes de servitudes, car ils préfèrent souvent, pour des raisons d'économie et de tranquillité, lorsque la recherche des autorisations à accorder par les particuliers s'avère devoir être longue et coûteuse ou lorsque la mauvaise foi de ces particuliers est à craindre, employer systématiquement l'enquête des servitudes. Une telle attitude leur assure une position plus forte à l'égard des propriétaires qui ressentent plus profondément le caractère légal de la charge qui leur est imposée. Elle a également pour résultat d'aboutir à une plus réelle égalité entre les situations des individus dont les biens se trouvent utilisés. Elle présente aussi un intérêt financier certain, car l'administration de l'enregistrement soumet, actuellement

la transcription des conventions amiables au paiement d'un droit proportionnel, ce qui augmente sensiblement les dépenses de construction de lignes électriques (1). Seuls les renseignements dont il pourra être fait état ont à être fournis. Ainsi le nom des locataires éventuels ou des fermiers ne doit pas être obligatoirement indiqué, mais, bien que l'article 52 spécifie de mentionner le nom du propriétaire tel qu'il est inscrit sur les matrices des rôles, il est préférable, s'il y a lieu, d'indiquer le nom du propriétaire actuel ou présumé tel. En résumé, le dossier des servitudes comprendra le plus souvent :

- a) un projet d'arrêté préfectoral ;
- b) un plan parcellaire ;
- c) une notice explicative ;
- d) un profil en travers type indiquant la largeur sur laquelle s'étendraient les servitudes ;
- e) un projet de certificat d'affichage et de notification ;
- f) un procès-verbal d'enquête destiné à recevoir les déclarations des intéressés et l'avis du commissaire enquêteur.

Ainsi quelles que soient les simplifications que la pratique puisse apporter à la procédure instituée par le décret du 28 mars 1935, elle reste compliquée par le trop grand nombre des formalités à accomplir, alors que la rapidité dans l'exécution des travaux d'établissement de lignes électriques est commandée par l'intérêt général. Aussi, en même temps que des mesures ont été prises pour simplifier la procédure de la déclaration d'utilité publique, d'autres ont été élaborées dans le but d'alléger les enquêtes des servitudes.

Le décret-loi du 17 juin 1938 sur l'équipement électrique

(1) Voir p. 85 et suiv.

du pays (article 18) assimilé aux travaux militaires entrepris par les Ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air, visés à l'article 59 du décret du 8 août 1935 complété par le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, les travaux d'aménagement hydraulique ou de construction de lignes électriques présentant, au point de vue de la Défense Nationale, un caractère d'urgence. Un décret, contresigné par le président du Conseil, déclare dans ce cas l'utilité publique et l'urgence de ces travaux et détermine les terrains et immeubles qui sont soumis à l'expropriation et aux servitudes créées par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et les articles 4, 5 et 6 de la loi du 16 octobre 1919 (1). La nouvelle procédure instituée par l'article 18 du décret-loi du 17 juin 1938 supprime toutes les enquêtes publiques, ce qui a pour effet d'assurer un accomplissement plus prompt des formalités administratives nécessaires à l'exercice des servitudes et d'éviter une trop grande publicité à des travaux intéressant la Défense Nationale. Mais les droits des particuliers ne sont plus guère sauvegardés puisqu'ils ne peuvent plus officiellement présenter leurs observations sur les travaux qui seront accomplis sur leurs propriétés, préalablement à ces travaux et suivant une procédure accessible à tous et offrant toutes les garanties d'impartialité voulues.

Une circulaire du 15 octobre 1938 a fixé les modalités

(1) La dernière phrase de l'alinéa 3 de l'article 18 semble indiquer que seule la procédure contenue dans le décret du 30 octobre 1935 confère le droit d'user des servitudes. Mais c'est là, certainement, une simple erreur de rédaction. Par « cette procédure » il faut comprendre celle comprise dans les trois premiers alinéas de l'article 18. Le Décret-Loi du 17 juin 1938 n'a pas entendu porter atteinte aux grandes règles de la loi de 1906.

d'application de cet article 18 du décret-loi du 17 juin 1938. Le décret des servitudes est préparé par l'ingénieur en chef départemental des Ponts et Chaussées avec le concours de la société et sans aucune enquête publique dès que le tracé des ouvrages aura fait l'objet d'un accord des divers services. En annexe à ce projet de décret doivent figurer un tableau indiquant les propriétés grevées des servitudes et la nature de celles-ci et un plan parcellaire à une échelle de 1/1000^e si possible indiquant au moyen de teintes conventionnelles, les zones de chaque parcelle grevée des diverses espèces de servitudes. Ce projet est ensuite transmis directement au ministre en trois exemplaires (ou en nombre supérieur si plusieurs départements sont intéressés par les travaux). Le décret, une fois pris, n'est pas publié au *Journal Officiel*, mais le ministre en adresse directement ampliation aux préfets et à l'ingénieur en chef qui en donne connaissance à la société concessionnaire. L'ingénieur se met ensuite en relation avec les préfets pour les charger de transmettre ampliation du décret aux maires. Ces derniers procèdent alors à publication et à affichage et adressent notification aux propriétaires des terrains soumis aux servitudes (1). Ainsi aucune place n'est faite dans cette nouvelle procédure à une intervention des particuliers. Tout se passe en dehors d'eux, par voie d'action administrative,* et des mesures qui les atteignent dans l'exercice d'un droit auquel les hommes sont le plus fortement attachés, celui de propriété, leur sont imposées, non seulement sans qu'eux ou leurs représentants aient pu présenter des observations, mais sans même qu'ils aient été

(1) Que devient dans cette procédure l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé, formellement prévu par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 ? Pour notre part, nous estimons qu'il est désormais inutile.

avertis qu'elles pouvaient être prises. Il y a certes là possibilité d'abus. Les conséquences de cette disposition regrettable pourraient être atténuées, sans que la rapidité de la procédure en souffre, si, par exemple, les industriels étaient tenus d'avertir les propriétaires, par lettre recommandée, de l'installation projetée d'une ligne électrique et des sujétions susceptibles de peser sur leurs terrains.

Cette légère réforme est d'autant plus souhaitable que la procédure accélérée instituée par le décret-loi du 17 juin 1938 est actuellement la procédure de droit commun. Le décret-loi du 19 octobre 1939 sur le régime de l'électricité en temps de guerre (1) a, en effet, dans ses articles 6 et 7, rendu applicable les dispositions des articles 18 et 19 du décret-loi du 17 juin 1938 à la construction de toutes les lignes de transport ou de distribution d'énergie électrique, quel que soit l'intérêt qu'elles présentent pour la Défense Nationale. Une circulaire du 13 novembre 1939 sur le raccordement des usines de guerre au réseau général d'électricité a même rappelé aux industriels qu'ils ne devaient pas hésiter à opérer par voie de réquisition en cas d'urgence (Décret du 28 novembre 1938 portant R.A.P. de la loi du 11 juillet 1938).

Mais la durée d'application du décret du 19 octobre 1939 étant limitée à celle des hostilités, il importe de préciser, en rappelant la position des tribunaux, les règles de la procédure instituée par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, et les articles 52 et 53 du décret du 28 mars 1935. Cette procédure ne dût-elle plus être rétablie, une telle étude n'en présente pas moins un intérêt incontestable, puisqu'elle va montrer le souci extrême de la jurisprudence

(1) *J. O.*, 22 oct. 1939, p. 12551.

de ne faire subir à la propriété privée que le minimum de restrictions.

A l'inverse de ce qui a lieu en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aucun délai n'était imposé pour l'exécution des enquêtes de servitudes et l'Administration ne pouvait refuser de les effectuer sous prétexte qu'elles intéressaient un réseau déjà construit et mis en exploitation. Les maires ayant été chargés de notifier directement uniquement « les travaux projetés » à chacun des particuliers intéressés, il était impossible aux distributeurs ou transporteurs d'énergie électrique de demander l'insertion dans ces notifications administratives d'une mention affirmant le droit pour leurs agents de pénétrer, pour la construction, la surveillance, l'entretien ou la réparation des lignes de transport projetées, dans les parcelles assujetties aux servitudes (1).

L'omission de cette notification dont l'objet était de faire connaître aux particuliers la partie du projet d'établissement des servitudes les intéressant et de les mettre ainsi à même de présenter leurs objections, n'était pas de nature à vicier l'enquête et l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé rendu à la suite de cette enquête, lorsque les intéressés avaient effectivement pris part à cette enquête en formulant des observations (2). Le projet de détail du tracé devait être approuvé par le préfet (3), mais il pouvait cependant être modifié, après une nouvelle enquête portant sur les portions du nouveau tracé, non déjà soumises à enquête. Le préfet approuvait également ce nouveau tracé et notifiait son arrêté

(1) C. E., 27 mai 1927, R. C. 1928, p. 66.

(2) C. E., 11 janvier 1933, Rec. p. 30 ; C. E., 28 mai 1935, *Annales des P. et C.*, juillet 1937.

(3) C. E., 25 mars 1937, R. C. 1937, p. 254.

aux intéressés (1). Toutefois, si les modifications avaient eu pour effet de réduire les servitudes, cette notification n'était pas nécessaire (2).

Contre l'arrêté du préfet approuvant le projet de détail du tracé, un recours pour excès de pouvoir était possible, que le Conseil d'Etat instruisait et jugeait suivant les règles générales du contentieux de l'annulation. Il pouvait donc être annulé pour incompétence, vice de forme, violation de la loi ou détournement de pouvoir. Il y aurait eu incompétence si le préfet d'un département avait pris un arrêté concernant des terrains non situés dans son département. Il y avait vice de forme lorsqu'une formalité de l'enquête telle qu'une formalité essentielle de l'enquête ou, *a fortiori*, l'enquête elle-même avait été omise (3). Toutefois les circonstances que des supports auraient été placés irrégulièrement sur une propriété privée, avant l'intervention de l'arrêté préfectoral d'approbation ou qu'ils n'auraient pas été en fait implantés à la place fixée par le préfet, n'étaient pas de nature à faire annuler l'arrêté préfectoral pour irrégularité (4). La violation de la loi était assez fréquente, car il arrivait parfois que l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé engloba des propriétés qui, parce qu'elles sont closes ou bâties, ne pouvaient être grevées de servitudes. Il y a alors violation de l'article 12 (5). Seules des considérations

(1) C. E., 3 déc. 1924, Rec. p. 972.

(2) C. E., 16 octobre 1935, Rec. p. 930, G. P. 1935-2-674, R. C. 1935, p. 331.

(3) C. E., 16 octobre 1935, précité ; C. E., 17 mai 1935, Rec. p. 563, G. P. 1935-2-304.

(4) C. E., 17 mai 1933, R. C. 1933, p. 263 ; C. E., 22 juillet 1936, Rec. p. 824, R. C. 1936, p. 99 ; C. E., 4 mai 1937, Rec. p. 471, G. P. 1937-2-332.

(5) C. E., 8 nov. 1933, R. C. 1934, p. 104 et voir réf. p. 107 et suiv. ;

techniques de bonne exploitation du réseau doivent présider au choix du tracé et le préfet n'avait le pouvoir d'approuver le projet de détail du tracé que si ce choix n'est pas déterminé par des considérations étrangères à l'intérêt du service public. Sinon il commettait un détournement de pouvoir qui permettait au juge de l'excès de pouvoir d'annuler son arrêté, bien que la Conseil d'Etat n'ait pas à apprécier l'opportunité du choix du tracé adopté (1).

L'enquête et l'approbation préfectorale constituaient des formalités substantielles, sans l'accomplissement desquelles les travaux accomplis pour l'établissement d'une ligne électrique sur des terrains susceptibles d'être grevés de servitudes étaient irréguliers et formaient une voie de fait « dont il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire d'apprécier les conséquences » (2). Une section spéciale sera d'ailleurs consacrée à l'étude de cette question délicate des voies de fait.

SECTION II. — Des indemnités consécutives à l'exécution des travaux

Trois problèmes seront successivement étudiés au cours de cette section. Tout d'abord il sera indiqué quels sont les tribunaux compétents pour connaître des litiges nés de ces indemnités, dans le cas où un accord n'aura pu intervenir

C. E., 10 fév. 1933, Rec. p. 183, R. C. 1933, p. 155, arrêté pris en faveur d'un syndicat de communes incompétent pour s'occuper de l'électrification d'une commune déterminée.

(1) C. E., 3 déc. 1924, Rec. p. 972 ; C. E., 17 mai 1933, précité ; C. E., 17 juin 1931, R. C. 1931, p. 125 ; C. E., 15 juillet 1931, R. C. 1931, p. 130 ; C. E., 18 oct. 1933, Rec. p. 926, Bull. 1934 p. 139 ; C. E., 17 mai 1934, Rec. p. 568, R. C. p. 244 ; C. E., 16 oct. 1935, Rec. p. 932 ; C. E., 16 oct. 1935, Rec. p. 930, précité ; C. E. 22 juill. 1936, précité.

(2) C. E., 6 fév. 1935, Rec. p. 156, D. H. 1935-183.

entre les industriels et les propriétaires. Ensuite les éléments de cette indemnité, et enfin son règlement seront examinés.

Sous-Section I. — *La juridiction compétente
pour connaître des litiges relatifs à l'indemnité due
à raison des servitudes*

Comme en tout problème de délimitation de compétence, deux questions se posent : quel est l'ordre de juridiction compétent ? C'est délimiter la compétence d'attribution. Quel est le tribunal compétent pour connaître d'une espèce déterminée ? C'est décider de la compétence territoriale.

a) *Compétence d'attribution :*

« Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage prévues aux alinéas 1^o, 2^o, 3^o et 4^o ci-dessus sont réglées en premier ressort par le juge de paix », stipule l'article 12 de la loi du 15 juin 1906. Aux servitudes ci-dessus énoncées, il faut ajouter celle d'abatage depuis le décret-loi du 12 novembre 1938. A l'inverse de cette solution, sous le régime de la loi de 1885, les litiges soulevés par les indemnités dues à raison des charges imposées à la propriété privée pour l'établissement ou le fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques, étaient dévolus au Conseil de préfecture. Le législateur de 1906 a voulu, en substituant à ce tribunal administratif, le juge de paix, « rendre aussi simple que possible la procédure relative au règlement des indemnités » et faciliter toute conciliation entre les parties, ainsi que l'explique le rapporteur de la loi.

Dès qu'il s'agit d'indemnités dues à raison des servitudes, la compétence du juge de paix est incontestable (1). Il n'y

(1) Trib. civ. de Lyon, 24 juill. 1926, S. 1927-2-17 ; C. E., 28 oct.

a pas lieu de distinguer « suivant que le dommage invoqué résulte juridiquement de la limitation d'un droit antérieur ou simplement de l'obstacle apporté à leur mise en œuvre par l'exercice d'un droit théoriquement maintenu » (1). Pour être dans le domaine de ce dernier cas, il faut une disposition des lieux telle que l'impossibilité de modifier le tracé d'une ligne électrique empêche le propriétaire d'un terrain grevé par les servitudes légales de construire ou de se clore comme l'article 12 l'y autorise (2) ; ce qui est très rare. On avait soutenu qu'il y avait alors dommage de travaux publics entraînant la compétence du Conseil de préfecture et non plus indemnité due à raison des servitudes. La Cour de Cassation a refusé de se rallier à cette solution.

Le juge de paix n'est toutefois, d'après le texte de la loi, compétent que du fait des charges prévues limitativement par les alinéas 1, 2, 3 et 4 de l'article 12 (3). Aussi est-il dessaisi lorsque des irrégularités sont commises dans l'utilisation des servitudes légales (4). Dans ce cas d'ailleurs des difficultés s'élèvent pour savoir quelle est la juridiction compétente ; elles feront l'objet d'un chapitre spécial. Toutefois peut-on ici indiquer que le tribunal civil, plus

1927, R. C. 1928, p. 88 ; Trib. corr. d'Albi, 17 déc. 1927, G. P. 1928-1-352 ; Trib. civ. Grenoble (référés), 20 juin 1928, G. P. 1928-2-331 ; Trib. de Montluçon, 18 janv. 1929, R. C. 1929, p. 129 ; Req., 4 nov. 1930, R. C. 1931, p. 27 ; Civ., 25 février 1931, R. C. 1931 p. 58 ; Trib. civ. de Grenoble, 7 fév. 1939, Bull. 1939, p. 40 ; C. E., 19 oct. 1938, Bull. 1941, p. 56.

(1) Civ., 25 fév. 1931, S. 1931-1-269, Bull. 1931, p. 74.

(2) Voir titre II, ch. I, sect. III.

(3) Riom, 8 juill. 1930, D. P. 1931-2-31 ; Trib. civ. de Lodève, 22 nov. 1932, G. P. 1933-1-99.

(4) Trib. civ. Toulouse, 27 mars 1936, G. P. 1936-1-864.

spécialement son président comme juge des référés, a qualité pour estimer les dégâts résultant de l'implantation de pylônes, de pose de supports, d'élagage ou d'abatage d'arbres lorsque ces opérations ont eu lieu avant que n'ait été pris un arrêté préfectoral d'approbation du tracé, depuis 1939 avant le décret des servitudes (1). En effet, avant ces actes administratifs on ne peut valablement parler de servitudes. Mais le législateur de 1906 n'a jamais eu l'intention de modifier d'une façon générale l'ordre des juridictions et le Conseil de préfecture reste compétent en premier ressort pour connaître des torts et dommages résultant de l'exécution des travaux publics. La création ou la simple existence d'un ouvrage public aussi important qu'un réseau de distribution ou de transport d'énergie électrique, peuvent causer à des particuliers de sérieux préjudices dont certains se rattachent à ce travail public d'une façon telle, que les servitudes légales ne soient pas directement mises en cause. La compétence administrative est alors de règle. Il en est ainsi en cas de gêne ou de dommage causé par la trop grande proximité d'un conducteur aérien de la façade d'une maison (2), en cas de bruit anormal et excessif qui se produit dans une maison par suite de l'existence d'une ligne électrique, en l'occurrence une ligne de tramways (3), et en cas d'accident imputé à la défectuosité de l'installation d'un réseau d'interconnexion d'électricité (4).

Enfin l'avant dernier alinéa de l'article 12, attribuant compétence au juge de paix, produit effet dans le cas

(1) Req., 4 nov. 1930, précité.

(2) Trib. civ. de Narbonne, 17 mai 1910, R. C. 1911, p. 37 ; Civ. 3 déc. 1923, S. 1924-1-289, note MESTRE, R. C. 1924, p. 47.

(3) C. de p. du Pas-de-Calais, 4 juin 1910, G. T. 1910-2-899.

(4) Civ., 8 mai 1940, D. H. 1940, p. 128.

seulement où les servitudes sont imposées par la loi au propriétaire et non lorsque celui-ci a consenti à l'établissement de la ligne électrique sur sa propriété moyennant une indemnité fixée d'accord entre les parties (1). En effet de simples autorisations accordées par des particuliers ne créent ni une servitude au sens du Code civil, ni un droit analogue à ceux reconnus à un locataire ; il faut les considérer comme un contrat d'une nature spéciale et dont la portée exacte dépend de la volonté explicite ou implicite des parties (2).

b) Compétence territoriale :

A la requête de la partie la plus diligente, l'autre partie est citée devant un juge de paix. Il importe que le demandeur sache devant lequel assigner son adversaire.

Lorsque le concessionnaire est demandeur, l'action doit être portée devant celui de la situation de l'immeuble grevé des servitudes légales. En effet, c'est en invoquant le bénéfice d'une charge foncière à son profit que le concessionnaire demandera au juge soit de déclarer que le propriétaire n'a droit à aucune indemnité, soit de réduire les prétentions du particulier. Cette action présente alors le caractère d'être réelle et immobilière et doit, en application des règles générales de la procédure civile, être examinée par le juge de paix du lieu de la situation de l'immeuble.

Lorsque le particulier est demandeur, la solution à adopter est moins facile à découvrir. M. Blaevoet (3) estime que l'action est alors mobilière et personnelle, le particulier ne faisant d'après lui que demander l'exécution d'une créance

(1) Trib. civ. de Bordeaux, 8 mai 1939, G. P. 1939-2-39.

(2) Juge de paix de Châtillon-sur-Indre, 26 mai 1939, Bull. 1941, p. 22, G. P. 1940-1-7. — V. p. 85 et suivantes.

(3) *Des atteintes à la propriété privée*, p. 170.

en dommages-intérêts provenant de l'existence de charges que subit légalement sa propriété et des dommages qu'elles entraînent. Le juge de paix compétent sera alors, d'après cet auteur, celui du domicile du défendeur, c'est-à-dire celui du concessionnaire. Cette interprétation est sans nul doute fort avantageuse pour l'industriel, auquel elle permet de centraliser tous les litiges concernant les indemnités de servitudes devant le même tribunal, celui du lieu de son siège social, et de faciliter ainsi la défense de ses intérêts. Par contre elle nuit aux particuliers qu'elle amène à venir plaider devant des tribunaux souvent très éloignés de leur résidence, bien que l'intérêt pécunier en cause soit généralement faible, voire même insignifiant. Il est vrai que la crainte d'avoir à payer des frais de procédure élevés en cas d'échec pourrait inciter les particuliers à ne pas se convertir, sans fondement, en des plaideurs intempestifs ; le nombre des demandes serait peut-être réduit en justice et celui des accords amiables serait peut-être accru.

M. Blaevoet distingue aussi le cas où l'action serait mixte : le demandeur voulant à la fois obtenir des dommages-intérêts et faire reconnaître que son terrain n'est pas soumis aux servitudes. La compétence serait alors régie par l'article 59 du Code de procédure civile et le juge de paix du domicile du plaideur, ou celui de la situation de l'immeuble, aurait indifféremment pouvoir de juger.

Mais la jurisprudence ne partage pas l'opinion de M. Blaevoet et estime que, même dans le cas où un particulier est demandeur, l'action qu'il intente contre l'industriel doit être portée devant le juge de paix du lieu de la situation de l'immeuble atteint par les servitudes. Un arrêt du Tribunal civil de la Seine du 8 décembre 1931 (1) déve-

(1) R. C. 1932, p. 128, D. H. 1932, p. 127.

loppe longuement les raisons qui justifient cette solution.

Constatant tout d'abord que les concessionnaires ne commettent ni délit, ni quasi-délit lorsqu'ils font usage régulier des charges légales que l'article 12 leur accorde, il conclut qu'une demande en dommages-intérêts à raison de ces charges ne peut être une action personnelle, puisque ces actions naissent uniquement des contrats, quasi-contrats, délits et quasi-délits. Le caractère d'action personnelle aurait entraîné la compétence du juge de paix du domicile du défendeur. Estimant, en plus, que l'article 12, institue des servitudes au sens civiliste du mot, l'action « par laquelle tout demandeur soutient qu'il a droit à une servitude personnelle ou réelle, est une action réelle, que, réciproquement l'action de celui qui supportant cette servitude veut se faire indemniser de ses conséquences est également réelle et peut être portée devant le juge de la situation de l'immeuble ». Le Tribunal s'appuie aussi sur l'article 3 du Code de procédure civile : « La citation sera donnée devant le juge de la situation de l'objet lorsqu'il s'agit des actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes » article qui doit être entendu largement, prétend-t-il. Enfin il rappelle les raisons qui ont légitimé la jurisprudence des « gares principales » suivant laquelle les compagnies de chemins de fer peuvent être traduites pour des litiges nés de dommages résultant d'une mauvaise exploitation, devant certains tribunaux autres que ceux du siège social de ces sociétés, et plus rapprochés de la résidence des demandeurs. En effet il est certain que, dans bien des cas, lorsqu'il s'agit principalement de conflits portant sur une faible somme et dont la solution réclame une expertise sur les lieux, il est d'une parfaite équité et d'une bonne organisation du service public de la justice, de permettre au

demandeur d'assigner son adversaire devant le juge de la situation de l'objet litigieux s'il le préfère.

Le nombre des motifs que le Tribunal de la Seine a cru devoir invoquer à l'appui de sa décision, incite à croire qu'il n'était pas, dans le fond, pleinement satisfait de la valeur juridique de certains de ces motifs. En effet, s'il est certain qu'une action réelle par son objet conserve ce caractère, alors même que des conclusions à fin de dommages-intérêts y auraient été jointes, qu'une action confessionnaire ou négatoire concernant l'exercice d'une servitude soit réelle, il est beaucoup moins assuré qu'une action principale en dommages-intérêts à l'occasion de l'exercice d'une servitude soit réelle. Il n'est pas non plus certain qu'il faille interpréter largement l'article trois du Code de procédure civile qui établit une attribution de compétence exceptionnelle.

Mais la solution adoptée par le Tribunal civil de la Seine doit cependant être approuvée. Il importe de ne pas oublier que les servitudes légales ne peuvent être assimilées aux servitudes du Code civil ; que leur domaine n'est pas alors délimité, ni régi par les règles du droit civil. On se trouve en face d'une question spéciale pour laquelle il faut adopter des solutions particulières (1).

Puisque l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, en faisant peser sur certains terrains des charges exceptionnelles, porte atteinte au droit de propriété de quelques particuliers, il est normal de décider, pour diminuer cette atteinte, sans toutefois par là-même nuire à l'intérêt général, que les litiges soulevés par les indemnités dues à raison des servitudes,

(1) E. CARPENTIER, *L'éclairage privé et la force motrice dans le droit privé*, p. 291.

peuvent être portés devant le juge de paix de la situation de l'immeuble grevé de servitudes, juge de paix qui se trouve généralement être le plus proche du domicile des particuliers intéressés. Les tribunaux sont d'ailleurs plus nets encore : ces litiges « devront » être portés, estiment-ils, dans tous les cas devant le juge de paix de la situation des terrains ou bâtiments utilisés par l'industriel. Mais il ne faut pas oublier que les règles de compétence territoriale étant établies dans l'intérêt privé des plaideurs, ces derniers peuvent renoncer à en invoquer le bénéfice. La jurisprudence reconnaît la validité des clauses d'attribution de compétence sous la seule condition que la dérogation aux règles de compétence territoriale soit indiquée de façon nette et précise. L'article sept du Code de procédure civile oblige même le juge de paix de trancher le litige qui lui est soumis et pour lequel il ne serait pas territorialement compétent ; il suffit simplement d'une déclaration faite par les parties et signée par elles, déclaration dans laquelle elles manifestent leur désir commun de choisir ce juge de paix territorialement incompétent.

Sous-Section II. — *Éléments de l'indemnité*

La loi de 1906 ne les dégage pas nettement ; aussi la jurisprudence, s'appuyant sur les principes généraux du droit, a-t-elle à en préciser les contours. L'article 12 se préoccupe, surtout en cette matière, de la compétence et se borne à indiquer que « les indemnités, qui pourraient être dues à raison des servitudes » sont réglées en premier ressort par le juge de paix. La présence de ce conditionnel montre d'ailleurs qu'à l'exercice de ces droits exorbitants donnés au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique,

n'est pas forcément attaché le paiement d'une compensation en argent aux particuliers sur les terrains desquels pèsent ces charges (1). Ceci est d'ailleurs en accord avec la règle que toutes les charges légales sont gratuites, à moins que le législateur n'en ait expressément décidé autrement. Mais tous les préjudices nés, matériels, directs, actuels et certains qui proviendraient de l'utilisation des charges légales, n'en doivent pas moins être réparés, donner lieu à indemnisation. Il n'y a indemnité qu'au cas de dommage, car alors l'égalité des individus devant les charges publiques se trouve rompue. L'industriel n'est tenu à réparation que dans ce cas seulement. Tout particulier qui réclame des dommages-intérêts doit avoir subi une atteinte dans ses véritables intérêts. Ainsi, s'il possède un terrain au-dessus duquel passe un conducteur d'électricité, il ne peut espérer obtenir une indemnité en invoquant seulement l'existence de ce fil. Alors qu'il le pourrait s'il se plaignait d'une disposition des câbles aériens telle qu'il ne puisse, par exemple, tailler ses arbres commodément et sans danger pour lui.

Quels sont donc les éléments que le juge de paix retiendra pour évaluer l'indemnité ? L'existence des servitudes de l'article 12 lors de l'établissement et de l'entretien d'une ligne électrique apporte parfois aux particuliers une gêne sérieuse qui se traduit généralement par la privation d'une parcelle de terrain formant l'embase d'un pylône et d'une certaine zone autour, et qui est impropre à une utilisation normale, par les dégâts aux cultures et le trouble occasionné par les travaux d'installation et l'exercice du droit de passage

(1) Juge de paix du Vigan, 4 fév. 1933 ; Juge de paix d'Alais, 27 janv. 1933 ; Trib. civ. Grenoble, 22 nov. 1937 ; Tribunal civ. du Vigan, 16 juin 1933 ; Juge de paix de Couches-les-Mines, 12 déc. 1935.

et d'accès des préposés, par la dépréciation de la valeur vénale d'un immeuble due à l'existence d'une ligne encombrante et d'un aspect fort peu esthétique, enfin par la diminution de jouissance du droit de propriété, les particuliers ne pouvant plus modifier aussi facilement leurs installations lorsqu'une ligne électrique, soit aérienne, soit souterraine, traverse leurs terrains. Parmi ces divers préjudices, quels sont ceux qui peuvent être considérés comme nés, matériels, directs, actuels et certains, et comme tels donner lieu à l'octroi d'une indemnité, dite indemnité de servitude ? Telle est la question que la jurisprudence a à résoudre. Et elle ne paraît encore nettement fixée sur le sens de la réponse à lui donner.

Le législateur en accordant à certains industriels des droits exorbitants sur la propriété privée a voulu favoriser l'établissement de lignes électriques, par là même l'équipement industriel du pays. Ce but d'utilité publique commande au juge d'établir des limites précises au droit à indemnité, car il est légitime que les particuliers supportent, du fait de l'intérêt général en cause, une certaine charge (1). Sur ce point les tribunaux sont d'accord, les

(1) Trib. civ. de Fontainebleau, 23 mars 1934, Bull. 1938, p. 188 ; Juge de paix de Caylus, 1^{er} août 1933, R. C. 1933, p. 276, d'où sont extraits ces attendus pittoresques : « L'abatage d'arbres et la gêne à la culture résultant de l'érection de pylônes sur une propriété privée ouvre au profit du propriétaire du terrain, un droit à indemnité, mais un tel dommage et une telle gêne doivent être appréciés en tenant compte du caractère d'utilité publique que présentent les installations qui les ont provoqués... qu'il convient aussi de considérer que nous sommes en présence de travaux effectués pour cause d'utilité publique, qu'il s'agit de l'électrification des campagnes, progrès longtemps attendu et enfin réalisé qui doit apporter un peu de bien-être aux populations rurales lesquelles, semble-t-il, doivent supporter quelques petits dérangements puisque l'intérêt général est en jeu. »

divergences commencent lorsqu'il s'agit pour eux de déterminer ces limites.

Les tribunaux judiciaires ont d'abord estimé qu'il fallait comprendre dans l'indemnité tous les éléments du préjudice résultant d'une façon directe, matérielle et certaine de l'établissement des servitudes : occupation d'une parcelle de terrain constituant l'embase du pylône, difficulté, même parfois impossibilité, de cultiver une certaine zone autour de cette embase, inconvénients et dégâts résultant de l'exercice des droits de passage et d'accès par les agents chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien de la ligne (1). Mais ils ont refusé de tenir compte de la dépréciation de la valeur des terres calculée d'après leur superficie globale, que le propriétaire prétendrait actuellement subir, ou de la diminution de jouissance apportée au droit de propriété. Ce dernier cas représente en effet, pour eux, un simple manque à gagner, donc un préjudice purement éventuel et incertain. Le juge de paix n'a pas à se préoccuper du fait qu'un propriétaire pourrait désirer donner une destination nouvelle au mode d'exploitation de ses terres, que l'existence d'une ligne électrique rend difficile, onéreuse. Ainsi l'impossibilité future de boiser un terrain n'est pas un motif suffisant pour permettre l'octroi d'une indemnité, dès l'établissement d'une ligne électrique surplombant ce terrain, alors qu'il était dépourvu d'arbres. Quant à la dépréciation de la valeur vénale que subirait, dès l'installation d'un réseau électrique, un

(1) Juge de paix de Bagnères-de-Bigorre. 25 août 1922, Bull. 1922, p. 127 ; Trib. civ. de Lyon, 24 juillet 1926, R. C. 1927, p. 104, S. 1927-2-17, note MESTRE ; Trib. civ. de la Seine, 24 juillet 1926 ; Trib. civ. de St-Malo, 28 février 1930, R. C. 1930, p. 150 ; Trib. civ. de Fontainebleau, précité.

immeuble soumis aux servitudes légales, le juge de paix n'a pas non plus à la faire entrer en ligne de compte. Non pas tant parce qu'il s'agit d'un dommage futur, car un dommage futur entraîne une réparation immédiate alors que sa réalisation en est certaine et que son appréciation en est possible dès à présent (1). Mais surtout parce que le particulier, qui ne perd pas la propriété de son fonds, conserve la possibilité de faire enlever les installations électriques établies sur sa propriété en usant de son droit de se clore, de surélever ou de bâtir, droit dont l'étude fera d'ailleurs l'objet de la section suivante. Il se peut que lorsque le particulier dont les terrains viennent d'être soumis aux servitudes légales et réclame de ce fait une indemnité pour dépréciation de valeur, vendra sa propriété, cette dernière n'aura plus à supporter cette charge, parce qu'il aura pu obtenir une modification du tracé de la ligne en raison des travaux qu'il a entrepris sur son fonds. Tout acheteur pourra de même, construire des ouvrages nécessitant l'enlèvement des installations électriques. On ne peut donc parler d'une façon générale et absolue de dépréciation de valeur vénale puisque la ligne électrique peut régulièrement être détruite. D'ailleurs sa réalisation n'en est pas toujours certaine ; elle ne constitue souvent qu'une simple éventualité dont le juge de paix n'a pas alors à envisager. Le préjudice à réparer, toujours dans cette première étape jurisprudentielle, consiste donc uniquement en la perte de rendement due à la surface d'implantation des ouvrages des industriels, aux difficultés d'exploitation nées

(1) PLANIOL et RIPERT, *Traité de droit civil*, t. VI, Obligations, par ESMEIN, n° 544 ; H. et L. MAZEAUD, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile*, t. I, n° 216 ; DEMOGUE, *Traité des obligations*, t. IV, n°s 388 et suiv.

de la présence de ces ouvrages et de la gêne provenant des allées et venues des préposés des concessionnaires, chargés de la surveillance et de l'entretien du réseau électrique. Ce dernier élément a été contesté par ceux qui estimaient que les servitudes légales n'étaient accordées que pour permettre l'établissement des lignes électriques et non leur entretien (1). Mais la jurisprudence a toujours décidé, à juste raison, que « c'est déformer le texte de l'article 12 et en restreindre arbitrairement la portée que de l'interpréter en ce sens que les indemnités ne sont dues qu'à raison de l'installation » du réseau (2). Affirmer le contraire ce serait, puisque les tribunaux reconnaissent tous le droit pour les concessionnaires de pénétrer, une fois les travaux de construction terminés, sur les propriétés privées; obliger les propriétaires à réclamer une indemnité lors de chaque passage des industriels ou de leurs agents. Il est préférable de permettre au juge de paix de régler dès le début, s'il y a désaccord entre le particulier et l'industriel, cette question de l'indemnité due à raison du droit de passage reconnu par la jurisprudence à certains industriels, quitte à en modifier ultérieurement le montant en cas de dommages exceptionnels non prévus par les parties. Il s'agit, certes, d'un dommage futur, mais il est le plus souvent, susceptible d'évaluation immédiate.

Telles sont les règles qui limitaient, d'après certaines décisions de justice, l'indemnité due à raison des servitudes. Elles semblent répondre au vœu du législateur de 1906 qui est de concilier l'intérêt général avec les différents intérêts particuliers des propriétaires dont les terrains sont atteints

(1) Voir p. 118 et suiv.

(2) Observations du conseiller PILON, Req. 1^{er} juin 1932, D. P., 1932-1-102.

par l'article 12, puisque le juge de paix n'accorde une indemnité que pour les seuls dommages réellement subis lors de l'installation et de l'entretien des lignes électriques.

La Cour de Cassation n'a cependant pas cru pouvoir restreindre aux seuls éléments qui viennent d'être indiqués l'évaluation de l'indemnité de servitude. Elle a introduit dans un arrêt de 1931 (1) la diminution de valeur vénale et dans un arrêt de 1932 (2) celle de jouissance.

L'arrêt de 1931 est excessivement net et général dans ses attendus : « Attendu que le jugement attaqué décide à bon droit que la diminution de valeur qui peut résulter pour un fonds de la restriction ou de la gêne apportée par le passage des fils à l'utilisation du terrain pour la construction est une conséquence directe et immédiate des servitudes » imposées par la loi au propriétaire de ce fonds, il n'y a pas lieu de distinguer « suivant que le dommage invoqué résulte juridiquement de la limitation d'un droit antérieur ou simplement de l'obstacle matériel apporté à leur mise en œuvre par l'exercice d'un droit théoriquement maintenu ». Mais il est permis de se demander si les circonstances de fait, tout en justifiant la solution qui a été donnée, n'auraient pas permis de limiter la portée de l'arrêt. Il s'agissait en effet d'un propriétaire qui réclamait soit une indemnité élevée, soit le déplacement de la ligne électrique pour le motif qu'il désirait construire une grange

(1) Cass., 25 fév. 1931, D. H. 1931, p. 220 S. 1931-1-269, R. C. 1931, p. 58.

(2) Req., 1^{er} juin 1932, D. P. 1932-1-102. — Voir *Le transport d'énergie et la propriété privée. Indemnités pour servitudes et particulièrement pour dépréciation vénale de la propriété*, par M. PASTRE, *Science et Industrie*, n° 6, mars 1935.

sur son terrain surplombé par des fils électriques et que la présence de ces conducteurs l'en empêchait. Normalement, rien n'aurait dû s'opposer à son droit de bâtir et le concessionnaire aurait dû modifier en conséquence le tracé de sa ligne. Mais la situation des lieux était telle que, d'une part il était impossible au concessionnaire de faire passer sa ligne ailleurs que là où elle se trouvait et que, d'autre part, le particulier ne pouvait construire sa grange que là où il se heurtait d'une façon absolue à la présence des conducteurs aériens. Qu'une indemnité, dans ce cas tout-à-fait particulier, ait été accordée, rien de plus normal puisqu'alors l'exercice des servitudes faisait totalement disparaître le droit de bâtir, de clore ou de surélever, puisqu'alors l'égalité entre propriétaires de terrains soumis aux servitudes se trouvait rompue. Une dépréciation exceptionnelle de propriété existait certes qu'il est légitime de voir indemniser et il est bien certain qu'elle était une conséquence directe et immédiate des servitudes légales. Mais la Cour de Cassation n'aurait pas dû généraliser cette constatation et introduire dans l'évaluation de toutes les indemnités pour servitudes cet élément de diminution de la valeur vénale qui n'existe d'une façon nette que dans des circonstances particulières. Elle a, cependant, en faisant siennes les très intéressantes conclusions du conseiller Pilon, continué en la développant encore la jurisprudence amorcée en 1931. Et pour elle, l'indemnité due à raison des servitudes doit comprendre la dépréciation de la valeur vénale de la propriété, la diminution de jouissance et la gêne résultant du passage des ouvriers. L'argumentation du conseiller Pilon, malgré sa forme élégante et son aspect logique, ne paraît pas convaincante. Il estime tout d'abord, ce qui est indiscutable, que le caractère éventuel ou non du préjudice doit

seul décider s'il y a lieu ou non à indemnisation. Le dommage n'est pas nécessairement actuel, il peut être futur, mais de toutes façons, il doit être certain et susceptible d'une estimation immédiate. Lorsque le préjudice subi dépend d'événements dont il est impossible de préciser, sinon la nature, du moins l'étendue, avant leur réalisation, on ne peut songer à fixer une réparation pécuniaire dès l'évaluation de l'indemnité due à raison des servitudes, car aucune estimation rigoureuse n'est alors possible. Or tel n'est pas le cas d'après le conseiller Pilon, de la dépréciation et de la diminution de jouissance que l'établissement ou l'existence d'une ligne électrique apporte à la propriété privée ; ces préjudices ne sont pas éventuels, mais bien la répétition et la continuation d'un préjudice actuel, la prolongation certaine et directe d'un état de choses présent. Ils peuvent ainsi être évalués avec précision. Certes un préjudice futur doit être réparé lorsque sa réalisation est certaine et son appréciation possible. Mais il paraît difficile de soutenir, comme le fait la Cour de Cassation, que la diminution de jouissance ou la dépréciation de valeur possèdent ces caractères. Elles ne se manifestent, semble-t-il, que lorsque le propriétaire exprime nettement son intention d'user de son droit de bâtir, de se clore ou de se surélever, ou de modifier la nature de son terrain ou de ses cultures. Il doit de plus justifier de la réalité de cette intention, par exemple, par des devis, des enquêtes, des débuts d'exécution même. Les préjudices qu'il peut subir alors, offrent donc un caractère éventuel puisqu'ils dépendent de la volonté nettement manifestée d'un individu. De plus, ils ne peuvent être évalués avec précision que lorsque la nature exacte des travaux envisagés et dont la réalisation offre pour le propriétaire de réels avantages est connue. Le juge de paix ne

peut faire indemniser un propriétaire qui si ce dernier apporte la preuve que l'existence de la ligne électrique lui cause un dommage aisément chiffrable (1). Il ne faut pas non plus oublier que l'exercice des servitudes accordées à certains industriels dans un but d'utilité publique, est en principe gratuit et que les limites du droit à indemnité doivent donc être aussi étroites que possible. Aussi ne peut-on pleinement approuver la thèse de la Cour de Cassation qui fait de la diminution de jouissance et de la dépréciation de la valeur vénale deux éléments de l'indemnité de servitude, les considérant comme dommages futurs et susceptibles d'évaluation immédiate alors qu'ils paraissent plutôt être éventuels et indéterminés.

La Cour de Cassation a cependant persévéré dans l'interprétation extensive du terme « indemnité qui pourrait être due à raison des servitudes », qu'elle avait adoptée en 1931 et 1932. Elle a estimé dans une affaire curieuse (2) que toute dépréciation actuelle et certaine de la propriété doit être indemnisée et elle a reconnu ce caractère d'actualité et de certitude, d'une part au trouble apporté par la servitude de passage des préposés à la surveillance et à l'entretien d'une ligne électrique, à la tranquillité des animaux parqués dans les herbages traversés, et qui aurait, paraît-il, l'étonnant effet de diminuer le rendement en lait et en viande, et d'autre part aux dangers de contamination, en

(1) Juge de paix d'Alès, 27 janvier 1933, tient compte de la perte de valeur, s'agissant d'un terrain à bâtir, situé près d'une ville, pour lequel les acquéreurs seront moins nombreux. Mais le préjudice est réduit du fait que le propriétaire a acheté son fonds alors qu'il pouvait se douter qu'une ligne électrique le traverserait et parce que ce dernier doit, en principe, souffrir la servitude sans indemnité.

(2) Cass., 17 nov. 1937, S. 1938-1-14.

cas d'épizootie, pouvant provenir des allées et venues de ces préposés, qu'ils aient ou non préalablement traversé d'autres herbages contaminés. Si le trouble apporté à la tranquillité des animaux est bien un préjudice résultant directement et immédiatement de l'exercice des servitudes — et il est permis de se demander quelle peut bien être son importance et comment il est possible de l'évaluer — la dépréciation due aux dangers de contamination est purement hypothétique et éventuelle, l'épizootie ne constituant qu'un événement parfaitement imprévisible et les risques de contamination étant incertains. Comment alors la Cour de Cassation a-t-elle pu confirmer la décision du Tribunal d'Avesnes qui admettait qu'il y avait « non pas la simple menace d'un danger, mais le fait accompli d'une dépossession actuelle et certaine, résultant directement du risque de contamination créé par la servitude » ?

D'ailleurs certains tribunaux se refusent encore à suivre la Cour de Cassation. Et une décision du Tribunal civil de la Seine (1) semble marquer un retour à une interprétation plus restrictive et plus correcte de l'article 12. Une ligne électrique avait été établie en survol de terrains appartenant à deux co-propriétaires. Ces derniers réclamaient une indemnité de servitude de 50.000 frs, sous le prétexte qu'ils avaient l'intention de transformer les fonds survolés par la ligne électrique en un champ d'atterrissage pour avions et que la présence de câbles aériens les forçait à renoncer à ce projet. D'après la jurisprudence antérieure de la Cour de Cassation, cette somme leur aurait été accordée, la privation de jouissance étant un des éléments de l'indemnité de

(1) 13 juillet 1938 cité par M. MICANEL, *Servitudes et indemnités*, dans *L'Electricien*, 15 avril 1941.

servitude. Mais le Tribunal de la Seine a, avec juste raison, repoussé les prétentions de ces deux particuliers. Ses motifs sont de trois ordres : d'abord, le caractère éventuel et non actuel du préjudice, ensuite le fait que l'intérêt public peut imposer certaines restrictions au droit de propriété et qu'une indemnité n'est due que dans le cas où une faculté dont usait un individu lui est enlevée ou rendue plus onéreuse par le fait de l'exécution d'un travail public, et enfin la constatation qu'aux termes de l'article 12 les servitudes n'entraînent aucune dépossession et que les propriétaires, malgré l'existence de la ligne, gardaient intacts leur droit de faire des fonds survolés par les conducteurs électriques un champ d'aviation. Le dommage n'aurait été actuel que si il y avait eu usage des terrains comme lieu d'atterrissage, d'une manière continue, avant la construction de la ligne. Cette décision paraît devoir être pleinement approuvée, car elle assigne à l'indemnité due à raison des servitudes des limites précises et raisonnables. C'est à bon droit qu'elle refuse de prendre en considération dès le moment où commence l'exercice des servitudes, la diminution de jouissance ou la dépréciation de valeur vénale, estimant que le préjudice qui pourrait être causé à un propriétaire désirant exploiter différemment son terrain est alors éventuel, et qu'il se peut même qu'il n'existe jamais, si le propriétaire, en obtenant modification du tracé du réseau électrique, procède à cette nouvelle exploitation.

L'indemnité due à raison des servitudes devrait ainsi comprendre uniquement une réparation compensatrice de la perte de rendement subie par la propriété privée et due à l'occupation d'une parcelle strictement délimitée de cette propriété par des installations du concessionnaire, et de la gêne occasionnée par le passage à travers les propriétés

privées des agents chargés de la surveillance et de l'entretien des lignes (1).

Cette indemnité, ainsi comprise, ne représente généralement pas, pour chaque propriété, une somme très élevée. Mais sa répétition, les lignes électriques traversant une multitude de parcelles, en fait pour les industriels une charge financière lourde qui vient augmenter d'autant les dépenses de premier établissement d'un réseau d'électricité (2). Aussi ces derniers ont-ils songé à les atténuer encore, en invoquant une plus-value compensatrice que la présence du courant électrique apporterait à ceux dont les terrains sont soumis aux servitudes. Il est en effet indiscutable que l'électricité constitue une source d'énergie économique, commode et susceptible de diverses utilisations. Par elle le bien-être se trouve augmenté, la vie économique intensifiée et simplifiée. Les tribunaux n'ont, dans leur ensemble, pas condamné cette initiative.

La Cour de Cassation (3), si elle constate que, ni la loi du 15 juin 1906, ni les principes généraux, ne font obligation aux juges de prendre en considération l'augmen-

(1) Deux circulaires des 23 mai 1928 et 25 juillet 1931 prévoient en faveur de l'Etat trois indemnités pour les arbres abattus dans les forêts par des concessionnaires, l'une correspondant à la perte d'avenir des bois coupés (abatage prématuré d'arbres non mûrs), l'autre à la perte du revenu des terrains déboisés et la troisième pour inconvénients de toute nature pouvant résulter de l'installation d'une ligne électrique dans une forêt.

(2) Fin décembre 1941, le coût moyen de construction au km. d'une ligne à 220 kw. est de 350.000 francs. L'autorisation de passage est comptée pour 1.500 francs, le déboisement pour 1.000 francs. Les dépenses de matériel s'élèvent à 257.000 francs, celles de fondations à 21.000 fr. Il a été considéré, pour établir ces chiffres, une ligne traversant des régions peu boisées (10 % de la longueur en petits bois).

(3) Req., 3 juin 1935, D. P. 1937-1-17, note M. BLAEVOET.

tation de valeur donnée aux propriétés privées par la création d'un réseau électrique, n'en autorise pas moins le juge à en tenir compte si cette plus-value est certaine et susceptible d'une estimation immédiate. Le juge de paix ne pourrait refuser la compensation en s'appuyant sur l'article 1291 du Code civil qui ne la prévoit qu'entre deux créances exigibles et liquides, car il s'agit simplement pour lui d'évaluer un préjudice à raison de toutes les circonstances de la cause et non pas de préciser le montant de deux soi-disant créances que le propriétaire et le concessionnaire auraient l'un contre l'autre (1).

Une fois connus les éléments qui permettent d'établir le montant de l'indemnité, il importe d'examiner par qui elle est payée et suivant quelles modalités.

Sous-Section III. — *Règlement de l'indemnité*

Le titulaire des servitudes est par définition l'industriel constructeur et propriétaire du réseau électrique qui rentre dans les catégories prévues par les textes (2). C'est donc à ce dernier de régler l'indemnité qui pourrait être due à raison des servitudes, si l'usage et l'exploitation du réseau a fait l'objet d'une concession à une personne différente (3). Elle doit faire l'objet d'un versement unique si le concessionnaire le désire et le juge de paix ne pourrait le contraindre à des versements annuels (4). Les juges peuvent certes « en considération de la situation du débiteur et

(1) Trib. civil de Lesparre du 16 juillet 1931.

(2) Voir p. 41 et suiv.

(3) Trib. civ. de Lavaur, 25 oct. 1933, Bull. 1934, p. 141.

(4) Réponse à M. Bertrand d'ARAMON, *J. O.*, 11 mai 1933, Déb. parl., Ch. des Dép., n° 3244.

compte tenu de la situation économique » (article 1244 du Code civil) accorder des délais de grâce pour le paiement des dettes, mais dans le cas présent il est douteux, même invraisemblable, que la situation financière du concessionnaire soit telle qu'il ait besoin de délais de grâce, délais qui ne peuvent d'ailleurs être accordés contre la volonté du débiteur. Cette solution est également celle adoptée par la jurisprudence administrative lorsqu'il s'agit de dommages permanents causés par les travaux publics et en matière d'indemnité de servitudes, elle est commandée par le texte même de l'article 12 qui indique que les indemnités « sont réglées » par le juge de paix. Le dernier problème qui touche au règlement de ces indemnités et qui intéresse vivement les particuliers, est celui de savoir quand elle doit être payée. Elle constitue la condition juridique de l'exercice des droits du concessionnaire, de même qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'indemnité qui est due est la condition juridique des droits de l'Administration ou des personnes morales bénéficiant d'une déclaration publique (1). Mais alors qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique le versement de l'indemnité est préalable à tout commencement des travaux (article 545 du Code civil) (2), en matière de servitudes légales, aucune condition de délai n'est imposée au concessionnaire. Un propriétaire ne pourrait s'opposer à l'exécution des travaux nécessitant l'emploi des servitudes

(1) Rapport du Conseiller PILON sous Req., 1^{er} juin 1932, D. P. 1932-1-102.

(2) Cette solution traditionnelle a perdu de sa force depuis la loi du 11 octobre 1940 sur l'expropriation des travaux destinés à lutter contre le chômage. Ces travaux peuvent être débutés dès qu'une simple indemnité de déménagement a été versée.

légales sous prétexte qu'aucune somme d'argent ne lui a encore été versée. La jurisprudence, comme la doctrine, est solidement fixée en ce sens (1). Cette solution se justifie et s'impose aisément, car en pratique un propriétaire ne s'oppose à l'exécution des travaux qu'en cas de désaccord entre lui et le concessionnaire sur le montant de l'indemnité qu'il estime lui être due. Le préjudice qui lui sera alors causé et qui sera compensé par l'indemnité, ne peut être exactement estimé par le juge de paix, qu'après accomplissement des travaux : pose de supports ou de canalisations souterraines, implantation de pylônes, élagage et abatage d'arbres. Le versement préalable de l'indemnité, s'il était imposé, conduirait à augmenter le nombre des litiges par l'estimation trop approximative de ces indemnités. Ceci risquerait aussi d'entraîner un allongement sensible de la durée de construction d'un réseau électrique, car il serait à craindre que les propriétaires ne viennent contester judiciairement le taux de l'indemnité qui leur est offerte par le concessionnaire dans l'espoir de voir entreprendre, le plus tard possible, les travaux d'électrification.

SECTION III. — Des droits que conservent les propriétaires des terrains assujettis aux servitudes Déplacement des lignes

La loi de 1906 prend soin en instituant les charges très lourdes qui pèseront sur la propriété privée de préciser qu'elles n'entraînent « aucune dépossession » et que « la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou

(1) Trib. civ. de Lyon, 24 juillet 1926, R. C. 1927, p. 104, S. 1927-2-17, note MESTRE ; Trib. civ. de Montpellier, 10 janvier 1927, R. C. 1928, p. 205 ; Trib. civ. de Pau, 3 janvier et 4 avril 1927, sous D. P. 1934-3-40 ;

terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle aux droits du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir ». D'autre part elle permet au concessionnaire d'établir des installations qui resteront « à demeure » sur les propriétés privées. N'y a-t-il pas une contradiction entre le fait que le propriétaire ne subit aucune dépossession et celui que son terrain reste soumis « à demeure » à l'exercice des charges légales ?

Mais quel est tout d'abord l'exacte interprétation qu'il faille donner au terme « aucune dépossession » ? (1)

L'article 12 prévoit que le titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique dispose de deux procédures pour lui permettre d'établir son réseau en utilisant les propriétés privées : celle de l'expropriation pour cause d'utilité publique et celle des servitudes légales.

La loi du 28 juillet 1885 sur l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques prévoyait déjà l'emploi de ces deux procédés ; elle leur assignait un domaine propre, puisque dans son article 13 elle disposait que « dans le cas où il serait nécessaire d'exécuter pour l'établissement des lignes, des travaux de nature à entraîner une dépossession » ces travaux ne pourraient être exécutés que conformément à la loi du

Trib. corr. d'Albi, 17 déc. 1927, R. C. 1928, p. 205, et G. P. 1928-1-352 ; Trib. de Grenoble (référé), 20 juin 1928, R. C. 1929, p. 97 ; Trib. civ. de Bordeaux, 15 déc. 1930 ; Cour de Caen, 10 mars 1936, G. P. 1936-1-865, et voir aussi Rép. du M. des T. P., *J. O.* 29 déc. 1923, Doc. parl., Ch. des Dép., p. 4573.

(1) Note M. MESTRE sous S. 1930-1-337 ; Civ., 6 janvier 1930. — Voir p. 24 et p. 79 l'historique de cette règle.

3 mai 1841 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Dépossession est donc ici synonyme de transfert de propriété ; en effet dès que le président du tribunal civil a prononcé par ordonnance l'expropriation pour cause d'utilité publique et dès que l'indemnité correspondante a été payée, le propriétaire du terrain soumis à expropriation se voit enlever son droit de propriété. L'expropriation a des effets translatifs de propriété absolus. Et lorsque le législateur de 1906 a indiqué que l'exercice des servitudes légales n'entraînait « aucune dépossession » il a entendu dire qu'aucun transfert de propriété n'avait lieu. L'exercice du droit de propriété est simplement soumis à certaines restrictions édictées par les nécessités du Service public de distribution ou de transport d'énergie électrique. Cette notion d'intérêt général, devant laquelle doit céder l'intérêt particulier du propriétaire, vient limiter les droits que ce dernier conserve. Il garde la faculté d'accomplir tous les actes compatibles avec l'existence de la servitude ; ce qui lui demeure interdit ce sera tout agissement créant un obstacle absolu à l'exercice de la servitude telle que la loi et les actes administratifs pris pour son application l'ont établie.

Lorsqu'une ligne ou un pylône a été régulièrement installé, le seul désir du propriétaire de les voir enlever pour mettre fin, par exemple, à une vue désagréable ou à des difficultés d'exploitation, ne peut suffire à obliger le concessionnaire à procéder à cet enlèvement. Il se peut cependant que le particulier soit conduit, par son propre intérêt, à vouloir démolir, réparer ou surélever un bâtiment sur lequel sont apposés des appuis soutenant des fils électriques, ou bien à clore ou à bâtir un terrain traversé par des canalisations souterraines, surplombé par des conduc-

teurs aériens ou planté de pylônes. L'article 12 l'autorise formellement, dans ce cas, à demander au concessionnaire de procéder au déplacement de ces installations électriques.

Le propriétaire doit simplement, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou construction de bâtiment, prévenir le concessionnaire par lettre recommandée adressée à son domicile élu. Il n'a pas d'autres formalités à remplir (1). La juridiction compétente pour contraindre un industriel récalcitrant à prendre les mesures nécessaires pour permettre aux particuliers d'effectuer ou de faire effectuer les travaux qu'ils envisagent, en l'absence de toute distribution portant attribution spéciale de compétence, paraît être le Conseil de préfecture par application de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII (2). Il est à remarquer toutefois qu'une juridiction administrative ne peut pas plus donner d'ordre à un concessionnaire qu'à l'Administration. Elle doit simplement se borner à demander au concédant d'intervenir auprès du concessionnaire. Le refus de l'Administration d'intervenir peut, toutefois, être annulé (3). Ces droits

(1) Rép. à un député, *J. O.*, 7 nov. 1934, Ch. des Dép., n° 9459.

(2) Rép. à un sénateur, *J. O.*, 11 février 1936, p. 83, Sénat. Un industriel qui voudrait ne pas modifier ses installations, pourrait, en revendiquant le droit de propriété des emplacements sur lesquels elles sont situées, invoquer la théorie de l'expropriation indirecte (Cass., 8 fév. 1909, S. 1917-1-577, note M. MESTRE ; WALINE, *Manuel de Droit administratif*, p. 495). Ces installations étant affectées au fonctionnement d'un service public, le particulier ne pourrait plus réclamer qu'une indemnité représentant la perte de son droit de propriété. Mais les tribunaux civils, compétents en matière d'expropriation indirecte, auront sans doute tendance à allouer de fortes indemnités pour amener les industriels à faire disparaître leurs installations.

(3) C. E., 21 déc. 1906, S. 1907-3-33, note HAURIU, D. 1907-3-41.

tels qu'ils viennent d'être rapidement décrits, sont les seuls que l'on puisse reconnaître aux propriétaires. C'est ainsi que les charges légales créées par l'article 12 n'étant pas des servitudes au sens que lui donne le Code civil, on ne peut faire application de l'article 701 du Code civil qui permet au propriétaire du fonds servant lorsque l'exercice de la servitude est devenu plus onéreux ou qu'elle l'empêche de faire des réparations avantageuses d'offrir au propriétaire du fonds dominant — qui serait ici, d'après certains auteurs, le concessionnaire lui-même — un droit aussi commode pour l'exercice de ses droits. Cet article interdit aussi à ce dernier propriétaire de refuser l'invite qui lui est faite de modifier ses installations. Mais rien n'empêche le propriétaire du terrain grevé des servitudes de s'entendre avec le concessionnaire et d'obtenir de celui-ci un nouveau tracé du réseau électrique qui lui sera plus avantageux. Les travaux que les industriels accompliraient dans ce cas, étant effectués sur la demande et dans l'intérêt d'un particulier, seront à ses frais. L'Administration aura naturellement à les approuver.

Le propriétaire usant des pouvoirs que lui confère l'article 12, va modifier la nature de son terrain ou de ses bâtiments, mais ces modifications vont-elles avoir pour effet de libérer les propriétés sur lesquelles elles portent, des charges légales qui pesaient jusqu'alors sur elles ? Il faut répondre par la négative à cette question. La nature des servitudes va sans doute être changée, mais elles subsisteront. C'est là le sens de « à demeure » qui implique qu'elles soient maintenues aussi longtemps que le Service public dont elles facilitent la création et le fonctionnement et auquel elles sont indissolublement liées, existera.

Lorsqu'il surélèvera les bâtiments sur lesquels étaient

apposés des consoles ou des potelets, l'industriel replacera ces éléments du réseau soit sur les murs ou façades, soit sur les toits ou terrasses du nouveau bâtiment, aux endroits qui lui paraissent les plus appropriés à un bon aménagement de la ligne électrique.

Lorsqu'il bâtit sur un terrain surplombé par des fils électriques, à un emplacement tel que le maintien de ces fils serait dangereux ou impossible, l'industriel aura la ressource de se servir de la servitude d'ancrage au lieu de celle de passage. Il apposera ainsi, sur le nouvel édifice, les ouvrages nécessaires pour soutenir les conducteurs aériens. Mais il se peut qu'alors le tracé de la ligne se trouve modifié et il semble préférable que le concessionnaire soumette dans ce cas à l'ingénieur en chef du contrôle son projet d'exécution, aux fins d'une approbation préfectorale éventuelle (1).

Lorsqu'il exécute des travaux de clôture ou de bâtiments sur un terrain ni clos ni bâti, par conséquent sur lequel le concessionnaire avait pu régulièrement dresser des pylônes ou poteaux, ce dernier devra enlever ces installations si le particulier s'oppose à leur maintien, la servitude d'implantation ne frappant que les fonds ni bâtis, ni clos. L'industriel aura cependant toujours la possibilité d'établir sa ligne en surplomb du terrain clos ou bâti (2) ou, si des difficultés pratiques insurmontables se présentent, d'utili-

(1) Mais depuis le décret-loi du 19 octobre 1939, et pour la durée de la guerre seulement, il n'est plus besoin d'approbation préfectorale.

(2) Un avis du Conseil d'Etat de 1938 précise que : « La construction sur une parcelle grevée de la servitude de passage d'une ligne électrique, apparaît comme un risque national qui pèse, en vertu de la loi sur toutes les concessions communes de distribution et de transport et ne saurait par suite entraîner, en principe, d'autre conséquence que la surélévation de la ligne aux frais du concessionnaire. »

ser avec la servitude de passage, celle d'ancrage et de se servir des bâtiments édifiés comme relais. Il est toutefois à craindre qu'en cas d'énergie à très haute tension, les réels dangers présentés par le transport de cette électricité rendent délicats l'emploi de bâtiments comme pylônes intermédiaires. Le concessionnaire sera alors réduit à adopter un nouveau tracé parfois profondément différent du précédent, à moins naturellement, que le propriétaire n'autorise l'implantation des pylônes sur son terrain, ou à moins que l'industriel ne recoure à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Ainsi le concessionnaire peut se voir contraint d'entreprendre des travaux qui ne représentent pour lui aucun intérêt et qui se traduisent par des charges supplémentaires importantes. La question qui se pose alors est de savoir qui supportera ces frais. Si en 1906 on pouvait estimer qu'une ligne électrique était susceptible d'être modifiée dans son tracé sans dépenses exagérées et sans grandes difficultés techniques, il ne peut en être de même aujourd'hui. La construction de lignes à haute et à très haute tension, les plus indispensables à l'équipement industriel du pays, absorbe des capitaux énormes et nécessite la solution d'ardus problèmes scientifiques. L'exploitation de ces lignes est d'ailleurs peu rémunératrice. Les tribunaux n'ont cependant jamais hésité à mettre à la charge exclusive des industriels les frais occasionnés par l'exercice des droits que les particuliers conservent, en vertu de l'article 12, sur leurs terrains grevés de servitudes (1).

(1) Juge de paix de Châtillon-sur-Indre, 26 mai 1939, Bull. juin 1941, G. P. 1940-1-7. — Cpr C. E. 17 juin 1938, D. P. 1940-3-5 : Le déplacement de lignes télégraphiques situées le long d'une voie ferrée, nécessité par l'électrification du chemin de fer, a lieu aux frais de l'Administration

Le concessionnaire n'a droit à indemnisation que si, après avoir procédé aux modifications demandées par un particulier, celui-ci n'engagerait pas les travaux en vue desquels ceux du concessionnaire ont été entrepris. Il est cependant permis de se demander si le maintien de cette disposition de l'article 12 est compatible avec les nécessités actuelles du Service public de distribution ou de transport d'énergie électrique. Il paraît, au contraire, qu'elle devrait être écartée, quels que soient les avantages que puisse en retirer un particulier, dès qu'elle entraîne des dépenses excessives à la charge du concessionnaire, ou une interruption de courant trop longue et trop importante par rapport au nombre d'abonnés desservis.

Actuellement une seule limite existe aux droits du propriétaire et elle ne tient pas compte des éléments indiqués ci-dessus. Elle découle de la théorie de l'abus du droit. Le particulier ne peut ainsi bâtir, démolir, surélever ou se clore que si des motifs légitimes sont à la base de ces travaux. Toutes constructions établies uniquement dans le but d'entraver l'aménagement d'un réseau électrique et qui n'offrent pour le particulier aucune utilité lui sont légitimement interdites. Son intérêt particulier peut partiellement faire céder l'intérêt général auquel répond l'existence d'une ligne électrique établie dans les meilleures conditions d'économie et de sécurité possibles, mais uniquement dans le cas où cet intérêt existe réellement et non dans tous ceux où il se confond avec la rancœur suscitée par cette existence.

des P.T.T. Rappelons que l'article 4 de la loi de 1885 qui a motivé cette décision est devenue, à quelques modifications de détail près, l'art. 12 de la loi du 15 juin 1906.

Les tribunaux judiciaires apprécient souverainement s'il y a ou non abus du droit. Et il semble que devant la gêne considérable que peut susciter aux industriels le propriétaire qui désire se clore, bâtir, démolir ou surélever, les tribunaux doivent se montrer excessivement sévères dans leur appréciation de la valeur et de la légitimité des motifs qui inspirent le propriétaire. Ils ne devraient admettre qu'un intérêt grave ou exceptionnel. C'est d'ailleurs ce qu'ils font lorsqu'il s'agit pour eux d'apprécier une demande de déplacement de l'assiette d'une servitude (1). Et pourtant, dans ce cas, le plus souvent, deux intérêts personnels sont seuls en présence, et les répercussions financières d'un tel déplacement n'ont pas l'ampleur de celles nées d'un changement du tracé d'un réseau électrique. La distribution et le transport d'énergie électrique constituent des services publics et cette réalité absolue légitime le fait que les particuliers ne soient autorisés à entreprendre que les travaux représentant pour eux un avantage certain et appréciable et n'entraînant pas pour les industriels une charge hors de proportion avec cet avantage.

En annexe de cette section, il faut examiner une hypothèse inverse de celles qui viennent d'être analysées. Que faut-il décider lorsque le distributeur ou le transporteur d'énergie électrique modifie le tracé de sa ligne après avoir effectué les travaux de soubassement des pylônes ou de tous ouvrages qu'ils avaient l'intention d'élever sur des propriétés privées, grâce aux servitudes légales et après avoir réglé les indemnités dues à raison des servitudes ? La jurisprudence considère que le concessionnaire, sous le contrôle de l'Administration, est toujours libre de modifier

(1) Trib. civ. Joigny, 12 juillet 1932, G. T. 21-22 déc. 1932.

son tracé. Le juge n'a pas qualité pour en apprécier l'opportunité (1). Et le particulier ne peut imposer, par exemple, l'enlèvement des blocs de béton et la remise du sol en l'état, que s'il restitue l'indemnité qui lui a été versée. S'il désire effectuer lui-même ces opérations, il ne peut donc prétendre à une somme supérieure à celle qu'il a déjà reçue. Bien que cette solution puisse être sévère pour le particulier, elle est conforme à la nature de l'indemnité des servitudes qui compense seulement la gêne apportée à l'utilisation normale du terrain. Pour toute somme supplémentaire, il y aurait enrichissement sans cause.

(1) C. E., 17 juin 1931, Bull. 1931, p. 78 ; C. E., 15 juillet 1931, Bull. 1931 p. 139.

CHAPITRE II

EXERCICE IRREGULIER DES DROITS DES PARTIES

Les servitudes légales ont été jusqu'ici examinées en cas de légalité et de régularité ; les droits que possèdent industriels et propriétaires les uns à l'encontre des autres ont été analysés ; les procédures leur permettant de les exercer ont été décrites. Mais il arrive, malheureusement trop souvent, que dans la pratique ces procédures soient oubliées ou déformées, ces droits méconnus. Tantôt le particulier abuse de son droit de propriété pour s'opposer violemment à l'exécution de l'installation d'une ligne électrique, à l'entretien de cet ouvrage ou pour estimer à un chiffre exagéré le préjudice qui lui est causé. Tantôt le concessionnaire porte, par ses travaux, des atteintes regrettables à la propriété privée, méconnaissant les procédures protectrices des intérêts individuels, fixés par la loi ou les règlements ou même ne possédant aucunement le droit d'utiliser des immeubles privés sans le consentement de leurs propriétaires. Ces atteintes sont nettement caractérisées et condamnées, avec peut-être cependant une vigueur excessive, par une lettre de novembre 1938 du Ministre des Travaux Publics : « De tous les côtés du territoire, je peux

presque dire dans tous les départements où se font des travaux neufs, il m'est signalé par des fonctionnaires comme par des particuliers, la désinvolture regrettable avec laquelle certains distributeurs, ou tout au moins leurs représentants, pénètrent dans les propriétés privées, saccagent les clôtures, trouent les haies vives, coupent les branches ou les arbres, le tout sans avoir obtenu ni déclaration d'utilité publique, ni concession, ni même encore de simple autorisation provisoire et sans avoir pris la précaution d'avertir au préalable le propriétaire que des études ou des travaux seraient entrepris sur son terrain. Lorsque les agents locaux de l'entreprise peuvent présenter des titres donnant à leur société le droit d'obtenir le passage, ils parlent et agissent trop souvent comme si le propriétaire était complètement dépossédé à leur profit de tous ses droits et négligent les égards les plus élémentaires vis-à-vis de lui ; ces procédés inadmissibles soulèvent des colères bien naturelles et des rancunes durables ».

L'exercice irrégulier des droits du propriétaire s'explique par la notion très vivace et très exclusive que le français possède généralement du droit de propriété, par la valeur sentimentale qu'il attache à certains lieux que viennent déparer, sans nul doute possible, la pose de gigantesques pylônes bariolés, ou l'élagage de certains arbres rompant l'harmonie d'une perspective (1) et aussi par l'arbitraire avec lequel le concessionnaire entreprend parfois ses travaux, arbitraire qui conduit les particuliers à une riposte directe et violente.

L'exercice irrégulier des droits du concessionnaire

(1) Une romancière, M^{me} Jean BALDE, s'est même fait l'écho de ces sentiments dans *Le pylône et la maison*, Plon, 1936.

s'explique par l'importance que ce dernier attribue à son réseau de distribution ou de transport d'énergie électrique et qui lui fait estimer que, l'intérêt général étant en cause, il possède tous les droits à l'égard de la propriété privée. Il conçoit mal que l'intérêt particulier ne soit pas obligé de céder toujours et totalement devant les nécessités d'un service public qu'il considère exister, dès le moment où il a manifesté l'intention de construire un réseau.

Deux sections seront consacrées à l'étude de ces irrégularités ; la première, moins développée, à celles commises par les particuliers, la seconde, à celles accomplies par les industriels.

SECTION I. — Abus du droit de propriété et obstruction du propriétaire à l'égard des travaux entrepris par les industriels

Un particulier qui possède des terrains ou bâtiments, légalement susceptibles d'être grevés des charges légales de l'article 12, qu'un industriel, possédant les qualités voulues, désire utiliser pour établir son réseau de distribution ou de transport d'énergie électrique, peut tenter de faire obstacle à cet établissement, soit avant le commencement des travaux, soit pendant leur exécution. Il peut aussi essayer de les faire disparaître lorsqu'il n'a pu s'opposer à leur établissement. Cette dernière forme d'obstruction a déjà été étudiée à la fin de la section précédente.

Il peut tout d'abord songer à modifier la nature de son terrain ou les dispositions de ses bâtiments, de telle sorte qu'ils ne puissent plus être soumis aux servitudes légales. C'est ainsi qu'il pourrait transformer un terrain ni clos, ni

bâti, en un terrain clos et bâti, sur lequel le concessionnaire n'a pas le droit, sans son autorisation, d'édifier des pylônes et poteaux. Il importe de rappeler qu'il faut se reporter pour constater si un terrain est ou non de nature à pouvoir supporter légalement la servitude d'implantation à la date de l'arrêté préfectoral approuvant le projet de détail du tracé de la ligne électrique. Il pourrait aussi surélever ces bâtiments d'une hauteur telle que la servitude de passage ne puisse plus s'appliquer. Cependant lorsqu'il sera établi, d'une façon incontestable, que ces travaux de clôture ou de bâtiments n'ont eu d'autre but que de s'opposer à l'utilisation du terrain par le concessionnaire et ne représentent pour lui aucune utilité, l'industriel lésé pourra intenter une action en justice. L'abus du droit de propriété est en effet, dans ce cas, très nettement caractérisé. Les tribunaux ordonneront la démolition des ouvrages élevés par les particuliers, ou les considéreront comme inexistant. Cette dernière solution permettra au concessionnaire d'agir comme si la nature du terrain ou des bâtiments n'avait pas été modifiée. Les tribunaux pourraient enfin attribuer une indemnité compensatrice des frais engagés par les industriels pour adapter leur réseau aux nouvelles installations privées.

Malgré la généralité des termes de l'article 544 du Code civil qui définit la propriété le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, il est impossible d'admettre qu'un propriétaire puisse en usant de son droit de propriété d'une façon qui ne lui procure aucun avantage direct, contrecarrer l'intérêt général, ou même d'autres intérêts particuliers. C'est d'ailleurs ce qui a été jugé dans une affaire historique dont la solution, si elle n'entre pas directement dans le domaine de cette étude, peut cependant

lui être rattachée (1). Un particulier possédant une propriété voisine de celle utilisée par Clément Bayard pour ses essais de dirigeables, y avait fait élever des charpentes surmontées par des piques en fer dont le seul but était de rendre dangereuses les manœuvres de ces dirigeables ; un de ceux-ci d'ailleurs fut avarié. Clément Bayard réclama alors une indemnité qui lui fut accordée, le tribunal faisant ressortir que le droit de propriété ne doit être respecté que dans la mesure où il est mis en œuvre avec justice et modération. Aussi un propriétaire ne peut espérer éviter la construction d'une ligne électrique que s'il élève, avant que le tracé de cette ligne n'ait été approuvée par l'autorité compétente, des constructions utiles pour lui et d'une nature telle que son fonds ne peut plus être grevé des servitudes légales. Les tribunaux civils, gardiens traditionnels de la propriété privée, analysent en toute souveraineté les faits et tiennent compte de tous les éléments de la cause pour décèler l'abus du droit. Ils rapprochent d'abord des constructions entreprises, ou même simplement envisagées, celles dont dispose déjà le particulier ; ils tiennent compte de la nature de l'exploitation de ce dernier, pour n'admettre que celles qui rentrent directement dans l'objet de cette exploitation. Ils examinent ensuite la configuration de ces biens, pour voir si un autre emplacement, plus commode pour l'industriel, n'aurait pu être choisi. Ils analysent enfin les possibilités financières du particulier et sa façon habituelle de gérer son patrimoine. La Cour de Cassation ne peut exercer un contrôle sur cette appréciation des circonstances de fait que

(1) Cour d'appel d'Amiens, 12 nov. 1913, cité par M. MARANGE, p. 75.
— Voir aussi Req., 10 juin 1902, S. 1903-1-11 ; Cour d'Amiens, 22 nov. 1932, G. P. 1933-1-599 ; Civ., 29 mai 1937.

si le juge du fond a rendu une décision entachée d'insuffisance ou de contradiction de motifs.

Le propriétaire peut aussi songer à s'opposer par la force à l'exécution des travaux que les concessionnaires sont régulièrement en droit d'accomplir. Il peut ainsi refuser l'accès de sa propriété aux agents du concessionnaire, il peut également détruire les travaux en cours d'exécution. Dans le premier cas, le concessionnaire est-il autorisé à aller devant le juge des référés pour se faire autoriser à entrer dans les propriétés privées et pour obtenir des dommages-intérêts pour le préjudice que la résistance du propriétaire lui cause ?

La jurisprudence et la doctrine l'admettent généralement, car le juge des référés est compétent, en l'absence de toute contestation sérieuse ou de difficultés naissant d'un acte administratif, pour connaître de l'obstruction illégale d'un propriétaire à l'accomplissement de travaux présentant un caractère d'utilité publique et d'urgence certaine (1). Le président du Tribunal civil ne peut certes statuer en référé que si le Tribunal civil est compétent sur le fond *ratione materiae* (2). Mais il s'agit ici non pas d'un litige touchant à l'exécution d'un travail public, mais du point de savoir si le concessionnaire ne commet pas une emprise en pénétrant sur le terrain des défendeurs. Et il appartient aux tribunaux de l'ordre judiciaire de connaître des atteintes illégalement portées au droit de propriété. Le juge des référés peut même autoriser le recours à la force armée

(1) Trib. civ. Chambéry, 24 nov. 1924, cité par M. MESTRE, *Propriétaires et Compagnies*, p. 47 ; Trib. civ. de Grenoble, 19 mai 1927, cité par M. BLAËVOET, p. 212 ; Référé Grenoble, 20 juin 1928, R. C. 1929, p. 97 ; Cour de Caen, 10 mars 1936, G. P. 1936-1-865.

(2) Trib. civ. de Caen, 27 nov. 1940, D. H. 17 juillet 1941.

pour briser la résistance injustifiée d'un particulier. Les dépens occasionnés par cette instance sont mis à la charge du propriétaire récalcitrant. Cependant une décision du Tribunal civil de Grenoble (1) a estimé que les frais de cette procédure devaient être supportés par le concessionnaire : « Attendu qu'en introduisant un référé pour se faire autoriser à continuer les travaux, il a instauré une procédure inutile et par suite frustratoire, puisque titulaire d'un droit civil, il n'avait qu'à l'exercer sans s'arrêter à une simple défense ». Une telle décision, en estimant le référé une procédure inutile, ne laisse à l'industriel d'autre moyen que de répondre par la force à la mauvaise volonté du propriétaire ; elle attise ainsi les conflits entre particuliers et électriciens. Aussi ne peut-elle être approuvée.

Il arrive parfois que non content de s'opposer au passage des préposés des industriels, le propriétaire pousse la malignité jusqu'à détruire les installations électriques. Lorsque cette destruction a lieu en cours d'exécution des travaux, lorsque, par exemple, il fait sauter à la dynamite des fondations en ciment soutenant un pylône après avoir déjà bouché le trou nécessaire à cette implantation, il commet un délit prévu et puni par l'article 438 du Code pénal (2). Cet article punit « quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection de travaux autorisés par le gouvernement ». Le propriétaire invoquerait vainement les dimensions excessives du pylône, le fait que l'indemnité qui lui était due ne lui a pas été versée préalablement au commencement des travaux et même le fait que le terrain a été

(1) 8 oct. 1928, *Bull. de la Chambre syndic. des forces hydraul.*, n° 564, déc. 1928.

(2) Trib. corr. d'Albi, 17 déc. 1927, R. C. 1929, p. 205, G. P. 1928-1-352.

occupé illégalement. Nul ne peut se faire justice à soi-même et aucune excuse ni aucune défense n'est de nature à faire disparaître le délit.

Lorsque le propriétaire ne s'oppose pas à l'accomplissement des travaux, mais les détruit une fois achevés, lorsqu'il scie, par exemple, des poteaux implantés dans un terrain grevé des servitudes légales, après l'accomplissement régulier de toutes les formalités, il commet alors un délit puni par l'article 257 du Code pénal : « Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de 100 francs à 500 francs » (1).

Il est cependant permis de se demander si ce n'est pas dépasser l'esprit et les termes du Code pénal que de l'appliquer, comme la Cour de Cassation, le 18 nov. 1927, au fait de couper volontairement le branchement extérieur reliant la canalisation électrique publique à un immeuble particulier. Dans ce cas en effet on ne retrouve pas la notion de « vandalisme » que voulaient atteindre les rédacteurs de l'article 257, il y a simplement recherche de nuire à une personne déterminée. D'une façon générale l'étude des travaux préparatoires paraît d'ailleurs indiquer que le terme « et autres objets » ne doit s'entendre que des objets servant à l'embellissement des villes ; il ne pourrait donc englober les installations électriques (2).

(1) Trib. civ. de Narbonne, 3 juin 1904, R. C. 1904, p. 431 ; Trib. corr. de Thiers, 24 avril 1907, cité par M. BLAEVOET, p. 211 ; Trib. corr. de Grenoble, 19 nov. 1928, R. C. 1929, p. 114 ; Cass. crim., 18 nov. 1927, S. 1929-1-393, note M. ROUX.

(2) Aussi semblerait-il préférable d'invoquer l'article 437 du Code

La dernière forme que peut revêtir l'obstruction faite par le propriétaire : abus de son droit de bâtir, réparer, surélever ou se clore, a déjà été étudiée dans la précédente section.

Le concessionnaire qui se heurte à l'obstruction d'un propriétaire est en droit de lui réclamer des dommages-intérêts (1). Soit qu'il doive renoncer à ses projets, soit qu'il établisse sa ligne suivant un tracé plus onéreux pour lui, soit enfin qu'il répare les dégradations commises. Toutefois une demande en dommages-intérêts serait irrecevable en appel, si elle n'avait pas été soulevée en première instance (2), comme formant une demande nouvelle. Il faut reconnaître, en cette matière, la compétence des tribunaux judiciaires, en première instance du juge de paix, lorsque le montant du litige le fait rentrer dans sa compétence d'attribution. Le Conseil d'Etat avait cependant admis la compétence du Conseil de préfecture, estimant que l'indemnité était réclamée en raison de troubles apportés à l'exécution d'un Service public (3). Mais il ne faut pas se rallier à cette solution, car le Conseil de préfecture est un tribunal d'exception, et d'après l'interprétation jurisprudentielle de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, il a compétence pour statuer sur les demandes d'indemnité formées par des particuliers contre l'Administration, dans certaines conditions contre un concessionnaire, mais jamais sur les

pénal, qui vise la destruction volontaire d'édifices, ponts, digues, chaussées ou autres constructions qu'il savait appartenir à autrui, ou même l'article 25 de la loi du 15 juin 1906 qui déclare que toute infraction aux dispositions établies dans l'intérêt de la sécurité des personnes, sera poursuivie devant les tribunaux correctionnels.

(1) Cour de Chambéry, 30 nov. 1909, *Le Droit*, 18 janvier 1910 ; Trib. civ. de Grenoble, 19 mai 1937, cité par BLAEVOET, p. 212.

(2) Trib. civ. Seine, 19 juin 1935, R. C. 1936, p. 190.

(3) C. E., 12 février 1915, Rec. p. 25.

demandes d'indemnité formulées par un concessionnaire contre un particulier. De même que le Conseil de préfecture, tribunal administratif, ne peut connaître de ces litiges, les autorités administratives ne pourraient faire usage de leurs pouvoirs pour mettre fin à ces conflits d'ordre privé (1).

Si le propriétaire voyant que l'industriel ne se décide pas à enlever ses installations commençait lui-même à construire, l'industriel pourrait intenter une action possessoire tendant à obtenir l'interdiction de ces travaux. Par l'accomplissement de ceux-ci le propriétaire porte, en effet, atteinte à la possession légitime que détient le concessionnaire sur des ouvrages qui lui appartiennent d'ailleurs en propre (2).

SECTION II. — Méconnaissance des prescriptions légales par l'Industriel ou l'Administration Des voies de fait

Lors de l'établissement et de l'entretien d'une ligne électrique, les industriels, outrepassant les droits que leur donne la loi de 1906, commettent fréquemment à l'égard de la propriété privée de nombreuses irrégularités. Il a déjà été donné de montrer avec quelle force l'Administration les dénonce et les réprove. Mais il faut également constater que, parfois, les agissements que l'on reproche aux concessionnaires, sont effectués à la suite et conformément à des opérations administratives elles-mêmes irrégulières. Il en est ainsi lorsque le tracé de la ligne électrique, tel

(1) C. E., 22 mai 1931, Rec. p. 562 ; C. E., 22 juill. 1933, Rec. p. 843 ; C. E., 20 juin 1934, Rec. p. 703.

(2) Voir sur les actions possessoires, tit. II, chap. II, sect. II, sous-sect. II.

qu'il a été approuvé par les autorités administratives compétentes, englobe des terrains que leur nature, d'après l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, empêche d'être grevés de servitudes légales. Ces irrégularités, d'ailleurs, ne revêtent pas toutes la même forme et n'ont pas toutes le même degré. Certaines proviennent du fait que l'industriel agit à l'égard des particuliers en l'absence de tout droit, soit qu'il ne soit pas titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique ou assimilable, soit qu'il utilise des immeubles sur lesquels aucune charge ne peut légalement peser. D'autres ont leur origine dans l'omission de certaines formalités prescrites par la loi ou le règlement. D'autres enfin consistent plus simplement en l'accomplissement irrégulier de ces formalités.

Deux problèmes contentieux intéressent particulièrement le propriétaire lésé par ces irrégularités. Devant quelle juridiction doit-il porter son action ? Quel résultat peut-il espérer obtenir ? A ces deux problèmes, étroitement liés et dominés par les mêmes notions juridiques, la jurisprudence et la doctrine n'ont jusqu'ici apporté que des solutions diverses, souvent modifiées et parfois contradictoires. Il reste encore à trouver le critère autour duquel l'unité pourra se faire. Cette complexité tient à diverses causes. D'abord au grand nombre de cas pouvant se présenter et à l'influence des circonstances quant à la solution des litiges qui rendent difficiles un classement des décisions des tribunaux et l'adoption de quelques règles simples ; ensuite à la régularisation fréquente des illégalités commises par les industriels, régularisation qui fait hésiter les tribunaux devant des solutions que commanderaient une stricte logique juridique. Cette régularisation peut se produire, soit avant que le procès ne soit commencé, soit au cours de son instruction, soit

enfin avant que n'intervienne un jugement d'appel ou de cassation. Mais la cause principale des difficultés rencontrées en cette matière réside dans la nature des intérêts en présence. D'un côté l'intérêt général qui gouverne la création d'un réseau électrique, de l'autre les intérêts particuliers des propriétaires atteints dans leur droit de propriété. D'un côté un service public, de l'autre des individus. Aussi les conflits qui naissent de cette opposition d'intérêts chevauchent-ils sur deux branches distinctes du droit, droit civil et droit public ; aussi est-il délicat d'en attribuer la connaissance à l'un ou l'autre des ordres de juridiction, judiciaire ou administratif, les litiges se situant le plus souvent à la limite de la compétence d'attribution de ces deux ordres de juridiction.

Il semble tout d'abord que ces procès devraient ressortir de la compétence administrative. En effet la tradition juridique française, tout entière orientée autour du principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires, et qui a trouvé son expression la plus nette dans les conclusions développées devant le Conseil d'Etat par M. Romieu (1) veut que « toutes les actions entre les personnes publiques et les tiers ou entre ces personnes entre elles et fondées sur l'exécution, l'inexécution ou la mauvaise exécution des services publics » soient « de la compétence administrative et relèvent, à défaut d'un texte spécial, du Conseil d'Etat juge de droit commun du contentieux de l'Administration publique générale ou locale ». L'élément de Service public est à la base de la distinction entre le contentieux judiciaire et le contentieux administratif. Or une distribution ou un transport d'énergie électrique, plus spécialement dans le

(1) C. E., 6 février 1903, D. P. 1904-3-65.

cas où elle est exploitée en régie ou suivant le mode de la concession, constitue un véritable Service public comme répondant à un but d'intérêt général et comme étant soumis à un régime juridique spécial (1). Les tribunaux judiciaires auxquels il est interdit de s'immiscer dans l'action administrative ou de citer devant eux des administrateurs, paraissent ainsi ne pas pouvoir juger des actions nées de la méconnaissance des prescriptions légales par les concessionnaires ou par l'Administration. Les principes généraux délimitant les deux branches du contentieux semblent s'y opposer. Les rapports purement privés entre concessionnaires et usagers ne sont pas ici en cause, mais il s'agit bien, semble-t-il, de l'organisation même d'un service public, organisation imposée par la puissance publique. De plus le Conseil de préfecture, tribunal administratif, est, par interprétation de l'article 8 de la loi du 28 pluviôse an VIII, compétent pour accorder réparation des dommages se rattachant par un lien nécessaire à l'exécution ou à l'entretien d'un travail public ou qui en sont indivisibles, à l'exclusion de ceux provenant de faits étrangers à la construction ou au fonctionnement normal de l'ouvrage qui ne comporteraient qu'un rapport accidentel et momentané avec son exploitation ou son établissement et qui constitueraient une faute

(1) M. MESTRE, *Cours de Droit adm.*, 1934-35, p. 695 ; M. Ph. COMTE, *Essai d'une théorie d'ensemble de la concession de Service public*, thèse Paris, 1934, p. 3 ; M. WALINE, *Manuel élém. de Droit adm.*, 2^e éd., p. 357 et 424. — Par contre, pour M. ROLLAND, un producteur ou un distributeur d'énergie électrique est un particulier gérant une entreprise d'intérêt général contrôlée et non un concessionnaire de Service Public. Toutefois, précise-t-il, « il ne faut pas se dissimuler que la tendance est à rapprocher la situation de ce particulier de celle d'un concessionnaire de Service public » (*Précis de Droit adm.*, 7^e éd., p. 592 et suiv.).

commise par le concessionnaire (1). Lorsque le dommage a pour cause directe et unique la mauvaise exécution d'un travail public, le Conseil de préfecture est obligatoirement saisi. Or un travail public est un travail immobilier entrepris par ou pour le compte d'une collectivité publique dans un but d'intérêt général, définition qui paraît permettre d'y englober les travaux d'installation et d'entretien d'un réseau électrique dont l'exécution irrégulière, sur les propriétés privées, est à la base des litiges étudiés dans cette section.

Mais la compétence administrative n'est généralement pas admise par les tribunaux et les auteurs. Dans certains cas en effet les principes ci-dessus rappelés ne peuvent s'appliquer, soit qu'il s'agisse d'une distribution d'énergie électrique privée et non d'un service public, soit que les travaux envisagés ne présentent pas le caractère de travaux publics. Dans d'autres la compétence judiciaire se justifie, par application des règles constituant des exceptions au partage normal de compétence. Parmi ces règles il ne faut pas comprendre celle édictée par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 qui, s'il décide que le juge de paix règle en premier ressort les indemnités dues à raison des servitudes, ne constitue qu'une attribution exceptionnelle de compétence et ne doit s'appliquer que dans le cas d'exercice régulier des servitudes légales (2). Par contre la règle traditionnelle que l'autorité judiciaire est gardienne de la propriété privée constitue une limite très générale à la connaissance par les tribunaux administratifs des litiges provenant d'irrégularités commises lors de la construction ou de l'entretien

(1) Voir divers arrêts cités par M. René TORTAT, R. G. E. sept. 1941 ; Req., 3 juillet 1939, Bull. 1941, p. 28.

(2) En sens contraire, Trib. de Montluçon, 18 janvier 1929, R. C. 1929, p. 129, S. 1929-2-54, note M. MESTRE, D. P. 1930-2-137, note M. BLAEVOET.

d'une ligne électrique par le concessionnaire ou l'Administration (1). Du moment où une atteinte est portée par un groupement administratif au droit de propriété, les tribunaux civils sont compétents pour en connaître, cette atteinte ne fût-elle que provisoire, ne portât-elle que sur une parcelle ou dût-elle être commise lors de la construction, présence ou fonctionnement défectueux d'un ouvrage public (2).

L'origine de cette règle, en opposition avec le principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires, est révolutionnaire. Elle trouve son fondement dans la théorie des droits publics individuels issue, elle aussi, de la Révolution, et dans celle de la garantie du juge. Les tribunaux judiciaires étaient, en effet, alors supposés offrir plus de garanties d'impartialité et de compétence que les tribunaux administratifs dont l'édification était à peine ébauchée et qui se distinguaient encore mal de l'Administration active. Ces deux fondements ont aujourd'hui perdu leur valeur ; le premier parce que l'individu n'est plus considéré comme seul titulaire de droits et que son activité n'est plus uniquement envisagée en elle-même, mais en liaison avec l'activité des autres individus composant les groupements

(1) VOUTERS, *De la règle que l'autorité judiciaire est gardienne de la propriété privée*, thèse Lille, 1940 ; DESGRANGES, *Essai sur la notion de voie de fait en droit administratif français*, thèse Poitiers, 1937.

(2) Civ., 26 déc. 1900, D. P. 1901-1-130 ; Trib. des Conf., 16 mai 1904, D. P. 1906-3-6 ; Trib. civ. Narbonne, 17 mai 1910, R. C. 1911, p. 37 ; C. app. Paris, 6 nov. 1923, G. P. 15 déc. 1923, G. T. 6 janv. 1924 ; C. E., 28 oct. 1927, R. C. 1928, p. 88 ; C. E., 8 déc. 1933, G. P. 1934-1-413 ; C. E., 6 février 1935, *La Loi*, 7 mars 1935 ; Civ., 3 avril 1935, R. C. 1936, p. 189, D. P. 1937-1-17 ; Civ., 4 mai 1937, R. C. 1937, p. 194, G. T. 3 sept. 1937 ; Trib. civ. Seine, 5 janvier 1939, S. 1939-2-116 ; Trib. civ. Bordeaux, 13 mars 1940, D. H. 3 juillet 1941.

naturels ou artificiels dont il fait partie ; le second parce que les tribunaux administratifs, par leur composition harmonieuse, par leur œuvre jurisprudentielle hardie et vaste, ont su montrer qu'ils étaient aussi capables, même parfois plus capables, de défendre les particuliers contre l'action administrative que les tribunaux civils. Cependant malgré « l'aspect d'incohérence, d'arbitraire et de complication » (1) des applications particulières de cette règle, elle survit à toutes les attaques qui lui sont portées, non seulement parce que la force de la tradition, grande en tous les domaines, l'est particulièrement en matière juridique, mais encore parce qu'elle semble répondre au désir de remédier aux conflits de compétence nés de la coexistence d'une juridiction civile et d'une juridiction administrative. Mais cette deuxième raison ne paraîtra peut-être pas excellente, lorsque l'étude minutieuse de la jurisprudence aura été faite. D'ailleurs les tribunaux n'ont-ils pas été obligés de recourir successivement à trois théories, celle de l'expropriation indirecte, celle de l'emprise sur la propriété privée, celle enfin de la voie de fait pour tenter de délimiter cette règle et simultanément aussi, pour partie, semble-t-il, puisque, d'après M. Desgranges (ouvrage cité p. 56) la notion de voie de fait est antérieure à la notion d'expropriation indirecte et à celle d'emprise et qu'elle a été appliquée tout le long du dix-neuvième siècle par les tribunaux. D'abord ce fut le caractère définitif ou non de la déposssession subie par le propriétaire qui servit de critère au partage des compétences. Les tribunaux judiciaires connaissant, par une attribution légale de compétence, des expropriations pour cause d'utilité publique régulièrement exécutées, s'esti-

(1) VOUTERS, ouvrage cité, p. 122.

maient *a fortiori* compétents en cas de dépossession définitive et totale, de transfert de propriété en l'absence de toute procédure, ou provenant d'une procédure irrégulière. Mais les tribunaux n'étaient pas d'accord sur le point de savoir quand une dépossession avait ou non un caractère définitif. Vers 1870-1880 vint se substituer au critérium de l'expropriation indirecte celui de l'emprise : dès le moment où l'Administration est sortie de son domaine pour pénétrer sur la propriété privée, même d'une manière temporaire, la compétence est judiciaire. Mais cette solution qui ne s'appuie, d'ailleurs, sur aucune base légale, ne tranche pas toutes les difficultés. Et aux deux théories précédentes qui constituent des exceptions au principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires, s'appuyant sur des motifs spéciaux et ne concernant que les seules atteintes à la propriété privée, on a tenté de substituer une théorie générale applicable à l'ensemble de l'activité administrative et qui se justifie par l'application même du principe de la séparation des pouvoirs : c'est la théorie de la voie de fait. Son fondement juridique est le caractère non administratif du litige. Lorsqu'un acte ne possède pas le caractère administratif, c'est-à-dire lorsque, d'après la définition jurisprudentielle donnée par le Conseil d'Etat de l'acte administratif, il ne concerne pas l'organisation ou le fonctionnement d'un service public, les conflits qu'il peut soulever sont de la compétence judiciaire. Pour M. Desgranges (1), l'auteur qui a développé le plus largement cette théorie, la voie de fait est « l'action matérielle ou la décision d'exécution inexistante, accomplie sans pouvoir, soit parce que l'auteur n'est pas agent administratif,

(1) Ouvrage cité, p. 234.

soit parce qu'elle était interdite à l'Administration, en l'absence d'acte ou de fait légalement indispensable pour qu'elle ait la nature administrative ». Pour M. Blaevoet (1) « on peut dire qu'il y a voie de fait chaque fois que l'atteinte à la propriété privée et que l'exécution des ouvrages est illicite au moment où elle a lieu ou par le mode employé soit parce que l'agent administratif est sans aucun droit, soit parce qu'il agit sans les autorisations nécessaires ou parce qu'elle n'est pas basée sur un droit ». Pour M. Hau-
rion (2) la voie de fait est la sanction du principe qu'il n'y a opération administrative que dans l'exercice d'un droit qui a réglementé au profit de l'administration, avec emploi de la procédure réglementée. Il distingue la voie de fait par manque de droit de la voie de fait par manque de procédure : le particulier agit comme s'il avait un droit, alors que ce droit n'a pas été prévu, consacré par les textes ou alors qu'il a été expressément ou implicitement refusé ; ou bien le droit existe, mais il faut pour l'exercer suivre une procédure particulière et réglementée. La voie de fait par manque de procédure peut être due à une action intempestive d'une personne non qualifiée qui suit les formalités prescrites ou au contraire être l'œuvre d'une personne qualifiée qui enfreint ces formalités.

Cette théorie de la voie de fait, pour ingénieuse qu'elle soit, appelle des critiques (3). Elle n'est pas d'abord d'une application toujours très facile, car la distinction entre actes

(1) *Des atteintes à la propriété privée*. Cet auteur s'est toutefois détaché de la théorie de la voie de fait. Voir note D. P. 1937-1-17.

(2) *Précis de Droit administratif*, 12^e édit., p. 26 et suiv.

(3) COUZINET, *La réparation des atteintes portées à la propriété privée immobilière par les groupements administratifs*, thèse Paris, 1928 ; VOUTERS, thèse précitée.

administratifs ou non est souvent délicate. Il est ainsi subtil de soutenir, comme le fait M. Desgranges, que l'emploi de moyens illégaux pour aider à la conclusion d'un acte, lui enlève son caractère d'être relatif à l'organisation ou au fonctionnement d'un service public. Ensuite il est certain que « les faits légitiment des actions qui, en circonstances normales seraient des voies de fait ». Or en la période transitoire traversée actuellement, ces faits exceptionnels sont de plus en plus nombreux et viennent restreindre d'autant le domaine de la voie de fait. Un nouvel équilibre juridique s'instaure qui attachera une importance réduite aux droits publics individuels auxquels la théorie de la voie de fait voulait offrir une protection meilleure en en attribuant connaissance aux tribunaux judiciaires. Ce but répond à une prévention exagérée contre la juridiction administrative. En l'état actuel du droit, une théorie basée uniquement sur la sauvegarde des droits individuels, envisagés en eux-mêmes, ne peut avoir la force qu'elle avait dans une société où l'individu comptait seul.

Une fois rapidement données, ces quelques indications sur les principes autour desquels se grouperont les solutions jurisprudentielles ou se dérouleront les discussions doctrinales, il importe maintenant d'examiner quelle a été l'attitude des tribunaux lors des litiges soulevés par la méconnaissance des prescriptions légales, protectrices de la propriété privée, par l'industriel ou l'administration. Trois points seront successivement précisés : d'abord les règles de la compétence d'attribution gouvernant ces litiges, ensuite les recours mis à la disposition des particuliers, enfin les pouvoirs dont disposent les juges et les condamnations qu'ils peuvent prononcer.

Sous-Section I. — *De la compétence d'attribution*

Devant la diversité des cas pouvant se présenter, cette étude de la compétence d'attribution ne peut être entreprise qu'à l'intérieur d'une classification des circonstances de fait, telles qu'elles se retrouvent généralement lors des litiges portés devant les tribunaux. Parfois l'industriel agit à l'encontre de la propriété privée, sans aucun droit ; parfois il agit à la suite d'une procédure irrégulière. Telles seront les deux parties de la classification adoptée. Dans la première on distinguera des cas où l'industriel n'a aucun titre, mais utilise des terrains susceptibles d'être grevés des servitudes, de ceux où, toujours sans titre, il commet une emprise sur des terrains non susceptibles d'être grevés des servitudes. Dans la seconde on distinguera les cas où le manque de procédure est le fait de l'industriel, soit qu'il omette totalement d'employer la procédure telle qu'elle est réglementée, soit qu'il commette certaines irrégularités en la suivant, de ceux où le manque de procédure est le fait de l'Administration.

I. — *L'industriel n'a aucun titre pour agir*

A) *Il édifie ses lignes électriques en utilisant des immenses qui sont susceptibles de supporter les servitudes légales.*

Seul le titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique ou l'industriel qui y est légalement assimilé est habilité à profiter des servitudes légales. En l'absence d'une déclaration d'utilité publique (1), *a fortiori* en l'absence

(1) Civ., 11 juillet 1922, S. 1924-1-289, note M. MESTRE ; Civ., 25 avril 1923, G. P. 1923-2-225, D. P. 1926-1-64, S. 1924-1-289 ; Trib. civ. Vesoul, 24 mai 1927, S. 1928-2-176, D. P. 1930-2-137, note M. BLAEVOET ; Trib.

d'une concession (1) les travaux d'établissement ou d'entretien d'une ligne électrique ne peuvent être entrepris sur des propriétés privées sans l'autorisation des propriétaires, ces propriétés fussent-elles de nature à pouvoir être grevées des charges légales de l'article 12. Sinon il appartient aux tribunaux judiciaires de réprimer ces atteintes au droit de propriété. La jurisprudence est très fermement établie sur ce point. Elle s'appuie sur la règle que l'autorité judiciaire est gardienne de la propriété privée. Dès qu'un industriel, sans que la loi ne lui en donne le droit, commet une emprise sur la propriété privée, par exemple en élevant un pylône sur un terrain non clos ou en appuyant une console sur la façade d'un immeuble, il devient justiciable des tribunaux judiciaires, son action constituant, d'après la formule la plus souvent employée par les tribunaux, « une voie de fait dont la réparation est de la connaissance des tribunaux de droit commun ». Mais ce terme de « voie de fait » indique-t-il que les arrêts où il en est fait usage soient des applications de la théorie de la voie de fait telle qu'elle est dégagée par M. Desgranges ? D'après cette théorie, lorsqu'un acte ne possède plus, de par son illégalité ou son irrégularité, le caractère administratif, c'est-à-dire lorsqu'il ne peut être rattaché à l'organisation ou au fonctionnement d'un service public, il constitue une voie de

civ. Seine, 8 déc. 1927, G. T. 1928-2-147, en matière d'occupation temporaire ; Civ., 6 janvier 1930, S. 1930-1-337, note M. MESTRE, D. P. 1930-1-174, note M. BLAEVOET ; C. d'appel de Besançon, 10 oct. 1933, G. P. 1933-2-896 ; Civ., 3 avril 1935, R. C. 1936, p. 189, D. P. 1937-1-17, note M. BLAEVOET ; Trib. civ. Toulouse, 27 mars 1936, G. P. 1936-1-864 ; Trib. civ. Mulhouse, 28 avril 1937, *Bull. Chambre syndic. forces hydrauliques*, déc. 1937, n° 799.

(1) Trib. civ. Nice, 28 janv. 1931, D. P. 1931-2-31 ; Req., 3 mars 1936, R. C. 1936, p. 125, D. P. 1937-1-17, note M. BLAEVOET.

fait dont le contentieux est judiciaire. Or certains des tribunaux judiciaires qui se reconnaissent compétents pour trancher les conflits soulevés par les travaux qu'un distributeur ou transporteur d'énergie électrique a accomplis sans droit sur certains fonds privés, tout en parlant de voie de fait, n'hésitent pas à reconnaître dans ces travaux, des travaux publics (1). S'il y a vraiment travail public, l'acte reproché à l'industriel ne saurait être non administratif. Voie de fait serait alors synonyme d'accomplissement d'un fait sans droit et non d'action matérielle ou de décision d'exécution ne revêtant pas la nature administrative. C'est dans cet esprit que le conseiller Pilon concluait que « l'exécution des travaux publics peut être l'occasion de voies de fait » (2). Il importe donc maintenant d'examiner les caractéristiques d'un travail public, plus particulièrement l'influence que peut avoir sur la nature de tels travaux des irrégularités commises lors de leur construction ou de leur entretien. Cette étude servira également de base à la discussion sur les sanctions de la méconnaissance des prescriptions légales par l'industriel ou l'Administration et à laquelle une sous-section spéciale sera consacrée.

Les travaux publics sont des travaux immobiliers effectués par ou pour le compte d'une personne morale de droit public et dans un but d'utilité générale (3). La Cour de Cassation n'exige plus qu'il y ait en outre service public (4). Donc trois caractéristiques. La première : travail accompli

(1) Civ., 25 avril 1923, précité ; Trib. civ. Seine, 8 déc. 1927, précité ; Civ., 3 avril 1935, précité.

(2) Req., 3 mars 1936, D. P. 1937-1-28.

(3) C. E. 10 juin 1921, D. P. 1922-3-26, S. 1921-3-49, R. D. P. 1921, p. 361.

(4) Voir note de M. DEVAUX sous D. P. 1926-1-107 et M. BLAEVOET sous D. P. 1927-1-125.

pour la construction, l'entretien ou la réparation d'un immeuble, se retrouve dans les travaux exécutés par l'industriel et concernant un réseau de distribution ou de transport d'énergie électrique (1), d'autant plus que le Conseil d'Etat se montre très large et se suffit d'un élément quelconque de travail public dans une opération complexe pour faire de cette dernière un travail public (2). Deuxième caractéristique : but d'intérêt général. Pour certains auteurs, M. Jèze en particulier (3), ce but n'existe que lorsqu'il y a une déclaration d'utilité publique. Car personne n'est mieux placé que l'Administration, gardienne des intérêts supérieurs de la société, pour décider s'il y a ou non utilité générale. D'ailleurs n'est-ce pas un des plus grands principes du Droit public français, et le plus noble sans doute, que « l'Administration ne doit se décider que par des considérations d'utilité générale » (4). Cette théorie est à rejeter, car il ne faut pas oublier que la vie administrative ne saurait s'encombrer exagérément de formalités. Du moment où la destination de l'ouvrage au public est nette, fût-il construit en dehors du domaine public, il n'est nul besoin d'une déclaration d'utilité publique pour que les tribunaux lui reconnaissent le caractère de travail public (5). Ainsi il ne semble pas que l'on puisse prétendre que lorsque l'industriel a commencé d'établir son réseau, sans y être autorisé par la loi, il a recherché, dans tous les cas,

(1) Civ., 8 mai 1940, D. H. 1940, p. 128.

(2) On peut cependant hésiter quand l'industriel ne fait que tendre des fils. Voir Civ., 6 janv. 1930, S. 1930-1-337, arrêt qui sera étudié plus loin.

(3) R. D. P. 1925, p. 593.

(4) C. E., 22 mars 1901, p. 315.

(5) Trib. civ. Seine, 4 mai 1906, R. C. 1907, p. 106 ; Civ., 25 oct. 1939, S. 1939-1-290, G. T. 23 mars 1940.

la satisfaction de son intérêt personnel. Même dans cette hypothèse, il est possible d'assigner une destination publique aux ouvrages qu'il a entrepris. Cette assignation n'existe pas lorsque la ligne est construite dans un intérêt purement privé et industriel (1). Mais cette exception ne saurait détruire la règle (2). Une déclaration d'utilité publique lorsque les travaux sont déjà fort avancés et importants ou lorsque l'autorisation de circulation du courant a été accordée (3) ne fait guère qu'entériner le jugement de l'opinion. Pour les tiers, comme pour les futurs usagers l'intérêt général satisfait par une installation électrique ne dépend pas d'un acte administratif, mais des dispositions générales de cette installation. Troisième caractéristique d'un travail public : travail entrepris par ou pour le compte d'une personne morale de droit public (4). Il est certain qu'en cas d'atteinte portée à la propriété privée par un industriel qui n'est même pas un concessionnaire, les travaux, cause de cette atteinte, ne sont pas des travaux publics comme ne possédant pas cette dernière caractéristique (5). La compétence judiciaire se justifie alors, sans

(1) C. d'appel de Paris, 30 mars 1925, G. T. 8 et 9 juillet 1925 ; C. de Cass., 25 mars 1935, R. C. 1936, p. 124. D. P. 1937-1-17. S. 1935-1-225.

(2) Trib. civ. Vesoul, 24 mars 1927, précité ; Trib. civ. Nice, 28 janv. 1931, D. P. 1931-2-31.

(3) L'art. 7 de la loi du 16 février 1941 facilitant l'utilisation de l'électricité pour les besoins de l'agriculture (*J. O.* 14 mars 1941) semble vouloir indiquer que l'autorisation de circulation du courant sera attribuée, à l'avenir, aussi rapidement que possible et précise que dès qu'elle sera délivrée, le concessionnaire sera tenu de mettre en service et d'exploiter les installations réalisées.

(4) C. E., 11 juill. 1941, Bull. 1941, p. 105.

(5) Cependant le décret du 28 sept. 1938 ayant déclaré l'utilité publique et l'urgence de l'ensemble des lignes présentant pour la Défense

discussion possible. Mais s'il s'agit d'ouvrages construits par un concessionnaire, qui ne sont pas déclarés d'utilité publique, il est permis d'hésiter. Il semble qu'il faille admettre qu'ils soient construits pour le compte de l'autorité concédante, car l'Administration, par le fait même qu'elle a choisi un entrepreneur pour l'établir son concessionnaire et lui faire exécuter certains travaux d'utilité générale, s'engage à reconnaître comme effectués pour son compte les travaux, même irrégulièrement construits, qui rentrent dans l'énoncé du contrat de concession et pour lesquels des conditions spéciales d'exécution n'ont pas été prescrites. D'ailleurs les propriétaires peuvent, dès l'instant où il y a affectation au public, légitimement croire que l'ouvrage a été construit pour le compte d'une collectivité administrative, car ils n'ont ni les moyens, ni l'intuition de vérifier si ces travaux ont été véritablement autorisés par l'Administration. Il faut ainsi considérer les travaux effectués par un simple concessionnaire pour l'établissement ou l'entretien d'une ligne électrique dans des conditions analogues à celles des travaux entrepris par un titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique, bénéficiant des servitudes légales, comme des travaux publics. Il ne faudrait toutefois pas en conclure que les dommages qu'ils causent à la propriété privée soient des dommages de travaux publics dont l'estimation et la réparation appartiennent au Conseil de préfecture (article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII). La

nationale un intérêt exceptionnel, par application du décret-loi du 17 juin 1938, les demandeurs en concession de la distribution d'énergie électrique empruntant ces lignes jouissent actuellement, pour effectuer leurs travaux, de tous les droits découlant de l'utilité publique et de l'urgence : ils exercent ces droits, non pas en leur nom propre, mais en celui de l'Administration. Leurs travaux seront donc des Travaux publics.

compétence est judiciaire. Non pas d'ailleurs, semble-t-il, parce qu'une voie de fait, au sens d'illégalité faisant disparaître le caractère administratif d'un acte, a été commise. Le travail, malgré l'absence de droit de la part de l'industriel, reste le plus souvent un travail public. Il répond à un besoin d'intérêt général. Aussi tout ce qui concerne son établissement ou son entretien conserve le caractère administratif. Mais quelle est alors la base de cette compétence judiciaire ? Les auteurs (1) qui nient l'originalité de la théorie de la voie de fait, estiment qu'elle se confond soit avec celle de l'emprise sur la propriété immobilière, soit avec celle de la faute personnelle de l'agent. Il n'appartient pas, dans le cadre de cette étude, d'examiner si cette proposition est justifiée dans tous les domaines de l'action administrative. Mais il nous faut constater qu'elle paraît répondre à la réalité en ce qui concerne les travaux entrepris par un simple concessionnaire sur des terrains susceptibles d'être grevés de servitudes légales sans accord préalable des propriétaires. En effet ces travaux créent une véritable emprise sur la propriété privée immobilière, une atteinte illégale au droit de propriété dont il appartient traditionnellement aux tribunaux judiciaires, gardiens de la propriété privée, de connaître, quelles que soient les circonstances qui ont pu en être à l'origine, qu'il s'agisse ou non de travaux publics, que ces travaux publics, s'il y a lieu, soient ou non régulièrement exécutés, que le défendeur soit un particulier, un concessionnaire, un administrateur ou une personne morale de droit privé ou de droit public (2).

(1) M. COUZINET, thèse citée ; M. P. LAROQUE, note sous S. 1931-3-41 ; M. BLAEVOET, note sous D. P. 1937-1-17.

(2) Entre autres arrêts : Tr. des Conf., 9 mai 1891, D. P. 1892-3-110, occupation temporaire irrégulière ; Trib. civ. Narbonne, 17 mai 1910, R. C. 1911, p. 37 ; C. E., 16 déc. 1910 et Tr. des Conf., 10 déc. 1910,

Les tribunaux parlent certes de voies de fait, mais emploient le plus souvent ce terme comme synonyme d'emprise et non d'action ayant perdu le caractère administratif. Ainsi lit-on dans les motifs d'une décision du Tribunal civil de la Seine du 8 décembre 1927 (1) : « que ces travaux... constituent... une voie de fait, une atteinte à la propriété, relevant de la compétence des tribunaux judiciaires » et dans ceux d'un arrêt de la Cour de Cassation, Chambre des Requêtes, du 3 mars 1936 précité : « Cette emprise illégale sur une propriété privée revêtait le caractère d'une voie de fait qu'il appartenait aux seuls tribunaux judiciaires de sanctionner » (2). S'il y a toujours emprise sur la propriété privée, n'y a-t-il pas aussi parfois faute personnelle de l'industriel ? Quand ce dernier est de mauvaise foi, sait pertinemment qu'il agit, à l'encontre des particuliers, d'une manière illégale, et que son intérêt privé est en jeu, intérêt privé qui se rencontre souvent, d'ailleurs, avec l'intérêt général, on peut très normalement décider qu'il commet une faute justiciable des tribunaux civils. Par cette faute, le travail accompli par l'industriel n'est plus un travail public (3).

D. P. 1912-3-139 ; C. E., 31 juillet 1903, D. P. 1905-3-4 ; C. d'appel de Paris, 6 nov. 1923, G. P. 15 déc. 1923, G. T. 6 janvier 1924 ; C. E., 16 nov. 1928, Rec. p. 1193, D. H. 1928, p. 611 ; Tr. des Conf., 4 juillet 1934, S. 1935-3-97, note LARÔQUE ; C. E., 6 février 1935 ; Civ., 3 avril 1935, R. C. 1936, p. 189 et Req. 3 mars 1936, R. C. 1936, p. 125, D. P. 1937-1-17 et 28, note M. BLAEVOET, conclusions PILON (Voir aussi M. MESTRE, note S. 1924-1-290 et 291).

(1) G. T. 1928-2-117.

(2) « La voie de fait dans l'exécution d'un T. P., suppose, soit une atteinte illégale portée à la propriété immobilière privée par les agents d'une administration, soit une faute personnelle de ces agents ». Req., 1^{er} juill. 1937, D. P. 1937-1-487.

(3) C. E., 23 janvier 1903, D. P. 1904-3-63 ; Trib. des Confl., 23 mai 1927, D. H. 1927, p. 419 ; Req., 25 mars 1930, D. H. 1930-269 ; Voir

Il perd sa caractéristique d'être construit pour le compte de l'Administration. Un travail irrégulier peut être, certes, un travail public, mais il ne faut pas qu'à l'origine de cette irrégularité existe une faute de l'entrepreneur, une faute personnelle dirons-nous pour marquer que cette faute doit laisser apparaître l'homme avec ses faiblesses et ses imperfections (1), doit pouvoir se détacher soit matériellement, soit intellectuellement de l'accomplissement d'une opération de travail public. C'est la faute de l'industriel, plus que la construction ou le fonctionnement d'un ouvrage public qui est la cause du dommage subi par le propriétaire. Un cas typique de faute est celui de l'industriel qui voulant à tout prix alimenter en énergie électrique le casino de Deauville, a, avec d'ailleurs la complicité de certains fonctionnaires, établi, sans nul droit, une ligne sur des terrains privés et l'y a maintenue, malgré une condamnation à des astreintes, jusqu'à régularisation de sa situation par l'octroi d'un titre administratif lui reconnaissant le droit qui lui manquait. Il est de règle constante certes que la bonne foi se présume, mais il est à penser que la preuve de la mauvaise foi sera souvent facile à faire, car un industriel, doué d'une honnête conscience professionnelle, n'engage pas des travaux aussi importants que la construction d'un réseau d'énergie électrique, sans connaître tous ses droits et toutes ses obligations. Le fait que, sans bénéficier pour ses ouvrages d'une déclaration d'utilité publique, il établit ses lignes comme s'il pouvait disposer des servitudes légales est, par lui-même, déjà caractéristique d'une faute personnelle (2).

aussi note M. BLAEVOET, D. P. 1930-1-175 sous Civ., 6 janvier 1930.

(1) M. ROLLAND, *Précis de Droit adm.*, 7^e éd, n° 425.

(2) Si M. TESTE parle de la voie de fait, il semble toutefois se ratta-

En résumé lorsqu'un industriel construit des ouvrages tendant à l'établissement d'une ligne électrique, sur des terrains qui pourraient, de par leur nature, être grevés des charges légales de l'article 12, il est responsable des dommages que cette construction et son maintien viennent à causer à la propriété privée :

devant les tribunaux judiciaires s'il n'est pas concessionnaire, car ces ouvrages sont privés et non publics ;

devant les tribunaux judiciaires également, si, concessionnaire, il ne bénéficie pas d'une déclaration d'utilité publique pour ces ouvrages, en vertu de l'existence d'une emprise sur la propriété privée et éventuellement en vertu de la présence d'une faute personnelle à la charge du concessionnaire faisant disparaître le caractère de travail public.

B) *Il édifie ses lignes électriques en utilisant des immeubles qui ne sont pas susceptibles de supporter les servitudes légales :*

Ces immeubles sont d'abord les bâtiments sur lesquels, d'après leur configuration, ne peuvent être apposés que des consoles ou des supports atteignables de l'intérieur ; ce sont ensuite les terrains clos et bâtis sur le sol desquels le propriétaire peut légalement s'opposer à l'implantation de

cher à l'idée de faute personnelle. N'écrirait-il pas : « Il ne peut s'agir ici (sanction à l'égard du concessionnaire agissant sans titre régulier) de la compétence du Conseil de Préfecture, lequel est qualifié assurément pour apprécier tous les dommages permanents qui résultent de l'exécution des travaux publics, mais seulement autant que ces dommages ont un caractère accidentel et qu'ils ne se rattachent pas à une initiative volontaire, à un acte prémédité de l'auteur du préjudice ? » (*Les Services publics de Distribution d'eau, de gaz et d'énergie électrique*, p. 294).

pylônes ou dans le sol desquels il peut également refuser de voir installer des canalisations. L'industriel qui, non titulaire d'une déclaration d'utilité publique ou ne pouvant y être assimilé, utilise ces immeubles, porte atteinte illégalement à la propriété privée. Il faut décider, comme dans le cas précédent et avec plus de force encore puisque l'illégalité est ici plus manifeste, que les tribunaux judiciaires sont seuls compétents pour connaître de cette atteinte (1). Non seulement il y a emprise sur la propriété privée, légitimant par elle-même la compétence judiciaire, mais il est encore permis de se demander si les travaux à la base de cette atteinte sont bien des travaux publics, car on peut douter qu'ils soient accomplis pour le compte de l'Administration.

II. — *L'industriel est titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique ou y est assimilé.*

Il est alors justifié à bénéficier, pour l'établissement de son réseau de distribution ou de transport d'énergie électrique, des servitudes légales de l'article 12. Mais une procédure lui est imposée par la loi. En la transgressant il commet des irrégularités dont il doit répondre devant les tribunaux. Ces irrégularités proviennent parfois aussi du fait de l'Administration. Les questions de compétence soulevées dans ces deux catégories d'hypothèses seront successivement étudiées.

A) *Irrégularités commises par l'industriel :*

Les formalités légales prévues par la loi de 1906 et les textes réglementaires pris pour son application, consistent

(1) Trib. civ. Seine, 8 déc. 1927, G. T. 1928-2-147 ; Trib. civ. Pont-l'Évêque, 11 juill. 1931, D. P. 1937-1-28 ; Civ., 3 avril 1935, R. C. 1936,

principalement en une enquête, en des notifications et en un arrêté préfectoral d'approbation du tracé. Certaines de ces formalités, ou même toutes, peuvent être omises ou être irrégulières. L'industriel peut également construire ses lignes en dehors du tracé approuvé par l'autorité administrative. Il convient de distinguer entre ces deux cas. Il convient aussi de ne pas oublier que le décret-loi du 19 octobre 1939 a supprimé la plupart de ces formalités pour la durée des hostilités. Il se peut alors que l'action des industriels à l'encontre des particuliers paraisse à ces derniers brutale et irrégulière. Elle n'en sera pas moins légitime et ne pourra être attaquée devant les tribunaux.

1) Procédure irrégulière et utilisation d'immeubles non susceptibles de supporter les servitudes légales :

Ce cas se rattache à la fois au manque de droit et au manque de procédure. Les formalités légales ont, certes, été omises ou irrégulières, mais si elles avaient été régulièrement accomplies, elles n'auraient pu produire aucun effet car elles auraient manqué de base légale. Certains immeubles ne sont pas susceptibles d'être grevés des charges de l'article 12. Si malgré la protection que leur assure la loi, ils sont atteints par les ouvrages de l'industriel, il y a dépossession du particulier propriétaire, emprise sur la propriété privée qui rend l'industriel justiciable des tribunaux civils (1). La faute personnelle existe alors également le plus souvent et justifie aussi la compétence judiciaire. Le Tribunal de Cherbourg précité ne dit-il pas, tenant compte des circonstances de l'espèce : « Il paraît bien que l'emprise

p. 189, D. P. 1937-1-17, note M. BLAEVOET ; Req., 3 mars 1936, R. C. 1936, p. 124, D. P. 1937-1-28.

(1) Trib. civ. Cherbourg, 22 mars 1932, G. T. 1932-299.

actuelle autorisée par l'autorité préfectorale ait perdu le caractère volontaire et de mauvaise foi qui rendait le syndicat justiciable de la juridiction ordinaire » (1). Le caractère de travail public de l'ouvrage peut également être contesté, car il n'est pas évident qu'il est effectué pour le compte de l'Administration. Si le travail est privé, la compétence est judiciaire, car l'organisation et le fonctionnement d'un service public ne sont pas intéressés. Il n'y a pas acte administratif.

2) *Procédure irrégulière et utilisation d'immeubles susceptibles de supporter les servitudes légales :*

La question de compétence est alors dans ce cas plus délicate à trancher. On peut songer au juge de paix, au Conseil de préfecture ou au tribunal civil.

Au juge de paix tout d'abord (2). Car il est, d'après l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, compétent pour connaître des indemnités dues à raison des servitudes. Ne peut-on affirmer que la réparation pécuniaire entraînée par les dommages que les irrégularités commises par un industriel dans l'exercice des servitudes légales causent, a son origine dans les servitudes et qu'elle forme un des éléments de l'indemnité de servitudes (3). Il ne faut pas accepter cette solution, car les particuliers ne sont astreints à supporter la gêne de l'établissement et de l'existence d'un réseau électrique que dans des conditions limitativement prévues par la loi. Cette gêne est partiellement compensée par une indemnité qu'il appartient au juge de paix de régler. Ils ne

(1) S'agissant, dans cet arrêt, d'une distribution en régie, la distinction entre faute personnelle et faute de service s'applique totalement.

(2) Trib. de Montluçon, 18 janvier 1929, R. C. 1929, p. 129, S. 1929-2-54, D. P. 1930-2-137.

(3) Voir p. 144 et suiv.

sont pas tenus de s'incliner devant toutes les exigences ou tous les abus des concessionnaires. Il n'y a servitude légale, donc indemnité de servitude, que si les installations électriques répondent à certaines caractéristiques et sont édifiées à la suite de l'accomplissement de certaines formalités ; si non il y a atteinte à la propriété privée. L'attribution de compétence créée par l'article 12, ne donne qualité au juge de paix que pour trancher les litiges pécuniers soulevés par l'exercice régulier des servitudes.

De l'argumentation du Tribunal de Montluçon précité, seule juridiction à avoir admis la compétence du juge de paix, il ne faut pourtant pas tout rejeter. Il estime qu'il n'y a pas voie de fait, d'atteinte illégale à la propriété, bien que certains actes aient été réalisés avant le strict et total accomplissement des formalités, parce que les travaux étant des travaux publics, n'ont entraîné aucune dépossession. Ce qui est inexact ainsi qu'il le sera montré plus loin. Mais ce qui est juste, c'est de considérer les travaux entrepris comme des travaux publics. Il est en effet de jurisprudence constante que le caractère de travail public dépend de l'objet des travaux exécutés et non de l'accomplissement des formalités qui doivent l'accompagner (1). Le but, assurer le

(1) Trib. des Conf., 18 fév. 1893, D. P. 1894-3-34 ; C. E., 26 janvier 1894, Rec. p. 71 ; Trib. des Conf., 26 mai 1894, D. P. 1895-3-45 ; C. E., 26 déc. 1900, D. 1901-1-130 ; Cass., 1^{er} déc. 1902, G. P. 1902-2-643, S. 1905-1-182 ; Cass., 25 janvier 1904, S. 1909-1-492, D. P. 1904-1-297 ; Cass., 19 juillet 1922, G. P. 1922-2-371 ; 25 avril 1923, G. P. 1923-2-235, D. P. 1926-1-64, S. 1924-1-289, note M. MESTRE ; Trib. civ. Lodève, 22 nov. 1932, R. G. E. 1933-1-293 ; Trib. civ. Seine, 8 déc. 1927, G. T. 1928-2-147 ; C. d'appel de Paris, 30 mars 1925, G. T. 1925-2-751 ; Cour d'appel de Riom, 8 juill. 1930, D. P. 1931-2-31 ; Cour de Caen, 22 avril 1932, R. G. E. 1933-1-294 ; Trib. civ. Toulouse, 27 mars 1936, G. P. 1936-1-864 ; APPLETON, *Traité élém. du contentieux adm.*, n° 220.

fonctionnement d'un service public, importe seul. Or une distribution d'énergie électrique, soit pour l'éclairage public ou privé, soit pour tous autres usages, présente le caractère de service public quand elle est faite en exécution d'un contrat de concession passé avec une autorité administrative et imposant au concessionnaire l'obligation de fournir le courant aux clauses et conditions d'un cahier des charges, à toute personne qui le demande (1). On pourrait en dire autant d'un transport d'énergie électrique. Il faut pourtant se rappeler que la méconnaissance de certaines formalités substantielles, telles qu'une déclaration d'utilité publique, peut, en certains cas, faire considérer les travaux entrepris par un industriel comme des travaux privés, comme n'étant pas accomplis pour le compte de l'Administration. Néanmoins dans les hypothèses actuellement étudiées, il est hors de doute que l'on se trouve en présence de travaux publics. Mais alors pourquoi ne pas attribuer compétence des réclamations soulevées par les propriétaires dont les immeubles ont été irrégulièrement utilisés par les concessionnaires de distribution ou de transport d'énergie électrique, au Conseil de préfecture, par application de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII ? (2). D'après l'interprétation jurisprudentielle de cet article, les Conseils de préfecture sont compétents pour connaître des demandes en indemnité formées en vue d'obtenir la réparation des dommages causés

(1) Civ., 3 déc. 1923, S. 1924-1-289, note M. MESTRE ; Civ., 3 mai 1924, D. P. 1925-1-17, note M. APPLÉTON ; C. E., 1^{er} juill. 1936, S. 1937-1-105, note M. L'HUILLIER.

(2) Voir mention d'un arrêt où un tribunal civil s'est reconnu incompetent sous prétexte de travaux publics, dans note M. PEPY, *Bull. Chambre syndicale des forces hydrauliques*, déc. 1937, n° 799, à propos Trib. civ. Mulhouse, 28 avril 1937.

par des travaux publics pourvu qu'ils soient autres que l'expropriation. Ils sont aussi compétents pour connaître des dommages causés par des travaux qui se rattachent à des travaux publics par un lien indivisible et de toutes les conséquences, directes ou indirectes, de l'exécution d'un ouvrage public. Les tribunaux n'acceptent pourtant pas la compétence administrative (1). Car l'installation irrégulière d'un réseau électrique sur des propriétés privées constitue, non pas un dommage de travaux publics, accidentel et imprévu, mais une usurpation volontaire commise sur la propriété d'autrui (2), une entreprise illicite, une atteinte illégale et directe au droit de propriété (3) ou même le cas échéant à une possession légalement reconnue. Il n'y a, non pas dommage correspondant à une simple gêne qui aurait rendu les industriels justiciables du Conseil de préfecture, mais une dépossession entraînant normalement la compétence des tribunaux judiciaires (4). Certains auteurs (5) nient l'existence d'une dépossession, l'article 12 spécifiant que les servitudes n'entraînent aucune dépossession, mais admettent toutefois la compétence judiciaire. Pour eux il faut distinguer entre les conditions d'existence du travail public et les conditions de sa réalisation. Il peut

(1) Trib. civ. Riom, 8 juillet 1930, précité ; Req., 4 nov. 1930, R. C. 1931, p. 27 ; Trib. civ. Lodève, 22 nov. 1932, précité ; Cour de Poitiers, 21 juin 1933, cité par SIMON, thèse, p. 127.

(2) Note M. BLAEVOET, D. P. 1931-1-77.

(3) Voir observations dans R. C., Civ., 11 mai 1937. — Pour l'auteur de ces observations, tout caractère administratif est exclu ; c'est là une position de principe qui nous paraît inutile de prendre, l'atteinte au droit de propriété suffisant à justifier la compétence judiciaire.

(4) Note M. MESTRE, S. 1924-1-289, note S. 1929-2-54 ; C. de Bordeaux, 13 mars 1940, D. H. 1941, 3 juillet.

(5) Note M. BLAEVOET, D. P. 1930-2-137.

y avoir travail public, s'il y a but d'utilité publique, mais ce but licite ne suffit pas pour conférer le droit ; seul, sans l'observation rigoureuse de certaines formalités, il ne vaut pas à celui qui le vise, la jouissance des diverses prérogatives de puissance publique inhérentes à l'exécution d'un travail public et dont une des principales est la reconnaissance de la compétence administrative.

En résumé, en cas de procédure irrégulière et d'utilisation d'immeubles susceptibles d'être soumis aux servitudes légales, il faut admettre la compétence judiciaire. C'est d'ailleurs la solution jurisprudentielle donnée en matière d'occupation temporaire (loi du 29 décembre 1892). Les actions en indemnité sont portées devant le Conseil de préfecture dans les cas où l'occupation a été « autorisée dans les formes prévues par la loi » et devant les tribunaux ordinaires dans le cas où elle a été pratiquée irrégulièrement.

3) *Procédure régulière, mais le concessionnaire établit ses lignes en dehors du tracé tel qu'il a été approuvé par l'autorité administrative compétente :*

Les tribunaux judiciaires sont encore compétents (1). Les conditions d'exécution qui avaient été prescrites à l'industriel n'ont pas été observées. Il a commis, malgré les recommandations formelles de l'Administration, une atteinte à la possession. Derrière cette atteinte peut-on, ainsi, retrouver une faute personnelle qui justifie elle aussi la compétence judiciaire (2). Le caractère de travail public

(1) Req., 6 mars 1934. D. H. 1934-202, D. P. 1937-1-17, note M. BLAETVOET, observations dans R. C. 1937, p. 194.

(2) C. E., 23 janvier 1903, Rec. p. 58 ; Trib. des Conf., 16 mai 1904, D. P. 1906-3-6.

peut également être discuté puisque l'Administration a nettement indiqué, en approuvant le tracé (1), quels étaient les travaux qu'elle désirait voir entrepris pour son compte.

B) Irrégularités commises par l'Administration :

Il faut supposer que le tracé, tel qu'il a été approuvé par l'Administration et tel qu'il est observé par le concessionnaire, englobe des immeubles qui, par leur nature, ne sont pas susceptibles d'être grevés de servitudes. L'Administration outrepassé donc, illégalement, les termes de l'article 12. Le principe de la supériorité de la loi, par lequel tout acte administratif doit se maintenir dans les limites fixées par la loi (2), est violé. La décision approbative du tracé est entachée d'un vice qui motive son annulation par le Tribunal administratif compétent : le Conseil d'Etat. L'industriel ne fait qu'exécuter les ordres de l'Administration ; il ne commet aucune faute, sa mauvaise foi sera rare et difficile à démontrer, car il ne songe pas, le plus souvent, à mettre en doute la régularité d'actes administratifs, précédés d'ailleurs d'enquêtes sérieuses. Mais le particulier peut ne pas se suffire d'une annulation de l'acte approbatif du tracé ; il peut aussi désirer, réclamer et obtenir des dommages-intérêts. Devant quelle juridiction doit-il porter son action ?

A la compétence administrative s'oppose la règle que les tribunaux judiciaires, gardiens de la propriété privée, doivent connaître de tous les cas d'emprise sur la propriété privée.

A la compétence judiciaire, par contre, s'oppose la règle de la séparation des autorités administratives et judiciaires.

(1) Maintenant non plus par arrêté préfectoral, mais par décret.

(2) ROLLAND, *Précis de Droit administratif*, 7^e éd., n^{os} 66 et suiv.

Si les tribunaux civils attribuent aux propriétaires lésés une indemnité, n'est-ce pas parce qu'ils considèrent que l'arrêté préfectoral d'approbation est irrégulier en tant qu'englobant dans le projet de tracé, des immeubles ne pouvant jamais supporter de charges légales ? Mais alors les juges civils auront émis un jugement d'appréciation de validité sur cet arrêté préfectoral, eux qui « ne pourront, à peine de forfaiture, troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs » (article 13, titre II, de la loi des 16-24 août 1790). Les actes ou opérations de l'Administration échappent à l'autorité judiciaire, qui ne peut pas en connaître, même à l'occasion d'un procès pendant devant elle (1).

C'est cette solution qu'avait adoptée le tribunal civil de Cherbourg en 1932 (2). Des pylônes sont installés préalablement à toute autorisation et accomplissement des formalités légales sur des terrains clos. Ultérieurement, mais

(1) Cette question délicate de délimitation de compétence se retrouve, semblable, en deux domaines auquel il sera fait de fréquentes allusions. L'occupation temporaire, régie par la loi du 29 décembre 1892, ne peut porter que sur des terrains ni clos, ni attenant à une habitation. Elle est précédée d'un arrêté préfectoral indiquant les parcelles atteintes. Si cet arrêté englobe des terrains clos ou attenant à une habitation, quelle juridiction accordera réparation ? La loi du 16 octobre 1919 relative à l'énergie hydraulique reconnaît à des industriels le droit d'exercer certaines servitudes dont une dite de « submersion ». Cette dernière ne porte que sur certains terrains et son exercice doit être précédé d'un arrêté préfectoral délimitant les fonds atteints. Quelle juridiction accordera réparation si cet arrêté est irrégulier ? Quelle est la valeur de l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919 qui décide que les indemnités auxquelles cette servitude pourrait donner lieu, ainsi que les contestations qu'elle soulèvera seront de la compétence des tribunaux judiciaires ? Les réponses à ces questions seront développées au cours de ce chapitre.

(2) 22 mars 1932, G. T. 1932-299.

avant le commencement de l'instance, intervient un arrêté du préfet autorisant le projet de tracé, mais englobant dans ce projet ces propriétés closes. Les particuliers lésés prétendent que le tribunal civil est compétent pour examiner si le terrain est ou non clos, le tribunal répond : « Cette prétention, si elle est admise ne tendrait à rien moins qu'à soumettre à l'examen du tribunal la régularité des décisions préfectorales ayant approuvé le tracé des lignes et leur passage sur les propriétés. Attendu, en effet, qu'il n'est pas douteux que les tribunaux civils sont incompétents pour connaître de pareilles questions dont seul peut être valablement saisi, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs administratifs et judiciaires, le Conseil d'Etat à la suite d'un recours pour excès de pouvoir ». Un jugement de la Cour d'appel de Pau, cassé par la Cour de Cassation (1), décidait également que « les supports contestés ayant été édifiés conformément au tracé approuvé par le préfet des Basses-Pyrénées, les tribunaux judiciaires ne sauraient rechercher si le fonds litigieux était ou non par sa nature grevé de la servitude de passage et de support sans prononcer implicitement, mais nécessairement sur la légalité de l'arrêté préfectoral d'approbation ». Ces solutions semblent devoir s'imposer d'elles-mêmes, car il paraît difficile aux tribunaux civils de décider qu'un terrain est libre de toute servitude sans émettre un jugement de valeur sur l'arrêté préfectoral autorisant le concessionnaire à exercer les servitudes légales sur ce même terrain. Les questions de régularité de l'arrêté et de détermination de la nature du terrain paraissent indissolublement liées : en effet la base de l'arrêté préfectoral c'est l'existence des terrains que

(1) Civ., 11 mai 1937, G. T. 3 sept. 1937, R. C. 1937, p. 194.

la ligne électrique emprunte. Sans terrain, pas d'arrêté. « Entre la loi et le juge se place nécessairement, tel un écran, l'arrêté préfectoral » (1).

La Cour de Cassation a cependant toujours adopté une attitude opposée. Dans une première étape de sa jurisprudence (2) elle a estimé que les tribunaux pourraient rechercher si le fonds litigieux était ou non par sa nature grevé de la servitude légale, sans se prononcer implicitement, mais nécessairement sur la légalité de l'arrêté préfectoral d'approbation, car d'après elle ils statuent alors sur une question de pur fait et non pas sur la validité d'un acte administratif. C'est ainsi qu'en 1921 elle déclare que « la Cour d'appel ne peut pas sans trancher souverainement cette question de fait (clôture) prononcer l'incompétence du tribunal judiciaire en donnant simplement comme motifs que, l'arrêté préfectoral étant un acte administratif, il ne lui appartient pas d'en connaître et que l'état de clôture est vivement contesté par le concessionnaire ». Le pouvoir judiciaire, compétent en cas d'empiètement illégal sur la propriété privée, ce qui est le cas, ne peut se déclarer déssaisi par le seul fait qu'il existe un acte administratif. En réalité la question de fait, le terrain est-il ou non clos ou attenant à une habitation, est en même temps une question de droit. S'il est vrai que la Cour de Cassation doit être renseignée sur un fait quand l'application de la loi dépend de ce fait et s'il est vrai qu'elle doit contrôler le bien ou le mal fondé de cette application, elle ne peut néanmoins violer le

(1) M. Roger PINTO sous R. C. 1935, p. 53.

(2) Civ., 12 juill. 1921, D. P. 1921-1-185, note P. B., S. 1924-1-289, note M. MESTRE ; Cass., 2 mars 1931, M. L'HUILLIER, R. G. E. 1933-1-470, M. MESTRE, R. G. E. 1936-1-522, en matière de servitude de submersion.

principe de la séparation des pouvoirs quand cette recherche du fait implique une critique d'un acte administratif. Aussi dans une seconde étape de sa jurisprudence (1) a-t-elle fait appel à la théorie de l'acte administratif inexistant. Le caractère administratif d'un acte résulte de sa nature même et du fait qu'il se rattache à l'exercice légal et régulier de la puissance publique. Lorsqu'il est pris en dehors du cercle d'attribution de l'autorité dont il émane, *a fortiori* lorsque cet acte est étranger aux pouvoirs de toute autorité administrative, il ne se présente pas au juge civil avec le minimum d'aspect administratif qui est nécessaire pour que ce dernier se déssaisisse au profit des tribunaux administratifs (2). Il constitue un fait sans droit, une voie de fait. Il est intéressant de reproduire une partie des attendus de l'arrêt du 11 mai 1937 :

« Attendu que les tribunaux judiciaires auxquels il appartient de réprimer les atteintes à la propriété privée, sont compétents pour statuer sur la demande d'un particulier tendant à l'enlèvement des supports de lignes conductrices d'électricité, établis sur son fonds en dehors des conditions donnant droit aux servitudes d'utilité publique créées par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

« Mais attendu que si la loi interdit d'exécuter des travaux avant que le détail des tracés de la ligne ait été approuvé par le préfet cette approbation qui n'a pour objet que de déterminer l'assiette des servitudes légales sur les fonds assujettis à ces servitudes et qui sont d'ailleurs la généralité des fonds traversés, ne saurait avoir pour effet de créer,

(1) Civ., 11 mai 1937, précité ; Civ., 13 juillet 1937, D. H. 1937, p. 568, R. C. 1938, p. 150, en matière de servitude de submersion.

(2) Trib. des Conf., 8 août 1935, D. P. 1935-3-25 ; Trib. de la Seine, 5 janvier 1939, S. 1939-2-116.

sur ceux qui en sont légalement affranchis des servitudes qui ne peuvent résulter que de la loi ;

« Que l'imposition de pareilles servitudes ne rentre ni dans les attributions de l'autorité préfectorale, ni dans les pouvoirs généraux de l'Administration, il s'ensuit que l'arrêté préfectoral portant approbation du tracé des lignes, n'a pas pour conséquence de soustraire à la compétence des tribunaux judiciaires qui en sont les juges naturels, le point de savoir si l'un des fonds traversés est exempt de servitudes à raison de son état de clôture.

« Qu'en statuant sur ce point l'autorité judiciaire ne saurait empiéter sur les pouvoirs de l'Administration ni risquer de se mettre en conflit avec un acte rentrant dans les attributions de celle-ci ».

Le préfet, en englobant des terrains légalement affranchis de toute servitude commet une usurpation de pouvoir qui enlève à son acte tout caractère administratif. Le préfet n'est pas le législateur, il ne peut modifier l'article 12. Son arrêté doit être considéré comme inexistant et il ne peut ainsi servir de base à un transfert de compétence (1).

Cette théorie de l'inexistence des actes administratifs est intéressante (2). Les conséquences de l'inexistence semblent importantes : Il n'est nul besoin d'intenter contre un acte inexistant un recours pour excès de pouvoir puisque cet acte n'a pas de caractère administratif. Mais, à tout moment, toute autorité ou juridiction pourra en constater l'inexis-

(1) Il en était de même pour les arrêtés préfectoraux autorisant des travaux sur les propriétés privées avant la loi de 1885 sur l'établissement et le fonctionnement des lignes téléphoniques et télégraphiques. Trib. des Conflits, 8 mai 1886, D. P. 1887-3-89.

(2) DE SOTO, *Contribution à la théorie des nullités des actes administratifs unilatéraux*, thèse Paris, 1941, p. 49 et suiv.

tence. La ratification d'un acte inexistant ne se conçoit pas. Enfin si une décision inexistante est mise en exécution par un agent administratif, ce dernier commet une faute personnelle. Toutefois la jurisprudence du Conseil d'Etat ne semble pas tirer de la théorie de l'inexistence toutes les conséquences qui en découlent. Ainsi le Conseil d'Etat annule les décisions administratives constituant des empiétements de l'autorité administrative sur les fonctions législatives et judiciaires comme contenant un excès de pouvoir et ne les déclare pas nulles (1). Ainsi également le Conseil d'Etat admet la possibilité d'une ratification d'un acte administratif inexistant (2). Aussi certains auteurs (3) ont-ils proposé d'abandonner la théorie de l'inexistence. Quant à nous, nous nous refusons à admettre qu'un acte pris par un fonctionnaire, dans l'intérêt d'un Service public, puisse être apprécié, même implicitement, et alors que l'auteur de l'acte a commis une usurpation de pouvoir, par les tribunaux judiciaires, sans que le principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires ne soit violé. D'ailleurs le préfet qui englobe dans son arrêté d'approbation du tracé des terrains qu'il ne devrait légalement y comprendre, commet-il véritablement une usurpation de pouvoir ? N'y a-t-il pas plutôt simple erreur de fait ? Car son erreur est, dans la grande majorité des cas, involontaire ; elle s'explique facilement soit par la difficulté réelle de distinguer si un terrain est clos ou non, soit par une insuffisance d'enquête.

(1) C. E., 19 mai 1911, Rec. p. 601 ; C. E., 2 juin 1911, Rec. p. 665 ; C. E., 11 avril 1919, Rec. p. 369 ; C. E., 18 mai 1928, S. 1929-3-57 ; C. E., 16 déc. 1938, G. P. 21 février 1939.

(2) C. E., 16 mai 1928, Rec. p. 634 ; C. E., 22 janvier 1932, S. 1932-3-60.

(3) Note M. MESTRE sous C. E., 28 octobre 1932, S. 1933-3-65.

Quoique l'on puisse penser de la théorie de l'inexistence des actes, il est indéniable que le Conseil d'Etat et le Tribunal des Conflits n'ont jamais admis que les tribunaux judiciaires accordent réparation aux particuliers dont les terrains ont été indûment rangés par un acte administratif, parmi ceux devant supporter les servitudes légales, avant que la question de la légalité de cet acte administratif n'ait été tranchée par le Conseil d'Etat. En matière d'expropriation la mission du tribunal se borne à constater l'existence des actes administratifs qui ont précédé le jugement, il n'a aucune qualité pour statuer sur leur validité. Il est de bonne logique juridique de penser qu'il doit en être de même en matière de servitudes. Pour le Conseil d'Etat l'arrêté préfectoral, malgré son irrégularité, constitue une décision administrative de nature à lui être déférée au contentieux par application des lois des 7 et 14 octobre 1790 et 24 mai 1872 (1), et il statue expressément sur le fait que les terrains auraient dû être exemptés de servitudes (2). Il continue ainsi, en l'étendant à un nouveau domaine, sa jurisprudence élaborée en matière d'occupation temporaire : le Conseil de préfecture peut annuler l'arrêté préfectoral précédant l'occupation, il ne peut condamner à des dommages-intérêts (3).

Pour le Tribunal des Conflits, le tribunal civil saisi d'une demande de dommages-intérêts doit surseoir à statuer au fond et renvoyer à l'autorité administrative l'examen préjudiciel de la question soulevée touchant la validité de

(1) La référence serait aujourd'hui la loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat (*J. O.* 22 déc.).

(2) C. E., 25 février 1938, S. 1938-3-41, en matière de servitude de submersion.

(3) C. E., 31 juillet 1903, D. P. 1905-3-4.

l'acte administratif approuvant le projet de tracé (1). Cette solution concilie les deux principes juridiques en présence : celui de la séparation des autorités administratives et judiciaires et celui de la compétence judiciaire en cas d'atteinte à la propriété privée. On peut se demander, d'ailleurs, si la Cour de Cassation maintiendra son attitude, maintenant que le tracé est administrativement réglé par un décret et non plus par un arrêté préfectoral.

Si la solution indiquée semble devoir s'imposer dans l'état actuel des textes, il est permis de penser qu'une réforme législative faisant du Conseil d'Etat le seul juge en cette matière serait souhaitable. En effet la règle que les tribunaux judiciaires sont les gardiens de la propriété privée repose sur un fondement historique qui n'a plus aujourd'hui une grande valeur. C'est une « grossière erreur » (2) que de craindre l'arbitraire de la juridiction administrative. Cette dernière s'est montrée au contraire, en bien des cas, plus soucieuse des droits individuels et des libertés publiques que les tribunaux judiciaires. Il n'est besoin que de citer le faible développement donné par la Cour de Cassation à la notion de détournement de pouvoir. Cette réforme, loin de nuire aux particuliers, aurait l'avantage de leur éviter d'avoir à plaider successivement devant

(1) Trib. des Conf., 14 mai 1924, R. G. E. 1935-1-526, R. C. 1924, p. 458, en matière d'occupation temporaire ; Trib. des Conf., 18 déc. 1933, R. C. 1934, p. 115, *Bull. de la Chambre synd. des forces hydrauliques*, 1934, n° 734, p. 51, S. 1934-3-49 ; M. MESTRE, *Le Génie civil*, 17 février 1934 ; M. L'HUILLIER, R. G. E. 3 mars 1934, en matière d'occupation temporaire ; Trib. des Conf., 14 nov. 1938, R. G. E. déc. 1939, p. 543 et avril 1941 en matière d'occupation temporaire ; Trib. des Conf., 6 juin 1934, S. 1935-3-57, note M. MESTRE en matière de servitude de submersion.

(2) M. MESTRE cité par M. Roger PINTO sous R. C. 1935, p. 53.

deux ordres de juridiction, d'où moins de dépenses et moins de retards exagérés dans la reconnaissance de leur droit.

Sous-Section II. — *Des recours qu'un propriétaire peut intenter*

Le particulier peut tout d'abord s'opposer par la voie du référé à l'exécution sans droit des travaux (1). Mais le fait qu'il obtient une ordonnance de référé en sa faveur n'implique pas qu'il soit forcément dans son droit. Il y a simplement arrêt des travaux pour donner le temps aux juridictions compétentes de connaître de l'affaire. En matière de référé « il ne doit pas y avoir préjudice au principal ». Aussi la Cour de Paris n'a-t-elle pas, semble-t-il, sainement jugé lorsqu'elle a infirmé une ordonnance de référé ayant nommé des experts pour rechercher si une canalisation établie sous une voie privée avait été ou non installée au mépris des droits des propriétaires du sol, en estimant que cette demande d'expertise constituait le prélude d'une action en indemnité de servitude et rentrait donc dans la compétence du juge de paix (2). Il est certain que le juge des référés ne saurait déroger aux règles de sa compétence ; il ne saurait ainsi nommer un expert en matière de dommages causés par l'exécution de Travaux Publics, même lorsque la mission confiée à celui-ci se limite à de simples constatations (3). Mais n'est-ce pas généraliser bien hâtivement que de déduire d'une demande d'expertise de la nature de celle présentée, une demande en indemnité ? Il faut d'abord que l'existence d'une servi-

(1) Civ., 12 juillet 1921, S. 1924-1-289, note M. MESTRE, D. P. 1921-1-185.

(2) 25 octobre 1926, G. P. 1926-2-656.

(3) C. d'appel de Paris, 4 déc. 1939, Bull. 1941, p. 34.

tude régulièrement établie soit prouvée pour que le juge de paix puisse être saisi. D'ailleurs, même si le juge des référés était incompétent pour décider de cette expertise, ne pourrait-on toutefois faire état des résultats obtenus comme pièces du dossier (1).

Quant à l'action principale, le concessionnaire, auteur du dommage causé par les irrégularités qu'il a commises dans l'accomplissement de ses travaux, peut être assigné soit au pétitoire, devant le tribunal civil, juge des atteintes au droit de propriété, soit au possessoire devant le juge de paix (2). Entre ces deux actions le propriétaire devra choisir, car d'après l'article 25 du Code de procédure civile : « le possessoire et le pétitoire ne seront jamais cumulés ». Le demandeur ne peut agir au possessoire après avoir agi au pétitoire ; le défendeur ne peut agir au pétitoire qu'après le jugement rendu au possessoire. Trois actions possessoires peuvent être intentées : la complainte, la dénonciation de nouvel œuvre et la réintégrande. Le délai pendant lequel elles peuvent être formées est d'un an. En cas de troubles successifs ce délai court à compter de la date du premier des faits constitutifs de trouble.

Pour que la complainte puisse être exercée, il faut que la possession soit l'objet d'un trouble actuel. Ce trouble est d'ailleurs tout fait matériel ou tout fait juridique qui, soit directement et par lui-même, soit indirectement et par voie de conséquence, constitue ou implique une prétention contraire à la possession. Il y aurait par exemple trouble si des agents d'un industriel venaient à pénétrer sur un

(1) C. E., 26 février 1937, Bull. 1937, p. 222, Rec. p. 256.

(2) Civ., 11 juillet 1922, S. 1924-1-289, note M. MESTRE ; Civ., 6 janvier 1930, S. 1930-1-337, note M. MESTRE ; Req., 6 mars 1934, G. T. 4 et 5 mai 1934, D. H. 1934-202, D. P. 1937-1-17, note M. BLAEVOET.

terrain privé pour s'y livrer à des études. La possession que tend à défendre la complainte doit avoir duré pendant un an au moins, elle doit aussi répondre aux conditions de l'article 2229 du Code civil, c'est-à-dire être « continue, non interrompue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire ».

Pour que la dénonciation de nouvel œuvre puisse être exercée, il suffit que le trouble soit simplement éventuel. Il en serait ainsi par exemple si deux pylônes étaient édifiés sur deux terrains bordant un troisième terrain d'une façon telle que si des fils étaient tendus entre ces deux pylônes ils surplombent obligatoirement ce troisième terrain. Quant aux autres conditions d'exercice de la dénonciation de nouvel œuvre elles sont identiques à celles de la complainte.

Pour que la réintégrande puisse être exercée, il ne suffit plus d'un trouble, il faut qu'il y ait eu dépossSESSION résultant d'une voie de fait. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait aussi violences. La construction d'installations électriques, sans droit, sur des propriétés privées, permet la mise en œuvre de la réintégrande. La gravité de l'atteinte portée à l'ordre social a pour effet que le champ de cette action est plus vaste que celui des deux autres actions possessoires. La possession n'a pas besoin d'exister depuis un an, il n'est pas nécessaire non plus qu'elle satisfasse à l'article 2229. La possession invoquée doit simplement être paisible et publique. Les locataires ou les fermiers peuvent donc intenter cette action.

La Cour de Cassation décide que l'article 12 stipulant que l'exercice des servitudes n'entraîne « aucune dépossSESSION » le propriétaire conserve les avantages attachés à la possession, notamment les actions possessoires. Elle décide aussi qu'en cas d'atteinte illégitime à la propriété, il serait injuste

que le distributeur soit mieux traité que le concessionnaire irréprochable, qu'il ne puisse être attaqué par le propriétaire usant d'une action possessoire

Cette interprétation semble incorrecte (1), car il est faux de prétendre qu'en cas d'installation régulière d'ouvrages électriques sur une propriété privée le propriétaire continue à pouvoir disposer de tous les avantages attachés à la possession. Il a déjà été remarqué, à plusieurs reprises, que ce terme « aucune dépossession », indique simplement l'absence de tout transfert de propriété (2). Mais l'exercice du Droit de propriété n'en devient pas moins limité à tout ce qui n'est pas incompatible avec l'existence des servitudes légales. Ainsi ne peut-on admettre l'exercice d'actions pétitoires ou possessoires, tout au moins en tant qu'elles tendraient à obtenir la suppression des ouvrages du concessionnaire

En cas d'installation irrégulière la situation n'est certes pas la même, et il faut reconnaître au propriétaire lésé le droit de se défendre au moyen des actions possessoires. Mais peut-il espérer obtenir la suppression des ouvrages électriques ou doit-il se contenter soit de l'interdiction des travaux, soit de la reconnaissance de sa possession en vue du règlement ultérieur d'une indemnité ? La réponse à ces questions fera l'objet de la sous-section suivante. Remarquons simplement qu'en ce qui concerne la dénonciation de nouvel œuvre elle aboutit en pratique à l'arrêt des travaux entrepris et non point à la destruction de ce qui a pu être fait, le trouble n'étant qu'éventuel.

(1) Note M. MESTRE sous Civ., 6 janvier 1930, S. 1930-1-337.

(2) Voir p. 24, 79 et 160.

Sous-Section III. — *Pouvoirs du juge*

Deux demandes peuvent essentiellement être présentées par le particulier lésé, une demande de réparation pécuniaire ou une demande de réparation en nature, des dommages-intérêts ou la suspension et la suppression des travaux et la remise des lieux en l'état. Seule cette dernière demande soulève des difficultés juridiques.

Puisqu'une indemnité est reconnue par la loi en cas d'exercice régulier des servitudes légales, à plus forte raison doit-elle être accordée par les tribunaux lorsqu'une irrégularité est commise (1). Le concessionnaire peut, toutefois, s'exonérer partiellement de sa condamnation en procédant à l'enlèvement des installations litigieuses sous un certain délai fixé par le tribunal (2). Il n'est même pas besoin d'un dommage matériel, la seule atteinte au droit de possession suffit pour que le particulier puisse obtenir une réparation pécuniaire ; c'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation en confirmant la sentence d'une juridiction inférieure ayant accordé une indemnité lors de l'irrégularité commise par un industriel en faisant survoler une propriété par des conducteurs électriques, contrairement au tracé approuvé par l'autorité administrative (3).

Mais l'attribution de dommages-intérêts peut ne pas

(1) Cour d'appel de Paris, 30 mars 1925, G. T. 8 et 9 juillet 1925-2-751 ; Trib. de Vesoul, 24 mars 1927, S. 1928-2-176, D. P. 1930-2-137. note BLAEVOET ; Cour d'appel de Riom, 8 juillet 1930, D. P. 1931-2-31 ; Trib. civ. de Nice, 28 janvier 1931, D. P. 1931-2-31 ; Trib. civ. de Lodève, 22 nov. 1932, R. G. E. 1933-1-293 ; Cour de Poitiers, 21 juin 1933 cité par SIMON, p. 127 ; Cour d'appel de Montpellier, 28 janvier 1935, R. C. 1935, p. 119.

(2) C. d'appel de Montpellier, 28 janvier 1935. précité.

(3) Civ., 6 déc. 1934, D. H. 1934-202, D. P. 1937-1-17.

suffire au propriétaire lésé. Ce dernier estime souvent que la seule et véritable réparation qui puisse lui être procurée est la suppression des travaux et la remise des lieux en l'état. Alors il pourra exploiter de nouveau normalement son terrain, alors il profitera de la vue à laquelle il est accoutumé. Mais à cette demande les tribunaux ne font pas tous la même réponse. En effet elle ne manque pas de heurter quelques grands principes juridiques. Plus spécialement celui de la séparation des autorités administratives et judiciaires. Les tribunaux compétents pour connaître des irrégularités commises à l'encontre de la propriété privée par les industriels sont les tribunaux judiciaires. Mais les ouvrages dont on leur demande d'ordonner la destruction sont le plus souvent des ouvrages publics.

En face d'un travail privé, le juge civil peut en ordonner la suspension, la suppression et la remise des lieux en l'état. Ses pouvoirs sont absolus. Seule la loi pourrait les limiter.

En face d'un travail public, il peut en ordonner la suspension, mais le principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires s'oppose d'une façon absolue à ce qu'il en ordonne la suppression. Lorsqu'un travail est accompli par ou pour le compte de l'Administration, cette dernière en apprécie seule l'opportunité. Décider la destruction d'un travail public outrepassé les pouvoirs des tribunaux judiciaires (1).

D'ailleurs ce principe de l'intangibilité de l'ouvrage

(1) Civ., 26 déc. 1900, D. P. 1901-1-130 ; Civ., 1^{er} déc. 1902, S. 1905-1-282 ; Req., 25 janv. 1904, D. P. 1904-1-297 ; Req., 2 février 1909, S. 1912-1-577, note M. MESTRE, D. P. 1909-1-157 ; Trib. civ. Mauriac, 25 mars 1932 ; C. d'appel de Bordeaux, 13 mars 1940, D. H. 1941, 3 juillet ; Cour de Grenoble, 2 avril 1941.

public s'impose avec la même force aux tribunaux administratifs. L'ouvrage, une fois devenu parfait par la consécration de l'autorité, ne peut être démoli sur l'ordre des tribunaux administratifs. Ainsi il ne peut appartenir au Conseil de préfecture d'ordonner la suppression de travaux publics (1). Les tribunaux administratifs peuvent simplement mettre l'Administration en demeure de choisir entre la démolition et le paiement d'une indemnité due en raison de l'existence de l'ouvrage (2).

La réponse à faire à un particulier qui réclame la suppression d'ouvrages irréguliers paraît simple à fournir : si ces ouvrages sont privés, ils peuvent être détruits, s'ils sont publics, ils ne le peuvent pas. Mais l'étude de la jurisprudence va montrer que les tribunaux ne se sont pas contentés de ces deux solutions et que s'appuyant sur des distinctions souvent subtiles, ils ont créé des solutions intermédiaires.

Lorsque les litiges sont soulevés par l'existence d'une ligne de distribution ou de transport d'énergie électrique répondant à un intérêt purement privé, que le bénéficiaire de cette ligne soit un simple particulier ou un industriel, puisqu'il n'y a pas d'ouvrage public, l'autorité judiciaire, et elle seule, est compétente pour en prescrire la destruction (3).

Mais ce caractère d'intérêt purement privé est dans la majorité des cas inexistant ou difficile à prouver. Aussi

(1) C. E., 26 janvier 1894, Rec. p. 71 ; C. E., 10 mars 1905, Rec. p. 254 ; C. E., 2 déc. 1922, Rec. p. 1022.

(2) C. E., 10 mars 1905, précité ; C. E., 23 nov. 1906, S. 1907-3-365.

(3) C. d'appel de Paris, 30 mars 1925, G. T. 1926-2-751 ; C. de Cass., 25 mars 1935, R. C. 1935 p. 124, D. P. 1937-1-17, note M. BLAËVOET, S. 1935-1-225.

pour la plupart des lignes la solution à adopter s'impose-t-elle avec moins de netteté. Il faut distinguer les cas où les lignes sont construites par des industriels ne disposant d'aucun titre de ceux où ces derniers n'observent pas exactement la procédure réglementée.

Dans les premiers, le caractère de travail public peut être facilement discuté, dans les seconds il est difficile à réfuter (1).

En l'absence d'une concession, les travaux entrepris par un industriel sont des travaux privés. Les tribunaux judiciaires peuvent en ordonner la suppression sans sortir de leur compétence (2). En l'absence d'une déclaration d'utilité publique les travaux entrepris par un concessionnaire ne sont pas forcément des travaux privés. Leur caractère dépend des circonstances de fait. Aussi est-il incorrect de dire, comme l'a fait la Cour d'appel de Besançon (3), que ne saurait influencer sur la solution du litige ni l'importance, ni l'intérêt général présenté par l'exécution de la ligne. Lorsque le caractère de destination d'un ouvrage au public est net, lorsque l'administration a, par une attitude quelconque, telle qu'autorisation de circulation du courant ou approbation de projet de détail du tracé, indiqué qu'elle reconnaissait ces travaux comme effectués pour son compte, on se trouve en présence de travaux publics. Il semble correct de décider que les tribunaux judiciaires ne peuvent en ordonner la suppression alors et surtout que les irrégularités commises ont été réparées soit au cours de l'instance, soit avant qu'elle ne

(1) Voir p. 190 et suiv. pour la définition du Travail Public,

(2) Trib. civ. Pont-l'Évêque, 11 juill. 1931, confirmé par Req., 3 mars 1936, D. P. 1937-1-28, note M. BLAEVOET.

(3) 10 oct. 1933, G. P. 1933-2-896.

s'engage (1). L'intérêt général semble même devoir permettre au tribunal judiciaire, en cas de travaux ne présentant pas le caractère de travaux publics, de surseoir à l'enlèvement des installations irrégulièrement établies, pendant un certain délai, pour laisser à l'industriel le temps d'accomplir les formalités qui lui manquent (2). En effet en cas de solution contraire et de régularisation ultérieure, l'industriel serait ainsi habilité à reconstruire les ouvrages que les tribunaux lui auraient ordonné de démolir. Il en résulterait des dépenses supplémentaires à la charge de l'industriel, des retards dans l'affectation du réseau au public, une atteinte grave au principe essentiel de la continuité du service public. Si des critiques basées sur ces résultats fâcheux ne peuvent être faites aux décisions ci-dessus mentionnées, elles peuvent l'être et l'ont été avec une grande force par la doctrine à deux arrêts de la Cour de Cassation (3). Dans ces arrêts la Cour admettait que les tribunaux judiciaires, auxquels il appartient de réprimer les atteintes au droit de propriété, étaient compétents pour ordonner l'enlèvement de fils ou de supports de lignes conductrices de l'électricité établis sur les fonds des particu-

(1) Cour d'appel Riom, 8 juillet 1930, D. P. 1931-2-31 ; Trib. Vesoul, 24 mars 1927, S. 1928-2-176, D. P. 1930-2-137, note M. BLAEVOET ; Trib. civ. Toulouse, 27 mars 1936, G. P. 1936-1-864.

(2) Trib. civ. Nice, 28 janvier 1931, D. P. 1931-2-31.

(3) Civ., 3 avril 1935, R. C. 1936, p. 189, D. P. 1937-1-17, note M. BLAEVOET ; Req., 3 mars 1936, R. C. 1936, p. 125, D. P. 1937-1-17, note M. BLAEVOET. La solution dégagée par ces arrêts a été amorcée par Civ., 11 juillet 1922, S. 1924-1-289, note M. MESTRE, et Civ., 6 janvier 1930, S. 1930-1-337, note M. MESTRE. Cependant, le 25 avril 1923, la chambre civile, G. P. 1923-2-225, D. P. 1926-1-64, S. 1924-1-289, note M. MESTRE, avait pensé que les tribunaux judiciaires étaient seulement compétents pour décider de la discontinuation des travaux.

liers en dehors des cas et des conditions prévus par l'article 12. En 1935, il s'agissait d'un simple concessionnaire, en 1936 d'un industriel auquel une concession et une déclaration d'utilité publique furent bien accordés antérieurement à l'introduction de l'instance, mais postérieurement à l'exécution des travaux litigieux. Ces critiques envisageaient d'ailleurs plutôt le plan de la conciliation de l'intérêt général et de l'intérêt particulier que celui strictement juridique ; cette question fut ainsi principalement traitée sous l'angle de l'opportunité, non sous celui du respect de la légalité. La Cour de Cassation finit par reconnaître les inconvénients pratiques de son attitude. Mais voulant limiter les inconvénients à provenir des divergences entre les solutions adoptées par les tribunaux, divergences qui n'auraient pas manqué de se produire si une importance trop grande et mal définie avait été attachée aux circonstances de fait, elle adopta un critérium pratique qui lui sembla simple pour décider s'il y avait ou non travail public, donc impossibilité ou non de suppression (1). « Attendu que s'il appartient aux tribunaux judiciaires de connaître d'une demande de suppression de supports pour conducteurs de fils aériens d'énergie électrique formée devant eux avant que le constructeur n'ait commencé et vu aboutir les formalités prescrites par la loi du 15 juin 1906, il en est autrement lorsque l'action tendant à cet enlèvement a été introduite après approbation et réception de la ligne par l'autorité compétente ; qu'alors il s'agit non de faire cesser une voie de fait, mais d'ordonner la suppression d'un travail public,

(1) Req. 3 nov. 1937 S. 1938-1-62, D. H. 16 déc. 1937, D. P. 1938-1-87, note M. BLAEVOET, R. G. E. 1938, p. 319, note M. PANGON, Bull. 1939, p. 3, note M. L'HUILLIER, R. C. 1938, p. 132.

ce qui ressort de la compétence de la juridiction administrative ».

Mais quel est donc le moment exact où le caractère public de l'ouvrage apparaît et s'impose ? Est-ce le moment où les formalités sont terminées ou celui où l'ouvrage est sur le point d'être affecté au public ? La formule employée par la Cour de Cassation ne permet pas d'apporter une réponse claire à cette question. Aussi semble-t-il qu'il faille souhaiter que la Cour de Cassation, développant les raisons qui l'ont conduit à son arrêt du 3 novembre 1937, abandonne le critérium formel du travail public qu'elle a alors dégagé pour se rallier purement et simplement, en cette matière, à la définition donnée du travail public par le Conseil d'Etat dans son arrêt célèbre « commune de Monségur » (1). Les tribunaux civils auraient ainsi plus de latitude pour adapter les divers intérêts individuels en présence à l'intérêt général.

La Cour de Cassation, en attribuant connaissance aux tribunaux judiciaires des demandes de suppression d'ouvrages électriques, « formées avant que le constructeur n'ait commencé et vu aboutir les formalités prescrites par la loi du 15 juin 1906 » ne distingue pas entre les formalités essentielles telles qu'une déclaration d'utilité publique et celles qui ne sont qu'accessoires telles qu'une enquête, des notifications aux particuliers. Alors qu'une méconnaissance des premières entraîne, le plus généralement, l'attribution du caractère de travail privé, la non observation ou l'irrégulière application des secondes ne fait, le plus souvent, pas disparaître le caractère de travail public (1). Dans le

(1) 10 juin 1921, D. 1922-3-26, S. 1921-3-49, note M. HAURIOU, R. D. P. 1921, p. 361, note de M. JÈZE. M. BLAEVOET estime : « qu'il faille distinguer le travail public qui est une opération complexe, comportant

premier cas la suppression des travaux entrepris par l'industriel peut être légalement ordonnée par les tribunaux, alors que pareille condamnation ne se justifie pas dans le second. Aussi une solution telle que celle de la Cour de Caen du 29 avril 1932 (2) par laquelle elle a ordonné l'enlèvement de pylônes établis avant l'accomplissement de toutes les formalités administratives certes, mais dont le caractère de travail public était indiscutable et alors même qu'il y avait eu régularisation avant l'arrêt, est-elle, semble-t-il, incorrecte et méconnaît-elle les exigences de l'intérêt général. Par contre celle de la Cour de Cassation du 6 mars 1934 (3) par laquelle elle a ordonné le rétablissement d'ouvrages, établis en dehors du tracé approuvé par l'autorité administrative, en conformité de ce tracé, doit-elle être approuvée. Il y a en effet dans ce cas faute personnelle indéniable du concessionnaire. Lorsqu'un travail d'utilité publique est exécuté en dehors des conditions où l'avait conçu l'Administration, il perd son caractère public (4).

En résumé, les tribunaux civils ne peuvent ordonner la suppression des travaux irrégulièrement entrepris par un concessionnaire lorsque ces travaux répondant à un but

souvent un ensemble d'actes matériels échelonnés et l'ouvrage public qui est un élément de cet ensemble et une réalisation ne devenant parfaite qu'après la consécration par l'autorité. » Cette distinction est exacte lorsqu'il s'agit d'une opération importante telle qu'un réseau, mais paraît délicate à faire lorsqu'il s'agit d'un simple pylône ou d'une console.

(1) C. d'appel de Riom, 8 juillet 1930, D. P. 1931-2-31 ; Trib. civ. de Cherbourg, 22 mars 1932, G. P. 1932-2-365, G. T. 1932-2-99 ; C. d'appel de Montpellier, 28 janvier 1935, R. C. 1935, p. 119 ; Trib. civ. Lodève, 22 nov. 1932, R. G. E. 1933-1-293 ; C. d'appel de Poitiers, 21 juin 1933, cité par M. SIMON, p. 127.

(2) R. G. E. 1933-1-294.

(3) G. T. 4 et 5 mai 1934.

(4) C. E., 23 janvier 1903, Rec. p. 58 ; Trib. des Conf., 16 mai 1904, D. P. 1906-3-6.

d'utilité générale et construits pour le compte de l'Administration, sont des travaux publics. Mais dans le cas où ces travaux ne présentent pas encore ces caractères, il semble qu'il serait judicieux que les tribunaux civils admissent de surseoir à prononcer la suppression des travaux et la remise des lieux en l'état pendant un certain délai au cours duquel les industriels auraient à obtenir les actes administratifs qui leur manquent ou à poursuivre les formalités qu'ils avaient négligé d'accomplir.

CONCLUSION

L'application de la loi de 1906, en ce qui concerne les servitudes légales, soulève de nombreuses difficultés. Les tribunaux ont fréquemment à trancher des litiges où s'opposent les droits des particuliers et ceux des industriels. En effet une des caractéristiques essentielles de la mentalité du paysan français est d'être jaloux de son droit de propriété. Toucher à son bien, à ce qui représente généralement son seul moyen de subsistance, c'est porter atteinte à sa personnalité. De même qu'il se défendra violemment si on l'attaque dans sa personne, de même il réagira fortement et se défendra avec les moyens juridiques que la loi lui donne, si on l'attaque dans son droit de propriété. L'intérêt général est une notion abstraite qu'il saisit mal et il ne conçoit pas qu'elle puisse s'opposer victorieusement à son intérêt personnel. Les industriels sont, aussi, souvent trop pressés de voir aboutir des travaux pour lesquels ils ont engagé des sommes importantes ; ils n'attendent pas alors le complet accomplissement de toutes les formalités accompagnant les servitudes légales ; parfois même ils négligent totalement de les observer. Les propriétaires, comme les industriels, ont tendance à surestimer leurs droits. Il est juste, toutefois, de faire remarquer que depuis quelques années le nombre des procès va en diminuant sensiblement. Ceci est sans doute dû au fait que les particuliers s'habituent à l'idée qu'une ligne élec-

trique pourra traverser leurs propriétés et aussi à celui que les industriels ont une plus claire notion des pouvoirs que leur donne la loi de 1906 et que leur rappelle constamment l'Administration.

Depuis 1906, les conditions techniques du transport de l'énergie électrique se sont considérablement modifiées. La construction d'une ligne importante entraîne actuellement des occupations du domaine privé des particuliers plus fréquentes (1), plus imposantes surtout, que celles que pouvait prévoir le législateur de 1906. D'autre part les lignes à très haute tension constituent, pour le voisinage, des dangers réels. Aussi a-t-on pu se demander si le régime des servitudes légales, tel que la loi de 1906 l'a créé, devait être maintenu dans tous les cas. L'usage des servitudes n'est-il pas devenu parfois une expropriation déguisée ? C'est en effet une portion importante de terrain qui est totalement inutilisable par son propriétaire lorsqu'un pylône d'une ligne à haute tension y est édifié. Ce dernier s'estime alors déssaisi de son droit de propriété ; et toutefois il continue à payer les impôts afférents à la parcelle occupée. Aussi réclame-t-il les garanties que lui offrent l'expropriation pour cause d'utilité publique : enquête publique, indemnité dont le montant est estimé par une commission impartiale et compétente et qui lui est payée préalablement à tous travaux. Diverses propositions de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 ont été conçues dans cet esprit.

(1) A titre d'indication.: La ligne Kembs-Creney à 220 kw, d'une longueur de 278 km. (la plus longue ligne à 220 kw de France et vraisemblablement d'Europe) traverse 122 communes et environ 15.000 parcelles de terrain appartenant à 4.500 propriétaires. Le nombre des pylônes est de 1.085.

Proposition de loi Borrel, Carron et Falcoz (1).

Les servitudes sont conservées, mais les garanties accordées aux propriétaires sont accrues.

1° Le concessionnaire, huit jours avant de pénétrer sur le terrain où il veut établir ses ouvrages, prévient les intéressés par lettre recommandée, contenant une offre d'indemnité.

2° S'il n'y a pas entente sur cette offre, dans le mois suivant la réception de cette lettre, le concessionnaire saisit, à ses frais, le juge de paix.

3° Le juge de paix statue dans les deux mois et l'indemnité est payée un mois après qu'il a rendu sa sentence.

4° L'appel est permis dans le délai d'un mois (2).

5° S'il n'y a pas eu paiement dans le mois, le propriétaire a le droit de s'opposer aux travaux et de faire enlever ceux qui ont été exécutés.

Cette proposition n'apporte guère d'amélioration au régime en vigueur ; elle a en outre l'inconvénient de créer un retard légal qui peut être de quatre mois dans le commencement des travaux, en cas de procès. La sanction qu'elle institue paraît également excessive ; forcer le concessionnaire à enlever des ouvrages qui peuvent être des ouvrages publics, le forcer, par conséquent, à interrompre le fonctionnement d'un service public, parce qu'une faible indemnité n'a pas encore été payée à un particulier, c'est porter atteinte à l'intérêt général. D'autant

(1) Rapport de M. MISTRAL, adoptée par la Chambre le 16 juillet 1926 (*J. O.*, Déb. parl., annexes, 1926, p. 2931) et transmise au Sénat (*J. O.*, Sénat, annexe du p.-v., séance du 27 juillet 1926).

(2) C'était là, en 1926, une innovation, le délai d'appel normal étant de deux mois, mais ce délai a été abaissé à un mois (Décret-loi du 30 oct. 1935, art. 443 nouveau du Code de procédure civile).

plus que le montant de cette indemnité est fixé et que le concessionnaire, industriel dont les ressources financières sont généralement importantes, ne manquera certainement pas de la payer un jour. En fait, ce qui intéresse les particuliers, ce n'est pas tant l'indemnité qu'ils peuvent espérer toucher lors de l'établissement d'une ligne électrique sur leurs terrains que la nature même de la charge légale qui pèse sur ces terrains. Ils désirent que le champ d'application des servitudes soit restreint et qu'au contraire celui de l'expropriation soit étendu. Une autre proposition de loi de 1926 tenait compte de ces désirs.

Proposition de loi Mollard, Milau et Machet (1) :

Elle est de nature beaucoup plus complète que la précédente :

Elle étend tout d'abord cependant le domaine des servitudes, puisqu'elle met à la disposition du concessionnaire simple la servitude d'ancrage lorsque la tension de la ligne ne dépasse pas 1.500 v., celle de passage lorsque le courant a une tension inférieure à 45.000 v. et celle de support, enfin, lorsque l'emprise sur la propriété privée n'est pas supérieure à un mètre carré. Quant au titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique, il n'existe, pour lui, d'autres limites que celles fixées par l'article 12, si ce n'est qu'il est tenu d'éloigner des agglomérations, dans la mesure du possible, ses lignes d'une tension supérieure à 45.000 v.

Mais en face de cette extension du domaine des servitudes, diverses garanties nouvelles sont accordées aux propriétaires. Tout d'abord l'occupation de grandes surfaces ne peut se faire qu'après une expropriation régulière. Quant

(1) *J. O.*, Sénat, sess. ord. 1926, annexe au p.-v. séance du 22 juin 1926.

aux indemnités, elles sont fixées et payées préalablement au début des travaux. Le juge de paix n'est plus compétent pour connaître des litiges soulevés par l'indemnité de servitude. C'est le rôle d'un jury tripartite composé d'un représentant du concessionnaire, de l'assujetti, et d'un fonctionnaire. Le juge de paix n'intervient que pour nommer les arbitres en cas de difficultés. Mais sa compétence s'étend également, d'après cette proposition de loi, à tous les dommages causés par les études préliminaires à la construction des ouvrages du concessionnaire ou par leur entretien.

Cette proposition, pour intéressante quelle soit, n'est pas exempte de toutes critiques. L'attribution de certaines servitudes au simple concessionnaire est arbitraire. Le voltage n'étant pas un critère de sécurité suffisamment précis. La procédure d'arbitrage devant un jury tripartite au lieu d'une procédure de jugement devant un seul juge, qui a l'habitude de faire œuvre de conciliation, serait une innovation regrettable, car elle entraînerait des retards certains. Enfin cette attribution de compétence au juge de paix de certains dommages qui sont des dommages de travaux publics aboutirait à compliquer encore les règles pourtant déjà trop complexes du partage des compétences judiciaire et administrative. Une deuxième proposition Mollard de 1932, a partiellement fait état de ces critiques, mais n'est guère plus satisfaisante que la première.

Deuxième proposition Mollard (1) :

Tous les concessionnaires bénéficient des servitudes d'ancrage, de passage et d'ébranchage si l'emprise est inférieure à un mètre carré. Si elle est supérieure à ce

(1) Citée par M. SIMON, thèse, p. 156.

chiffre ou si le concessionnaire est obligé d'établir des canalisations souterraines, une déclaration d'utilité publique lui est alors nécessaire. Un jury spécial détermine le montant des indemnités. Précédant l'exécution des travaux certaines formalités doivent intervenir :

- 1° Une enquête avec avis des conseils municipaux.
- 2° Un arrêté du préfet approuvant le détail du tracé.
- 3° Une procédure de notification. En cas de désaccord sur l'état des lieux un recours devant le conseil de préfecture est ouvert.

S'il y a urgence des dérogations sont susceptibles d'être apportées à l'accomplissement de ces formalités.

Cette étude a montré que les servitudes légales répondaient à une véritable nécessité. Aussi ne peut-il être question de les supprimer. Nul n'y songe. Certaines réformes s'imposent toutefois aujourd'hui. Depuis 1906, les distributions ou les transports d'énergie électrique ont en effet vu leur ampleur considérablement augmentée, les conditions techniques de leur développement profondément modifiées. De plus, les termes même de la loi du 15 juin 1906 sont parfois imprécis et soulèvent des discussions doctrinales et jurisprudentielles auxquelles il paraît préférable de mettre fin par une interprétation législative. Mais ces réformes ne sont pas des réformes de structure. Car concessionnaires et même propriétaires paraissent actuellement accoutumés au régime des servitudes légales. Les premiers y trouvent suffisamment de pouvoirs pour établir leurs lignes en utilisant les propriétés privées, les seconds s'habituent à voir céder leur intérêt particulier devant l'intérêt général.

En reprenant les différentes parties de cette étude il convient donc maintenant d'examiner quelles sont ces modifications qu'il est souhaitable d'apporter au régime actuel.

Depuis le décret-loi du 17 juin 1938, une déclaration d'utilité publique peut s'obtenir rapidement et sans grandes formalités ; aussi il ne paraît pas utile d'accorder le bénéfice des servitudes légales aux simples concessionnaires. Les quatre catégories d'ayants droit aux servitudes doivent être maintenues. Toutefois le texte de l'article 21 de la loi du 15 juin 1906 (1) pourrait être modifié de façon à en restreindre le champ d'application à l'établissement ou au fonctionnement des seules lignes électriques servant exclusivement à l'exploitation d'ouvrages bénéficiant déjà d'une déclaration d'utilité publique et construits par l'Administration ou son concessionnaire, et ayant le même tracé que ces ouvrages.

Quant à l'étendue des servitudes, elle doit rester telle que la loi de 1906 et le décret-loi du 12 novembre 1938 l'ont délimitée (2). N'accorder la servitude d'implantation que pour les seuls pylônes dont l'embase ne dépasserait pas un certain chiffre, par exemple dix mètres carrés, réserver la servitude de passage, de support et d'abatage aux seuls courants à basse et à moyenne tension, ce serait porter une grave atteinte à l'établissement de réseaux de distribution ou de transport d'énergie électrique, en obligeant les concessionnaires à utiliser plus fréquemment la procédure longue et coûteuse de l'expropriation.

(1) Voir p. 56 et suiv.

(2) Voir p. 96 et suiv.

Il serait opportun de préciser dans la loi que les servitudes légales s'étendent à la surveillance et à l'entretien des lignes électriques, étant donné les discussions jurisprudentielles et doctrinales soulevées par cette question (1).

Si le décret-loi du 17 juin 1938 a eu pour effet de rendre plus rapide l'accomplissement des formalités préalables à l'exécution des travaux nécessitant l'emploi des servitudes (2), il a supprimé toute participation des particuliers à ces formalités. Sans revenir aux enquêtes publiques de la loi de 1906, trop nombreuses et trop longues, il conviendrait toutefois de prendre certaines dispositions en faveur des propriétaires pour leur permettre de faire valoir leurs droits avant que le concessionnaire ne commence ses travaux. Ainsi il faudrait décider que les industriels avertissent les propriétaires, par lettre recommandée, de l'installation projetée d'une ligne électrique et des sujétions susceptibles de peser sur leurs terrains, avant que l'ingénieur en chef ne prépare le décret des servitudes. Un certain délai, de huit ou de quinze jours, serait accordé à ces particuliers pour présenter leurs observations qu'ils auraient à adresser à la fois au concessionnaire et à l'ingénieur en chef départemental des Ponts et Chaussées. S'il n'est tenu aucun compte de ces observations et qu'une irrégularité s'en suive, les tribunaux qui sanctionneraient cette irrégularité, devraient avoir la possibilité de condamner le concessionnaire à une amende.

La juridiction compétente pour connaître des litiges concernant l'indemnité de servitudes est le juge de paix.

(1) Voir p. 119 et suiv.

(2) Voir p. 132.

Ce magistrat est particulièrement indiqué lorsqu'il y a à faire œuvre de conciliation, aussi ne paraît-il pas utile de soumettre ces litiges à des arbitres. Mais une réforme nécessaire consisterait à décider que le juge de paix compétent est celui de la situation des immeubles grevés de servitudes, quelque soit le demandeur (1).

Si l'étendue des servitudes doit être maintenue, il semble équitable de décider qu'une indemnité égale à la moitié de la valeur du terrain occupé, soit payée lorsque la superficie des installations du concessionnaire est particulièrement importante. Par contre il serait opportun de spécifier que l'exercice des servitudes est en principe gratuit et qu'une indemnité n'est due que pour les seuls dommages réellement subis lors de l'établissement et de l'entretien des lignes électriques. La Cour de Cassation ne continuerait pas alors à englober la diminution de jouissance et la dépréciation de la valeur vénale parmi les éléments de l'indemnité des servitudes (2).

Les propriétaires des terrains assujettis aux servitudes conservent certains droits. S'il ne convient pas de les supprimer purement et simplement, car les servitudes priveraient alors totalement les particuliers de leur droit de propriété, il paraît toutefois souhaitable de modifier le texte de l'article 12. Il est dit que la présence des installations électriques « ne peut faire obstacle » aux droits du propriétaire de démolir, réparer, surélever, de se clore ou de bâtir (3). L'application de cette disposition entraîne par-

(1) Voir p. 137.

(2) Voir p. 144 et suiv.

(3) Voir p. 159 et suiv.

fois, comme il a été indiqué, des dépenses importantes pour le concessionnaire et une véritable gêne pour tous les usagers du Service public de distribution ou de transport d'énergie électrique. Elle n'est plus adaptée aux conditions techniques actuelles. Aussi devrait-on spécifier dans la loi que le droit de se clore, de réparer, de bâtir ou de surélever, peut, si son exercice ne répond pas aux nécessités du Service public se résoudre par le paiement d'une indemnité.

Enfin les dernières réformes à apporter à la loi de 1906 constitueraient à attribuer compétence aux tribunaux judiciaires des litiges nés d'irrégularités commises par l'industriel et aux tribunaux administratifs ceux provenant d'irrégularités commises par l'Administration. Ces dernières irrégularités sont essentiellement celles où l'acte administratif reconnaissant à un industriel le droit d'utiliser les servitudes suivant un certain tracé, aujourd'hui un décret, englobe dans ce tracé des immeubles qui, de par leur nature, ne sont pas susceptibles d'être grevés de servitudes. La compétence administrative se justifie alors pour éviter que les particuliers n'aient à aller successivement devant deux ordres de juridiction, étant donné que la validité d'un acte administratif étant en jeu, ils ont déjà obligatoirement à soumettre cette question de validité au Conseil d'Etat (1).

Les servitudes légales constituent le moyen juridique par lequel une ligne électrique est facilement édifiée, malgré la présence de propriétés privées. Par elles le Service public de distribution ou de transport d'énergie électrique est mieux à même de donner satisfaction à ses usagers. Aussi assurent-elles la conciliation de l'intérêt général et de l'intérêt particulier, conciliation qui est, d'ailleurs, le meilleur

(1) Voir p. 204 et suiv.

élément de stabilité de la vie en société. Mais cette conciliation ne peut exclusivement être l'œuvre des textes ; elle n'est parfaite que par la confiante collaboration de tous les intéressés.

VU, le *Président de la Thèse* :

ACHILLE MESTRE

VU, le *Doyen* :

GEORGES RIPERT

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris :

GILBERT GIDEL

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES

ALIBERT (Jacques). — *Obligations et responsabilités des distributeurs d'énergie électrique*. (Thèse Paris, Sirey 1937).

BARDI DE FOURTOU (Charles). — *L'électrification des campagnes en France et à l'étranger*. (Thèse Paris, 1926).

BARIDON. — *Conditions de la distribution d'énergie électrique en France*.

BLAEVOET (Ch.). — *Des atteintes à la propriété à raison des travaux publics*, préface de M. Gaston Jèze (Paris, 1930).

— *Recueil des lois, décrets, arrêtés et cahier des charges relatifs à la production et à la distribution de l'énergie électrique*.

CARPENTIER (Et.). — *L'éclairage privé et la force motrice dans le droit privé*.

CLÉMENT (Marcel). — *Le réseau français de transport d'énergie*.

COLOMBET (Dominique). — *Des droits du distributeur d'énergie électrique vis-à-vis des propriétaires* (Thèse Paris, 1925).

- COUZINET (Paul). — *La réparation des atteintes portées à la propriété privée immobilière par les groupements administratifs* (Thèse Paris, 1927).
- DESGRANGES. — *Essai sur la nature de la voie de fait en droit administratif français* (Thèse Poitiers, 1937).
- DEVAUX (P.). — *Histoire de l'électricité* (Paris, 1941).
- DUPRÉ DE LA TOUR (Louis). — *Le régime juridique des lignes de transport d'énergie à haute tension* (Thèse province, 1932).
- HÉRARD (F.). — *Les canalisations d'éclairage électrique* (Documents officiels, jurisprudence, Paris, 1894).
- L'HUILLIER. — *Législation des forces hydrauliques* (Paris, 1926 - Supplément, mars 1936). — *Législation des Distributions d'énergie électrique* (Paris, 1928).
- LABAUME (Jean) et VALLE (Fernand). — *Législation de l'électricité* (Paris, Dunod, 1937).
- MARANGES (Hubert). — *Les transports d'énergie électrique et la propriété privée* (Thèse Paris, 1929).
- MESTRE (Achille). — *Propriétaires et compagnies de distribution d'énergie électrique* (Paris, Tenin 1925).
- MICAUD (G.). — *Conditions légales de transport et de la distribution de l'énergie électrique* (Thèse province, 1908).
- SAUTY DE CHALON (Guillaume). — *Le transport de l'énergie électrique* (Paris, 1938).
- SIMON (René). — *L'installation des lignes électriques et la propriété privée* (Thèse Paris, 1937).
- TESTE (Pierre). — *Les services publics de distribution d'eau, de gaz et d'énergie électrique* (Dalloz, 1940).
- VOUTERS. — *De la règle que l'autorité judiciaire est gardienne de la propriété privée* (Thèse Lille, 1940).

II. — ARTICLES

BARBILLON (L.). — *A propos de l'interconnexion des grands réseaux de transport d'énergie* (Rev. de l'Industrie Minérale, mai-juin 1941).

BESNARD. — *Le développement de la production et de la distribution de l'énergie électrique en France de 1933 à 1938* (R.G.E., janvier 1942).

BLAEVOET. — *Droits des concessionnaires de force hydraulique pour la restitution de l'eau et de l'énergie aux titulaires du droit d'usage* (Génie civil, 7 mai 1927, p. 560).

— *Les charges légales de la propriété foncière en faveur des distributeurs d'énergie électrique* (R.G.E. 1927 - 2 - p. 561 et 601).

BORREL (Antoine). — *Des réseaux de transport d'énergie électrique et les droits des particuliers* (Rev. pol. et parl. 1925, T. 122, p. 74).

BOUGAULT (Paul). — *Sur les conventions amiables* (R.G.E. 1917, p. 195). — *La question de clôture équivalente à des murs* (R.G.E. 1929, p. 693). — *Examen de jurisprudence sur la suppression des ouvrages irréguliers* (Bull. Chbre Synd. F. Hydr. 1930, p. 149).

L'HUILLIER. — *Le régime administratif des lignes auxiliaires dépendant des usines hydrauliques concédées* (R.G.E. 23 juin 1928, p. 1.093). — *Assujettissement des propriétés aux servitudes* (R.G.E. 25 nov. 1933, p. 733). — *De la compétence du juge des référés en matière de servitudes* (R.G.E. 1928, p. 197).

MARTY (M^e Georges). — *Du caractère juridique des bran-*

chements d'abonnés d'après le cahier des charges-type et la jurisprudence (Bull. 1941, p. 95).

MATHIOT. — *Les arbres et les lignes électriques* (Bull. sept 1935).

MESTRE (Achille). — « *Sur l'arrêté de conflit du 6 juin 1934* » (R.G.E. 1935, p. 525).

MICANEL (Edgard). — *A propos des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906. Passage de lignes. Définition des propriétés closes* (L'Electricien 15 août 1935, n° 1618). — *Encore et toujours les servitudes de passage des lignes à travers les propriétés* (L'Electricien, 1^{er} nov. 1937). — *Servitudes et indemnités* (L'Electricien, 15 avril 1941).

MONZIE (Anatole de). — *Introduction à « Extension de l'équipement électrique de la France »*.

PANGON. — *Les servitudes légales d'occupation des propriétés privées pour l'installation des lignes électriques* (Répertoire Commeille, janvier 1939).

PASTRE. — *Le transport d'énergie et la propriété privée. Indemnités pour servitudes et particulièrement pour dépréciation de valeur vénale* (Science et Industrie, 6 mars 1935).

PEPY. — *Bulletin de la Chambre Syndicale des Forces Hydrauliques*.

REMAURY. — *La servitude d'élagage et le délit d'abatage d'arbres* (R.G.E. 1931, p. 317).

RUELLE (de la). — *L'Etablissement des lignes en vue de la restitution de l'énergie sous la forme électrique en cas d'éviction des droits particuliers à l'usage de l'eau* (R.G.E. 21 mai 1927, p. 428).

SIREY (Charles). — *Divergences entre la jurisprudence du Conseil d'Etat et celle de la Cour de Cassation con-*

cernant l'exercice des servitudes d'utilité publique (Bulletin des Syndicats de la Fédération Nationale des Syndicats industriels indépendants de l'Electricité, du Gaz et de l'Eau, n° 57, sept. 1937).

TORTAT. — *Elagage en bordure des chemins vicinaux* (R.G.E. 21 mars 1936).

III. — NOTES DE JURISPRUDENCE

APPLETON. — D. P. 1925-1-17 sous Civ. 3 mai 1924.

BERTHELEMY. — D. P. 1910-2-17 sous Trib. civ. Bordeaux,
27 nov. 1908.

BLAEVOET. — D. P. 1927-1-125 sous Civ. 4 mai 1926.

D. P. 1930-2-137 sous Trib. civ. Vesoul, 24 mai 1927
et Trib. civ. Montluçon, 18 janvier 1929.

D. P. 1930-1-174 sous Civ. 6 janvier 1930.

D. P. 1930-3-33 sous C. E. 14 janvier 1928.

D. P. 1931-1-77 sous Req. 4 nov. 1930.

D. P. 1937-1-17 sous Req. 6 mars 1934 et
25 mars 1935 ; Civ. 3 avril 1935, Req.
3 juin 1935 et 3 mars 1936 ; R. G. E. 1938,
p. 317 sous Req. 3 nov. 1937.

DEVAUX. — D. P. 1926-1-105 sous Civ. 12 mai 1924.

DUCROQ. — D. P. 1885-3-33 sous C. E. 23 janvier 1885 et
T. des C., 3 déc. 1884.

HAURIOL. — S. 1900-3-49 sous T. des C. 9 déc. 1899.

S. 1901-3-33 sous T. des C. 10 nov. 1900.

S. 1907-3-33 sous C. E. 3 février 1905 et 21 décembre 1906.

S. 1921-3-49 sous C. E. 10 juin 1921.

LABBÉ. — S. 1891-1-369 sous Req. 27 avril 1891.

LAROCHE. — S. 1935-3-97 sous T. des C., 4 juin 1934.

- L'HUILLIER. — R. G. E. 1933-1-470 sous Cass. 2 mars 1931.
S. 1937-3-105 sous C. E. 1^{er} juil. 1936.
R. C. 1938, p. 132 sous Req. 3 nov. 1937.
- MESTRE. — S. 1924-1-289 sous Civ. 12 juil. 1921, 11 juillet 1922, 25 avril et 3 déc. 1923 et 28 janvier 1924.
S. 1927-2-17 sous Trib. civ. Lyon, 24 juil. 1926.
S. 1930-1-337 sous Civ. 6 janvier 1930.
S. 1933-3-65 sous C. E. 28 oct. 1932.
S. 1934-3-49 sous T. des C., 18 déc. 1933.
S. 1935-3-57 sous T. des C., 6 juin 1934.
R. G. E. 1935-1-522 sous C. de C., 2 mars 1931.
- PANGON. — Bull. 1939, p. 3, sous Req. 3 nov. 1937.
- P. B. — D. P. 1921-1-185 sous Civ. 12 juil. 1921.
- PLANIOL. — D. P. 1914-2-97 sous Trib. civ. Marmande
6 mars 1913.
- ROUX. — S. 1929-1-393 sous Crim. 18 nov. 1927.
- VOISIN. — D. P. 1938-1-62 sous Civ. 22 nov. 1937.
- WALINE. — D. P. 1935-1-49, sous Civ. 30 juin 1934.
-

LISTE
DES DÉCISIONS DE JURISPRUDENCE CITÉES

- 4 mars 1825, Crim. — Rép. Dalloz, édit. 1870, v° Dom-
mage - Destruction, n° 179.
- 31 déc. 1856 et 11 fév. 1857, Cour de Douai. — Jur. gén.,
voir Télégraphe, n° 56.
- 5 juin 1856, C. E. — Rec. p. 338
- 23 juil. 1857, C. E. — D. P. 1858-3-26. — Rec. p. 579.
- 7 mars 1861, C. E. — D. P. 1861-3-81. — Rec. p. 785.
- 24 déc. 1862, C. E. — Rec. p. 855.
- 24 mars 1865, C. E. — D. P. 1865-3-89. — Rec. p. 325.
- 5 juil. 1865, Civ. — D. P. 1865-1-347.
- 15 avril 1868, Req. — D. P. 1868-1-339.
- 16 juil. 1878, Civ. — D. P. 1879-1-128.
- 9 août 1882, Cour de Bruxelles. — D. P. 1885-2-144.
- 19 déc. 1882, Req. — D. P. 1883-1-57.
- 20 fév. 1884, Civ. — D. P. 1884-1-392.
- 3 déc. 1884, T. des C. — D. P. 1885-3-33. Note Ducroq.
— S. 1886-3-42.
- 23 déc. 1884, T. des C. — Rec. p. 909.
- 23 janv. 1885, C. E. — D. P. 1885-3-33. Note Ducroq.
- 17 avril 1885, Crim. — D. P. 1885-1-255.
- 1 déc. 1886, Civ. — D. P. 1887-1-183.
- 8 mai 1886, T. des C. — D. P. 1897-3-89.

- 19 janv. 1887, Trib. civ. Toulouse. — R. C. 1907, p. 145.
 19 déc. 1888, Trib. civ. Compiègne. — D. P. 1902-2-361.
 1 avril 1889, Req. — D. P. 1890-1-270.
 9 mai 1891, T. des C. — D. P. 1892-3-10.
 18^e fév. 1893, T. des C. — D. P. 1894-3-34. — Rec. p. 156.
 25 fév. 1893, T. des C. — Rec. p. 182.
 26 janv. 1894, C. E. — Rec. p. 71.
 26 mai 1894, T. des C. — D. P. 1895-3-45.
 2 fév. 1897, Req. — D. P. 1897-1-71.
 15 nov. 1899, J. de p. Lille. — D. P. 1900-2-361.
 9 déc. 1899, T. des C. — S. 1900-3-49. Note Hauriou
 (Jurisp. Adm. I. 413).
 10 nov. 1900, T. des C. — S. 1901-3-33. Note Hauriou.
 26 déc. 1900, Civ. — D. P. 1901-1-130.
 22 mars 1901, C. E. — Rec. p. 315.
 10 juin 1902, Req. — S. 1903-1-11.
 1^{er} déc. 1902, Civ. — G. P. 1902-2-643. — S. 1905-1-182.
 23 janv. 1903, C. E. — Rec. p. 58.
 6 fév. 1903, C. E. — D. P. 1904-3-65.
 5 mars 1903, Trib. civ. Amiens. — Rec. Amiens 1903,
 p. 225.
 21 juil. 1903, C. E. — Rec. p. 607. — D. P. 1905-3-4. —
 S. 1906-3-21.
 25 janv. 1904, Req. — S. 1909-1-492. — D. P. 1904-1-297.
 16 mai 1904, T. des C. — D. P. 1906-3-6.
 3 juin 1904, Trib. civ. Narbonne. — R. C. 1904, p. 431.
 10 mars 1905, C. E. — Rec. p. 254.
 19 janv. 1906, C. E. — Rec. p. 56.
 4 mai 1906, Trib. civ. Seine. — R. C. 1907, p. 106.
 25 mai 1906, C. E. — R. C. 1908, p. 173.
 23 nov. 1906, C. E. — S. 1907-3-365.
 21 déc. 1906, C. E. — S. 1907-3-33. — D. P. 1907-3-41.

- 24 avril 1907, Trib. corr. de Thiers. — Cité par M. Blaevoet, p. 211.
- 10 janv. 1908, C. E. — Rec. 1908, p. 9.
- 19 mai 1908, Trib. civ. Seine. — R. C. 1909, p. 90.
- 27 nov. 1908, Trib. civ. Bordeaux. — D. P. 1919-2-17.
- 2 fév. 1909, Req. — S. 1912-1-577. Note M. Mestre. — D. P. 1909-1-157.
- 8 fév. 1909, C. de C. — S. 1912-1-77. Note M. Mestre.
- 30 nov. 1909, Cour de Chambéry. — Le Droit, 18 janvier 1910.
- 18 avril 1910, Civ. — S. 1911-1-33.
- 17 mai 1910, Trib. civ. Narbonne. — R. C. 1911, p. 37.
- 4 juin 1910, C. de P. du Pas-de-Calais. — G. T. 1910-2-899.
- 24 oct. 1910, Trib. civ. Bordeaux. — R. C. 1911, p. 223.
- 10 déc. 1910, T. des C. — Rec. p. 937. — D. P. 1912-3-139
- 16 déc. 1910, C. E. — D. P. 1912-3-139.
- 20 janv. 1911, C. E. — Rec. p. 52.
- 5 août 1911, C. E. — Rec. p. 959.
- 14 fév. 1912, Cour de Pau. — Bull. 1912, p. 152.
- 6 mars 1913, Trib. civ. Marmande. — R. C. 1913, p. 182.
- 12 nov. 1913, Cour d'Amiens.
- 12 fév. 1918, C. E. — Rec. p. 25. — S. 1921-3-30.
- 27 mars 1920, Trib. civ. Alger. — R. E. 1921, n° 7-165.
- 5 août 1920, C. E. — Rec. p. 824.
- 10 juin 1921, C. E. — D. P. 1922-3-26. — S. 1921-3-49. — R. D. P. 1921, p. 361, note M. Jèze.
- 12 juillet 1921, Civ. — D. P. 1921-1-185. Note P. B. — S. 1924-1-289, note M. Mestre.
- 2 déc. 1922, C. E. — Rec. p. 1022.
- 11 juil. 1922, Civ. — S. 1924-1-289, note M. Mestre.
- 19 juil. 1922, C. de C. — G. P. 1922-2-371.

25 août 1922, J. de p. de Bagnères-de-Bigorre. — Bull. 1922, p. 127.

25 avril 1923, Civ. — D. P. 1926-1-64. — G. P. 1923-2-225. — S. 1924-1-289, note M. Mestre.

6 nov. 1923, Cour de Paris. — G. P. 15 déc. 1923. — G. T. 6 janv. 1924.

3 déc. 1923, Civ. — R. C. 1924, p. 47. — S. 1924-1-289, note M. Mestre.

28 janv. 1924, Civ. — Bull. 1924, p. 31. — S. 1924-1-293.

2 fév. 1924, Cour de Toulouse. — Bull. 1925, p. 36.

6 mai 1924, Civ. — D. H. 1924, p. 410.

14 mai 1924, T. des C. — R. G. E. 1935-1-526. — R. G. 1924, p. 458.

24 nov. 1924, Trib. civ. Chambéry. — Cité par M. Mestre : Propriétaire et Compagnies, p. 47.

3 déc. 1924, C. E. — Rec. p. 972.

12 janv. 1925, Trib. civ. de Bordeaux. — R. E. 1926, n° 8, 387.

30 mars 1925, Cour de Paris. — G. T. 8-9 juil. 1925.

27 mai 1925, C. E. — Rec. p. 527.

9 déc. 1925, Trib. civ. Nantes. — R. E. 1925, n° 8-388.

24 juil. 1926, Trib. civ. Lyon. — S. 1927-2-17, note M. Mestre. — R. C. 1924, p. 124.

25 oct. 1926, Cour Paris. — G. P. 1926-2-656.

3 janv. 1927, Trib. civ. Pau. — D. P. 1934-3-40.

10 janv. 1927, Trib. civ. Montpellier. — R. C. 1928, p. 205.

11 mars 1927, C. E. — D. H. 1927, p. 243.

24 mars 1927, Trib. civ. Vesoul. — S. 1928-2-276. — D. P. 1930-2-137, note M. Blaevoet.

4 avril 1927, Trib. civ. Pau. — D. P. 1934-3-40.

19 mai 1927, Trib. civ. Grenoble. — Cité par M. Blaevoet, p. 212.

- 27 mai 1927, C. E. — R. C. 1928, p. 66.
 28 oct. 1927, C. E. — R. C. 1928, p. 88.
 18 nov. 1927, Crim. — S. 1929-1-393, note M. Rouse.
 8 déc. 1927, Trib. civ. Seine. — G. T. 1928-2-147.
 17 déc. 1927, Trib. corr. Albi. — G. P. 1928-1-352. —
 R. C. 1928, p. 205.
 14 janv. 1928, C. E. — D. P. 1930-3-31, note M. Blaevoet.
 4 mai 1928, C. E. — D. H. 1928, p. 340.
 20 juin 1928, Trib. civ. Grenoble (référé). — G. P. 1928-
 2-331. — R. C. 1929, p. 97.
 8 oct. 1928, Trib. civ. Grenoble. — Bull. Chbre Synd. F.
 Hydr. n° 564, déc. 1928.
 10 oct. 1928, Trib. civ. Nantes. — R. E. 1929, p. 106.
 16 nov. 1928, C. E. — Rec. p. 1193 — D. H. 1928, p. 611.
 19 nov. 1928, Trib. corr. Grenoble. — R. C. 1929, p. 114.
 — G. P. 1929-1-301. — Bull. 1929, p. 20.
 30 nov. 1928, Trib. civ. Angers. — R. E. 1929, n° 9022.
 3 déc. 1928, Trib. civ. Pau. — R. G. E. 1928-1-787.
 18 janv. 1929, Trib. civ. Montluçon. — R. C. 1929, p. 129.
 — S. 1929-2-54. — D. P. 1930-2-137, note M.
 Blaevoet.
 27 fév. 1929, Trib. civ. Caen. — R. E. 1931, n° 9.021.
 2 - 30 janv. 1930, Trib. civ. Toulouse. — R. C. 1934,
 p. 142.
 6 janv. 1930, Civ. — S. 1930-1-337, note M. Mestre. —
 D. P. 1930-1-174, note M. Blaevoet.
 28 fév. 1930, Trib. civ. St-Malo. — R. C. 1930, p. 150.
 4 avril 1930, Trib. civ. Angers. — R. E. 1931, n° 9.374.
 8 juil. 1930, Cour Riom. — D. P. 1931-2-31.
 4 nov. 1930, Req. — R. C. 1931, p. 27. — D. P. 1931-
 1-77.
 15 déc. 1930, Trib. civ. Bordeaux.

- 9 janv. 1931, C. E. — S. 1931-3-41, note M. Bonnard. —
Rec p. 10.
- 28 janv. 1931, Trib. civ. Nice. — D. P. 1931-2-31.
- 6 fév. 1931, C. E. — Rec. p. 139. — D. P. 1934-3-29. —
R. C. 1931, p. 53.
- 25 fév. 1931, Civ. — R. C. 1931, p. 58. — S. 1931-1-269.
— D. H. 1931, p. 220.
- 2 mars 1931, C. de C. — Note M. L'Huillier, R.G.E.
1933-1-470. — Note M. Mestre, R.G.E. 1935-1-522.
- 6 mars 1931, C. E. — S. 1932-3-78.
- 22 mai 1931, C. E. — Rec. p. 562.
- 17 juin 1931, C. E. — R. C. 1931, p. 125. — Bull. 1931,
p. 78.
- 26 juin 1931, C. E. — D. H. 1931, p. 480.
- 11 juil. 1931, Trib. civ. Pont-l'Evêque. — D. P. 1937-1-28.
- 15 juil. 1931, C. E. — R. C. 1931, p. 130. — Rec. p. 766.
— Bull. 1931, p. 139.
- 16 juil. 1931, Trib. civ. Lesparre.
- 1^{er} déc. 1931, C. des C. — S. 1932-1-66.
- 8 déc. 1931, Trib. civ. Seine. — R. C. 1932, p. 128. —
D. H. 1932, p. 127.
- 2 mars 1932, Trib. civ. Cherbourg. — Bull. 1935, p. 42.
— G. T. 1932, 2^e sem.-2-99.
- 25 mars 1932, Trib. civ. Mauriac.
- 1^{er} juin 1932, Req. — D. P. 1932-1-102.
- 12 juil. 1932, Trib. civ. Joigny. — G. T. 21-22 déc. 1932.
- 28 oct. 1932, C. E. — S. 1933-3-65.
- 22 nov. 1932, Trib. civ. Lodève. — G. P. 1933-1-29. —
R. G. E. 1-293.
- 22 nov. 1932, Cour d'Amiens. — G. P. 1933-1-603.
- 10 janv. 1933, Req. — S. 1933-1-185. — D. 1933-1-13. —
R. C. p. 183.

- 11 janv. 1933, C. E. — Rec. p. 30.
- 27 janv. 1933, J. de p. Alès.
- 4 fév. 1933, J. de p. du Vigan.
- 10 fév. 1933, C. E. — Rec. p. 183. — R. C. 1933, p. 155.
- 10 mai 1933, R. C. 1933, p. 167. — D. P. 1934-3-39. — Rec. p. 496.
- 21 mai 1933, C. E. — R. C. 1933, p. 106.
- 16 juin 1933, Trib. civ. du Vigan.
- 21 juin 1933, Cour Poitiers. — Cité par Simon, p. 127.
- 22 juil. 1933, C. E. — Rec. p. 843.
- 1^{er} août 1933, J. de p. du Caylus. — R. C. 1933, p. 276.
- 10 oct. 1933, Cour Besançon. — G. P. 1933-2-896.
- 18 oct. 1933, C. E. — Bull. 1934, p. 139. — R. C. p. 926.
- 25 oct. 1933, Trib. civ. Lavaure. — Bull. 1934, p. 141.
- 8 nov. 1933, C. E. — D. P. 1934-3-41. — R. C. 1933, p. 104. — La Loi, 9 déc. 1933.
- 8 déc. 1933, C. E. — G. P. 1934-1-412. — Bull. 1934, p. 26.
- 18 déc. 1933, T. des C. — R. C. 1934, p. 115. — S. 1934-3-49, M. Mestre, Le Génie Civil, 17 fév. 1934.
- 28 fév. 1934, Trib. corr. La Flèche. — R. C. 1934, p. 142.
- 6 mars 1934, Req. — D. H. 1934-202. — D. P. 1937-1-17, note Blaevoet. — R. C. 1937, p. 194. — G. T. 4-5 mai 1934.
- 23 mars 1934, Trib. civ. Fontainebleau. — Bull. 1938, p. 188.
- 25 avril 1934, C. E. — La Loi, 29 juin 1934.
- 17 mai 1934, C. E. — R. C. 1934, p. 244. — Rec. p. 568.
- 6 juin 1934, T. des C. — S. 1935-3-55, note M. Mestre.
- 20 juin 1934, C. E. — Rec. p. 703.
- 30 juin 1934, Civ. — D. P. 1935-1-49, note M. Watine.
- 4 juil. 1934, T. des C. — S. 1935-3-97, note M. Laroque.

- 24 juil. 1934, C. E. — G. P. 27 nov. 1934.
- 6 déc. 1934, Civ. — D. H. 1934-202. — D. P. 1937-117.
- 28 janv. 1935, Cour de Montpellier. — R. C. 1935, p. 119.
- 6 fév. 1935, C. E. — Rec. p. 156. — D. H. 1935, p. 183. —
La Loi, 7 mars 1935.
- 25 mars 1935, Req. — R. C. 1935, p. 124. — D. 1937-1-17,
note M. Blaëvoet. — S. 1935-1-225.
- 3 avril 1935, Civ. — R. C. 1936, p. 189. — D. P. 1937-
1-17, note M. Blaëvoet.
- 17 mai 1935, C. E. — Rec. p. 563. — G. P. 1935-2-304.
- 3 juin 1935, Req. — D. P. 1937-1-17, note M. Blaëvoet.
- 19 juin 1935, R. C. 1936, p. 190.
- 8 août 1935, Trib. des Conf. — D. P. 1935-3-25.
- 16 oct. 1935, C. E. — Rec. p. 930. — R. C. 1935, p. 331.
— G. P. 1935-2-674.
- 16 oct. 1935, C. E. — Rec. p. 932.
- 22 nov. 1935, C. E. — R. C. 1936, p. 29. — G. P. 1936-
1-54.
- 12 déc. 1935, J. de p. de Couches-les-Mines.
- 24 fév. 1936, Civ. — G. P. 1936-1-560. — R. C. 1936,
p. 213. — D. H. 1936, p. 195.
- 3 mars 1936, Req. — R. C. 1936, p. 125. — D. P. 1937-
1-17-28, note M. Blaëvoet.
- 10 mars 1936, Cour de Caen. — G. P. 1936-1-865.
- 27 mars 1936, Trib. civ. Toulouse. — G. P. 1936-1-864.
- 8 juil. 1936, Cour de Rouen. — Rev. As. Terr. 1936-1-129.
- 22 juil. 1936, C. E. — Rec. p. 824. — R. C. 1936, p. 99.
- 4 janv. 1937, Civ. — La Houille Blanche 1937, p. 121.
- 13 mars 1937, C. E. — La Loi, 19 juin 1937.
- 25 mars 1937, C. E. — R. C. 1937, p. 254. — La Loi,
31 juil. 1937.

- 28 avril 1937, Trib. civ. Mulhouse. — Bull. Chbre Synd. F. Hydr., 3 déc. 1937, n° 799.
- 4 mai 1937, C. E. — R. C. 1937, p. 267. — Rec. p. 471. — G. P. 1937-2-332.
- 4 mai 1937, Civ. — G. P. 1937-2-190. — R. C. 1937, p. 94. — D. P. 1937-1-17.
- 11 mai 1937, Civ. — G. T. 3 sept. 1937. — R. C. 1937, p. 194.
- 1^{er} juil. 1937, Req. 1^{er} juil. — D. P. 1937-1-487.
- 13 juil. 1937, Civ. — D. H. 1937-568. — R. C. 1938, p. 150.
- 3 nov. 1937, Req. — S. 1938-1-62. — D. H. 16 déc. 1937. — D. P. 1938-1-87. — Note M. Blaevoet, R. G. E. 1938, p. 319. — Note M. Panjon, Bull. 1939, p. 3. — Note M. L'Huillier, R. C. 1938, p. 132.
- 17 nov. 1937, C. de C. — S. 1938-1-14.
- 22 nov. 1937, Civ. — D. P. 1937-1-62, note M. Voisin. — S. 1939-1-84.
- 21 déc. 1937, C. E. — R. C. 1938, p. 117.
- 25 fév. 1938, C. E. — S. 1938-3-41.
- 8 mars 1938, C. de P. de Caen. — R. C. 1938, p. 279.
- 17 juin 1938, C. E. — D. P. 1940-3-5, conclusions M. Lagrange.
- 26 juil. 1938, Trib. civ. Angers. — Bull. 1938, p. 184.
- 19 oct. 1938, C. E. — Bull. 1941, p. 56.
- 14 nov. 1938, T. des C. — R. G. E. déc. 1939, p. 543 et avril 1941.
- 25 nov. 1938, Trib. civ. Saumur. — G. P. 10 janv. 1939. R. G. E. 2 sept. 1939.
- 5 janv. 1939, Trib. civ. Seine. — S. 1939-2-116.
- 7 fév. 1939, Trib. civ. Grenoble. — Bull. 1939, p. 40.
- 8 mai 1939, Trib. civ. Bordeaux. — D. P. 1939-2-39.

- 26 mai 1939, J. de p. Châtillon-sur-Indre. — Bull. 1941, p. 22.
- 3 juil. 1939, Req. — Bull. 1941, p. 28.
- 25 oct. 1939, S. 1939-1-290. — G. T. 23 mars 1940.
- 4 déc. 1939, Cour Paris. — Bull. 1941, p. 34.
- 13 mars 1940, Trib. civ. Bordeaux. — D. H. 3 juil. 1941.
- 8 mai 1940, Civ. — D. H. 1940, p. 128.
- 27 nov. 1940, Trib. civ. Caen. — D. H. 17 juil. 1941.
- 30 déc. 1940, Civ. — G. T. 1941-1-433.
- 12 fév. 1941, Req. — G. P. 4-5-6 mai 1941. — R. G. E. sept. 1941.
- 2 avril 1941, Cour de Grenoble.
- 6 mai 1941, Civ. — Bull. 1941, p. 66. — D. H. 1941, p. 337. — G. P. 1941-2-21.
- 21 mai 1941, Bull. 1941, p. 68. — D. H. 1941, p. 290.
- 11 juil. 1941, C. E. — Bull. 1941, p. 105.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION, DE LA RÉGLEMENTATION ET DE LA JURIS- PRUDENCE RELATIVES A L'ÉTABLISSEMENT ET A L'EN- TRETEN DES LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES, TÉLÉPHONI- QUES ET ÉLECTRIQUES SUR DES TERRAINS PRIVÉS	19
Texte des articles 11 et 12 de la loi du 15 juin 1906 ..	35
TITRE I. — Des Servitudes	
CHAPITRE I. — AYANTS DROIT	41
SECTION I. — Le titulaire d'une concession déclai- rée d'utilité publique (alinéa 3 de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906)	42
Sous-section I. — Concession et déclara- tion d'utilité publique	43
Sous-section II. — Le concessionnaire de transport d'énergie électrique peut-il bé- néficier des servitudes de l'article 12 ..	49
SECTION II. — Les bénéficiaires de l'article 21 de la loi du 15 juin 1906	56
SECTION III. — Les bénéficiaires de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925	61
SECTION IV. — Les bénéficiaires de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919	64

CHAPITRE II. — NATURE JURIDIQUE DES SERVITUDES

DE L'ARTICLE 12	68
a) Caractères des servitudes du Code civil	70
b) Caractère des servitudes de l'article 12	72
c) les servitudes de l'article 12 sont des charges légales	81
Des conventions privées passées entre indus- triels et particuliers	85

CHAPITRE III. — ETENDUE DES SERVITUDES LÉGALES

D'APRÈS LE TEXTE DE L'ARTICLE 12 DE LA LOI DU 15 JUIN 1906	96
SECTION I. — Servitude d'ancrage	98
SECTION II. — Servitude de passage	103
SECTION III. — Servitude d'implantation ou d'établissement	105
a) Terrain bâti	106
b) Terrain clos	107
c) Quand un terrain doit-il être clos et bâti pour échapper à la servitude d'implanta- tion ?	109
SECTION IV. — Servitude d'élagage et d'abatage	111

CHAPITRE IV. — LES SERVITUDES LÉGALES DE L'ARTI-

CLE 12 S'ÉTENDENT-ELLES A LA SURVEILLANCE ET A L'ENTRETIEN DES LIGNES ÉLECTRIQUES ?	119
--	-----

TITRE II. — De l'exercice des servitudes

CHAPITRE I. — EXERCICE RÉGULIER DES DROITS DES

PARTIES	126
SECTION I. — Les formalités préalables à l'exé- cution des travaux nécessitant l'emploi des servitudes	126

SECTION II. — Des indemnités consécutives à l'exécution des travaux	136
Sous-section I. — La juridiction compétente pour connaître des litiges relatifs à l'indemnité due à raison des servitudes	137
a) Compétence d'attribution	137
b) Compétence territoriale	140
Sous-section II. — Eléments de l'indemnité	144
Sous-section III. — Règlement de l'indemnité	157
SECTION III. — Des droits que conservent les propriétaires de terrains assujettis aux servitudes.	
Déplacement des lignes	159
CHAPITRE II. — EXERCICE IRRÉGULIER DES DROITS DES PARTIES	169
SECTION I. — Abus du droit de propriété et obstruction du propriétaire à l'égard des travaux entrepris par les industriels	171
SECTION II. — Méconnaissance des prescriptions légales par l'industriel ou par l'Administration. — Des voies de fait	178
Sous-section I. — De la compétence d'attribution	187
I. — L'industriel n'a aucun titre pour agir ;	188
A — Il édifie ses lignes électriques en utilisant des immeubles qui sont susceptibles de supporter les servitudes légales	188
B — Il édifie ses lignes électriques	

en utilisant des immeubles qui ne sont pas susceptibles de sup- porter les servitudes légales ..	197
II. — L'industriel est titulaire d'une concession déclarée d'utilité publi- que ou y est assimilé	198
A — Irrégularités commises par l'industriel	198
1) procédure irrégulière et utili- sation d'immeubles non suscepti- bles de supporter les servitudes légales	198
2) procédure irrégulière et utilis- ation d'immeubles susceptibles de supporter les servitudes légales ..	199
3) procédure régulière, mais le concessionnaire établit ses lignes en dehors du tracé tel qu'il a été approuvé par l'autorité compé- tente	204
B — Irrégularités commises par l'Administration	204
Sous-section II. — Des recours qu'un pro- priétaire peut intenter	213
Sous-section III. — Pouvoirs du juge	217
CONCLUSION	227
BIBLIOGRAPHIE	240
LISTE DES DÉCISIONS DE JURISPRUDENCE CITÉES	

CAEN
IMPRIMERIE M. CARON & C^{ie}
34, rue Demolombe

